

هكذا من رايهم

« Initiatives » : 19 pages d'offres d'emplois



Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14810 7 F

MERCREDI 9 SEPTEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUPA

Un regain de tension en Afrique du Sud

Fusillade meurtrière D'un massacre à l'autre au Ciskei

DÉRIVANT d'un massacre à l'autre, de la tuerie de Botswana, en juin, à celle qui vient d'ensanglanter, lundi 7 septembre, le bantoustane (homeland) du Ciskei, l'Afrique du Sud serait-elle condamnée à déverser interminablement, emportée dans le tourbillon des violences ?

En ouvrant le feu sur les manifestants de l'ANC venus négocier la fin de ce bantoustane « indépendant », les soldats du Ciskei ont, du même coup, réduit en cendres l'espoir d'une reprise rapide des négociations constitutionnelles, laborieusement entamées en décembre 1991 au sein de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA) et brutalement interrompues à la mi-mai 1992.

L'ANC n'a jamais fait mystère de son souhait de voir les dix bantoustans - soit-disant « autonomes » (Lebowa, Gazankulu, Qwaqwa, KwaZulu, KwaNdebele et KwaXhosa) ou prétendument « indépendants » (Bophuthatatswana, Ciskei, Transkei et Venda) - revenir dans le giron d'un État sud-africain unitaire.

Le discours « historique » du président Frederik De Klerk, prononcé en février 1990, avait fait naître chez les bantoustans une volonté de démanteler le système d'apartheid, dont les bantoustans étaient l'un des produits les plus voyants, les militants de l'ANC n'ont pas manqué, tout au long de ces deux dernières années, d'attiser la fièvre « nationaliste ».

Dénouant le chef de la junte, le général Josiah Gqozo, qui dirige le Ciskei depuis mars 1990, l'ANC a aussitôt brandi le spectre des représailles et de la « colère populaire » que la tuerie de Bishop, assurément ses dirigeants, « déclencherait » à coup sûr. Le gouvernement sud-africain n'a pas été épargné. Accusé d'avoir « encouragé » le général Gqozo « dans son intrinsèque », il porterait une responsabilité « égale » dans ce drame sanglant. A la menace des grèves et des « actions de masse », le mouvement présidé par M. Nelson Mandela ajoute, désormais ouvertement, celle des violences physiques.

L'EXIGENCE politique - légitime - d'une rapide intégration des bantoustans au sein de la nouvelle nation sud-africaine n'est pas rejetée, sur le fond, par le président De Klerk. C'est d'ailleurs, précisément, au moment où le chef de l'État était en train de conclure, à Pretoria, une conférence sur le régionalisme et le fédéralisme - boycottée par l'ANC et ses alliés - que la nouvelle du bain de sang au Ciskei a été annoncée.

Au-delà de ces controverses politiques se révèle un différend d'ordre tribal sans doute encore plus dangereux pour la majorité noire. Le Ciskei est en effet peuplé pour l'essentiel par la tribu des Xhosa, dominante au sein de l'ANC et de son électorat.

Tous ces périls rendent encore plus urgente la nécessité pour le gouvernement et pour l'ANC de renouer le dialogue constitutionnel afin que l'épreuve de force se déroule à nouveau autour d'une table de négociation plutôt que dans des banlieues noires transformées en champs de bataille.

M0147 - 0909 0 - 7.00 F



Les troubles en Asie centrale ex-soviétique

Démission forcée du président tadjik

Le président tadjik, M. Rakhmon Nabiev, réfugié pendant dix jours dans des casernes russes de sa capitale, Douchanbe, a été contraint à la démission, lundi 7 septembre, par des opposants en armes. Bloqué à l'aéroport d'où il tentait de gagner le nord du pays contrôlé par ses partisans, il a dû signer un texte remettant ses pouvoirs aux chefs du Parlement et du gouvernement de coalition, dominé depuis mai dernier par l'opposition anticomuniste. Le Tadjikistan, divisé en clans dotés d'armes soviétiques ou afghanes, reste cependant très instable, ce qui pourrait menacer à terme l'Ouzbékistan.

MOSCOU

de notre correspondant

Contraint et forcé, le président tadjik Rakhmon Nabiev a renoncé lundi 7 septembre à ses fonctions. A la suite d'une étrange imprudence, l'ex-premier secrétaire du parti a été cerné par des partisans de l'opposition dans le salon d'honneur de l'aéroport de Douchanbe, d'où il s'apprêtait à s'envoler pour son fief du nord du pays, le région de Khodjend (ex-Leninsk). Une brève fusillade a éclaté, des unités du ministère de l'Intérieur - sous le

contrôle de l'opposition - sont arrivées en renfort.

Peu de temps après, M. Nabiev remettait sa démission à une délégation du présidium du Soviet suprême. Après quoi, il était ramené à la datcha (résidence) présidentielle, où il signait, officiellement cette fois, une déclaration par laquelle, « pour mettre fin aux combats fratricides », il décidait « de mettre fin à ses pouvoirs de président de la République ».

JAN KRAUZE

Lire la suite page 5

Le Brésil en apesanteur

Le pays est paralysé par la résistance du président Fernando Collor contre lequel une procédure de destitution est engagée

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Le président Collor, déconsidéré par les accusations concordantes de corruption portées contre lui, a été hué par les spectateurs, lundi 7 septembre à Brasília, lors des cérémonies de la fête nationale, malgré un programme qui évitait soigneusement tout contact avec la foule. Les poings serrés, M. Fernando Collor de Mello, a subi cet affront pendant une dizaine de secondes. Le gouvernement gère tout bien que mal le saut que se sont octroyé ses membres en se déclarant tout simplement « ministres du Brésil ». L'Assemblée nationale et le Sénat se réunissent plus

La crise politique mobilise toutes les énergies, et l'économie tourne au ralenti. Le Brésil est paralysé par l'affaire Collor...

La ferme décision du chef de l'État de se maintenir à son poste a déjoué les pronostics de ceux qui voyaient une issue rapide à la crise. Dans une interview accordée le samedi dernier à la chaîne de télévision Globo, M. Collor a en effet clairement écarté l'idée d'une démission : « Je ne suis pas homme à renoncer, à fuir mes responsabilités. Je suis un lutteur et poursuivrai mon mandat jusqu'à son terme ».

Plusieurs tentatives pour convaincre le chef de l'État de la nécessité de mettre volontairement

fin à ses fonctions ont échoué. Le secrétaire général du gouvernement, M. Jorge Bornhausen, avait présenté au président un « schéma pour une sortie honorable » : après le vote par l'Assemblée des projets de modernisation en suspens, M. Fernando Collor aurait annoncé qu'il considérait sa mission accomplie et renoncé à ses fonctions à la fin du mois de septembre. La suggestion du ministre n'a pas été prise en compte. A tel point que M. Bornhausen, prenant acte de « son inutilité », serait l'un des premiers, dès cette semaine, à quitter le cabinet.

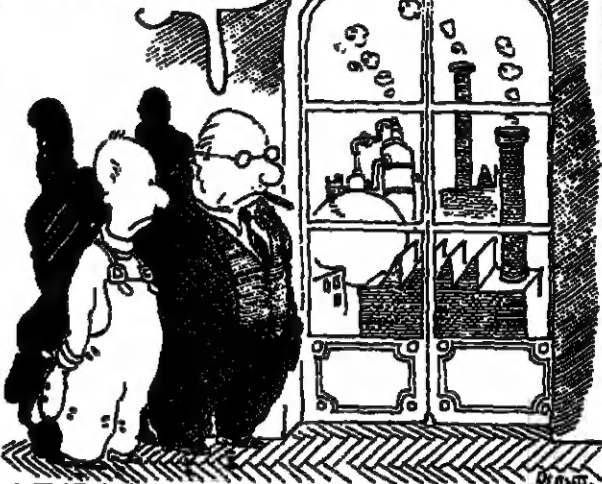
DENIS HAUTIN-GUILLAUD

Lire la suite page 3

Maastricht et les patrons français

Déprime

SI LE "NON" L'EMPORTE, C'EST FICHU, ALORS QUE SI LE "OUI" L'EMPORTE, C'EST PAS FAMEUX !



Favorables, en majorité, au traité de Maastricht, les chefs d'entreprise affichent néanmoins leur pessimisme selon deux sondages.

Lire pages 7 et 18

M. Henri Emmanuelli porte plainte pour violation du secret de l'instruction

M. Henri Emmanuelli se rendra lundi 14 septembre à la convocation du juge Renaud Van Rymsdael qui entend l'inculper en tant qu'ancien trésorier du Parti socialiste. Le président de l'Assemblée nationale a refusé les propositions du magistrat royal de reporter au lendemain du référendum ce rendez-vous fixé en juillet. Persistant à mettre en cause l'impartialité du magistrat instructeur et dénonçant le « procès politique » qui lui serait fait, M. Emmanuelli a décidé de déposer plainte pour violation du secret de l'instruction après la diffusion sur France 2 de son échange de correspondance avec le juge.

Lire page 9 l'article de ROLAND-PIERRE PARINGAUX

Un entretien avec Mgr Joseph Duval

« Nous sommes devant le défi d'une fragmentation de l'Europe, tentée à nouveau par le tribalisme », nous déclare le président de l'épiscopat français.

Lire page 7

Le coût de la réunification en Allemagne

Le chancelier Helmut Kohl propose un « pacte de solidarité » en faveur des nouveaux Länder de l'Est.

Lire page 18 l'article d'ÉRIC LE BOUCHER

SCIENCES ♦ MÉDECINE

■ L'océan du monde perdu. ■ Ces aliments qui nous protègent. ■ Paris sur « coca ». ■ Interrogations sur les peintures de « Zubeide ».

Pages 11 à 14

Le sommaire complet se trouve page 24

Le gâchis de l'Opéra-Bastille

Les bouleversements en cours à la tête de l'établissement ouvert en 1990 sont le énième épisode d'une crise ininterrompue

par Alain Lompech

La nomination prochaine de Brigitte Lefèvre et Jean-Marie Blanchard aux postes d'administrateurs de la danse et du lyrique, celle d'un nouveau directeur général dont le nom doit être incessamment annoncé et le retour à une direction artistique bicéphale (le Monde du 3 septembre), sont le énième épisode de la crise qui frappe l'Opéra-Bastille depuis que le projet est né, en 1981.

Ces prises de fonctions interviennent après le départ, entre le 17 juillet et le début du mois d'août, du directeur général, du directeur du personnel, du directeur technique et du directeur de la scène - MM. Philippe Bélaï, Georges Chevalier, Jean-Pascal Labbé et Jean-Michel Dubois (le Monde du 7 août). Et l'on ignore toujours les conditions du départ de l'administrateur général

Georges-François Hirsch. Cette nouvelle crise intervient quelques semaines après le drame qui, le 16 juillet, a coûté la vie à une choriste et blessé une vingtaine d'autres durant une répétition d'Orfeo de Verdi, dans le Théâtre de la Maastricht, à Séville, lors de la chute d'un élément du décor.

Une enquête est en cours, qui déterminera les responsabilités éventuelles des uns et des autres. Mais, pour tenter de comprendre ce qui se passe aujourd'hui à Bastille, il faut rappeler l'histoire du lancement de ce projet.

Un nouvel Opéra était dans l'air depuis le projet Vilar de 1963 et le rapport Vilar-Béjart-Boulez de 1967 sur la réorganisation de la Réunion des théâtres lyriques nationaux, déposé et jamais publié (l'homme de théâtre démissionna lors des événements de mai 68). Elle refait surface

durant l'été 1981. Jean-Pierre Angremy (plus connu sous son nom d'écrivain et de critique lyrique Pierre-Jean Rémy) rêve de doter Paris d'un Opéra sur un modèle inspiré de l'English National Opera, qui fonctionne avec une troupe et pratique l'alternance comme de nombreux théâtres lyriques allemands, à la différence de Garnier.

Le principe du projet d'un grand Opéra populaire est accepté dans l'euphorie de 1981. Même s'il ne s'imposait peut-être pas dans une ville qui compte déjà quatre théâtres se consacrant, tout ou partie, au répertoire lyrique (le Palais Garnier, l'Opéra-Comique, le Théâtre des Champs-Élysées et le Châtelet). Et sans avoir imaginé des solutions pour en harmoniser les programmations financées majoritairement par l'argent public.

Lire la suite page 16

IUA INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.S.S.P.
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

■ Université à San Francisco, spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

MBA Master of Business Administration for International Management

■ Filière d'admission : 3^e CYCLE :
Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25, rue de Chailot, 75116 Paris

Tél: (1) 40 70 11 71

IUA SAN FRANCISCO

Continué par International University of America - San Francisco - CA
Programme accrédité en AIEA / AIAA / AACC / AACSB

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Guyane, 8 F ; Côte d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 95 p.; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FF ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA, 2 \$; USA, 2,50 \$.

DÉBATS

Maastricht

Immigrés : les risques d'une dérive

par Patrick Weil

Le traité de Maastricht doit créer une citoyenneté européenne. Plus sûrement, en insistant sur le droit de vote et d'éligibilité des ressortissants de la Communauté aux élections locales, il bouleverse les données de l'intégration des immigrés résidents. Jusqu'à aujourd'hui, un débat opposait en Europe les partisans d'une citoyenneté locale - attribuée à tous les résidents étrangers - aux défenseurs de la relation forte et traditionnelle entre nationalité et citoyenneté. Le traité de Maastricht clôt ce débat et donne tort aux deux parties.

En France, les partisans de la réforme considéraient qu'elle viendrait parachèver un processus d'agglutination des droits : après les droits sociaux, puis civils, les étrangers résidents se verraient attribuer des droits politiques d'autant plus légitimement qu'ils paient des impôts locaux. Cela conduirait ainsi les maires à répartir plus équitablement les ressources de leur commune au bénéfice des quartiers à forte population immigrée.

Les partisans du *statu quo* considéraient, à l'inverse, qu'il n'y a pas de relation directe entre droit de vote et intégration. Ce droit, accordé sans considération d'un processus de socialisation, peut même donner le résultat inverse : des leaders de communautés pourraient négocier, comme en Grande-Bretagne, des votes collectifs en échange de la constitution de ghettos.

La relation forte entre nationalité et citoyenneté permet en outre de maintenir une conception ouverte de la nation. C'est la socialisation dans la culture française et non le lien du sang qui est le critère principal de son attribution. Dès lors que la filiation n'est que l'un parmi d'autres - la naissance sur le territoire, le lien du mariage ou la résidence durable - des chemins qui mènent à la nationalité française, la citoyen-

neté et son corollaire, le vote, sont le moyen d'identifier et d'unifier les membres de la communauté nationale : celui qui vote est citoyen et français. La création d'une citoyenneté locale, en rompant le lien entre citoyenneté et nationalité, risquerait, à terme, de justifier une redéfinition de cette nationalité autour de la conception ethnique d'un « Français de souche ».

Partisans du droit de vote local ou défenseurs de la tradition républicaine divergent donc, mais sur les moyens et non sur les fins : l'intégration des résidents étrangers dans la société française - sans distinction d'origine - était leur objectif commun. Le traité de Maastricht institue une citoyenneté fondée sur l'inégalité et sur l'origine, qui opère une distinction parmi les résidents étrangers. Cela ne va pas sans risques.

Une clôture et non une ouverture

1. Cette nouvelle citoyenneté européenne est fondée sur l'inégalité car, selon son lieu de naissance, un enfant né en Europe communautaire deviendra citoyen ou ne le sera pas. En effet, on devient citoyen européen en accordant à la nationalité de l'un des États de la Communauté. Or les divergences entre les douze codes de la nationalité, dont le traité de Maastricht a réaffirmé qu'ils resteraient déterminés, souverainement, par chacun des États, conduisent à des situations inégalitaires proches de l'absurde.

Prenons l'exemple de deux frères ayant, en compagnie de leurs épouses, émigré de Turquie en 1970, l'un vers Paris, l'autre vers Francfort. Imaginons que chacun des couples ait vu naître un enfant l'année suivante, l'un à Paris, l'autre à Francfort. Si, après la ratification du traité de Maastricht, l'en-

fant né à Paris décide de rejoindre sa famille à Francfort, par exemple pour y exercer un emploi, il pourra théoriquement voter aux élections municipales de Francfort ; sans connaître l'allemand, l'Allemande et les problèmes de la ville de Francfort. Tandis que son cousin ou sa cousine né à Francfort, élevé dans la société allemande, et ne parlant peut-être que la langue allemande, ne pourra pas voter à Francfort : le premier sera devenu français à dix-huit ans et y votera en tant que Français ; le second, né en Allemagne, ne sera pas devenu allemand faute d'avoir fait une demande de naturalisation et d'avoir accepté de répudier sa nationalité d'origine.

Surtout, l'origine non communautaire devient, parmi les étrangers résidents en France, facteur de discrimination. Les situations réelles, le degré d'intégration ou la durée de séjour ne sont pas pris en compte : un Québécois ou un Polonais habitant Paris depuis vingt ans aura moins de droits qu'un Grec ou qu'un Irlandais installé depuis peu.

Et qu'on cesse de s'illusionner : il y a aujourd'hui autant de myopie à penser que le droit de vote aux élections européennes serait une première étape avant l'octroi de ce droit à tous les étrangers qu'il y en avait hier à croire que le droit à la différence pouvait favoriser l'intégration. Le texte de la réforme constitutionnelle adoptée par le Parlement laisse peu de doute à ce sujet : Maastricht est une clôture et non une ouverture.

2. Aussi, mise en œuvre sans correctif, la création de cette forme de citoyenneté européenne pourrait avoir pour première conséquence de relancer en France ou en Allemagne des tensions sociales et politiques liées à l'immigration.

Ceux qui, en France, dans le débat sur l'intégration des résidents étrangers, opèrent une distinction entre les « assimilables » et non-Européens (les « non-assimilables ») vont se trouver confortés. Et qui ne voit que le droit de citoyenneté accordé aujourd'hui sur le fondement de l'origine européenne contribuera à rendre légitime devant la restriction de l'accès à la nationalité française sur le même fondement de l'origine, déjà revendiquée par Valéry Giscard d'Estaing ou par le Front national, à l'encontre de la tradition républicaine ?

La législation allemande évolue lentement. Très récemment, elle a rendu plus aisé l'acquisition de la nationalité allemande par les enfants d'étrangers nés et scolarisés en Allemagne. Mais la majeure partie de l'immigration étrangère en Allemagne restait à l'écart de l'intégration dans la nationalité allemande. Le traité de Maastricht maintient et accentue la marginalisation des résidents non communautaires, en majorité turcs ou yougoslaves ; il augmente encore les risques de conflits et d'affrontements interethniques au plan local.

Pourquoi, enfin, avoir confié aux maires le soin de faire le tri entre immigrés votants et non votants et pris le risque de changer encore, au-delà du supportable, les collectivités locales, déjà responsables de la gestion de l'intégration des immigrés sans en avoir véritablement les moyens ? La construction d'une citoyenneté européenne légitime passe davantage par le renforcement des pouvoirs de contrôle des citoyens des douze nations sur les organismes supranationaux de l'Europe communautaire que par la création d'une citoyenneté au plan local.

Citoyennetés, nationalités, identités collectives, relations interethniques sont des questions très délicates. Avec quelle célérité, pour ne pas dire désinvolture, n'a-t-on pas encore une fois décidé dans ce domaine, sans chercher à tirer parti de l'expérience, sans prendre le temps de rechercher par exemple la convergence des douze codes de la nationalité ? Des erreurs commises en politique économique se traduisent rapidement en indices, hausses de taux d'inflation ou de chômage, déficits publics. Dans le domaine des identités collectives ou des rapports interethniques, les erreurs ne se perçoivent souvent que tard ; elles peuvent se payer alors beaucoup plus cher, humainement, socialement, politiquement. Le traité de Maastricht adopté en l'état ou corrigé, les gouvernements des Douze devraient donc prioritairement réfléchir, sur ce point, aux conditions et aux effets de sa mise en œuvre.

► Patrick Weil est maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, auteur de *La France et ses étrangers*, Calmann-Lévy, 1991.

Monnaie : l'engrenage de la récession

par Jean-Michel Naulot

Le débat sur le traité de Maastricht est en train de changer de nature. Jusqu'à présent, ce débat s'était essentiellement limité à un affrontement entre deux conceptions des institutions de l'Europe : d'un côté, l'Europe fédérale, avec l'annonce d'une citoyenneté européenne et la généralisation du vote à la majorité qualifiée au sein du conseil ; de l'autre, l'Europe des États, avec la poursuite des efforts de coopération entrepris depuis la création de la Communauté européenne.

À la fin de ces dernières semaines, deux événements ont fait évoluer le débat : la situation en Yougoslavie a malheureusement démontré une nouvelle fois l'absence de volonté politique européenne dans le domaine de la politique étrangère et, très récemment, plusieurs études prospectives sur l'après-Maastricht viennent d'attirer l'attention sur le fait que le traité n'a pas seulement un contenu institutionnel mais aussi un contenu économique, dont la portée est considérable.

Plusieurs dangers majeurs sont en effet en germe dans le traité. La dérive technocratique de la Communauté a été souvent dénoncée. Jusqu'à présent, cette dérive était essentiellement le fait de la Commission. Elle risque d'accentuer fortement avec l'instauration d'un impôt européen et surtout avec la création de la Banque centrale européenne.

La Commission, qui avait à l'origine un rôle d'assistance vis-à-vis du conseil des chefs de gouvernement, prendra en exécution des décisions, - exerce aujourd'hui un pouvoir considérable. Pas plus qu'hier, elle n'est cependant responsable devant le conseil. Il n'y a pas d'exemple d'une société démocratique où une institution exerce autant de pouvoir sans contrôle. Ce phénomène ne pourra que s'aggraver dans l'avenir, puisque Jacques Delors nous a prévenus que 80 % des décisions touchant notre vie quotidienne se prendraient bientôt à Bruxelles.

La dérive technocratique de la Communauté prendra également une ampleur nouvelle avec l'instauration d'un impôt européen, dont le ministre des finances nous a assuré qu'elle n'interviendrait pas en 1993 et en 1994, ce qui veut dire qu'elle interviendra en 1995. Même si la discussion sur le financement des nouvelles dépenses de la Communauté - dénommée « paquet Delors II », a été habilement reportée au début de 1993 afin de ne pas effaroucher l'électeur, il est clair que l'impôt européen sera le moyen le plus efficace de forcer la main au gouvernement français pour porter sa contribution budgétaire en faveur de la Communauté européenne de 84 milliards en 1992 à 120 ou 130 milliards de francs en 1997.

Une absurdité

Mais tout cela n'est, en vérité, que peu de chose à côté de l'étape suivante, qui concerne la création de la Banque centrale européenne, prévue, si le traité est ratifié, entre le 1^{er} janvier 1997 et le 1^{er} janvier 1999. Le traité indique que les six membres du directoire de la banque seront nommés pour une durée de huit ans. Pendant cette période, leur mandat sera irrévocable et ils exerceront sans aucun contrôle de la part des gouvernements. L'article 106 précise que la banque « arrête des règlements (...), émet des recommandations et des avis. Le règlement a une portée générale. Il est obligatoire dans tous ses éléments et il est directement applicable dans tout État membre. (...) La décision est obligatoire dans tous ses éléments pour les destinataires qu'elle désigne ».

Quand on sait que la monnaie, c'est depuis toujours exercé la réalité du pouvoir, quand on connaît le rôle joué par les politiques monétaires dans le monde d'aujourd'hui, on mesure le risque considérable pris par des gouvernements qui abandonneront pendant huit ans à ces six technocrates la conduite de leur politique monétaire, et cela en renonçant à l'avance à la possibilité d'exercer le moindre contrôle ! Les chefs d'entreprise et les salariés pourront se plaindre demain de la politique néfaste de cet établissement dont le siège sera probablement à Francfort, il sera trop tard.

Ceux qui sont tentés d'adhérer à Maastricht comme on adhère au pari de Pascal en seront pour leurs frais : le billet pour Maastricht est sans retour. Seuls les Anglais ont imposé la clause dite « opting out », par laquelle ils restent complètement libres de leur choix futur.

Le deuxième danger qui guette l'application des accords de Maastricht, c'est l'engrenage de la récession.

Alors que le mot « chômage » n'est pas prononcé une seule fois sur

les 253 pages du traité et que le mot « emploi » n'est mentionné qu'à deux reprises, il est clair que les préoccupations des rédacteurs du traité sont tout entières tournées vers la stabilité des prix, objectif qui revient constamment à la lecture du document.

L'article premier du protocole consacré aux critères de convergence affirme ainsi qu'un État membre doit avoir « un taux d'inflation moyen (...) qui ne dépasse pas de plus de 1,5 % celui des trois États membres, au plus, présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix ».

La stabilité des prix devient ainsi la référence suprême, le critère exclusif de la bonne gestion. Un véritable concours de rigueur est organisé, consacrant la mise en œuvre d'une politique monétaire pure et dure. Avec ce système, l'Europe risque bientôt de mourir guérie.

Qui ne voit en effet les ravages que fait d'ores et déjà la politique monétaire allemande dans l'ensemble de la Communauté européenne, notamment en France ? En imposant à la Communauté les taux d'intérêt réels les plus élevés de l'histoire de l'après-guerre alors que l'inflation est proche de ses plus bas niveaux, les dirigeants allemands conduisent l'Europe vers la croissance zéro.

Faire reposer toute la gestion de l'économie sur la politique monétaire est une absurdité qui appelle - à un degré moindre, fort heureusement - le concours de politiques déflationnistes mis en place par les pays occidentaux au début des années 30 pour résoudre la crise de 1929.

Ce n'est pas en détournant les liquidités des investissements productifs, ce n'est pas en engageant les pays de la Communauté dans des ajustements forcés qui ne tiennent aucun compte de leurs problèmes spécifiques, de leurs caractéristiques

structurelles ou de leur degré de maturité économique que l'on retrouvera demain en Europe le chemin de la croissance, mais plutôt en réduisant massivement les coûts, les charges, les impôts et en remettant à plat la gestion des finances publiques.

Dans ce contexte, comment s'étonner des simulations pessimistes qui ont été faites par les experts de FMI et les milieux communautaires sur les perspectives économiques de l'après-Maastricht, simulations qui prévoient que l'application du traité va se traduire pendant plusieurs années par un ralentissement de la croissance et une nouvelle aggravation du chômage ? Personne n'a jusqu'à présent démontré l'inexactitude de ces chiffres.

La politique européenne, depuis dix ans, avait été assez exemplaire : élargissement de la Communauté, meilleure coordination des politiques économiques, création d'un marché unique visant à la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des individus. Pourquoi avoir subitement donné ce coup d'accélérateur qui risque de provoquer un dérapage fatal ?

Si les Français votent « non » le 20 septembre, la construction européenne continuera. Dès le 21 ou le 22 septembre, les Douze réaffirmeront dans un communiqué solennel le maintien de leur coopération dans tous les domaines, notamment dans le domaine monétaire. Le 1^{er} janvier 1993, l'Acte unique se mettra en place avec l'instauration du grand marché européen. Quelques mois plus tard, les chefs de gouvernement se réuniront au travail et, tirant les leçons de Maastricht, tenteront enfin de donner un souffle à cette Europe qui en a bien besoin pour faire face à la compétition internationale.

► Jean-Michel Naulot est directeur de banque, proche du RPR.

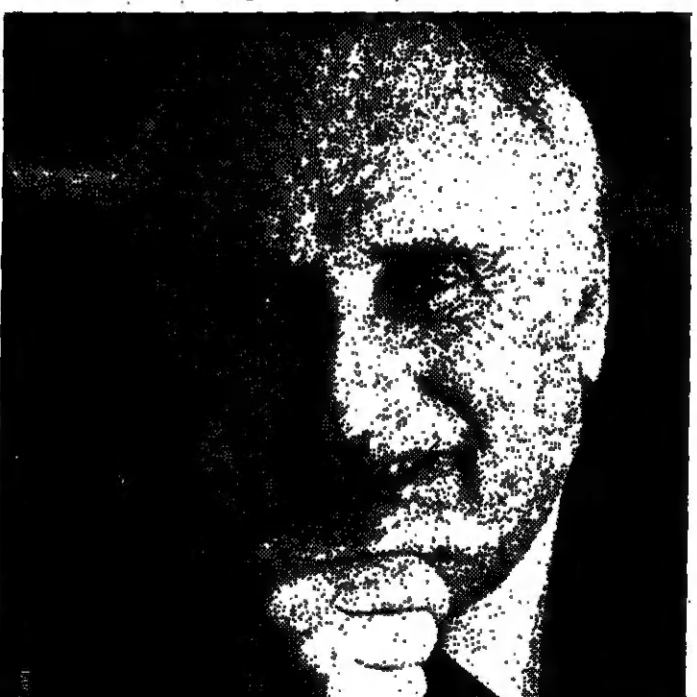


Philippe Séguin

Discours — pour — LA FRANCE

Grasset

LE RÉQUISITOIRE ANTI-MAËSTRICHT



JEAN-FRANÇOIS DENIAU

CE QUE JE CROIS

Grasset

JE DIS CE QUE JE CROIS JE FAIS CE QUE JE DIS.

EUROPE

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

Les Serbes de Bosnie s'affirment prêts à placer leurs armes lourdes sous la « supervision » des Nations unies

Après une relative accalmie de quelques jours, les tirs d'artillerie ont repris, lundi 7 septembre, à Sarajevo, où ils se sont surtout concentrés autour de l'aéroport, fermé depuis cinq jours aux vols humanitaires. Un entrepôt du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés a, en outre, été touché par des obus de mortier. Le leader serbe de Bosnie, M. Radovan Karadzic, a, de son côté, répondu lundi à une mise en demeure occidentale quant au contrôle international des armes lourdes dans la région de Sarajevo et de trois autres villes de Bosnie.

BELGRADE

de notre correspondante

Poussé dans ses retranchements par les coprésidents de la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, M. Cyrus Vance (pour l'ONU) et lord Owen (pour la CEE), le chef

serbe de Bosnie a annoncé, lundi 7 septembre, qu'il entendait honorer les engagements pris fin août concernant la supervision par les Nations unies de l'artillerie lourde concentrée autour de quatre villes à majorité musulmane; mais il a assorti cette acceptation d'une menace à peine voilée en avertissant que les Serbes ne pourraient plus faire de concessions.

Droit de riposte

Dimanche, M. Vance et lord Owen avaient donné aux Serbes de Bosnie jusqu'au 12 septembre pour placer leurs armes lourdes sous le contrôle de l'ONU autour de Sarajevo, Gorazde, Jajce et Bihac assiégés (le Monde du 8 septembre). Dans un entretien, lundi soir, à la télévision officielle de Belgrade, M. Radovan Karadzic, président de la « République serbe » autoproclamée en Bosnie-Herzégovine, a toutefois précisé que l'armement lourd serait placé, dans les délais prévus, « non pas sous le contrôle mais sous la supervision des

forces de l'ONU » afin qu'elles puissent déterminer « si nous ouvrons le feu et si nous attaquons des objectifs civils ». La différence entre « contrôle » et « supervision » implique, à en croire les récentes déclarations de M. Karadzic, le droit pour les forces serbes de riposter en cas d'attaque ennemie.

D'autre part, les « concessions » faites à Londres, concernant notamment la levée du siège des quatre villes citées, ont, selon M. Karadzic, « causé de graves difficultés sur le terrain puisque l'adversaire en a profité pour attaquer et massacrer nos civils et pour purger les territoires en expulsant les populations serbes et en brûlant leurs villages ».

Représailles autour de Gorazde

Le leader serbe fait ainsi allusion au revers infligé à ses forces autour de Gorazde (est de la Bosnie) par les forces musulmanes, qui, après plus de quatre mois de siège, auraient exécuté, selon plusieurs témoignages de journalistes étrangers, des représailles contre les villages serbes de la région. En tout état de cause, le repli des forces serbes de Gorazde, ordonné par M. Karadzic à l'issue de la conférence de Londres en signe de bonne volonté, semble avoir été dicté par des considérations militaires à la suite d'une contre-offensive musulmane.

Enfin, M. Karadzic a sommé la communauté internationale de comprendre que « les Serbes ne pourraient plus faire de concessions conduisant à leur propre destruction ». Par conséquent, il réclame que les parties adverses, croate et musulmane, soient également soumises à un contrôle international; à défaut de quoi les Serbes ne seront pas en mesure de respecter les engagements de Londres et seront contraints de rétablir une « ligne de défense, pour défendre leur armée et protéger le peuple serbe ».

FLORENCE HARTMANN

Une nouvelle résolution de l'ONU pourrait interdire les vols militaires à proximité de Sarajevo

Le pont aérien acheminant l'aide humanitaire vers Sarajevo, interrompu jeudi 3 septembre après la chute d'un avion de transport italien, ne devrait pas être rétabli avant plusieurs jours. La question a été évoquée lundi 7 septembre à Rome, lors d'une réunion des ministres italien, français et espagnol de la défense, ainsi qu'à Genève où s'est tenue la première réunion des groupes de travail de la conférence sur l'ex-Yougoslavie coparrainée par la CEE et l'ONU. Le porte-parole de cette conférence, M. Fred Eckhard, a indiqué lundi soir que les négociateurs entendaient obtenir de nouvelles « assurances de sécurité » des belligérants en Bosnie avant de décider de la reprise éventuelle des vols humanitaires vers Sarajevo.

A cette fin, ils ont demandé aux représentants des communautés serbe et croate de Bosnie et des autorités musulmanes de cette République de participer à une nouvelle réunion du groupe de travail de la conférence chargé des « mesures de confiance » mercredi 9 septembre à Genève. « Faute de ces participants supplémentaires, on ne saurait entamer de discussion efficace sur la solution de la crise humanitaire », a déclaré M. Eckhard. Les parties au conflit devront se prononcer mercredi sur un certain nombre de « mesures concrètes » qui leur ont été suggérées lundi par le groupe de travail pour assurer la sécurité des vols humanitaires. Il leur a été proposé notamment d'interdire les vols militaires autour de Sarajevo.

Cette proposition devait être évoquée mardi matin par le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, qui rencontrait le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, au quai d'Orsay. La France souhaite en effet obtenir, selon un porte-parole du ministère, une nouvelle résolution de l'ONU prescrivant cette interdiction des vols militaires lors des opérations d'acheminement de l'aide humanitaire. Elle souhaite d'autre part que les hommes qu'elle est disposée à affecter à la protection des convois humanitaires soient mis sous uniforme de l'ONU, ce qui

n'était pas prévu jusqu'à présent. Cela renforcerait leur légitimité et les exposerait moins s'ils sont sous uniformes nationaux, indique-t-on au quai d'Orsay. Cela supposerait une modification de la résolution 770 adoptée au mois d'août par le conseil de sécurité et qui autorisait des pays ou organisations (comme l'UEO ou l'OTAN) à protéger militairement les opérations humanitaires en Bosnie.

« Un acte terroriste inadmissible »

Ces propositions partent de l'hypothèse que l'avion italien qui s'est abîmé jeudi à proximité de Sarajevo a été abattu, même, si ici et là, on souligne que les conclusions de l'enquête ne sont toujours pas connues. Depuis le mois de juin, il est question de la protection des opérations humanitaires par le recours à la force si besoin est. Le sommet européen de Lisbonne s'était prononcé dans ce sens le 26 juin, le conseil de sécurité l'a fait au mois d'août par la résolution 770. La France fut alors la seule à annoncer sur-le-champ qu'elle affecterait 100 hommes à ce type de missions; elle a été suivie ensuite par plusieurs autres pays. L'incident survenu jeudi sollicite aujourd'hui la mise en œuvre de ce dispositif juridico-militaire, mais tous les pays concernés souhaitent apparemment toujours s'entourer de plus de précautions avant de s'en-

gager dans toute action de type militaire, fut-elle de protection d'une mission humanitaire.

Les ministres de la défense français, italien et espagnol ont, dans un communiqué publié lundi à Rome, « fermement condamné » la destruction de l'appareil italien. MM. Pierre Joxe, Salvo Ando et Julian Garcia Vargas ont souligné « la nécessité de garantir la sécurité de l'action humanitaire » et estimé que « l'adoption d'une série de mesures concernant l'escorte des convois terrestres, la surveillance des armes lourdes et l'embargo accablent significativement l'acheminement de l'aide humanitaire ».

A Paris, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a déclaré que, s'il se confirmait que l'avion italien a été abattu, « il s'agirait pour la France d'un acte terroriste inadmissible ». Tout doit être fait, a-t-il ajouté, pour que soient mises en place « les actions militaires d'accompagnement qui permettront d'acheminer l'aide humanitaire aux populations civiles éprouvées ».

Quant à M. Boutros Ghali, il a courtoisement déclaré lundi, alors que l'aéroport de la capitale bosnienne n'était pas en passe d'être réouvert : « Je crois que nous sommes toujours en mesure d'acheminer une aide humanitaire par l'aéroport de Sarajevo ».

Menaces sur le retour de réfugiés croates dans leurs foyers

Les réfugiés croates qui veulent revenir dans l'est de la Croatie actuellement sous contrôle serbe « seront attendus comme des terroristes », s'ils ne reçoivent pas l'aval, a indiqué, lundi 7 septembre, un responsable serbe de la région, M. Milan Ilic.

Les autorités croates, selon un quotidien de Zagreb, ont mis en demeure la Force de protection de l'ONU (FORPRONU) d'assurer avant le 30 septembre le retour des

réfugiés croates. Dans le cas contraire, des Croates armés se « chargent de libérer leurs propres territoires ».

Or, M. Ilic a souligné que le retour des réfugiés devait se faire sur la base de listes soumises par la Croatie au HCR et à la FORPRONU et remises aux autorités serbes qui donnaient ou refusaient leur autorisation de retour dans un délai de trois mois. (AFP.)

Sous le coup d'un mandat d'arrêt en Allemagne

Un ancien officier de la Stasi a été arrêté à Athènes

Helmut Voigt, cinquante ans, un ancien lieutenant-colonel de la Stasi (Sécurité d'Etat), l'ancienne police politique est-allemande, a été arrêté dimanche 6 septembre dans un hôtel d'Athènes. L'homme, qui était porteur d'un passeport au nom d'Alfred Hermann, affirme cependant ne pas être Helmut Voigt et être victime d'une erreur d'identité. Les policiers allemands et grecs sont néanmoins persuadés qu'Hermann et Voigt ne sont qu'une seule et même personne : elles ont pu retrouver sa trace en suivant son épouse Karla, qui venait d'arriver à Athènes en provenance de Varsovie.

Avant la chute du régime communiste en RDA, Helmut Voigt, qui avait le grade de lieutenant-colonel, était le chef du département XXII/8 du ministère de la sécurité d'Etat, chargé de la lutte contre le terrorisme. Dans le cadre de ses fonctions, il avait entretenu d'étroits rapports avec « Carlos », alias Illich Ramirez Sanchez, le terroriste international d'origine vénézuélienne responsable d'une série d'attentats à la fin des années 70 et au début des années 80.

Les documents découverts dans des dossiers de la Stasi établissent que Helmut Voigt et ses supérieurs hiérarchiques, le général Neiber et le colonel Dahl, portent une lourde responsabilité dans l'attentat perpétré par Carlos et ses complices contre le Centre culturel français de Berlin-Ouest, le 25 août 1983, qui

avait fait deux morts et vingt-trois blessés. La Stasi, qui avait saisi 24 kg d'explosifs transportés par Carlos lors de son entrée en RDA, les lui restitua lorsqu'il quitta le territoire est-allemand, quelques heures avant l'attentat.

Helmut Voigt fut également l'un des principaux organisateurs de l'accueil en RDA d'une dizaine d'anciens terroristes de la fraction armée rouge (RAF). Un mandat d'arrêt avait été lancé contre lui en avril 1991. Les autorités policières grecques ont annoncé lundi que Helmut Voigt sera extradé vers l'Allemagne dès que ce pays en aura fait la demande.

L. R.

BELGIQUE

Des militaires en colère

Environ trois mille cinq cents militaires de carrière belges ont manifesté, lundi 7 septembre, à Bruxelles pour exprimer leur mécontentement contre un plan de réorganisation de l'armée belge qui prévoit la fin du service militaire et des coupes claires au sein des forces armées.

Une poignée de manifestants a jeté des tomates contenant des pétards et des œufs devant le ministère de la Défense. Les forces de l'ordre ont riposté en arrosant les manifestants avec un jet d'eau. « Nous ne sommes pas des utopistes, nous savons que l'armée doit se réorganiser, mais nous voulons être associés à la réorganisation et nous exigeons des mesures d'accompagnement social », a déclaré M. Jean Pierre Léonard, responsable national de la Centrale chrétienne des services publics affiliée à la CSC. (AFP.)

Abonnez-vous aux ÉTUVDES

Perspectives sur les États-Unis (Septembre 1992)

Le numéro : 50 F
Abonnement (11 n°/an) : 430 F
14, rue d'Assas - 75006 PARIS
Tél. : (1) 44 39 48 48
Minitel : 36 15 SJ*ETUDES

DIAGONALES

L'HOMME sans dents agit une clef rouillée, cadeau d'un voisin de bague battu à mort. Pris de lui, un fou n'en finit pas de celer une pomme blême sous son oreille, dans le geste cadencé des lancers de poids. Par terre, un enfant fixe les jambes des visiteurs, les yeux au ras d'un bon vide, les cheveux enroulés de gomme... Encore un mot du calvaire ex-yougoslave, ça ne vous dérange pas ?

La scène se passe, fin août, à Tesanj, avant-poste de la résistance bosnienne à l'armée serbe. L'école accueille les rescapés de la poche Doboj, au cours de « nettoyage ethnique ». L'homme sans dents est l'un d'eux. Il s'appelle Ujica Gelic. Il est né en 1931 à Komarica, faubourg de Doboj.

Le 10 juin dernier, les Serbes ont cerné les maisons, refilé les hommes valides, étranglé sur place les récalcitrants. Un camp s'est ouvert dans l'ancienne caserne de Miljkovic, d'autres à Stanari, à Covernje, à Stananka, dans l'usine de jus de fruits de Bosanka. C'est là que Gelic a passé deux mois, avant d'être relâché, par miracle, au milieu de gâteaux (leurs dénonciations comptent pour du beurre), ont dû penser les bourreaux.

Bosanka groupe six baraquas de cent détenus chacune. Travaux forcés contre un bouillon par jour. Plusieurs morts, chaque matin, des suites de coups. Les gardiens portent un chiffon à l'épaule, insigne des « aigles blancs ». Des policiers roumains les conseillaient. Une nuit, le voisin de Gelic a eu les reins brisés à la pioche. A l'aube, il a tendu ses dents, tout son bien, et il est tombé, foudroyé. Sa maison a-t-elle seulement survécu au sacage ?

A Zagreb, deux cents à trois cents femmes, musulmanes ou croates, seraient sur le point d'accoucher, suite à des violences répétées, l'hiver dernier, de leurs geôliers serbes, qui les auraient relâchées assez tard pour qu'aucune n'ait de ces « enfants de la haine »...

Retour du cauchemar, des « humanitaires » croisés répètent, dans les palaces de l'arrière, ce qu'ils ont vu et entendu, l'homme sans dents, le fou à la pomme, l'enfant au bol, les noms des camps jamais visités. Leur voix se brise de colère sourde; contre eux-mêmes. Les mots semblent tellement trahir le réel, entre les murs trop blancs du palace

Vite, avant les crissemments ouatés!

dalmète où, couverts par les cris joyeux d'une piscine, ils sonnent faux - dépit.

Un fonctionnaire international promet de faire au mieux, ajoutant cette réplique digne de Jarry ou de Prévert : « Normal de s'entraider, entre Français ! ». Un autre préparé au bon cœur plisse un front soucieux, sous sa perle de gel : « Situation inextricable... J'ai bien une solution, mais vous comprenez, l'obligation de réserve... »

A Paris, un directeur de ministère pose ses mains bien à plat sur son bureau d'angle, en glace biseautée. Dehors, l'automne commence à rouscir tendrement les marronniers. Ochoj, dites-vous ? La carte du service concerné ne mentionne pas la ville, mais si vous le dites... (Malheur aux malheurs pour lesquels l'administration ne dispose pas de noms !). Qu'un dossier soit ouvert, voyez ça, Gougard ! Le département transmettra, nos chancelleries sont là pour ça, quoi, merde !

Un hennissement incongru secoue le grand commis, l'étrangle. Quand la subtilité et la distinction diplomatiques confinent à la crise d'asthme ! On imagine de suaves dépêches pleines de subjonctifs, cisellées sous un portrait de Saint-Léger Léger, un chat angora entre les genoux...

Paradoxe. Les garçons de café de l'Ebre et le Néant ne sont pas seuls à contrebalancer leur emploi. Plus les gens ont eu, enfant, le choix de leur fonction sociale, plus ils le jouent. Attends non s'il, qui sous ses pots (d'arceles). Se vouloir autre par insouciance d'être soi ? Le jeu des rôles, cher à Freud : suprême protection contre les questions embarrassantes.

L'homme à la clef, le fou à la pomme, l'enfant au bol, quelle rhétorique leur appliquer, condition de toute aide, puisque le cri, parait-il, n'est pas de mée ? La littérature d'époussure à refuser les rationalités réductionnaires pour questions orales de parlementaires. Même Sartre, d'après Guillemin qui le redira bientôt, d'ou-

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

tombe (Malheureuse Église, à paraître au Seuil), même le Sartre de la Nausée a cru, in fine, au pouvoir des mots d'artistes, dans une marche triomphante de l'humanité vers le Bien !

Encore les fonctionnaires attelés à gérer le cartable - ahuriti faisait paternaliste, domodé, - ne demanderait-ils qu'à ne pas perdre de vue le cruel terrain ?

C'est moins vrai d'une nouvelle angeance : les experts autopromus qui jouent auprès de l'opinion, sans mandat ni contrôle, le rôle dévot, dans les services secrets, aux « agents d'influence ». Il leur suffit d'ouvrir un institut quelconque (le mot n'est pas protégé), avec n'importe quelle aide occulte, étrangère au besoin. Sous couvert d'analyses scientifiques (généralement démenties par la suite, mais qu'importe !), leurs oracles orientés inondent les journaux.

L'autre soir, à la Sorbonne, les responsables de l'échantillon de France qui interrogeaient le président, échantillon grossièrement truqué, n'ont pas craint de maquiller leur docilité aux besoins du spectacle et leurs préférences personnelles sous l'appellation ronflante et inviolable de « logique du questionnement ». Le jargon : préservatif de l'expert !

Allez, une recalde du suffrage, maniaque de l'ex-peur des rouges et de la schizophrénie, assouvit ses pulsions à l'abri de la « géopolitique ». Des généraux en fin de droits et des caporaux de préaux nous font d'envoyer la troupe, ou de microbolériser les serbes, l'agresseur serbe. Ont-ils oublié quels carnages de civils a fait la si merveilleuse « chirurgie » allée, en Irak ? Ont-ils vu, en Bosnie, comme le site et l'intrication des communautés feraient glisser à d'autres hontes leur morale bravahe du canon ?

A Doboj ou à Tesanj, villes inconnues des cartes officielles et dont le sort, il va sans dire, serre le cœur de tous, l'homme à la clef, le fou à la pomme, et l'enfant au bol vont bientôt figer leur geste inutile. La neige aura raison du scandale à peine aperçu. L'hiver n'a pas son pareil pour étouffer les sales clameurs.

L'oubli : ce crissemment ouaté.

EUROPE

Pour prévenir une extension à la Russie des conflits régionaux

Moscou envoie des troupes au Caucase du Nord

Craignant une extension des conflits affectant les trois Républiques transcaucasiennes (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) aux Républiques du Caucase du Nord, Moscou a déployé dans ces territoires, qui font partie de la Fédération de Russie, « une dizaine de bataillons motorisés » de ses troupes de l'intérieur, a annoncé lundi 7 septembre l'agence Tass. Ils doivent « protéger, à la demande des dirigeants de ces Républiques, les populations locales de l'éventualité d'apparition de commandos armés ». Il ne s'agit donc plus seulement pour Moscou d'empêcher l'infiltration en Géorgie de membres armés de la « Confédération des peuples du Caucase », en soutien aux Abkhazes, mais de prévenir une plus grande déstabilisation de ses propres territoires, à l'exemple de la Tchétchénie, qui mène la lutte contre « l'impérialisme russe » dans le Caucase du Nord.

Les conflits entre peuples du Caucase du Sud ne s'apaisent pas pour autant : des deux cessez-le-feu qui devaient entrer en vigueur début septembre - le 1^{er} septembre entre Arméniens et Azeris, le 3

entre Géorgiens et Abkhazes -, le premier est totalement ignoré, le second reste fragile. Les victimes des derniers combats autour du Haut-Karabakh et aux frontières arméno-azérides se chiffrent encore par dizaines, selon les agences de renseignements, qui accusent mutuellement d'avoir violé l'accord signé sous l'égide du président du Kazakhstan. De nouveaux pourparlers ont cependant repris mardi 8 septembre à Rome sous l'égide de la CSCE, qualifiés de « non officiels » pour conjurer l'échec des

deux précédentes sessions semblables. Par contre, en Géorgie, le conflit avec la petite minorité abkhaze pourrait s'apaiser, en raison de la disproportion des forces à l'avantage des Géorgiens, qui ont hérité de chars soviétiques. Là aussi, chaque camp accuse l'autre de violer l'accord de cessez-le-feu, confirmé pourtant dimanche par un protocole entre militaires sur place et appuyé par le déploiement de forces russes, qui pourrions « aider à assurer la sécurité des voies de communication ».

La Russie et l'Iran doivent signer, le 21 septembre, un accord pour la construction en Iran d'une centrale nucléaire, la création d'un département de recherche, la formation de personnel et la fourniture « d'équipements et de matières nécessaires aux réacteurs », a annoncé lundi 7 septembre le ministre russe de l'Énergie atomique, précisant que cette collaboration à buts non militaires sera soumise au contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique. - (AFP)

Coopération nucléaire avec l'Iran.

Tadjikistan : la démission forcée du président Nabiev

Suite de la première page

Plus tard dans la soirée, M. Nabiev confirmait sa décision à la télévision, mais en des termes qui laissaient assez clairement entendre qu'il agissait contre son gré : « Les membres du présidium du Soviet suprême et du cabinet des ministres qui se trouvent avec moi ont exprimé leur défiance à mon égard et endossé toutes mes responsabilités ».

Depuis que, huit jours plus tôt, M. Nabiev avait fui le palais présidentiel envahi par des manifestants se réclamant d'un groupe de

tion de à ne pas rester passifs. Sur un ton très éréto, M. Eltsine et les trois autres présidents annonçaient leur détermination à prendre « toutes les mesures nécessaires » pour aider le « peuple frère du Tadjikistan » à « stabiliser la situation » et à faire en sorte que le pays reste au sein de la Communauté des États indépendants (le Monde du 6 septembre).

La « démission » de M. Nabiev peut donc apparaître comme une manière - la seule - de sortir de l'impasse. Les partisans de l'ex-président, privés de légitimité, pour-

raient être incités à baisser les bras. Mais, à l'inverse, les conditions dans lesquelles a été obtenue la démission de M. Nabiev pourraient justifier une nouvelle tentative de « retour », dont l'ex-premier secrétaire, limogé en 1985 à l'aube de la perestroïka, est un grand spécialiste. Par ailleurs, le coup de force contribue à altérer l'image d'une opposition qui s'est toujours affirmée démocratique et refuse la qualification d'islamiste. Dès à présent, plusieurs représentants de celle-ci ont pris leur distance avec les méthodes employées pour contraindre M. Nabiev à jeter l'éponge.

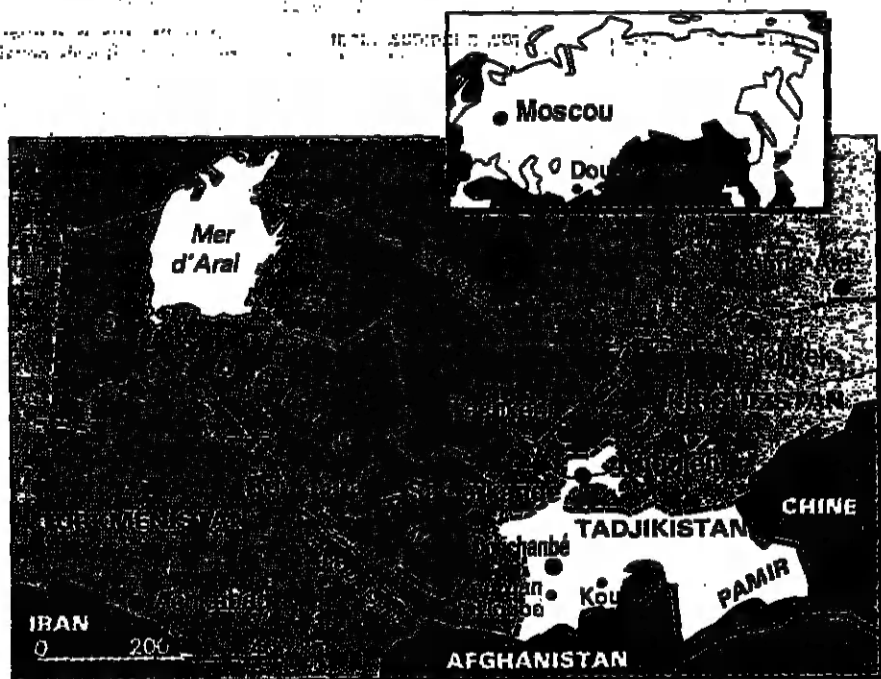
Inquiétudes ouzbèkes

En tout état de cause, la « stabilisation » de la situation promet d'être infiniment difficile dans un pays où, d'une part, les conflits ethniques s'entrecroisent avec les oppositions politiques et où, d'autre part, le voisinage d'un Afghanistan lui-même en pleine ébullition, accroît les risques de guerre civile généralisée. Dans la région méridionale de Kourgan Tioubé, plusieurs mois d'affrontements sanglants ont attiré les haines. Un reportage publié lundi par les Izvestia dresse un tableau apocalyptique de la situation, en insistant tout particulièrement sur les atrocités commises par les partisans de l'opposition et sur le sort pitoyable des soldats russes et de leurs familles.

aussi facilement, lui qui, pendant près d'une semaine, était resté prudemment sous la protection des unités russes. Avant-il reçu des garanties qui l'ont incité à se rendre comme tout un chacun à l'aéroport civil de la capitale, ou n'avait-il plus d'autre choix ? A-t-il été « lâché » pour éviter un trop grave affrontement ? Selon la Nezavisimaya Gazeta, après le bris d'échange de coups de feu entre les gardes de M. Nabiev et ceux qui le cernaient, plusieurs blindés russes se sont postés sur l'esplanade de l'aéroport. Mais d'autres blindés, appartenant, eux, au ministère de l'Intérieur, contrôlé depuis le mois de mai dernier par l'opposition, ont également fait leur apparition.

A Moscou, la présidence russe n'a pas commenté les événements. Par contre, à Tachkent, le président ouzbek Islam Karimov a manifesté une très vive inquiétude. Une inquiétude d'autant plus compréhensible qu'il existe une importante minorité ouzbèke au Tadjikistan et tadjike en Ouzbékistan. Et que l'ex-premier secrétaire du parti ouzbek est lui-même en délicatesse avec une opposition qui n'apprécie guère son goût pour une démocratie tout à fait musclée. Un vice-président du Parlement de Tachkent, M. Mirsaidov, vient d'ailleurs de démissionner pour protester contre « le remplacement [en Ouzbékistan] de la démocratie et de l'ouverture par un régime autoritaire ».

JAN KRAUZE



DIPLOMATIE

Tout en souhaitant la ratification du traité

M. John Major estime que « l'Europe ne se limite pas à Maastricht »

Dans la perspective du référendum français, le premier ministre britannique s'est engagé fermement en faveur de la ratification du traité de Maastricht. Mais il a souligné, lundi 7 septembre, à Londres, au cours d'une conférence internationale, que les tâches de la Communauté ne se limitent pas à l'approbation de ce traité.

LONDRES

de notre correspondant

L'exercice, qui a illustré jusqu'à la caricature les relations souvent complexes qu'entretiennent les Britanniques à l'égard de l'Europe, tenait de la gageure : comment affirmer dans le même élan que le référendum français est essentiel pour la survie du traité de Maastricht, et qu'il ne constitue cependant qu'un des éléments d'un projet européen plus vaste ?

Comment expliquer par ailleurs que l'un des mérites de ce « bon » traité est... de permettre de s'échapper, si nécessaire, de la loi communautaire ? Devant les délégués de plus de soixante pays venus à Londres participer à une conférence sur « l'Europe et le monde après 1992 », M. John Major s'est livré, avec persuasion, à cette démonstration, présentée, de source gouvernementale, comme le discours majeur de la présidence britannique de la Communauté européenne.

Le premier ministre britannique l'a répété : si, le 20 septembre, les Français disent « non » à Maastricht, ce sera la « mort » du traité ; mais ce ne sera pas pour autant, a-t-il ajouté, celle de l'Europe communautaire. Si la réponse de la France est « oui », tout ne sera cependant pas réglé : il faut trouver une solution au problème posé par les Danois et il faut que les Parlements qui ne l'ont pas encore ratifié le traitent.

« En Grande-Bretagne, ce pourrait être un passage éprouvant », a reconnu M. Major, « seuls au sein de la Communauté - nous allons éplucher le projet ligne par ligne, clause par clause. » Manifestant ainsi qu'il ne sous-estime pas l'évolution du climat politique en Grande-Bretagne, c'est-à-dire la montée en puissance des « eurosceptiques », M. Major a réaffirmé son opposition à la procédure de référendum réclamée pour la Grande-Bretagne par une partie de l'opposition.

« Un programme plus vaste »

Pour important qu'il soit, ce traité ne doit pas « nous aveugler », a dit M. Major, dans la mesure où il n'est qu'un élément d'un « programme plus vaste » : l'achèvement du marché unique avant la fin de l'année, la coopération politique (à propos de la Yougoslavie, par exemple), le futur financement des dépenses communautaires, les négociations sur le commerce mondial (GATT), le renforcement des liens avec l'Europe centrale et de l'Est, les préparatifs pour l'élargissement de la Communauté, font partie des tâches qu'il reste à accomplir.

Le « train » de la construction européenne, souligne-t-il, ne peut plus dérailler : « Il peut être en perte de vitesse, être aiguillé dans une direction différente, mais il ne peut pas être arrêté. La Communauté ne peut pas se fossiliser, l'Europe ne peut rester immobile alors que le monde change. »

Répondant à ceux qui, comme M. Thatcher, insistent sur les risques de dilution de l'identité et de la souveraineté nationales, le premier ministre estime que ces « peurs » sont des « fantômes ». Mais l'Europe doit rester unie : « Si le Danemark et la France, ou

tout autre Etat, dit « non », alors tous doivent de nouveau remettre en question [le processus]. Il ne peut être question de laisser un des membres en arrière. »

Européen pragmatique, M. Major se fait l'avocat d'une application étendue du principe « vivant et vital » de la « subsidiarité ». « Nous pouvons agir à l'unisson », a-t-il souligné, sans nécessairement agir dans le cadre de lois communautaires. « En politique étrangère, dans les affaires intérieures et la justice, nous devons travailler ensemble, à douze, à l'intérieur du cadre du traité [de Maastricht], mais ce cadre devra être distinct du traité de Rome, extérieur aux lois communautaires, différent de la seule initiative de la Commission européenne, extérieur à la juridiction de la Cour européenne de justice. »

« Un marché commun continental »

La leçon de Maastricht, estime-t-il, est que « nous n'avons pas besoin, sur chaque problème, d'une loi communautaire. Les tendances très centralisatrices qui prévalaient beaucoup de gens ont été corrigées à Maastricht. »

S'agissant, enfin, du renforcement des liens entre les Douze et les pays de l'ancien bloc de l'Est, M. Major a souligné que si la CEE « étend un rideau de fer écono-

que à travers l'Europe, elle aura trahi sa véritable raison d'être ».

Le premier ministre britannique a trouvé en M. Jacques Attali un fervent défenseur de ce dossier : « Si nous ne pouvons pas ratifier le traité, si nous nous replions sur nous-mêmes et que, une nouvelle fois, les trompettes du nationalisme se font entendre en Europe de l'Ouest, ce serait un désastre pour les Douze et les pays de l'ancien bloc communiste, a estimé le président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est (BERD), qui souhaite l'établissement d'un « marché commun continental ». « Si Maastricht est rejeté, a-t-il ajouté, les conditions de la croissance à la fois pour l'Est et l'Ouest ne seront pas réunies. »

Enfin, avec le général Colin Powell, chef d'état-major de l'armée américaine, la présidence britannique a trouvé un allié de choix pour souligner la nécessité du maintien des liens entre l'Europe et l'OTAN. Ceux-ci sont « indispensables », a dit le général. L'OTAN, a-t-il expliqué, a rendu possible la « croissance et la prospérité » de l'Europe et, devant les nouveaux développements qui attendent le vieux continent, l'OTAN « doit être rendue plus forte et non plus faible ».

LAURENT ZECCHINI

Stéphane DENIS

L'amoraliste

Fayard

200 p. 89 F

FAYARD

AFRIQUE

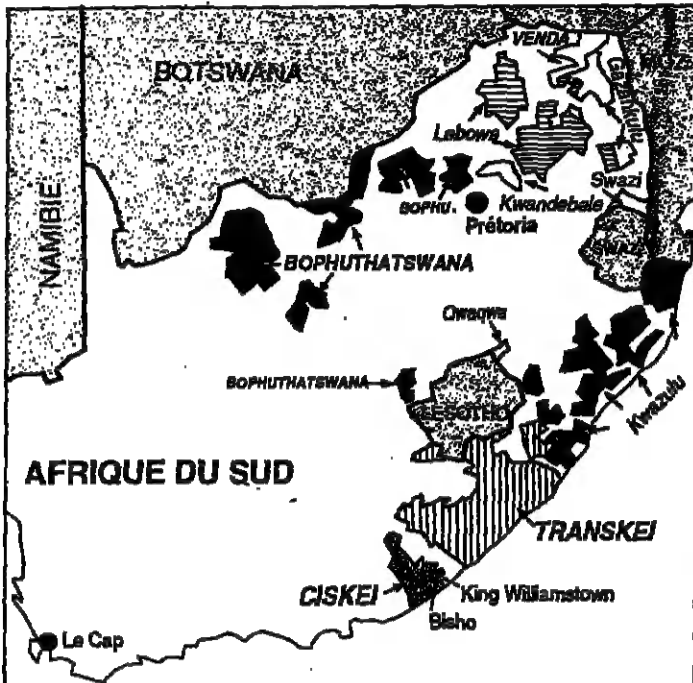
AFRIQUE DU SUD : dans le bantoustan du Ciskei

La violente répression d'une manifestation de l'ANC a fait vingt-cinq morts et deux cents blessés

Les troupes du Ciskei ont ouvert le feu, lundi 7 septembre, sur les dizaines de milliers de manifestants du Congrès national africain (ANC) qui tentaient de franchir la frontière du bantoustan. Cette fusillade a fait au moins vingt-cinq morts et près de deux cents blessés, selon les derniers bilans rendus publics, mardi matin, à Johannesburg. L'ANC a aussitôt accusé la junte militaire du Ciskei - brandissant la menace de représailles « populaires » - mais aussi le gouvernement du président Frederik De Klerk, qui, selon l'ANC, porte « une responsabilité égale » dans la tuerie.

Le secrétaire général de l'ANC, M. Cyril Ramaphosa, se trouvait parmi la foule des marcheurs. Visiblement choqué par le spectacle des cadavres jonchant le sol à proximité de la frontière symbolique qui sépare le Ciskei (1) et pour encourager Gqozo dans son intrépidité.

Quelques heures plus tard, lors de la veillée funèbre organisée près du lieu de la fusillade, dans la ville frontalière de King-William's-Town, le dirigeant du Parti com-



JOHANNESBURG
de notre correspondant

L'armée du bantoustan du Ciskei a tiré, sans sommation, dans l'après-midi du lundi 7 septembre, sur les dizaines de milliers de manifestants du Congrès national africain (ANC), qui tentaient de franchir la frontière et d'atteindre Bisho, la capitale de ce territoire. Selon les derniers bilans, rendus publics par les autorités sud-africaines, au moins vingt-cinq manifestants ont été tués et plus de deux cents autres blessés.

Les forces sud-africaines ne sont, semble-t-il, pas directement intervenues dans la répression de la manifestation de l'ANC qui a été le fait des seuls soldats du Ciskei. Ces derniers ont ouvert le feu à l'arme automatique sur les marcheurs pendant de longues minutes alors qu'un petit groupe de ceux-ci s'approchait de la « frontière » du bantoustan que délimitait un simple rouleau de fil de fer barbelé.

L'Afrique du Sud, il a assuré que l'ANC était désormais « aux trousses » du général Oupa Gqozo, chef de la junte militaire qui dirige le Ciskei. Dans un communiqué, l'ANC a officiellement menacé le régime du général Gqozo en brandissant le spectre de « la colère populaire que cette action répressive va déclencher » et a, dans la foulée, stigmatisé les autorités sud-africaines, accusées d'avoir « tout fait

manière sud-africaine », M. Chris Haas, a eu des mots plus durs encore : traitant le général Gqozo de « fou maniaque », il a promis que le Ciskei méritait d'être « réduit en flammes ».

L'organisation de M. Mandela a affirmé que le ministre de la loi et de l'ordre (police), M. Hennis Kriel, et le chef de la police sud-africaine, le général Johan Van Der Merwe, se trouvaient sur les lieux. En fait,

ces deux responsables du maintien de l'ordre du gouvernement sud-africain avaient pris position durant la marche dans la ville sud-africaine de King-William's-Town, qui jouxte Bisho, la « capitale » du Ciskei, dans le but de distance d'un surveiller le déroulement. Les autorités sud-africaines avaient pris d'importantes mesures de sécurité avant la manifestation, sous forme de renfort de troupes et de patrouilles aériennes.

Dans l'offensive qu'elle a engagée de longue date contre ces bantoustans qui lui sont hostiles, l'ANC a choisi, en quelque sorte, de concentrer le tir contre le Ciskei, dont le chef, impopulaire, fait reposer son autorité sur la force de ses services de sécurité et sur l'appui militaire et financier de Prétoria.

Projet fédéraliste

A la différence des gouvernements du Bophuthatswana ou du KwaZulu, qui ont un relatif soutien populaire fondé sur une appartenance ethnique ou tribale commune (les Zoulous pour le KwaZulu, les Tsouanas pour le Bophuthatswana), le régime du général Gqozo, dont la population est majoritairement xhosa, ne jouit pas de l'appui dont dispose le général Bantou Holomisa - un fidèle de l'ANC - dirigeant de l'autre bantoustan xhosa, le Transkei.

La région avoisinant le Ciskei est en outre de longue date un bastion de l'organisation de M. Mandela, où il lui est loisible de mobiliser ses sympathisants pour une marche telle que celle de lundi. Certains dirigeants de l'ANC ne font pas mystère de leur intention d'appliquer la « stratégie des dominos » aux autres bantoustans favorables à l'ANC pour les faire tomber en cascade. L'ANC estime que dans le grand marchandage actuel avant le transfert de pouvoir entre Blancs

et Noirs, les bantoustans sont un atout capital dans le jeu du président De Klerk. Ce dernier, qui a rallié récemment un grand nombre de députés métis et contrôle la majorité des organisations politiques de la communauté indienne, jouit du soutien des chefs de ces territoires - comme le KwaZulu ou le Bophuthatswana - dont le poids risque de peser lourd à la table de négociations.

M. De Klerk les avait d'ailleurs tous réunis lundi à Prétoria, en compagnie de ses autres alliés indiens et métis, pour discuter d'une solution à la crise actuelle en Afrique du Sud fondée sur le fédéralisme. Une solution dont l'ANC, qui s'oppose à une possible balkanisation du pays, ne veut à aucun prix.

Lors de ce « sommet », le président sud-africain a sorti de son chapeau un projet qui risque d'accentuer la prévention de l'ANC vis-à-vis de toute solution fédéraliste ou régionaliste. Il a proposé de redécouper l'Afrique du Sud actuelle - bantoustans inclus - en sept « provinces » dotées chacune de leur propre exécutif et de leur propre Constitution, la défense, la sécurité intérieure et les affaires étrangères restant les attributs du pouvoir central. (Interim.)

(1) Territoire non officiellement indépendant.

ALGERIE : deux gendarmes et un civil tués par un groupe armé. - Deux gendarmes et un civil ont été tués dans la nuit de dimanche à lundi à Delia, petite ville côtière à 90 km à l'est d'Alger, par un groupe armé non identifié, a indiqué lundi 7 septembre la gendarmerie nationale. Deux autres gendarmes ont été blessés lorsque le véhicule à l'assaut de la caserne se trouvait à l'entrée de la ville. Les auteurs de l'attaque ont tenté de prendre la fuite. (AFP.)

NIGER : l'offensive contre la rébellion touarègue

Cent quatre-vingt-six personnes ont été arrêtées

En tout cent quatre-vingt-six personnes, soupçonnées de soutenir la rébellion touarègue ont été arrêtées depuis le 27 août, a annoncé, lundi 7 septembre, à Niamey, le chef d'état-major adjoint des forces armées, le commandant Abou Oumarou. Les personnes arrêtées ont été transférées à Zinder (à plus de 700 kilomètres à l'est de Niamey), a-t-il précisé.

Par ailleurs, selon la radio nationale, les rebelles du Front de libération de l'Afrique et de l'Azawad (FLAA) ont lancé, un raid dimanche, contre la localité d'Abalak (à 500 kilomètres au nord-est de Niamey). On ignore l'ampleur de cette attaque - la première à être signalée depuis le début de la vague de répression.

En revanche, la radio a indiqué que le FLAA était en train de se réorganiser « dans l'ouest du pays avec l'appui des rebelles touarègues du Mali ». Samedi, le chef d'état-major des forces armées, le lieutenant-colonel Issa Mazou, avait annoncé que l'ensemble des opérations de répression serait désormais « géré » par un état-major « mixte », comprenant des représentants de l'armée, de la gendarmerie et de la police. Il avait précisé que, dans les régions les plus sensibles, dénommées « zones de mise en garde », comme celle d'Agadez, c'est l'armée qui aurait la responsabilité des arrestations et investigations.

Le Niger a officiellement demandé, lundi, au chef de l'Etat sénégalais, M. Abdou Diouf, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), d'aider à trouver une solution au problème touarègue. Selon le ministre nigérien de l'éducation et de la recherche, M. Bouba Gado, « ce problème doit être résolu de façon pacifique » et ne trouver de solution que dans un « cadre régional ». (AFP, Reuters.)

ASIE

Avis de gros temps au Pakistan

Les difficultés s'annoncent pour M. Nawaz Sharif, chef de la coalition islamique modérée d'Islamabad

Victorieuse aux élections consécutives au limogeage, après deux ans au pouvoir, de M. Benazir Bhutto, la coalition conservatrice modérée IJI (Alliance démocratique islamique, au pouvoir à Islamabad depuis la fin de 1990) s'effiloche. Le fond de tableau de la crise, c'est la situation à nouveau très troublée au sud, dans le Sind, et l'inquiétude créée par deux guerres civiles aux portes du pays, en Afghanistan et au Cachemire.

Fortes des deux tiers des voix au Parlement après les élections de 1990, l'IJI s'était déjà alléguée, en 1991, du JUI (Jamiat-Ulma-e-Islami), dont le chef, M. Sami ul-Haq, a l'intégrisme tapageur, avait été accusé d'avoir ses habitudes dans une maison close d'Islamabad. Plus gravement, elle a été abandonnée, en mai, par l'influent Jamaat-e-Islami, en désaccord avec un point crucial de la diplomatie nationale : l'attitude à adopter envers l'Afghanistan.

Après le soutien sans faille accordé pendant des lustres par les gouvernements d'Islamabad à l'Afghan Gulbuddin Hekmatyar, M. Nawaz Sharif a inauguré, au début de l'année, une politique moins idéologique, respectant mieux la diversité ethnique et religieuse du pays voisin. On a alors vu le chef du Jamaat, principal parti fondamentaliste du Pakistan, Qazi Hussain Ahmed, refuser de se prêter à ce jeu. Sa défection a été peu gênante au Parlement : bien qu'influente dans les médias et capable d'agiter la rue, la composante intégriste recueille moins de 5 % des voix aux élections. Mais le retrait du Jamaat a poussé le premier ministre, musulman d'extrême droite, à multiplier les gestes envers les islamistes. Il a, en particulier, introduit, le 1^{er} août, un amendement constitutionnel d'inspiration théocratique.

D'autres projets de lois allant dans le même sens - celui d'un islam plus rigoureux, réputé offrir des compensations spirituelles aux

difficultés rencontrées dans la vie quotidienne par la vaste majorité des 115 millions de citoyens - inquiètent les minorités musulmanes, chiites et ismaéliennes, ainsi que les deux millions de chrétiens vivant au Pakistan.

L'armée en action à Karachi

La partie engagée dans le Sind est la plus cruciale. La province du Sud - dont la capitale, Karachi, est, avec dix millions d'habitants, la principale ville du pays - est, en effet, depuis les années 70, la pierre de touche de la vie publique pakistanaise. Son caractère « sensible » est renforcé par un fait : c'est là, pour l'essentiel, que Benazir, actuelle représentante de la dynastie des Bhutto qui y a son fief, a joué et perdu son pouvoir en 1989-1990. En ce Sind revenu à ses sanglantes conflits ethniques peu après la victoire de l'IJI, Islamabad a décidé, fin mai, de « faire donner » l'armée. L'objectif était, d'abord, de pacifier les campagnes où le banditisme, « converti » par les *zaimbars* (grands féodaux), paralysait l'activité et asservissait les populations.

Cette opération avait d'abord été perçue comme une escalade dans la lutte menée par M. Sharif contre le PPP (Parti populaire pakistanais, de M. Bhutto) qui domine le milieu rural sindi, en jouant avec subtilité du nationalisme de la province. Or, tout en quadrillant - avec quelque rudesse, parfois - les campagnes, les militaires ont aussi entrepris de reprendre le contrôle de Karachi.

Ce faisant, ils se heurtaient nécessairement à la représentation politique des *mojahirs*, ces immigrés de langue urdu arrivés de Bombay et d'autres villes de l'Inde après la sanglante partition du sous-continent en 1947. De fait, une opération, le 19 juin, touchée le MQM - le parti fascisant qui, au prix d'al-

liances changeantes mais avec la complicité longtemps sans faille de l'armée, incarne l'aspiration de ces nouveaux venus à une meilleure intégration dans la société pakistanaise.

Les élus du MQM ont démissionné du gouvernement de Karachi. Ils ont ainsi mis en difficulté, sur le plan national, l'Alliance islamique - déjà très affaiblie par la mort récente de son « parrain » pour le Sind, l'ex-chef ministre (premier ministre) Jam Sadiq Ali, et par des défections de fortes personnalités : celle d'un ex-premier ministre M. Ghulam M. Jatoi, et celle d'un influent leader musulman, Pir Pagara. Les chefs du MQM sont aujourd'hui dans la clandestinité.

Plusieurs questions cruciales sont ainsi désormais posées à Islamabad. La plus grave est : le chef du gouvernement est-il toujours l'homme de la situation ? Jeune industriel, négociant protégé du général Zia, M. Sharif a mis en œuvre, dès son arrivée au pouvoir fin 1990, une réforme économique libérale dont les effets tardent à se faire sentir. Reste-t-il sur la même longueur d'onde que l'armée - condition de toute survie politique au Pakistan ? Car, après, comme c'est son cas, une solide base géographique - le Pendjab, principale province - et un bon appui politique - au sein de la Ligue musulmane, premier parti national - ne suffit pas au « pays des purs ».

Un président en bout de course

M. Sharif a été étonné de la réaction des militaires contre ses alliés du MQM. Mais il a dû faire contre mauvaise fortune bon cœur, tant il est vrai qu'au Pakistan le premier ministre est l'élément faible de la troïka qui dirige le pays - avec les Forces armées et le prési-

dent. Et des noms de futurs chefs de gouvernement de circuler à Islamabad.

Autre question : où en est le pouvoir du vieux chef de l'IJI ? M. Ghulam Ishaq Khan est un représentant typique de cet établissement de hauts fonctionnaires dans lequel puisent les généraux pakistanais lorsqu'ils ressentent le besoin de « civiliser » leur action. Le président, dont le mandat s'achève en 1993, a toujours manifesté son intérêt pour le Sind. Il a notamment marqué en imposant, à Karachi, son gendre, M. Iftikhar Marwat, dont les agissements ont été exécrables. Le chef de l'Etat est, par ailleurs, devenu la bête noire d'un grand allié américain : son nom est en effet très associé à l'édification d'un programme nucléaire militaire qui a déjà valu à Islamabad de perdre, fin 1990, l'aide économique et militaire de Washington. M. Ishaq Khan, enfin, est perçu comme l'ennemi intrinsèque des Bhutto, ce qui pourrait l'affaiblir si le jeu national devait changer de base.

La prudence de M. Bhutto

Quoi qu'il en soit, il a dû, en juillet, donner des pouvoirs étendus à l'armée. Celle-ci peut mener dans tout le pays des perquisitions en raison avec les troubles du Sind - qui ont débordé dans les autres provinces, notamment au Pendjab - et interroger les suspects sans être liée par les lois ordinaires. Bien que constitutionnelle, cette mesure a de nouveau rapproché le Pakistan de ce qui y a été, depuis son indépendance, le mode le plus fréquent d'exercice du pouvoir : la loi martiale, ou du moins le gouvernement des généraux.

Question encore : quelle est aujourd'hui la position sur l'échiquier du chef de l'opposition par-

lementaire, M. Benazir Bhutto ? Demeurée longuement « sonnée » par son éviction de l'été 1990, elle a repris empire sur elle-même, et aussi sur son parti, qu'elle avait mené sans méthode ni doigté depuis son retour d'exil en 1986.

Les idées en matière économique de cette jeune femme de l'aristocratie terricienne qui s'est d'abord dite « socialiste islamique » puis « social-démocrate » ne sont toujours pas considérées comme claires - notamment sur la question du poids respectif des secteurs public et privé. En réponse aux accusations de corruption qu'elle martèle contre lui, M. Sharif, libéral convaincu, ne se prive pas de souligner cette incertitude. Les excellentes relations de M. Bhutto aux Etats-Unis et en Europe, où son hostilité de plus en plus nette à un basculement du Pakistan dans un régime théocratique est très appréciée, constituent un atout un peu ambigu.

Mise au pilori par des intégristes ulcérés par ses positions jugées « laïques », M. Bhutto paraît en revanche avoir fait la paix avec les militaires, qu'elle avait négligés durant son passage au pouvoir en 1988-1990. Les observateurs ont ainsi noté que le leader du PPP n'a pas désapprouvé le principe d'une intervention des Forces armées, dans son fief du Sind. Si elle a laissé entendre que sa formation pourrait transférer son opposition au Parlement à la rue, M. Bhutto n'agit pas moins avec prudence. Elle a certes réuni un million de personnes lors d'un meeting à Lahore à la mi-août - du jamais vu depuis 1988 ; mais elle dément sans vigueur les rumeurs de création d'un « cabinet de consensus », en cas de nécessité. Ultime question, qui résume les autres : quatre ans après avoir été (établie, la démocratie demeure-t-elle l'horizon indépassable du Pakistan ? A la différence de son prédécesseur - le général Asif Beg, très interventionniste, - l'actuel chef d'état-major, le général Asif Nawaz Janjua, paraît désireux

de rendre à l'armée une aura de neutralité que lui ont fait perdre les onze années de pouvoir du dictateur Zia. La préférence de l'officier au pouvoir à des modalités plus souples que la loi martiale ; celles qui ont été prises au Sind semblent bien porter sa marque. Mais les militaires pakistanais n'ont jamais imaginé laisser longtemps les mains libres aux politiques lorsque les situations s'aigrirent, rendant le pays mal gouvernable. L'avenir de M. Sharif est donc désormais clairement entre leurs mains.

JEAN-PIERRE CLERC

BANGLADESH : dissolution de l'aile étudiante du parti au pouvoir. - Le premier ministre du Bangladesh, M. Khaleda Zia, a dissous le comité central de l'aile étudiante de sa propre formation, le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP). La décision a été prise en raison de la multiplication des affrontements armés, ceux-ci ayant provoqué cinq morts en une semaine. Un nouveau comité central du mouvement doit être prochainement constitué. (AFP.)

CHINE : Pékin rejette les explications de l'ambassadeur américain sur les F-16. - La Chine a maintenu sa ferme objection à la vente de chasseurs F-16 à Taiwan par les Etats-Unis, en dépit des arguments que lui a présentés lundi 7 septembre l'ambassadeur américain, M. William Clark. Le secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires asiatiques avait été délégué à Pékin par M. Bush quatre jours après qu'il eut pris sa décision. Le président du Parlement chinois, M. Wan Li, a déclaré que « la Chine ne peut accepter cette vente en aucune circonstance ». La presse officielle continue de dénoncer vivement le projet. (AFP, Reuters, UPI.)

U. Chirac app
ne pas sa

Un entretien

POLITIQUE

La campagne pour le référendum sur le traité de Maastricht

« La France est à la croisée des chemins. » Ce constat de M. Philippe Séguin devant « Le club de la presse d'Europe 1 », lundi 7 septembre, n'est guère contesté, ni par la droite ni par la gauche ni par la classe politique ni par ce qu'il est convenu d'appeler la société civile. Les électeurs eux-mêmes paraissent convaincus de l'importance du choix qu'ils vont avoir à accomplir le 20 septembre. Les succès de librairie des nombreux ouvrages consacrés au traité de Maastricht suffisent à la prouver, l'affluence aux meetings, ceux des partisans du « oui » comme ceux des partisans du « non », le confirme.

Avant de se déterminer, les Français veulent s'informer et comprendre, sans suivre les yeux fermés les consignes de vote, ni même les conseils de ceux qui ont l'habitude de leur indiquer la bonne direction. Ce premier message des enquêtes d'opinion a été parfaitement compris par les dirigeants des partis : M. Giscard d'Estaing, mardi 8 septembre, a redit au micro de RTL qu'il fallait « expliquer ». C'est une mission pédagogi-

que que se sont fixés les participants à la campagne officielle. Comme à la veille de toutes les échéances électorales, dans toutes les communes de France, des panneaux ont été mis à la disposition des partis

convaincre : M. Lionel Jospin, M. Ségolène Royal, MM. Pierre Mauroy, Jean-Pierre Coe, président du groupe socialiste au Parlement européen, Michel Rocard, M. Catherine Trautmann, maire de Strasbourg,

convaincre ses électeurs de faire un choix opposé à celui de bien des militants du RPR ; il a redit qu'il y avait de la place de la France dans l'Europe ; il ne peut ignorer qu'il y va aussi de son autorité dans son mouvement.

l'audiovisuel, pour dénoncer le « quasi-monopole de la parole audiovisuelle » attribué, selon lui, d'ici au 20 septembre, aux partisans de Maastricht puisqu'il a été demandé aux journaux télévisés de répartir le temps d'antenne des hommes politiques en tenant compte du rapport de forces entre les partis au Parlement, et non en prévoyant un temps de parole égal pour chacun des deux camps.

Cela chagrine d'autant plus le maire de Belfort qu'il constate que « de nombreuses personnalités des mondes économiques, artistiques ou autres prêchent sans retenue en faveur de ce texte qu'ils avaient bien souvent n'avoir pas lu », et que, d'après lui, « la quasi-unanimité des éditorialistes ne cache pas leur opinion favorable à ces accords ». Pour des adultes, il est vrai, la bonne pédagogie ne peut être que du débat.

THIERRY BRÉNIER

Pédagogie

représentés au Parlement ou ayant obtenu plus de 5 % des suffrages exprimés lors de la dernière consultation (celle des régionales) et un temps d'antenne leur a été accordé sur les chaînes publiques de télévision et de radio. La vertu du tirage au sort a permis aux trois formations les plus importantes d'ouvrir, lundi, cette campagne officielle. Que ce soit M. Fabius qui ait pris la parole pour le PS et M. Giscard d'Estaing pour l'UDF confirme l'importance que ces deux partis accordent à l'Europe. Le choix des orateurs socialistes pour les émissions suivantes indique aussi clairement ceux que le parti au pouvoir estime les plus aptes à

M. Jack Lang, M. Martine Aubry, M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Elisabeth Guigou, M. Bernard Kouchner et Jacques Delors.

Le côté à-côté, ou plutôt le face-à-face, de M. Jacques Toubon, président pour le « oui », et de M. François Fillon, argumentant pour le « non », au cours de la première présentation du RPR dans cette campagne officielle, a illustré la division du parti qui se veut l'héritier du général de Gaulle sur le « chemin » que doit prendre la France. M. Jacques Chirac s'est donc attaché, lundi soir, à convaincre ses électeurs de faire un

CE partage du temps d'antenne du RPR fait bien des envieux chez les minoritaires de l'UDF et du PS, puisque ni l'un ni l'autre de ces deux formations ne laisseront ceux des leurs qui défendent le « non » s'exprimer au cours de la campagne officielle. Il leur reste, à est vrai, l'affichage militant, les réunions publiques, les tribunes et interviews accordées aux journaux écrits et parlés. Ils se plaignent pourtant d'être moins bien traités que les partisans du « oui » : M. Philippe de Villiers a demandé qu'un opposant à Maastricht bénéficie, sur TF1, d'une émission comparable à celle au cours de laquelle s'est exprimé M. François Mitterrand ; M. Jean-Pierre Chevènement a écrit à M. Jacques Bouteiller, président du Conseil supérieur de

M. Chirac appelle les électeurs de l'opposition à ne pas sanctionner la France et l'Europe

C'est en Alsace, terre européenne par excellence, que M. Jacques Chirac a participé, lundi 7 septembre, à la première des cinq réunions publiques de sa campagne en faveur de la ratification du traité de Maastricht. Face à neuf cents convives réunis à Brumath, près de Strasbourg, le président du RPR a appelé à ne pas « sanctionner la France et l'Europe » en votant « non » au référendum.

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Grand orateur de la soirée, M. Joseph Chirac, député de Bas-Rhin et secrétaire départemental du RPR, avait mis les petits plats dans les grands. On avait choisi Brumath, une ville située à une vingtaine de kilomètres de Strasbourg et dirigée par M. Bernard Schreiner, député (RPR), pour accueillir le premier déplacement pro-Maastricht de M. Jacques Chirac. Sénateur et président (UDF) du conseil général, M. Daniel Hoeffel était de la partie, tout comme M. Hubert Haenel, sénateur (RPR) du Haut-Rhin. Il fallait bien montrer que les parlementaires néo-gaullistes ne sont pas tous des partisans résolu du « non », même si, lundi soir, certains d'entre eux manquaient à l'appel. Pour faire patienter les neuf cents convives du dîner-débat,

l'orchestre municipal a joué successivement Rigolons un bon petit coup (selon une tradition apprenant) et Joyeuse rentrée.

A défaut d'être joyeuse, la rentrée européenne de l'ancien premier ministre s'est faite sous le signe de la pédagogie. Empruntant au registre didactique utilisé par M. Philippe Séguin pour promouvoir le « non » à Maastricht, M. Chirac a développé un contre-argumentaire en faveur du « oui ». Comme le maire d'Epinal, récemment couronné chef de file des opposants au traité d'Union européenne, le maire de Paris s'est gardé de toute incantation et de tout anathème. Une fois encore, le président du RPR s'est livré à une vibrante défense de l'Union de l'opposition, malgré les vicissitudes du moment. « Quelles que soient les divergences de vues, a-t-il dit en évoquant implicitement Maastricht, l'actuelle opposition est et restera unie pour mener le combat... des futures échéances électorales ».

L'heure étant cependant aux explications de vote pour le référendum du 20 septembre, devant un auditoire que les thèses anti-Maastricht ne semblaient pas laisser indifférent, M. Chirac a répondu point par point aux inquiétudes, raisonnées ou passionnelles. Après avoir rappelé l'effacement du communisme, l'hégémonie américaine, l'enfoncement de l'Afrique et la dislocation de l'Europe centrale, le président du RPR a souligné que « les pays

démocratiques de l'Europe de l'Ouest ont, à l'évidence, un intérêt à renforcer sans cesse leur solidarité, tant il est vrai qu'ils sont menacés ».

Reconnaissant que le « non » à Maastricht peut s'expliquer par la crainte du fédéralisme et de la bureaucratie, la peur d'un avenir incertain ou le désir de sanctionner les socialistes, M. Chirac a admis que « toutes ces raisons sont loin d'être déraisonnables » et qu'elles « ne doivent pas être condamnées brutalement ».

Pas d'alternative sérieuse

Pour autant, tout en conservant une certaine hauteur au débat, l'ancien premier ministre a taillé en pièces chacune des arguments rationnels utilisés dans l'autre camp.

Le traité de Maastricht est-il un progrès ? Oui, répond M. Chirac. Porté à l'assise à la souveraineté de la France ? Non, car, depuis le traité de Rome, les transferts de souveraineté et de compétences sont « voulus, limités et réciproques ». Est-ce la voie ouverte au fédéralisme ? Rien de tel ne peut le faire croire, selon lui, dans le texte du traité. Au contraire, soutient M. Chirac, le traité a pour but de « définir notre destin, dans une entreprise commune, reste entière ». « Il n'y a pas de quoi rejeter l'initiative élaborée par les Douze », affirme-t-il, d'autant plus que « le président de la République a eu tort » de sous-

crire que le processus engagé par Maastricht est irréversible. En effet, le « non » à Maastricht implique une « adaptation », et l'entrée de nouveaux partenaires, en 1995, entraînera un « réajustement » avant celui de l'année suivante, qui est déjà programmé. La bureaucratie sera-t-elle renforcée ? Si M. Chirac condamne la dérive bureaucratique, il n'en pense pas moins que « la critique doit s'adresser aux chefs de gouvernement qui ont laissé se développer cette dérive », et non pas aux technocrates eux-mêmes.

Au bout du compte, en déroulant cet échec de réponses, M. Chirac arrive à la question centrale : que se passera-t-il si la France ne ratifie pas Maastricht ? « Il n'y aura plus de traité, répond-il. Juridiquement, les précédents traités continueront à s'appliquer, mais, politiquement, c'est faux. » L'ancien premier ministre parle, alors, de « coup brutal » et de « coup d'arrêt », qui ôterait à la France « toute autorité pour défendre ses propres intérêts ou proposer de nouvelles orientations ». En tout état de cause, pour le président du RPR, une victoire du « non » signifierait la fin du couple franco-allemand.

« Ne nous laissons pas impressionner par notre seule volonté, si légitime soit-elle, de sanctionner les socialistes », a lancé, en conclusion, le député de la Corrèze, dans un silence qui traduisait une qualité d'écoute peu commune. Ce n'est pas en votant « non », a-t-il assuré,

qu'on sanctionnerait le président de la République et les socialistes. En revanche, on sanctionnerait la France et l'Europe. Il n'y a pas d'alternative sérieuse à l'unité des nations européennes. Maastricht est le prolongement d'une action voulue par le général de Gaulle.

Deux démonstrations valant mieux qu'une, l'ancien premier ministre a redit ses convictions avec encore plus de vigueur en réponse aux questions du public, tricotées par thème. Les « imperfections » du traité, dénoncées auparavant par M. Chirac, n'ont plus guère été évoquées. Il est vrai que les inquiétudes qu'inspire l'Europe ont souvent peu à voir avec le traité de Maastricht.

OLIVIER BIFFAUD

M. Madelin (UDF) : une victoire du « non » serait « destructrice pour l'union RPR-UDF ». M. Alain Madelin, vice-président de l'UDF, a affirmé, lundi 7 septembre, à Guichen (Ille-et-Vilaine), que la victoire du « non » serait « un acte de grave sur la route de la construction européenne, mais aussi sur la route de l'union de l'opposition et de l'alternance ». Cette victoire, a-t-il ajouté, « serait destructrice pour l'union UDF-RPR, car ce serait le dévouement des responsables de l'opposition qui peuvent assurer demain l'alternance » et « laisserait un terrain de manœuvre à François Mitterrand pour conduire le ne sais quelle reconquête politique ».

Le « oui » entre 53 % et 59 % selon les sondages

Deux nouveaux sondages, l'un réalisé par CSA entre le 5 et le 7 septembre auprès de huit cents personnes, l'autre par Louis Harris les 4 et 5 septembre auprès de neuf cent trente personnes interrogées par téléphone, confirment que le « oui » est aujourd'hui majoritaire dans les intentions de vote mais divergent à la fois sur l'ampleur de cette avance et sur l'évolution de l'opinion.

Selon la première enquête publiée par le Parisien du 8 septembre, le « oui » obtient 53 %, soit un point de moins que dans le sondage publié le 7 septembre qui lui-même enregistrerait une baisse d'un point par rapport à une précédente enquête. Le même sondage indique une baisse de quatre points des abstentionnistes et des indécis qui ne sont plus que 30 %. La ventilation des résultats par préférences partitaines montre que 4 % des électeurs de gauche qui avaient choisi le « oui » lors de la précédente enquête se prononcent désormais pour le « non ».

Selon le deuxième sondage, qui doit publier ses résultats, le « oui » progresse de six points, passant de 53 % à 59 % par rapport aux résultats d'une précédente enquête effectuée les 27 et 28 août. Le pourcentage des indécis et de ceux qui ne se prononcent pas régresse pendant la même période de 44 % à 39 %.

D'autre part, 53 % des quatre cents chefs d'entreprise français interrogés entre les 31 août et 2 septembre par la SOFRES pour le Figaro et Europe 1 sont favorables à la ratification du traité de Maastricht tandis que 21 % s'y déclarent opposés et que 13 % se disent indifférents.

Un entretien avec le président de l'épiscopat français

« Nous sommes devant le défi d'une fragmentation de l'Europe tentée à nouveau par le tribalisme », nous déclare Mgr Joseph Duval

Archevêque de Rouen et président de la conférence épiscopale française, Mgr Joseph Duval souligne, dans l'entretien qu'il nous a accordé, les enjeux du référendum du 20 septembre. Il souhaite « une plus grande coopération économique et politique » entre les Douze, pour répondre « au défi d'une fragmentation de l'Europe tentée à nouveau par le tribalisme ».

« Les Eglises ont été actives au début de la construction de l'Europe communautaire. Aujourd'hui, elles semblent désengagées. Pourquoi ?

« Désengagées, non, mais engagées autrement. Après la deuxième guerre mondiale, il fallait construire l'unité des peuples européens, puis la consolider. Des chrétiens comme Robert Schuman, Konrad Adenauer, Alcide De Gasperi ont posé les fondements de l'Europe unie. Ils l'ont fait en hommes politiques avertis, mais aussi comme chrétiens, conscients qu'il était de leur devoir de tout faire pour éviter aux nations le cataclysme d'une nouvelle guerre.

« Tous les papes depuis Pie XII ont aussi encouragé la construction de l'unité européenne. Tout ce qui pouvait servir la paix du monde devait être soutenu. Les papes l'ont fait, les évêques l'ont fait, les militants chrétiens aussi. Les relations entre Français et Allemands se sont multipliées à l'initiative de beaucoup, mais parti-

culièrement d'organismes comme Pax Christi.

« Ouverture des frontières, coopération entre les Etats : l'Europe aujourd'hui est devenue une réalité. Nous sommes entrés dans un processus irréversible. Il n'appartient donc plus aux Eglises de dire les modalités concrètes à mettre en œuvre pour poursuivre la construction communautaire. Leurs interventions se situent à un autre niveau. Leurs responsables se soucient de ce qui, en profondeur, peut cimenter l'Europe. Rappelons-nous par exemple ce que le culte communautaire aux pays européens doit à la foi chrétienne. Les pays européens - baptisés pendant des siècles par la pensée chrétienne - ont acquis un sens de l'homme et du respect des droits de la personne qu'il faut absolument préserver et développer.

« Certes, à préserver aussi pour vous un enjeu du référendum sur le traité de Maastricht ?

« Oui, parce que si la communauté économique a apporté une sécurité et un développement accrus, la construction européenne, ne nous le cachons pas, court des risques : le retour en force des nationalismes, des revendications ethniques, du racisme et de la xénophobie prolifèrent déjà des dizaines - comme en Yougoslavie. D'autres dangers de conflits violents existent en Europe, car, à l'intérieur de chaque pays, le chômage, l'exclusion sociale s'étendent, encouragent le « chacun pour soi », favorisent tous les égoïsmes et tous les rejets.

« La démocratie court des risques et nous sommes aujourd'hui placés

devant un double défi : celui de la fragmentation d'une Europe tentée à nouveau par le tribalisme et celui de l'éclatement interne de nos sociétés. Ce double défi met directement en péril les valeurs de solidarité et de respect des personnes. Or aucun pays d'Europe ne peut prétendre avoir, à lui seul, le poids suffisant et les possibilités de relever ce double défi. Il faut donc aller vers une plus grande coopération économique et politique pour constituer une Europe plus pacifique et plus sociale.

« Certains des adversaires du traité de Maastricht enseignent que l'Europe sociale ne soit sacrifiée aux règles du marché et de la monnaie unique.

« Dans le préambule du traité, les signataires se déclarent « déterminés à promouvoir le progrès économique et social de leurs peuples, dans le cadre du développement du marché intérieur, et à mettre en œuvre des politiques assurant des progrès parallèles dans l'intégration économique et dans les autres domaines ». Voilà le projet. Est-ce que les dispositions du traité permettent de résoudre les déséquilibres sociaux ? Tout dépendra de la volonté politique des Douze. Un texte ne peut que servir de guide et nous aurons tout de penser ce qui peut régler toutes les situations difficiles et la volonté politique de l'appliquer n'existe pas. Est-ce qu'on ira vers un libéralisme à outrance ou un libéralisme corrigé ? Je renvoie sur ce point à l'encyclique *Centesimus Annus* de Jean-Paul II écrite il y a un an, qui déplore les excès du libéralisme et du

marché et renvoie à la responsabilité des Etats le soin de les corriger.

« Le traité de Maastricht vous paraît-il une garantie suffisante pour la paix ?

« Pour qu'il le soit, il faut non seulement que l'Europe soit plus solidaire, mais aussi qu'elle s'engage au service de la paix en dehors de l'Europe. Si l'Afrique s'économise économiquement, politiquement, si des guerres renaissent ailleurs, il y aura des répercussions chez les Douze. Pour vivre en paix, l'Europe doit avoir une politique mondiale au service de la paix et du développement. Il serait illusoire de s'imaginer pouvoir s'enfermer tranquillement dans les frontières de l'Europe en ignorant le reste du monde.

« Avez-vous été favorable à une intervention militaire plus directe en Yougoslavie ? Le cardinal Sodano, secrétaire d'Etat du Vatican, n'a-t-il pas parlé de « droit d'ingérence » ?

« Une intervention militaire serait injustifiée et inadéquante. Mgr Tauran, chargé de Rome des relations du Saint-Siège avec les Etats, exprime bien la position de l'Eglise quand il dit que « les moyens qui doivent en premier lieu être pris en considération demeurent le dialogue et la négociation. En second lieu, on peut étudier l'opportunité de sanctions. Disons, plus généralement, que la communauté internationale a à sa disposition tout un inventaire de textes, de conventions, d'institutions qui permettent de mettre en application le droit d'ingérence. » Le Saint-Siège n'a jamais parlé d'intervention militaire. La guerre,

comme l'a dit le pape, est toujours une « aventure sans retour ». Le blocus économique, le blocus sur la livraison des armes n'ont jamais été appliqués efficacement. Comment vouloir déminer par la guerre ceux à qui on laisse le droit de s'approvisionner en armes ?

« Un trésor culturel »

« Le traité de Maastricht vous paraît-il assez généreux pour les pays de l'Europe centrale et orientale ?

« Un traité est rarement généreux. Celui de Maastricht règle des situations concrètes concernant les Douze. Il ne peut régler sans leur accord la situation des pays de l'Europe centrale et orientale. Il faut donc souhaiter que l'Europe des Douze évolue, avec détermination et rapidité, dans le sens d'une ouverture généreuse aux pays du centre et de l'est du continent pour « européaniser » davantage l'Europe occidentale. Car il suffit de penser à ce que sont des peuples comme les Tchèques, les Slovaques, les Hongrois, les Roumains, les Polonais, pour comprendre ce que leur culture, leur passé souvent prestigieux, pourraient apporter aux douze pays occidentaux.

« Le discours européen de Jean-Paul II est souvent interprété comme une volonté de « reconquête » chrétienne. Quelle est

ici le port de la réalité et celle du fantasme ?

« Dans son discours au Parlement européen de Strasbourg en 1988, le pape a parlé nettement pour la distinction des compétences : « Notre histoire européenne montre abondamment combien la frontière entre ce qui est à César et ce qui est à Dieu a été franchie dans les deux sens. » Le pape ne veut pas compléter sur le pouvoir politique. Que veut-il dire quand il souhaite que l'Europe renouve la richesse de ses origines chrétiennes ? Il veut dire que l'identité européenne est incompréhensible sans le christianisme. « L'âme de l'Europe », explique-t-il à Saint-Jacques-de-Compostelle, « reste unie, car elle possède des valeurs chrétiennes et humaines identiques, comme la dignité de la personne humaine, le sens profond de la justice, et de la liberté, l'application au travail, l'esprit d'initiative, l'amour de la famille, le respect de la vie, la solidarité et le désir de coopération et de paix. »

« Si le pape invite les catholiques à « rechristianiser » l'Europe, il le fait pour que l'Europe ne laisse pas s'appauvrir son trésor culturel en tournant le dos au christianisme dans lequel elle a puisé les valeurs qui l'honorent. Il est faux de dire que le pape appelle à une « christianisation » directe des institutions politiques. Il veut seulement que les catholiques soient plus nombreux et plus convaincus, pour que leur présence et leur influence pèsent davantage dans l'Europe de demain. »

Propos recueillis par HENRI TINCQ

POLITIQUE

La campagne pour le référendum sur le traité de Maastricht

Le mouvement Refondations en majorité pour le « non »

Le mouvement Refondations, qui rassemble des communistes critiques, des socialistes contestataires ainsi que des militants associatifs et syndicaux, s'est prononcé, dimanche 6 septembre, « pour une Europe sociale, démocratique, pacifique et ouverte » mais en soulignant que la plupart de ses membres inclinent à voter « non » le 20 septembre. Il a indiqué, dans une déclaration diffusée lundi : « Si certains d'entre nous estiment que le rejet par la France du traité de Maastricht entraînerait des conséquences graves et que les améliorations et compléments essentiels nécessaires peuvent être apportés à la faveur de sa mise en œuvre, et souhaitent donc sa ratification, le plus grand nombre refuse l'alternative Maastricht ou le chaos. Cette analyse les conduit à répondre « non » au référendum en estimant que le traité serait un obstacle à la réalisation de l'Europe que nous voulons. » Le mouvement Refondations organise à la Mutualité, mercredi 9 septembre, à 20 h 30, un meeting parisien auquel doivent notamment participer MM. Charles Fiterman, Jean-Pierre Chevènement, Max Gallo, Alain Lipietz, Marcel Rigout, Roland Carraz ainsi que le président de l'association Confédération, M. Philippe Herzig, membre du bureau politique du PCF. Parisien d'un « non constructif pour une autre Europe », ce dernier devait débattre, mardi soir, à partir de 19 heures, à la Maison de la Chimie, à Paris, avec notamment M. Elisabeth Guigou et M. Michel Rocard.

Le mouvement ADS (Alternative, démocratie, socialisme), animé de particulier par M. Rigout et d'autres communistes dissidents du PCF, s'est également prononcé pour le « non » en soulignant : « Le combat pour une Europe ouverte, démocratique, pacifique, écologique et sociale est une des raisons d'exister de l'ADS. Cet engagement nous a amenés à lutter pour une renégociation du traité. Nous avons dû constater le refus de celle-ci et nous nous sommes donc tournés vers la négociation et dès lors le traité, tel qu'il est soumis au référendum, maintient ses aspects négatifs. Seul un « non » constructif permettra de poursuivre dans de bonnes conditions le combat pour l'Europe et pour un autre traité d'union. »

De même, l'AREV (Alternative Rouge et Verte) a décidé, le week-end dernier, « d'empêcher la campagne pour un non écologique et social » en organisant diverses réunions publiques avec ses partenaires communistes contestataires, socialistes critiques et Verts dans la perspective de candidatures communes aux prochaines élections législatives.

En désaccord avec M. Lalonde

Le secrétaire général de Génération Ecologie démissionne de ses fonctions

M. François Donzel, secrétaire général de Génération Ecologie, vient de démissionner de ses fonctions. Il reste toutefois membre du bureau national et conseiller régional d'Ile-de-France. Ami de longue date de M. Brice Lalonde, M. Donzel souhaite ainsi retrouver sa liberté de parole dans la perspective du premier congrès de Génération Ecologie, prévu pour le mois de novembre prochain.

M. Donzel conteste notamment le fonctionnement peu démocratique du mouvement créé en décembre 1990 par l'ancien ministre de l'environnement. Il souhaite également, nous a-t-il déclaré, « miser la stratégie » et « refuser tout accord de boutiquiers » avec les Verts, ceux du moins qui se sont prononcés pour le « non » au référendum du 20 septembre prochain et qui, paradoxalement, sont les plus favorables à un rapprochement avec Génération Ecologie (le Monde du 1^{er} septembre).

ISTH INSTITUT DE RECHERCHE EN SCIENCE POLITIQUE
DROIT - SCIENCES ÉCO
Soutien méthodologique
• Stages de pré-rentree
septembre 92
• Stages annuels
octobre à mai
SUCCÈS CONFIRMÉS
Centre Auteuil 42 24 10 72
Centre Paris 45 85 59 35
PLUS QU'UN INSTITUT UNE INSTITUTION

Comment fut rejeté en 1954 le projet d'une Communauté européenne de défense

M. Laurent Fabius a souligné, lundi 7 septembre, à l'occasion de la première émission télévisée de la campagne officielle, que, trente-huit ans après l'échec de la Communauté européenne de défense, en 1954, l'Europe ne dispose toujours pas d'une défense commune. Le premier secrétaire du PS répondait ainsi aux adversaires du traité de Maastricht, qui rappellent volontiers, comme l'a fait M. Philippe Séguin lors de son débat télévisé avec le chef de l'Etat, que le rejet de la CED n'avait pas empêché la signature du traité de Rome trois ans plus tard.

La controverse sur Maastricht divise aujourd'hui la société française comme, il y a près de quarante ans, le débat sur la CED et sur le réarmement allemand que celle-ci impliquait. Le projet avait été rejeté à l'Assemblée nationale par 319 voix contre 284, la plupart des membres du gouvernement de Pierre Mendès France, parmi lesquels M. François Mitterrand, ne prenant pas part au vote.

À la fin de l'année 1949, fruits du téléscopage de la « guerre froide » de 1939-1945 et de la « guerre froide » qui débute en 1947, naissent la République démocratique allemande, sous protectorat soviétique et, sous protectorat occidental, la République fédérale d'Allemagne. Cette dernière, à peine née, est fort courtoise. Le bruit court avec insistance que les États-Unis l'intégreraient volontiers au Pacte atlantique. Très direct, le représentant américain à la conférence des Trois, Dean Acheson, exige en tout cas, le 12 décembre 1950 : « Je veux des Allemands en uniforme pour l'automne 1951. »

En France, le projet de Communauté européenne de défense (CED), que présente le président du conseil, M. René Pleven, vise à répondre à cette exigence, tout en ménageant l'opinion publique française. L'Allemagne apportera sa contribution à la défense commune, mais dans le cadre d'une armée européenne. Les réactions sont vives. « Pour », il y a les démocrates-chrétiens du Mouvement républicain populaire (MRP), inconditionnels de l'alliance atlantique, et ce d'autant plus qu'ils sont, à ce moment-là, au pouvoir en France et en Allemagne, hostiles à « l'arbitrage britannique » et favorables à l'Europe des Six.

Les socialistes divisés

« Pour » aussi, on compte les fidèles de la cause européenne : ceux-là — une partie des radicaux et de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR), le groupe de MM. Pleven et François Mitterrand — sont réservés vis-à-vis de l'Europe des Six et souhaitent la participation anglaise, mais ils sont, d'abord, soucieux d'une armée européenne. Les radicaux sont « pour », enfin, les « atlantiques », la vieille droite qui se reconnaît, notamment, en M. Antoine Pinay. Elle craint l'Union soviétique ; elle est moins attachée à l'Europe qu'à la défense du « monde libre » ; pour elle, la CED, c'est, d'abord, le renforcement du camp atlantique.

« Contre », il y a, d'abord, le Parti communiste, intransigent rebelle de la diplomatie soviétique. « Contre » aussi, les « nationalistes » estiment que la CED affaiblit la France et renforce l'Allemagne. Telle est la position des gaullistes orthodoxes, mais, aussi, de la majorité des dissidents, alors regroupés derrière M. Jacques Chaban-Delmas. « Contre » également, les neutralistes plaident pour que la France ne se lie à aucun des deux blocs et voient dans la CED un assujettissement supplémentaire au

bloc atlantique. Ceux-là pèsent peu au Parlement, mais comptent dans les médias, le discours neutraliste étant alors très présent à Combar, à France-Observateur et au Monde.

Quant aux socialistes de la SFIO, hostiles de longue date au réarmement allemand, ils ont fait connaître leur désaccord avec le projet Pleven. Sans doute se rendent-ils vaguement compte qu'il faudra peut-être lâcher du lest. Dans cette perspective, Jules Moch se charge d'élaborer un compromis : la mise à contribution de l'économie allemande dans l'effort de défense européen et une participation militaire doublement limitée au seul cas de guerre et à la formation de toutes petites unités combattantes, les « combat-teams ». Au conseil des ministres, Guy Mollet, qui a en charge, dans le gouvernement de M. Pleven, les affaires européennes, dit l'opposition socialiste au projet et évoque les propositions de Jules Moch. Il constate qu'elles n'inspirent personne et, surtout, que le projet Pleven apparaît aux alliés comme une démesure, dont ils disent haut et fort ne pas vouloir ; ce qu'ils veulent, c'est une Allemagne réarmée, en bonne et due forme, et vite.

« Un Allemand sous l'uniforme... »

Le comité directeur de la SFIO, qui se réunit le 6 décembre, est fait de malaises, d'hésitations et de non-dits. M. Daniel Mayer, « avec un sentiment de désespoir et d'humiliation », propose finalement d'approuver le projet Pleven. Aidé de Jules Moch et d'André Philip, il entraîne la majorité du comité directeur. Guy Mollet dit craindre « l'engrenage » de l'armée européenne et s'abstient. Il n'y a que deux « contre » : Malarde et Mercieu Pivert.

La décision apparaît de taille. Pourquoi s'est-elle prise en comité directeur et non en congrès ? Ce choix étonnant entretient le malaise : douze fédérations demandent un congrès extraordinaire. En vain.

En fait, il apparaît peu à peu que, chez certains dirigeants socialistes, l'accord donné à la CED est subordonné à des préalables divers : la réunification démocratique de l'Allemagne, la participation britannique et, surtout, la mise sur pied d'une autorité politique européenne. Les congrès et conseils qui se suivent alors ne clarifient pas cette question. Le congrès de mai 1951 vote à la sauvette un texte ambigu, qui, d'une part, se prononce pour la définition d'une politique extérieure autonome, appuyée sur une armée européenne et, d'autre part, explique que l'Allemagne « doit rester désarmée et obtenir son unification démocratique par de libres élections générales ».

Le conseil national, quelques mois plus tard, ne sort pas de cette ambiguïté. Il rappelle l'accord donné par le congrès au principe d'une armée européenne, mais s'inquiète, en même temps, « des retards apportés à la création d'une autorité politique européenne, et d'une certaine tendance à une conception continentale de l'Europe ». Il « place au premier plan de ses préoccupations les possibilités de réunification de l'Allemagne ».

Bien des dirigeants socialistes souhaitent gagner du temps. Mais, au fur et à mesure que le projet prend forme, les objections s'accumulent et les positions évoluent. Il faut attendre la réunion commune du groupe parlementaire et du comité directeur qui se tient le 14 novembre 1951 pour que l'on commence à comprendre où sont les divergences, qui est avec qui et qui pense quoi. Il apparaît alors, clairement, que si, dans le pays, les coalitions « pour » ou « contre » la CED sont bariolées, elles ne le sont pas moins à l'intérieur du Parti socialiste.

Du côté du « oui », on trouve trois sens-

lité. La première réagit par amitié-soviétique, en considérant comme indélébile la guerre avec l'Union soviétique. Félix Gouin est un représentant typique. « Impossible, dit-il, de faire face à ce danger sans les Allemands (...). Malgré leur puissance, les Américains ne peuvent pas tout faire. » (1). La deuxième tendance raisonne en termes de moindre mal : plutôt la CED qu'une armée allemande autonome. Telle est, par exemple, la position de Guy Mollet. La troisième voit dans la CED un pas supplémentaire franchi dans la construction européenne. Les pas ne se font pas dans l'ordre que nous avons prévu ? Certes. C'est, cependant, un pas en avant et, en tant que tel, il est bon à prendre. M. Gérard Jaquet (l'esprit européen gagnera à cette réalisation) représente bien cet état d'esprit.

En face, dans l'hostilité socialiste à la CED, trois courants cohabitent aussi. Le premier est un courant nationaliste, qui s'appuie, certes, sur les traumatismes de la dernière guerre mondiale, mais qui, pour l'essentiel, se refuse à voir disparaître l'armée française et, avec elle, la possibilité d'une défense nationale maturisée par la France. Sans armée, pas d'Etat, pas de nation : telle est, par exemple, l'argumentation de M. Max Lejeune.

Un deuxième courant se détermine moins par nationalisme que par germanophobie. Ceux-là sont, en règle générale, réticents européens, et la plupart d'entre eux prouvent, au moment de la guerre d'Algérie, qu'ils ne sont en rien des nationalistes bômés. Cependant, la guerre est, pour eux, très proche, et leur identité résistante va passer très lourde dans ce débat. M. Mayer, qui l'on peut égarer dans cette sensibilité, a ainsi des expressions fortes : « Impossible d'accorder l'égalité des droits à l'Allemagne d'Adenauer, ni peut-être, hélas ! à celle de notre camarade Schumacher (2). Et, pourtant nous n'avons jamais cessé de distinguer la peuple allemand de ceux qui l'ont conduit à la guerre. (...) Mais dès qu'un Allemand a un uniforme sur le dos, il n'est plus le même homme. »

Le troisième courant est européen, internationaliste et pacifiste. L'armée européenne ne l'effraie pas, mais il souhaiterait que l'on ait épuisé, auparavant, toutes les initiatives en faveur du désarmement. Que l'on y intègre l'Allemagne ne le gêne pas, non plus, à condition que ce soit une Allemagne démocratiquement réunifiée, et non pas la fraction de l'Allemagne sous influence américaine. Surtout, il n'envisage la mise sur pied de cette armée européenne que si celle-ci est subordonnée à un réel pouvoir politique suprannational. Ces conditions n'étant pas réunies, c'est en fait la Wehrmacht, estimant-ils, que l'on va ressusciter. Mercieu Pivert, européen de longue date — il a fondé en 1947 le Mouvement pour les États-Unis socialistes d'Europe — représente bien ce courant, très minoritaire.

Malgré ces divisions, Guy Mollet tente de présenter à Edgar Faure, qui a succédé à M. Pleven, un « tronc commun » des préoccupations socialistes. Les concessions d'Edgar Faure sont à ce point minces qu'il ne se dégage, au sein du groupe parlementaire socialiste, qu'une majorité de deux voix pour approuver le projet. C'est la première fois. Vingt députés choisissent en effet, les 17 et 18 février 1952, de ne pas respecter la discipline de groupe et de voter contre le projet gouvernemental.

Commence, alors, le long feuilleton des indiscipline et des sanctions, qui atteignent le quotidien de la vie du parti deux années durant. Le gouvernement signe, le 27 mai, à Paris, le traité qui institue la CED, mais cela n'arrête pas le débat, car cet acte doit être ratifié par le Parlement. Les congrès et conseils du PS donnent, à chaque fois, la majorité aux positions pro-CED,

mais cela, non plus, n'arrête pas le débat, qui a malheureusement pris, dans le PS, un tour trop passionnel pour qu'un vote de congrès puisse l'arrêter.

La mort de Staline, l'armistice en Corée fournissent aux opposants de nouveaux arguments quant aux chances de la déroute et d'une politique de désarmement. Leur campagne, pour une partie d'entre eux en tout cas, se rapproche de plus en plus de celle des neutralistes. Cette campagne porte-t-elle ses fruits ? Certes, au congrès de 1954, on peut constater que le courant anti-CED a progressé, mais pas suffisamment pour qu'il l'emporte, avec 1 215 mandats contre 1 989 mandats « pour » (il y a 285 abstentions).

Mendès France ne prend pas position

Le 30 août, Pierre Mendès France refusant d'engager la responsabilité de son gouvernement sur un projet auquel il n'adhère pas lui-même, c'est par le biais de la question préalable que les députés rejettent la ratification. Ont voté pour la CED : 80 MRP, 8 UDSR, 33 radicaux, 76 indépendants de diverses obédiences, 14 gaullistes dissidents, deux gaullistes orthodoxes, un non-inscrit et 50 socialistes. Ont voté « contre » les 95 communistes, 4 progressistes, 34 radicaux, 10 UDSR, 2 MRP, 31 indépendants, 18 gaullistes dissidents, 67 gaullistes orthodoxes, 7 non-inscrits et... 53 députés socialistes. La CED est rejetée par 319 voix contre 284. On compte douze abstentions et 31 non-participations au vote, attitude adoptée par vingt-trois membres du gouvernement, dont M. Mitterrand, ministre de l'Intérieur. Les cinquante-trois dissidents socialistes qui ont refusé la discipline de vote ont fait la différence.

Le soir même, Jules Moch, M. Lejeune et M. Mayer sont exclus du PS. M. Mayer, que M. Mitterrand nommera, trente ans plus tard, président du Conseil constitutionnel, avait prévenu : « Si vous m'écarterez de vos rangs, vous ne pourrez cependant pas me chasser de notre histoire commune. » D'autres ruptures affectent les non-parlementaires. Pivert démissionne du Mouvement européen, qui l'avait créé et qui a pris position pour la CED. « Vous croyez, écrit-il, qu'il est possible d'être l'Europe sans tenir compte de son contenu. Le cadre d'abord. Après, on s'occupe du contenu. Mais, en attendant, ce sont des forces sociales définies qui se préparent à construire des institutions nouvelles. La réaction américaine et la réaction allemande, en particulier, travaillent en accord étroit, mais pour elles, et non pour le socialisme. Tout ou tard, vous devrez vous rendre à l'évidence. » (3)

La CED a divisé, de manière paroxystique, et les socialistes et la société française. La dramatisation de ce débat peut être observée aujourd'hui d'un ciel plus serein. On ne saura évidemment jamais si les conséquences de la CED auraient été aussi dramatiques que les déclarations des adversaires. Quant à ceux qui prophétisaient, à l'époque, que c'est la construction européenne elle-même qui ne se remettrait pas de l'échec de la CED, l'on sait, aujourd'hui, qu'ils n'avaient pas raison.

JACQUES KERGOAT

(1) Compte-rendu de la réunion commune du comité directeur et du groupe parlementaire, le 14 novembre 1951.
(2) Schumacher était alors président du SPD, et les socialistes allemands avaient, d'ailleurs, pris position contre la CED.
(3) Correspondance socialiste internationale, juin 1954, numéro 42.

La préparation des élections sénatoriales

Nièvre : l'effritement continu du PS



de notre correspondant

Si les socialistes nierrais ont peu de chances de conserver, au printemps prochain, leurs trois sièges de députés, ils ont en revanche bon espoir de conserver, le 27 septembre, leurs deux sièges de sénateur. Même si ceux-ci ne sont pas réellement menacés, les résultats seront sans doute plus serrés qu'il y a neuf ans. Une évolution qui reflète l'effritement continu subi par le PS dans la Nièvre depuis les cantonales de 1982. Ce phénomène, qui n'est pas étranger à la crise survenue à la fin de l'année dernière au sein de la fédération socialiste, laquelle n'a plus de secrétaire depuis près de dix mois, s'était traduit aux régionales de mars dernier par un résultat significatif : la liste du PS (26,9 % des voix) avait été devancée par celle de l'alliance RPR-UDF

(29,6 %). Aux sénatoriales de 1983, les deux socialistes sortants avaient été facilement réélus : M. Robert Guillaume, maire de La Charité-sur-Loire, qui était aussi à l'époque conseiller régional et conseiller général, l'avait emporté dès le premier tour avec 380 voix (sur 754 suffrages exprimés) ; après avoir recueilli au premier tour 376 voix, Noël Berrier, alors président du conseil général et maire de Corbigny, avait obtenu 510 suffrages au second tour après le désistement du PC. Au premier tour, ils avaient devancé l'un et l'autre les candidats UDF-RPR de 144 voix. Le 27 septembre, l'avance des socialistes devrait être réduite de moitié au moins.

Des deux candidats du PS, l'un est sénateur sortant : M. René-Pierre Signé, soixante-deux ans, conseiller général et maire de Châteauneuf, a remplacé Noël Berrier, dont il était le suppléant, après son décès en

décembre 1986 ; l'autre est député depuis quatre ans : M. Marcel Charnant, conseiller régional et adjoint au maire de Nevers, ancien premier secrétaire de la fédération du PS, était le suppléant de M. Pierre Bérégovoy lors des législatives de 1988.

M. Charnant, quarante-huit ans, succédra à M. Robert Guillaume, soixante-dix ans, qui ne brigue pas un nouveau mandat. M. Bérégovoy a soutenu la candidature de son ancien suppléant, qui est l'un de ses « poulaillers » nierrais. Le premier ministre pourra ainsi retrouver en mars prochain son siège de député s'il n'est plus membre du gouvernement.

Face aux candidats du PS, l'op-

position nierraise a choisi de présenter deux conseillers généraux divers droite : MM. Paul Cabaret, soixante-cinq ans, et Philippe Nolot, quarante-quatre ans. Chef de file de l'opposition au conseil général où il représente le canton de Fémigny, le premier est conseiller régional depuis 1986, maire de Lucy-le-Bourg et président de la Caisse régionale du Crédit agricole de la Nièvre. Médecin généraliste et gérant de deux établissements de convalescence, le second avait fait sensation aux cantonales de mars dernier : candidat pour la première fois à un scrutin, il avait battu au premier tour le conseiller général sortant socialiste du canton de Tanay, qui était titulaire du siège depuis dix-neuf ans.

Le PC, de son côté, présente les mêmes candidats qu'en 1983 : M^{me} Paulette Laverne, conseiller général et maire de La Machine, et M. Raymond Bussière, conseiller général de Pongues-les-Eaux et ancien maire de Fourchambault. On les crédite généralement d'une centaine de voix le 27 septembre, contre 140 il y a neuf ans, ce qui montre que, malgré son recul, le PC a limité les dégâts dans la Nièvre.

Enfin, deux candidats isolés vont se présenter au suffrage des 776 grands électeurs nierrais. L'un portera les couleurs du Front national ; il s'agit de M. Louis Leroy de La Brière, un agriculteur retraité de soixante et onze ans ; l'autre est un revenant, M. Jacques Bouchacourt, soixante-neuf ans, qui fut député UDR de la Nièvre de 1968 à 1973 et avait cessé toute activité politique dans le département depuis 1978.

Se réclamant du gaullisme, bien que n'étant pas membre du RPR, fondateur du Rassemblement français pour l'Europe des peuples, il milite contre la ratification du traité de Maastricht. Ces deux candidats ont une portée essentiellement symbolique, l'une comme l'autre ne pouvant prétendre recueillir qu'une petite poignée de voix.

JACQUES SPINDLER

JUSTICE

Convoqué le 14 septembre par le juge Renaud Van Ruymbeke

M. Henri Emmanuelli a décidé de porter plainte pour violation du secret de l'instruction

Lundi 14 septembre, six jours avant le référendum sur le traité de Maastricht, le président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli, se rendra à la convocation du conseiller de la cour d'appel de Rennes, M. Renaud Van Ruymbeke, qui instruit plusieurs dossiers de financement du Parti

socialiste. M. Emmanuelli, qui est susceptible d'être inculpé de complicité et recel de trafic d'influence en tant que trésorier du PS de juillet 1988 à janvier 1992, a précisé que cette date était la dernière du crâneau situé entre le 8 et le 14 septembre proposé par le magistrat début juillet. La diffusion par

France 2, lundi 7 septembre, du contenu de l'échange de correspondance qu'ont eu MM. Emmanuelli et Van Ruymbeke à propos de la fixation de ce rendez-vous a provoqué une vive réaction du responsable socialiste, qui a décidé de porter plainte pour violation du secret de l'instruction.

Fort de la solidarité que lui avait manifestée le congrès socialiste de Bordeaux, au lendemain de l'annonce de la décision du magistrat rennais de le convoquer aux fins d'inculpation, M. Henri Emmanuelli semble bien décidé à engager une partie de bras-armé avec M. Renaud Van Ruymbeke. A tel point que le président de l'Assemblée nationale a refusé l'offre que lui faisait le magistrat de reporter, dans un souci d'apaisement, sa convocation au lendemain du référendum sur Maastricht. En revanche, M. Jean-Claude Boulard, député socialiste de la Sarthe, également convoqué aux fins d'inculpation, a

d'un commun accord avec le juge fait reporter le rendez-vous, initialement fixé au 7 septembre, à une date ultérieure qu'aucun des deux parties n'a rendue publique.

Selon son entourage, M. Boulard voulait éviter toute « interférence avec le processus électoral du référendum sur Maastricht ». Paradoxalement, M. Emmanuelli qui, début juillet, s'était tenu du calendrier fixé par le juge, soulignant notamment la proximité du jour de sa convocation et de la date du référendum, a finalement refusé les propositions de report que lui a faites le magistrat instructeur. Révélé par France 2 et diffusé par l'Agence-

Franco-Presse, l'échange de correspondance entre les deux hommes manifeste pourtant la bonne volonté de M. Van Ruymbeke.

Courant août, à son retour de vacances, le magistrat a adressé à M. Emmanuelli une lettre manuscrite dans laquelle il écrivait : « Je me mets à votre disposition pour reporter votre audition après le 20 septembre. »

Et il ajoutait : « Dans un souci de confidentialité, le procureur général de la cour d'appel de Rennes ne sera pas informé. » Le 27 août, toujours selon France 2, le président de l'Assemblée nationale répondait au juge : « Il m'est difficile de croire que

lorsque vous m'avez écrit en juillet, vous ignoriez la date de la consultation référendaire. (...) Je ne demande aucun égard que justifierait mon rang. Quant à votre souci de confidentialité, convenez qu'il paraît aujourd'hui assez peu compatible avec l'indécent et formidable tapage médiatique auquel a donné lieu ma pré-accusation par voie de presse. »

La diffusion de ces lettres anonymes a provoqué la colère des avocats de M. Emmanuelli, qui ont confirmé, mardi matin 8 septembre, leur décision de déposer une plainte pour violation du secret de l'instruction.

Le tri de la chancellerie

Maître de l'opportunité des poursuites, le ministère de la justice multiplie les enquêtes préliminaires au détriment de l'ouverture de nouvelles informations judiciaires

Pour la deuxième fois depuis le mois de mai dernier, plusieurs dossiers concernant les affaires instruites par le juge Renaud Van Ruymbeke ont fait l'objet d'un tri médical au ministère de la justice. Là où le magistrat rennais semblait estimer que des présomptions d'enrichissement personnel justifiaient l'ouverture d'informations judiciaires, dans lesquelles, des élus socialistes étaient susceptibles d'être inculpés, la chancellerie a le plus souvent abouti à des conclusions inverses, estimant qu'il n'y avait pas lieu à instruction et préférant s'en tenir à des enquêtes préliminaires menées sous le contrôle du parquet.

Début juillet, au moment même où l'on apprenait sa décision d'inculper prochainement M. Emmanuelli, le magistrat rennais avait ainsi transmis au parquet général de la cour d'appel de Rennes neuf nouveaux dossiers dans lesquels les noms d'une trentaine d'élus socialistes apparaissent en relation avec les activités de la SAGES, le bureau d'études dirigé par M. Michel Rey, inculpé à Rennes depuis février (le Monde du 10 juillet).

Le « privilège de juridiction »

Comme toujours en pareil cas, les élus concernés sont susceptibles d'être inculpés mais bénéficient du statut de personnes protégées, le juge avait transmis ses requêtes au parquet général pour envoi à la chambre criminelle de la Cour de cassation, respectant ainsi la règle dite du « privilège de juridiction ».

Les réponses procédurales sont variées, même si certains jugent ces choix discutables : classement sans suite, enquête préliminaire, information judiciaire « dépaylée » - c'est-à-dire dans le ressort d'une autre cour d'appel, et donc confiée à un autre juge d'instruction, - ou enfin

information judiciaire confiée à nouveau au juge Van Ruymbeke et venant s'ajouter à toutes celles qu'il centralise déjà.

M. Van Ruymbeke a donc attendu deux mois pour être fixé. Chef hiérarchique du parquet, et à ce titre maître de l'opportunité des poursuites, le ministère de la justice a mis à profit ce délai pour procéder à un tri des dossiers, comme il l'avait déjà fait, en mai, dans le même cas de figure.

Le critère de l'enrichissement personnel

A l'époque, M. Michel Vauzelle avait défini publiquement les critères qui justifiaient sa démarche : priorité aux dossiers laissant apparaître une présomption d'enrichissement personnel, par opposition à ceux où l'argent a exclusivement servi à des fins politiques. Dans le premier cas, ce serait l'ouverture d'informations judiciaires dont M. Vauzelle avait clairement soutenu qu'après le passage des dossiers par la Cour de cassation elles soient toujours confiées au même magistrat, M. Van Ruymbeke, de façon à éviter un éclatement préjudiciable à la recherche de la vérité. Dans le second cas, le garde des sceaux ne voulait pas aller au-delà d'enquêtes préliminaires qui, à la différence d'informations menées par les juges du siège, indépendantes et inamovibles, sont totalement contrôlées par le ministère public.

En mai, un partage opéré selon ces critères avait conduit à l'ouverture d'enquêtes préliminaires dans trois cas où M. Vauzelle et ses services jugeaient exempts de tout soupçon d'enrichissement personnel : ceux de MM. Jean-Pierre Saur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales et maire d'Orléans ; Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes et député PS de l'Ile-de-France ; et André Pinçon, maire socialiste de

Laval (Mayenne). Certains avaient voulu voir dans cette décision une façon innovante d'enterrer ces dossiers. On indique aujourd'hui à la chancellerie que les résultats de ces trois enquêtes préliminaires « commencent à rentrer » et qu'une décision, classant ou ouvrant d'une information, devrait intervenir « d'ici quelques semaines ».

Le même partage avait, involontairement, abouti à l'ouverture d'informations judiciaires pour cinq autres élus : MM. Jean-Yves Le Drian, ancien secrétaire d'Etat et maire de Lorient ; Jacques Floch, maire de Riez et député de Loire-Atlantique ; Guy Briandais, maire de Courcouronnes (Essonne) ; Gérard Lestellier, maire de Petit-Couronne (Seine-Maritime) ; et Paul Allamand, adjoint au maire du Telt (Ardèche). Dans tous ces cas, la chancellerie justifiait son attitude par des présomptions d'avantages personnels (voyages, salaires, paiements divers) dont auraient bénéficié les élus concernés à la suite de transactions avec la SAGES. Présomptions que seule une instruction judiciaire, menée à charge et à décharge dans le respect des droits de la défense, pourrait confirmer ou démentir. Début juillet, conformément aux souhaits du garde des sceaux, la Cour de cassation avait donc renvoyé ces cinq dossiers au juge Van Ruymbeke. Début août, un sixième dossier était venu s'y ajouter, susceptible de concerner M. Robert Chapuis, ancien secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique et maire du Telt.

Une trentaine de noms d'élus

Ces développements, inscrits dans une logique voulue par la chancellerie, laissent présager un traitement similaire (priorité, célérité, retour au juge) des dossiers de même nature découverts et transmis par le magistrat rennais. Aussi, laissait-on entendre

avant l'été, afin de faciliter la tâche du parquet, M. Van Ruymbeke s'efforçait de faire lui-même un tri préalable en ne transmettant que des dossiers présentant à ses yeux des présomptions d'enrichissement personnel. A voir le résultat de la dernière sélection opérée par la chancellerie, sa grille de lecture et celle du ministère ne semblent pas coïncider.

Le tri de la deuxième série, réalisé ces jours derniers par les services de la chancellerie, fait en effet la part belle aux enquêtes préliminaires, premier degré de l'investigation judiciaire. Sur la trentaine de cas d'élus soumis, cinq seulement font, dans l'immédiat, l'objet d'une information judiciaire. Parmi ces derniers, certains ont déjà été cités publiquement. C'est le cas pour deux élus socialistes de l'Essonne, MM. Claude Germon, maire de Messey, et Jacques Guyard, maire d'Evry et ancien secrétaire d'Etat. Tous deux avaient été mis en cause par l'une de leurs camarades de parti, M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, ministre déléguée au logement et au cadre de vie, dans un entretien sur la corruption (le Monde du 15 mai).

A ceux qui voudraient voir dans le partage opéré une intervention politique, la chancellerie réplique qu'il s'agit d'une pratique « courante », le parquet ayant le pouvoir de décider de l'opportunité des poursuites et le garde des sceaux, chef du parquet, étant informé des dossiers « signalés » parce que sensibles. Dans tous les cas, même si une partie des dossiers échappent au juge Van Ruymbeke, d'autres lui reviennent. Son champ d'investigation ne cesse ainsi de s'étendre et tout conduit à penser qu'il poursuivra ses investigations avec la détermination dont il a fait preuve depuis janvier.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

ENVIRONNEMENT

Malgré l'interdiction annoncée par M^{me} Royal

Le contrat d'importation de déchets australiens est toujours en vigueur

L'intention annoncée le 5 septembre par M^{me} Ségolène Royal, ministre de l'environnement, d'interdire l'importation de déchets australiens, a suscité des remous dans les milieux industriels et l'administration. Dès lundi 7 septembre, le PDG d'EMC (Entreprise minière et chimique, la maison mère de l'entreprise Tredil), M. Rudolphe Greif, a eu un entretien avec M^{me} Royal. « Notre contrat est toujours en vigueur », a expliqué le PDG. Il y a un minimum de solidarité internationale à respecter. Nous avons signé des contrats, ils doivent être respectés. Nos capacités de traitement vont en priorité aux déchets français, mais il n'est pas question de traiter de façon égoïste des déchets qu'il s'agit d'une filière parfaitement contrôlée et transparente. »

Au ministère de l'Industrie, on fait observer que le contrat passé entre la Tredil et les industriels australiens est un contrat de droit privé, qui reste en vigueur tant qu'il n'a pas été dénoncé par l'une des deux parties. Les gouvernements ne peuvent intervenir que si la transaction est contraire à la loi. Or ce n'est pas le cas, puisque l'opération est conforme à la convention de Bâle sur les transports de déchets « transfronta-

liers » : il n'existe pas en Australie d'usine pour l'élimination des PCB ; l'usine de Saint-Vulbas (Ain) dispose d'installations agréées pour cette élimination ; les autorisations nécessaires ont été demandées et accordées par l'administration française, en l'occurrence la direction régionale de l'Industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE).

Au ministère de l'environnement, on ne conteste pas non plus la légitimité de l'opération. Mais on explique que l'importation en France de déchets industriels devrait être réservée aux pays membres de la CEE, aux Européens de l'Est et aux pays du tiers-monde qui ne peuvent s'équiper d'installations adéquates. « L'Australie a la capacité technologique et financière pour se doter d'un centre de traitement. La France peut lui fournir son savoir-faire. » On indique d'autre part que sur les 600 000 tonnes de déchets industriels importés chaque année, moins de 1 % provient de pays extérieurs à la Communauté. Le contrat australien de la Tredil ne représente que 1 000 tonnes, sur une capacité totale de 16 000 tonnes par an à l'usine de Saint-Vulbas.

ILE-DE-FRANCE

Le relogement des Maliens de Vincennes

Epreuve de force entre des élus socialistes et le préfet de Seine-et-Marne

Le préfet de Seine-et-Marne, M. Gérard Deplacé, a fait évacuer par les forces de l'ordre, mardi 8 septembre vers 5 heures, une trentaine d'élus socialistes de la ville nouvelle de Melun-Sénart qui bloquaient l'une des entrées de la zone industrielle de Savigny-le-Temple. Ces élus, parmi lesquels le conseiller général et maire de Savigny, M. Jean-Louis Mouton, et le président du Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN), M. Jean-Jacques Fournier, s'opposaient depuis vingt-quatre heures à la livraison de barreaux de chantier de type Algeco destinées à accueillir une dizaine de familles de Maliens, soit au total environ soixante personnes, installées depuis plusieurs mois sur l'esplanade du château de Vincennes.

« La décision du préfet est insupportable et stupide », déclarait M. Fournier. En matière d'immigration, la ville nouvelle a déjà

beaucoup donné, et plusieurs quartiers connaissent des problèmes d'intégration. Pourquoi ne pas avoir réparti ces familles dans des logements vacants des plus grandes villes du département ? Nous sommes d'ailleurs prêts à en accueillir une à Savigny ou à Moisville-Cramayel. Au lieu de cela, on va parquer les Maliens dans une cité d'urgence sur une zone industrielle à l'approche de l'hiver. »

Mardi matin, tandis que les élus, encore sous le choc de l'intervention des forces de l'ordre, tentaient d'imaginer la suite de leur mouvement, les bulldozers commencent leurs travaux aux abords de la nationale 6, et le président du SAN, député, commentait : « Le mur de la honte pour masquer ces préfabriqués récupérés par le chantier d'Euro Disney : nous avons l'impression d'assister à une fin de règne. »

ROLAND PUG

EN BREF

Des déchets européens pour la Somalie. - Le ministre somalien de la santé, M. Nur Elmy Osman, a signé, le 5 décembre 1991 avec la société suisse Acher Partners, un contrat pour l'importation et l'élimination en Somalie de 500 000 tonnes de déchets industriels par an, ont révélé à Nairobi des partisans de l'ancien président Syad Barre. L'information a été confirmée par les experts de la convention de Bâle sur les transports de déchets transfrontaliers. Mais nul ne sait si ce contrat, valable du 1^{er} janvier 1992 au 31 décembre 2011, a reçu un commencement d'exécution, étant donné l'insécurité qui règne dans le pays. - (Reuters.)

Une évasion par hélicoptère à la prison de Ploemeur. - Claude Rivière, un détenu de la prison de Ploemeur (Morbihan), s'est évadé lundi 7 septembre à l'aide d'un hélicoptère loué pour un baptême de l'air auprès d'une compagnie de Quiberon. Le pilote, qui a été pris en otage par un complice du détenu, a posé l'appareil dans la cour de promenade de la maison d'arrêt. Le détenu et son complice ont ensuite demandé au pilote de poser l'hélicoptère sur le parking d'un zoo à Pont-Scoff (Morbihan) et ils ont disparu. Claude Rivière a été condamné à quinze ans de réclusion criminelle pour un hold-up avec prise d'otages à Alençon (Orne) en septembre 1987.

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES - PHILOSOPHIE - HISTOIRE - POLITIQUE

catalogue sur demande

72, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS - TEL : 45-48-80-88

SPECIAL "PETIT DEJEUNER" FRANCE INTER

avec Jacques CHABAN-DELMAS

France inter

ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

MERCREDI 9 SEPT.
7h30/8h45

SOCIÉTÉ

SPORTS

TENNIS : les Internationaux des Etats-Unis

Forget surpris par le réveil de Sampras

Bête noire de l'Américain Pete Sampras, qu'il avait battu trois fois en 1991, le Français Guy Forget n'a pas connu, lundi 7 septembre, en huitième de finale des Internationaux de tennis des Etats-Unis, la même réussite qu'à Lyon lors de la finale de la Coupe Davis : il a été éliminé en cinq manches par le champion 1990, qui affronta le Russe Alexander Volkov en quarts de finale.

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

Il a fallu allumer les projecteurs. Le ciel était menaçant, l'atmosphère moite. Les gradins du stade se vidaient peu à peu. Une ambiance funèbre. D'autant que, sur le court, Guy Forget était en train d'administrer une véritable punition à Pete Sampras. Le jeune Américain venait de perdre les deuxième et troisième manches du match disputé contre le Français en cédant cinq fois son service. Et il faisait un peu peine à voir, Pete Sampras. Etait-ce bien le jeune prodige qui avait gagné ici, en 1990, au terme d'une quinzaine prodigieuse où il avait dominé Ivan Lendl, John McEnroe et Andre Agassi lors des trois derniers tours ?

Pour beaucoup, Pete Sampras reste un mystère. Il est sans conteste le plus talentueux, le plus doué de la nouvelle génération américaine, les Courier, Chang et Agassi. Mais il est aussi celui qui semble le plus craindre la gloire. L'an dernier, il a déclaré qu'il était « soulagé » après avoir été éliminé en quarts de finale, c'est-à-dire après avoir perdu son titre. Cela lui avait valu quelques invectives de la part de Jimmy Connors, pour lequel il n'y a rien de plus beau que la victoire. Restait à savoir s'il n'y avait pas chez ce garçon à l'allure si aimable quelque faiblesse psychologique, quelque incapacité à assumer le succès.

Son palmarès tendait à prouver le contraire. Depuis sa victoire à Flushing Meadows, il a enlevé trois tournois en 1991 et quatre autres

en 1992. Mais c'est lors des grands rendez-vous que la force de caractère d'un champion se mesure véritablement. Et, en l'occurrence, il avait été plutôt décevant. En finale de la Coupe Davis à Lyon contre la France, il s'était incliné face à Henri Leconte puis Guy Forget. Dans les épreuves du Grand Chelem, il n'avait pas fait mieux que demi-finaliste à Wimbledon en juillet dernier.

C'était sur cette faiblesse supposée qu'avait misé Guy Forget avant d'affronter Pete Sampras. Et le Français ne semblait pas s'être trompé au moment où il attaqua le quatrième set. L'issue de la partie paraissait proche. En fait, il fallut attendre plus de quatre-vingt-dix minutes pour connaître le dénouement. Ce ne fut pas celui attendu par Forget. L'Américain sortit de la situation. Pete Sampras prit le large : il avait trois fois le service du Français qui, en retour, ne put faire que deux fois le break.

Un vase de cristal

« Il n'a pas joué pendant vingt minutes. Je suis sorti du match. Tout d'un coup, il a fallu retourner au combat. J'étais déconcerté. Je me suis crispé. Et comme j'ai commencé à moins bien servir, tout s'est dégradé. J'avais de moins en moins de chance de prendre son service », a constaté Guy Forget. Au cinquième set, les rôles furent en effet inversés : la réussite faisait cruellement défaut au Français (une volée dans le filet offrit deux balles de break à son adversaire) tandis que l'Américain passait tout ce qu'il voulait (notamment trois sets).

« L'an dernier je ne m'en serais pas sorti comme ça », a admis Pete Sampras. En tout cas, le retourneur de situation a été d'autant plus spectaculaire qu'il en avait réussi un de même nature contre son compatriote Todd Martin. Arracher deux victoires en cinq sets de la sorte n'est pas donné au premier venu. « C'est un peu comme un vase de cristal qu'on jette en l'air et qu'on retrouve cette manière de jouer. J'ai fait des points stupides au quatrième set. Mais un joueur comme Jim Courier ne le laisserait sûrement pas revenir dans le match », a estimé Guy Forget.

ALAIN GIRAUD

AUTOMOBILISME

Les 24 Heures du Mans reprennent leur autonomie

Sans attendre la réunion du Conseil mondial de l'automobile qui doit examiner le 7 octobre l'avenir du championnat du monde des voitures de sport, l'Automobile Club de l'Ouest (ACO), qui organise les 24 Heures du Mans, a décidé lundi 7 septembre de reprendre sa liberté. Pour renouer le nombre des engagements (vingt-neuf en 1992) qui avait diminué de moitié en trois ans, l'édition 1993 accueillera, aux côtés des voitures à moteurs atmosphériques ou turbocompressés homologués pour le championnat des voitures de sport, les prototypes du championnat américain IMSA ainsi que des quelques monoplaces de type Le Mans et des voitures de grand tourisme. L'ACO a assigné en justice la Fédération internationale du sport automobile (FISA) pour « non respect » du contrat de cinq ans signé en 1990. L'affaire devrait être jugée le 28 octobre par la première chambre du tribunal de grande instance de Paris.

DÉFENSE

M. Serge Dassault critique l'achat de F-16 par la Grèce. - Au Salon aéronautique de Farnborough, en Angleterre, M. Serge Dassault a critiqué, lundi 7 septembre, la Grèce, qui a acheté quarante avions F-16 aux Etats-Unis (le Monde du 3 septembre). Dénonçant « l'attitude commerciale agressive des Américains », M. Dassault a « regretté que la préférence communautaire, dans le domaine de l'aviation, ne soit pas un dogme intangible quand on voit la Grèce se précipiter vers les Etats-Unis pour acheter quarante F-16 ». Il a souligné, d'autre part, que la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie continuent le projet d'un avion de combat européen, car, face au Rafale français, « l'absence de concurrence dégrade la compétence ».

Les IX^e Jeux olympiques des handicapés

Athlètes cosmiques

Les neuvièmes Jeux paralympiques d'été se poursuivent jusqu'au 14 septembre à Barcelone. Après quatre jours de compétitions, les Français figurent au quatrième rang par nations avec quarante-quatre médailles.

BARCELONE

de notre envoyée spéciale

Et, tout naturellement, de son sac de sport, presque sans avertissement, Henri Adami a sorti un pied. Son pied de compétition. Les surprises se succèdent aux Jeux paralympiques de Barcelone. Et l'aisance avec laquelle les sportifs abordent tout ce que l'on préfère fuir, ailleurs, n'est pas la moindre. Henri Adami, dans les vestiaires après le 200 mètres, avec son Toulousain de vingt-trois et vingt-six ans, le ont décidé qu'il est trop tard, de toute façon, pour ne pas en rire. Ou au moins en parler avec décontraction. Adaptions-nous.

Cent records battus

Un pied, donc. Mais pas n'importe lequel. Une silhouette stylisée, une épure en carbone et pour ressembler à quoi ce soit d'humain. Et qui donne aux coureurs l'allure de l'athlète cosmique de Dalí, un diabolique qui dévoile, dans une fenêtre ouverte sur sa jambe, une mécanique d'escalator. Un pied, souple comme une spatule de ski. Et rebondissant. « C'est le pied le plus dynamique qu'aient jamais eu les athlètes », dit Henri. « Dès que je le mets, je m'écarte », ajoute Frédéric. Une révolution, qui fait oublier le handicap quotidien et presque le handicap, car c'est d'abord de cette bague à qu'il s'agit. Et rires sont, d'ailleurs, aux Jeux paralympiques, les athlètes qui sacrifient au tour d'honneur avec drapeau. Quel-

ques Américains tout au plus. Venu des Etats-Unis, le *flexfoot* a fait le tour du monde en deux ans. C'est l'une des innovations dont Barcelone consacre la généralisation. Avec le trois roues, une de moins qu'à Séoul, un fauteuil de course à armatures en titane et allure de sulky, sur lequel les concurrents, munis de gants de boxe, pédalent avec les mains. Mais ce pied providentiel coûte cher - plus de 30 000 F. Les Jeux paralympiques sont pour l'essentiel des jeux de pays développés. L'Egypte, l'Irak, privilégient le lancer du poids. Et les autres, ceux qui ont des fautes techniques, passent chez le sponsor allemand qui assure gratuitement les réparations, dans l'espoir d'y récupérer quelque roue.

Néophytes dans la compétition, Henri Adami et Frédéric Amiel, qui sont sponsorisés par leur prothésiste, sont arrivés bons derniers. En 23 s. 07, Tony Volpantest a battu le record du monde, chose d'une parfaite banalité : en quatre jours, il y a eu plus de cent records battus. Et un contrôle anti-dopage positif, ce qui n'a rien à voir. Mais l'Américain court avec deux *flexfoot*, et cela fait un peu rager les Toulousains décomplexés. « Il a ses talons et ses mollets. Il gagne 10 centimètres. Nous, on n'a rien ». La France, toutefois, ne s'est pas associée à la réclamation allemande.

Diplômé d'une école d'ingénieurs, Frédéric Amiel va entrer à l'Aérospatiale. Henri Adami a terminé un BTS agricole, mais la PAC étant ce qu'elle est, il hésite à reprendre l'exploitation familiale. Sur l'hypothèse qu'il s'agisse de son handicap, il ne se sent pas beaucoup plus résigné. « Un accident de moto », résume Frédéric. « Un accident agricole », murmure Henri sur un ton théâtral égrillard.

CORINE LESNES

REPÈRES

DROGUE

Saisie record dans les Pyrénées-Orientales

Les douaniers de Perpignan (Pyrénées-Orientales) ont réalisé, samedi 5 septembre, la plus grosse saisie de drogue jamais réalisée en France en interceptant 613 kilos de cocaïne et 815 kilos de désine de cannabis d'une valeur à la vente de 2,8 milliards de francs. 260 kilos de cocaïne pure à 99 % ont été découverts dans un camion italien arrêté sur une aire de service sur l'autoroute, près de Perpignan ; le reste a été saisi dans un dépôt situé près de Saint-Estève. Deux ressortissants italiens arrêtés lors de cette opération ont été présentés, lundi 7 septembre, au parquet du tribunal de Perpignan. Le ministre du budget, M. Michel Charasse, qui a adressé ses félicitations aux services douaniers, estime que cette affaire « traduit l'importance de la coopération douanière internationale et de la coordination entre services douaniers ».

SANTÉ

La Coordination nationale infirmière se plaint d'un non-respect des accords Durieux

Selon les responsables de la Coordination nationale infirmière (CNI), la réduction des horaires de nuit à trente-cinq heures prévue par les accords Durieux de novembre 1991 n'est toujours pas appliquée dans les hôpitaux. La mise en application se heurte, affirme la CNI, à la pénurie d'effectifs infirmiers, et au fait que « l'argent nécessaire aux 6 000 créations de postes annoncées n'a pas été déboursé ». Cette réduction d'horaires, prévue dans un cadre global d'amélioration des conditions de travail, était applicable au 1^{er} janvier 1992 et devait être théoriquement achevée en décembre 1993. La pénurie d'infirmières dans les hôpitaux publics, ajoute la CNI, a atteint un seuil critique, certains services (la chirurgie, médecine générale, gériatrie...) étant

parfois « en dessous des limites de sécurité ».

De son côté, la direction de l'Assistance publique (AP) de Paris a indiqué, lundi 7 septembre, que les effectifs d'élèves infirmières étaient en hausse pour la rentrée 1992, après plusieurs années de désaffection, avec 1 800 élèves inscrites. L'AP estime ainsi que la pénurie actuelle d'infirmières en région parisienne (1 198 postes vacants, soit 6,7 % des effectifs infirmiers) devrait commencer à se résorber dans trois ans, au terme des études de cette promotion.

ILE-DE-FRANCE

Cinq mille enfants défavorisés invités à Euro Disneyland

A l'initiative du conseil régional d'Ile-de-France et de la société Euro Disney, cinq mille enfants âgés de huit à douze ans, qui n'ont pu partir en vacances cet été, ont été reçus gratuitement, lundi 7 septembre, dans le parc à thèmes Euro Disneyland. Les enfants et leurs cinq cents accompagnateurs avaient été sélectionnés par deux cent cinquante communes d'Ile-de-France qui avaient répondu à l'invitation du conseil régional.

Le parc Euro Disneyland avait accueilli, vendredi 4 septembre, son six millionsième visiteur. Selon M. Philippe Bourguignon, directeur général d'Euro Disney, le parc français a ainsi reçu, en quatre mois et demi, un million et demi de visiteurs de plus que celui de Floride, et près de un million de plus que Tokyo Disneyland pendant la même période d'ouverture. M. Robert Fitzpatrick, président-directeur général d'Euro Disney, a annoncé, lundi 7 septembre, que les discussions entre sa société et les pouvoirs publics sur l'ouverture, prévue pour 1996, du deuxième parc allaient reprendre prochainement. Il a aussi confirmé qu'un troisième parc, consacré aux technologies, à la culture, à l'environnement et à l'histoire, devait voir le jour à l'été 2000 et l'an 2005.

HISTOIRE

Au cours d'une cérémonie télévisée

L'épiscopat entend célébrer le souvenir des « martyrs » de septembre 1792



Une cinquantaine d'évêques vont participer, dimanche 13 septembre à 11 heures, à une cérémonie à l'église Saint-Joseph-des-Carmes, à Paris, marquant le souvenir des « martyrs » de septembre 1792. Représentée en direct à la télévision sur France 2, cette célébration sera commentée par M. Alain Decaux. Au cours d'une conférence de presse commune à Paris, mercredi 9 septembre, les cardinaux Lustiger et Decourtray, ainsi que Mgr Duval, président de la Conférence des évêques, devaient s'expliquer sur cette initiative et annoncer que l'Eglise célébrerait aussi, le 10 décembre, le centenaire du « ralliement » des catholiques à la République.

Soupçonnés en 1989 d'avoir boudé la commémoration nationale du bicentenaire de la Révolution - notamment en s'abstenant de participer au transfert des cendres de l'abbé Grégoire au Panthéon - l'Eglise de France avait pris rendez-vous pour 1992. Elle est ponctuelle et célèbre aujourd'hui le souvenir des « martyrs » des massacres de septembre 1792, l'une des pages les plus douloureuses de l'histoire de la Révolution. Du 2 au 5 septembre, dans un climat d'insurrection et de peur, près de trois cents ecclésiastiques ont été massacrés dans les prisons parisiennes, aux Carmes, à Saint-Firmin, à l'Abbaye, etc.

Si on fait le total des « martyrs » de la Révolution française, à Paris et en province, ce sont au total 4 600 prêtres, religieux et religieuses - dont 191 ont été bannis par Rome en 1926 - qui auraient été déportés, fusillés, guillotinés, noyés pour refus de serment, exécution clandestine de la religion, refus de prêter serment, etc.

Pourquoi réveiller aujourd'hui le souvenir des massacres de septembre 1792 ? L'épiscopat devrait répondre, mercredi 9 septembre, par la voix de deux cardinaux, Mgr Lusti-

ser et Mgr Decourtray, et celle de son président, Mgr Duval, que l'Eglise catholique n'avait pas été absente des cérémonies commémoratives de 1989. Elle a célébré le 20 juin à Notre-Dame un office solennel « pour la France ». Elle a accueilli à l'église Saint-Gervais, le 11 décembre 1989, à la veille de son transfert au Panthéon, la dépouille de l'abbé Grégoire. Toutefois, « il n'est plus légitime de professer que la Révolution est un bloc infrangible », avait prévenu l'épiscopat des 1989.

En commémorant à sa façon, et jusqu'à ce mois de septembre 1992, les différentes étapes de la Révolution, l'Eglise rappelle que l'adhésion du clergé à l'événement fut totale en juin 1789 (Assemblée constituante), que si la constitution civile de 1790 a été la grande fracture, tous les prêtres ayant refusé de prêter serment n'étaient pas par principe hostiles à la Révolution, et que beaucoup d'entre eux ont été très loyalement « parcs qu'ils étaient », par haine de leur foi. Les historiens catholiques sont pourtant divisés sur le point de savoir si les « martyrs » de septembre 1792 à Paris ont été les victimes politiques d'un coup de sang de la capitale ou des victimes de la foi chrétienne. Le délai mis par Rome pour leur béatification montre combien ce point fut controversé. Il le reste.

Mais pour faire bonne mesure et montrer qu'il n'entend pas boudé la République, l'épiscopat devait annoncer, mercredi 9 septembre, son intention de célébrer par une cérémonie, elle aussi exceptionnelle, le 10 décembre à Saint-Sulpice, le centenaire de l'encyclopédie de Léon XIII appelé en 1892 les Français à se rallier à la République et celui de la mort du fameux cardinal Lavergne, qui fut l'un des principaux porte-parole du « ralliement ». On se souvient que lors du fameux toast d'Alger, recevant des officiers de la flotte, l'archevêque de la ville, le 12 décembre 1890, avait appelé les catholiques français à se rallier à leurs divisions et à se rallier loyalement au régime républicain.

H. T.

Le Monde LES FINS D'EMPIRES



Sous la direction de Jean-Pierre Rioux

Le feuilleton de l'été disponible en un seul volume

NUMÉRO SPÉCIAL 30 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

L'oasis du monde perdu

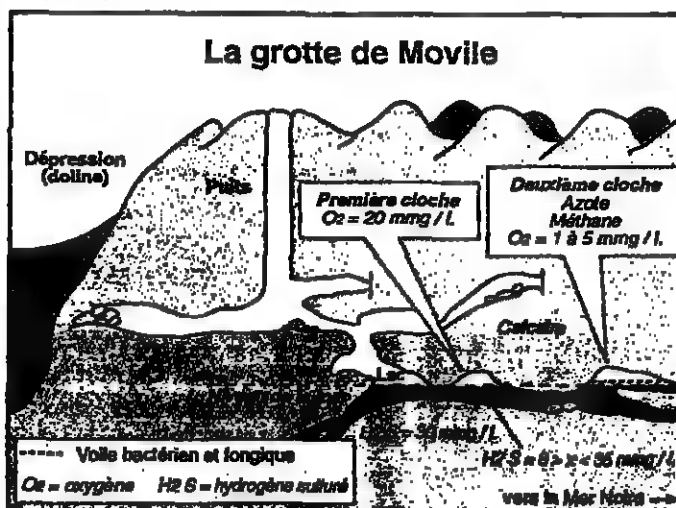
A l'occasion d'un forage, des chercheurs roumains ont découvert une grotte isolée du monde extérieur depuis des milliers d'années. Une vie très particulière s'y est développée

«Ce qu'il faut beaucoup penser, c'est que l'on découvre une grotte isolée du monde extérieur depuis des milliers d'années. Une vie très particulière s'y est développée

Plus vraisemblablement, il y a eu des colonisations d'êtres vivants dont on trouve aujourd'hui la trace et qui se sont adaptées à leur milieu. Mais la découverte roumaine est importante. En effet, les chercheurs de la grotte de Movile ont, dans un premier temps, répertorié vingt-sept espèces nouvelles dont certaines appartenant à la faune de la région et d'autres à des groupes tropicaux qui auraient survécu au cours des millénaires aux changements climatiques.

Un air irrespirable

«C'est, on n'a trouvé ni moulin à cinq paties, ni... du lac Ness», souligne M^{me} Françoise Athias-Binche, de l'Observatoire océanologique de Banyuls (1). Mais la richesse de cette grotte est telle qu'on s'apprête à passer le cap des cinquante espèces nouvelles. Et ce n'est sûrement pas fini. Reste à savoir comment une aussi exceptionnelle colonie d'êtres vivants venus du fond des âges a pu survivre, s'adapter et se développer. C'est tout le mystère que des chercheurs américains et français ont tenté de reconstituer avec leurs collègues roumains des lors que le pays a été libéré aux étrangers après la chute de Ceausescu. Une hypothèse : M^{me} Athias-Binche, «probablement la. Mais son espace de vie n'est pas forcément envahi par la poussée des algues sulfureuses remontant des failles. Du fait de changements climatiques, certaines espèces ont pu s'adapter et d'autres disparaître. En outre, d'autres animaux ont pu aussi coloniser ce milieu en s'infiltrant par des microfissures présentes dans la roche. » Quoi qu'il en soit, le sujet reste passionnant.



«Jusqu'à maintenant, expliquent M^{me} Athias-Binche et M. Christian Juberthie, du Laboratoire de Microbiologie de l'Observatoire de Banyuls, les travaux réalisés pour démontrer qu'une grotte pouvait être un système totalement autonome fonctionnant à partir de bactéries autotrophes (2), capables de décomposer l'argile du fond de grotte appartenant à des régions karstiques comme celle de la Dobrogea, ont échoué. En effet, les écosystèmes bactériens tirent généralement leurs ressources des matières transportées, après lessivage, du sol de surface, par les eaux d'infiltration.»

Cette fois, rien de tel. La grotte de Movile s'est révélée un lieu unique. Totalement fermée, sans lumière,

dans lequel une biocénose, c'est-à-dire une association d'animaux, de végétaux et de bactéries, a pu se développer. Comment ? C'est toute la question car l'air de ce réseau souterrain de galeries est irrespirable. L'atmosphère des six «poches» déjà visités ne renferme que de 1 % à 5 % d'oxygène contre 20 % à la surface de la Terre, du méthane et une grande quantité d'azote. Mais les faits sont là. La vie existe. Grâce à la présence d'abondantes colonies de bactéries qui sont au départ de la chaîne alimentaire de cette caverne. Ces bactéries particulières sont capables en effet d'oxyder un gaz qui nous serait fatal, l'hydrogène sulfuré, présent dans les eaux légèrement chaudes (20°C) qui inondent les galeries.

ries créées dans le calcaire. Et elles ont surtout la faculté de récupérer l'énergie de ces réactions chimiques. A partir de cet apport énergétique, elles produisent, selon un processus connu des spécialistes des hydrothermales (3), les molécules énergétiques dont elles ont besoin comme, par exemple, l'adénosine-triphosphate (ATP) et s'en servent pour fabriquer des molécules de glucides à partir du gaz carbonique. Ensuite elles créent, en utilisant les nitrates et le phosphore présents dans le milieu, tous les composés dont elles ont besoin : acides aminés, protéines, etc.

Les bactéries de la vie

Dans la grotte de Movile apparaît donc un monde de bactéries et de champignons de plusieurs millimètres d'épaisseur, à la surface de l'eau et à l'intérieur des parois des cloches. Les plus pauvres en oxygène. «Ce voile», expliquent M^{me} Athias-Binche et M. Juberthie, est constitué d'une couche de mycélium de champignons - des ascomycètes - qui forment une sorte d'éponge dans les cavités où se développent d'abondantes colonies de bactéries et quelques champignons. Les données actuelles, ces colonies bactériennes serviraient, une fois mortes, au développement des champignons.

Ces données seraient à leur tour brouillées par des vers (nématodes) et des insectes primitifs (collembolles), eux-mêmes suivis par des araignées, des chilopodes (mille-pattes carnassières) et certains coléoptères tandis que les eaux régénérées des planaires, des amphipodes et surtout une sangsue et une népe - un insecte carnassier vivant près de la surface de l'eau - très particulières. Tout un zoo dont on ne connaît encore rien d'avoir réalisé l'équilibre.

«C'est vrai, reconnaît M. Laubier, à cette nuance près que le milieu hydrothermal n'est pas un milieu fermé. Les fluides à haute température qui sortent de ces sources chargées d'hydrogène sulfuré se mélangent aussi à l'eau environnante. Mais un réseau de canaux de circulation de l'hydrogène sulfuré pour le processus de l'énergie.»

Les bactéries vivent libres dans le fluide et que l'on appelle des bactéries libres et d'autres, des bactéries fixées au rocher. Les Pseudomonas, qui vivent en symbiose intracellulaire avec les filices d'animaux invertébrés (vers, mollusques, bivalves), sont ainsi à leur tour la victime des conditions strictes de la grotte. Toute cette faune étonnante, dont l'origine est certainement ancienne (peut-être celle de la période romaine, a surpris par sa diversité et sa singularité.

Trois à vingt-cinq espèces nouvelles ont ainsi été décrites par les spécialistes des sources hydrothermales contre une trentaine pour Movile. Mais surtout, 80 % des familles ne sont pas celles qui ont été répertoriées dans ces zones sans végétation fossiles vivantes. Nul doute que l'existence de ces mondes, marins, d'une part, et terrestres, d'autre, ne donne aux chercheurs matière à des comparaisons fructueuses sur l'évolution et l'adaptation de la vie.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

Ces aliments qui nous protègent

La plupart des maladies qui tuent prématurément pourraient être évitées ou retardées grâce à un changement de nos habitudes alimentaires

LES sciences de la nutrition n'ont pas connu, ces vingt dernières années, le même essor qu'autres disciplines de la biologie. Pourtant, elles offrent actuellement des perspectives très intéressantes pour la santé de l'homme. En effet, la plupart des maladies qui tuent prématurément, notamment les maladies cardiovasculaires et de nombreux cancers, pourraient être évitées ou retardées grâce à un changement de nos habitudes alimentaires.

L'alimentation des pays industrialisés est relativement riche en produits animaux, en graisses et en sucres. Un plus, une grande part des aliments est le résultat d'une transformation agroalimentaire qui assemble des ingrédients d'origines diverses pour aboutir à des produits élaborés, destinés à satisfaire certains types de consommation. La part de végétaux peu transformés tend donc à se réduire dans notre alimentation, ce qui peut entraîner des carences en vitamines, micro-nutriments, minéraux et fibres alimentaires.

De nombreux médecins et nutritionnistes recommandent la consommation de fruits et légumes variés comme un moyen de prévention. Sur quelles bases scientifiques peut-on justifier de telles recommandations ? Par quels mécanismes ces produits végétaux pourraient protéger l'organisme contre le développement de certaines maladies ?

À la suite des travaux de Burkitt, les effets de la diminution de l'ingestion des fibres alimentaires dans l'alimentation de type occidental ont attiré l'attention de nombreux chercheurs. D'ailleurs, l'intérêt des fibres alimentaires a largement été médiatisé sans l'assomoir systématiquement à la consommation de fruits et légumes. En fait, la notion de fibres alimentaires regroupe un ensemble de substrats d'origine glucidique peu digestibles dans l'intestin grêle mais dégradables par la flore microbienne du gros intestin. Ces produits sont présents dans les fruits et légumes, les céréales et légumineuses, mais aussi dans les champignons, les algues et les levures. La modifica-

tion des habitudes alimentaires, la diminution de la consommation de pain et un raffinement plus poussé des farines ont entraîné une diminution importante de l'ingestion des fibres. Pourtant, une alimentation équilibrée en produits végétaux permet sans doute de prévenir une large part de la pathologie du colon prématernellement, notamment les cancers épithéliaux qui ont des débuts majeurs de l'alimentation actuelle.

Par le biais de la chaîne alimentaire

Globalement, les régimes riches en fibres régularisent le transit intestinal local en stimulant l'absorption de glucose et de lipides. L'ingestion de fibres favorise aussi le développement des fermentations symbiotiques qui exercent un effet bénéfique sur la paroi digestive et contribuent à diminuer la production de substances mutagènes. Le rôle joue aussi un rôle important pour limiter l'absorption de cholestérol et un intérêt physiopathologique pour prévenir ou traiter les insuffisances rénales.

À la suite de tous ces effets, de nombreux chercheurs ont pensé que les produits végétaux agissent principalement au niveau du colon par les fibres. La physiologie du colon bénéficie aussi des autres constituants végétaux (tanins, flavonoïdes, etc.) et la démarche réduction des produits végétaux est largement inexacte.

La prévention nutritionnelle joue aussi un rôle dans la gravité de nombreuses maladies. On a pu constater que les maladies cardiovasculaires, le diabète et l'obésité. Il est reconnu que des régimes riches en produits végétaux ont des effets bénéfiques. Les lipides végétaux limitent les problèmes d'athérosclérose en particulier par l'apport en acides gras insaturés et en fibres. Une alimentation riche en glucides assimilables et en fibres permet aussi de maintenir l'équilibre du diabète de l'âge mûr (type II).

Les végétaux apportent un ensemble de minéraux, d'oligoéléments, de vitamines et de substances antioxydantes indispensables

au fonctionnement de l'organisme, ce sont des substances non énergétiques jouant un rôle essentiel dans la prévention de l'athérosclérose et d'autres pathologies. Cependant, l'alimentation agroalimentaire fournit environ 10 % l'énergie sous forme purifiée (sucres, matières grasses, protéines, fibres) et cela est sans doute un des défauts majeurs de l'alimentation actuelle.

Rappelons que les organismes animaux ont emprunté au régime végétal (parfois aux bactéries) un ensemble de vitamines - les vitamines - à leur fonctionnement. Bien sûr, par le biais de la chaîne alimentaire (les carnivores consomment les herbivores) une partie de ces vitamines provient des produits animaux. La chaîne alimentaire est d'autant plus facilement imposée aux biologistes que des expérimentations rigoureuses ont permis de mettre en évidence les signes de carence.

Un intérêt considérable

En fait, toutes les plantes contiennent, comme les plantes médicinales, des substances susceptibles de jouer un rôle dans le fonctionnement de l'organisme qui les assimile. Une majorité des produits végétaux sont caractérisés par leurs effets cycliques avec l'absorption des nutriments aromatiques qui les rendent particulièrement réactifs ; la majorité des médicaments, tirés des plantes, ne sont que des molécules de ce type. Il n'existe pas encore de terminologie précise pour regrouper l'ensemble de ces molécules comme les phytochimiques. Il faudrait désigner à l'avenir, sous un autre terme, les substances énergétiques qui peuvent jouer un rôle protecteur puisque la notion de vitamines est trop restrictive.

Il est certain qu'une multitude de molécules sont dans le sang, mais peu sont étudiées pour leur biodisponibilité. Le vin, le miel, les baies, les fruits, présentent une variété de molécules apparentées aux polyphénols dont on est loin d'avoir exploré les modes d'action.

Certaines molécules concernent des familles moléculaires sont parfois très avancées, mais le concept d'un «rôle protecteur» long terme des produits végétaux est loin d'être développé. Il est remarquable, de plus, que les aliments végétaux actifs exercent parfois des rôles comparables dans la plante elle-même ou dans l'organisme animal qui les assimile. Ces analogies parfois surprenantes : les tocophérols (les vitamines E) préviennent l'oxydation des acides gras insaturés dans la plante mais aussi dans les lipoprotéines et les membranes de la cellule animale.

Les plantes sont particulièrement riches en composés antioxydants (vitamine C, tocophérols, caroténoïdes) qui, une fois assimilés, agissent en synergie avec les systèmes de protection de la cellule animale pour retarder la production de radicaux libres (molécules très réactives qui possèdent un électron non apparié). Les radicaux libres joueraient un rôle important dans le genèse d'un grand nombre de maladies, en particulier le cancer et l'athérosclérose, mais aussi dans le vieillissement cellulaire. Le protectionnisme par les nombreux antioxydants d'origine végétale agit maintenant un intérêt considérable.

Les centaines de molécules présentes dans les fruits et légumes peuvent jouer un rôle antioxydant, stimuler le système immunitaire ou prévenir l'apparition de certaines cancers (poumon, prostate). Bien d'autres substances végétales pourraient diminuer la formation de carcinogènes, s'opposer à leur action ou favoriser leur élimination et, en outre, inhiber certaines activités néoplasiques (organosulfurés, l'ail, l'oignon, les choux, flavonoïdes, terpènes).

CHRISTIAN RÉMÉSY

► Directeur de recherches INRA, Laboratoire des maladies métaboliques, Centre de recherches de Clermont-Ferrand/Thèze.

Lire la suite page 13

(Publicité)
La MYCOLOGIE est une science tellement complexe que les ouvrages sur ce sujet sont rares, car pour les connaître il faut être spécialiste. Car pour reconnaître, les identifier, parmi les espèces plus répandues, il faut avoir consacré au moins 20 ans de sa vie !

L'ENCYCLOPÉDIE ANALYTIQUE DES CHAMPIGNONS

Un énorme travail de Jacques Montégut, qui donne une vision sérieuse, mais aussi Mycologue de reconnaître les Champignons, parmi 1600 espèces, car il les a analysés sur le plan de leurs caractéristiques morphologiques et physiologiques en fonction de la présence ou l'absence de ces caractères. Répartis en 7 grands groupes, empiriquement constitués, les INTERCALAIRES portent les analyses de 2350 Espèces, parmi les plus répandues, et sont présentées, en plus, avec photos couleurs, descriptifs complémentaires, légendes et notes.

Prix 1 800 F TTC et franco en 2 volumes ; format h. 32,5 x 24,5 cm, 1114 pages, 4,800 kg, couverture en dur et durable et chaud.

Commande : S.E.C.N. - BP 39 - 03000 ORGEVAL
Veuillez me parvenir l'ENCYCLOPÉDIE ANALYTIQUE DES CHAMPIGNONS
Ci-joint mon chèque de F. 1 800

La CASSETTE VIDEO, VHS, 3 heures 427 F
Acquise avec l'ENCYCLOPÉDIE ANALYTIQUE 180 F
Nom : Prénom :
Adresse :
C.P. : Commune :

Je désire d'abord recevoir votre Documentation-Présentation (140 g.)
Ci-joint mon chèque de F déductible sur mon revenu éventuel de l'ENCYCLOPÉDIE. (Il s'agit d'éléments de l'ENCYCLOPÉDIE.)

LES FINS D'EMPIRE

هكذا من الإصملى

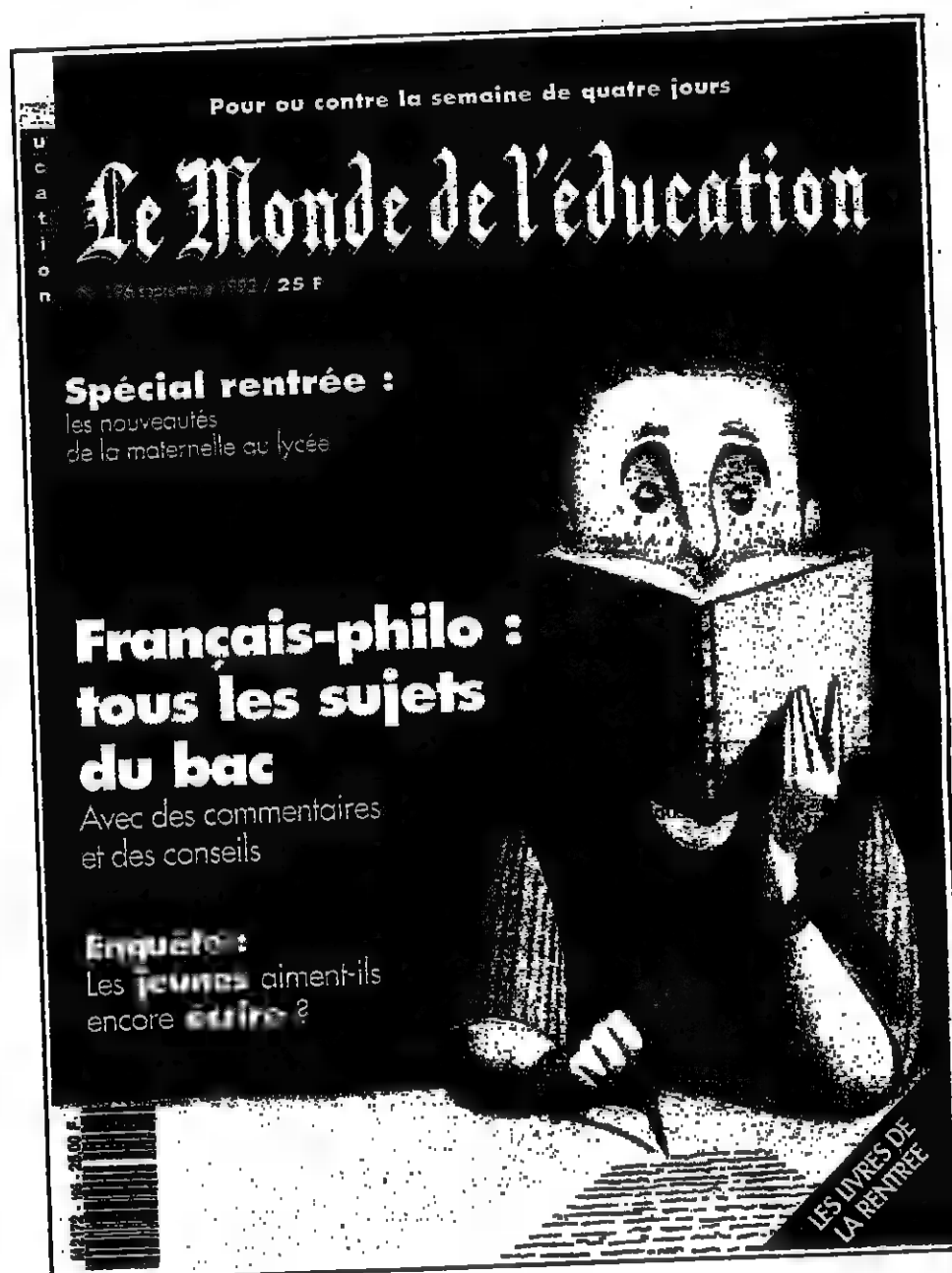
■ Le Monde ■ Mercredi 9 septembre 1992 ■
12 Le Monde ■ Mercredi 9 septembre 1992 ■

Paris

Numéro de septembre 1992 - 25 F
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

SPÉCIAL RENTRÉE SCOLAIRE

Les nouveautés de la maternelle au lycée



Dossier français-philos : Tous les sujets du bac

L'inventaire détaillé des sujets du BAC 92, avec des commentaires d'enseignants et des conseils pour aider les lycéens dès le début de l'année.

Enquête : Les jeunes aiment-ils encore écrire ?

L'enseignement du français encourage-t-il les élèves à se servir de leur plume ? Réponse à travers un sondage inédit et des enquêtes de terrain. Et aussi l'opinion de l'écrivain et professeur Daniel PENNAC.

Reportage : Pour ou contre l'école le samedi ?

Dans un département sur cinq, les écoliers font leur rentrée sur un nouveau rythme scolaire : les réactions des parents, des instituteurs et des enfants.

Le Monde

Une enquête demandée par le ministère de la santé montre la progression, dans la capitale, de la consommation de cocaïne et spécialement de crack

Le cocaïnomanie-type n'existe pas

Ces aliments qui nous protègent

Un outil pharmacologique très sophistiqué

Il paraît nécessaire de considérer un **chaîne biologique** (globalement)

CHRISTIAN RÉMÉSY

Une image de marque positive

Pour ce qui est du crack, les enquêteurs rappellent qu'il n'a apparu à Paris au début de l'année 1989 sur la ligne de métro n° 9. Depuis, il s'est bien installé à Paris, en particulier dans certains squatts qui sont devenus des lieux privilégiés pour sa consommation et sa diffusion. Aujourd'hui, la population concernée par le crack s'est beaucoup diversifiée, mais elle est encore principalement constituée de marginaux, toxicomanes, prostituées.

Il faut connaître les motivations des votants. Bien souvent, c'est par pure curiosité, dans des circonstances festives, que les Français sont interrogés et ont pris pour la première fois. « C'est ma seule ma'j' à goûter ça la première fois », note l'un des consommateurs. Par la suite, les motivations deviennent plus élaborées et plus diverses. Certains personnes disent vouloir prendre pour eux-mêmes la qualité des produits, d'autres pour leur plaisir personnel, d'autres encore pour le bien-être de leur famille, d'autres de mal-être. Pour beaucoup, la viande n'est venue jusqu'un « bon » produit qui « met l'appétit » et donne envie de se restaurer.

L'« enfer » de la vie quotidienne

Il faut ne pas prétendre nullo-
ment avoir exploré les
formes de consommation de
drogues et les liens sociaux
qu'elle permet de distinguer en
nouvelles évolutions, dont
on pourrait, à tort, se révé-
ler inquiet. Ce n'est pas le
renouveau de la consommation de
drogues qui s'accompagne en effet,
d'une dynamique de
produits nouveaux. C'est
écrit dans le livre de l'étude, le
renouveau du marché de la drogue
ne peut que stimuler le
trafic de drogues licites et illicites dans leur
ensemble.

FRANCK NOUCHI

(1) Intitulé *Approche ethnographique de la consommation de cocaïne à Paris*, ce rapport a été remis en juillet 1992 au ministère de la santé.

POINT DE VUE

Le repère du toxicomane

Cela est d'ailleurs plus important
à dire que le **psychanalyste** utilise
une parole sur le toxicomane
et même à lui-même. Mais
pourquoi n'rait-il pas être le psy-
chanalyste ? Mais c'est la question
immédiate, il en a besoin des
soins psychiques. Comment,
dans l'urgence, pourrait-il avoir le
temps de se faire un **toxicoma-**
ne ? n'est que l'expression d'un
indécible ? Alors il va à la
médecine, quand il n'y a pas
longtemps quand il avait mis
accour un mal au ventre (d'ail-
leurs un mal au ventre) et le
médecin peut prescrire des médi-
caments et c'est bien ce qu'il

En résumé, ce « non à la drogue », avec lequel nous sommes tous d'accord, donne naissance à un « non aux drogués », c'est-à-dire, pour être clair, une acceptation pure et simple de leur condamnation définitive, sans espoir de leur mort par

On ne bien qu'aucun remède ne peut « guérir » la toxicomanie, mais la rumeur revient donc avant tout à gagner du temps sur une mort annoncée, le temps que le toxicomane, serait-il asépsotisé, trouve par lui-même un chemin qui l'invite à vivre. Il s'agit, par conséquent, de garder un silence qui permettra peut-être à terme que l'on ne parle. Mais c'est à un prix : on ne maintient un silence ; en l'occurrence, « soigner », c'est d'abord négocier. Et cela implique qu'on ne soigne pas l'usage, tel qu'il est, le soignant s'ouvre à la possibilité d'un compromis avec le toxicomane, qui ne passe par la prescription de produits de substitution comme le Tépaseal.

Les médicaments de substitution

Pour passer en tout cas, dans une
série d'images de la souffrance.
Mais elle n'est pas qu'un geste
symbolique. La prescription d'opie-
sine offre une halte car le
gâchis qui peut être vital à ces
moments bien précis, l'arrêt du
système a perdu tout contrôle
et se désintègre, ou lorsque la
rechute menace le premier
risque d'écroulement au sortir
de tour ou celle-ci prison. Enfin,
elle peut constituer une étape, une
coupure parfois décisive, dans une
longue histoire sociale.
L'opie, réduction des quantités,
éloignement du milieu de la dro-
gue, réduction ou l'absence
de la même substance et affective,
sont ou peuvent être l'emploi.

La lourdeur du problème de la toxicomanie justifie l'existence de structures spécialisées, pluridisciplinaires, nombreuses. Il est évident que le médecin, le plus direct, est un des acteurs de la souffrance. De ce fait la toxicomanie ne saurait lui être étrangère.

(1) Alain Beaupin, Jean-Jacques Bourcart, Jean Carpentier, Aimé Charles-Nicolas, Brigitte Collet-Billon, Anne Coppel, Patrick La Sclle, Lebeau, Trézau.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des Lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lecomte, gérant.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-60-29-33

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

IMPRIMERIE : M. VITTE

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie
de « Le Monde »
112, r. M.-Gumbourg
94852 IVRY Cedex.

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-60-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-25-98
Téléc. : 208.908 F

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lecomte, président
Michel Cor, directeur général
Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-67-72-72
Téléc. MONDOPUB 634 136 F
Telex : 46-43-96-73 - Société Éditée
de la SARL Le Monde et de M. Michel et Régine Rouget St.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-16 - Tapez LM

**ABONNEMENTS
PAR MINITEL**
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-CEDEX
(S. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc. : 261.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

| Tarif | FRANCE | SUB-PÉL. LUXEM. PAYS-BAS | AUTRES PAYS non-ECE |
|-----------|---------|--------------------------------|---------------------------|
| 3 mois | 400 F | 522 F | 798 F |
| 6 mois | 800 F | 1 023 F | 1 590 F |
| 1 an | 1 600 F | 2 046 F | 2 980 F |

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner,
renvoyez ce bulletin
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés ■ inv-
■ à formuler leur ■ deux
semaines ■ leur départ, ■
indiquent ■ numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tout
nom propre en capitales d'imprimerie.

PP. Poste BP 201 MON 01

SCIENCES • MEDECINE

Interrogations sur les peintures de Zubialde

L'authenticité des figurations « préhistoriques » de la grotte espagnole ne peut être ni confirmée ni infirmée

AU début d'août, l'Espagne et le monde apprennent que les peintures « préhistoriques » de la grotte de Zubialde (dans la province basque d'Alava), dont la découverte avait été annoncée en mars 1991, étaient probablement, en tout ou en grande partie, des faux récents. Tel est le résultat d'une enquête et d'un plus d'un de recherches menées par une équipe pluridisciplinaire.

Zubialde n'est nul doute, la grotte peinte pour laquelle ont été mises au point les techniques d'analyse les plus modernes. Sa découverte a été annoncée par son inventeur, Serafin Ruiz, directeur de l'université de Vitoria (la capitale de la province d'Alava) en février 1991. Certes, il disait avoir trouvé une nouvelle merveille de la peinture préhistorique plusieurs mois auparavant, mais il avait eu besoin d'un long laps de temps pour surmonter l'émotion dans laquelle l'avait plongé cette extraordinaire découverte. La grotte, qui avait été découverte par un vandale à la suite d'une publicité égarée.

Trouver une grotte dans les parois portant plusieurs dizaines de peintures d'animaux (rhinocéros, mammoth, cheval, bisons, cervidés, etc.) ainsi que des signes et des mains négatives, une main positive et quelques gravures est effectivement une chose rarissime et étonnante.

La grotte peinte d'Altamira (dans la province de Santander) n'est qu'à 200 kilomètres de Zubialde, et on connaît, dans la province basque espagnole, diverses grottes peintes de plus modeste importance. Très vite, les autorités de la province d'Alava ont demandé à Serafin Ruiz de leur remettre un don de 12 millions de pesetas (630 000 francs). Très vite aussi, quelques jours après la découverte,

commencent à circuler parmi les préhistoriens européens. Mais, dès le week-end du 22-24 mars 1991, le journal *The European* publie un article illustré de plusieurs photos montrant en doute l'authenticité des peintures. Il se fonde sur l'opinion d'un spécialiste britannique, Peter Ucko, de l'université de Southampton, pour qui les motifs et le style des peintures suggèrent le faux.

Des juxtapositions de couleurs

Le 6 mars 1991, les professeurs de préhistoire des universités de Vitoria, de Bilbao et de Leizor (donc dans la province basque) ont décidé de visiter Zubialde et, une nuit après, de commencer une commission chargée d'étudier la grotte pendant un an, en utilisant les moyens de recherche et d'analyse possibles. Cette commission se compose de six membres : deux Espagnols (les professeurs de préhistoire aux universités de Vitoria, San-Sebastien et de Bilbao, ainsi qu'un géologue de l'université de Madrid) et deux Français, Michel Menu et Philippe Walter, physicochimistes du Laboratoire de recherche des musées de France (LRMF). À ces membres, s'ajoute, en tant que coordinatrice, une préhistorienne, directrice du patrimoine et des biens culturels de la province d'Alava.

Dès le printemps 1991, les membres de la commission ont commencé les prises de données et les analyses. Les peintures ont été analysées par microscopie électronique à balayage. On a bien affaire, comme dans les autres peintures préhistoriques déjà connues en Europe, à des pigments naturels : oxydes de fer (des hématites) pour le rouge, oxydes de manganèse pour le noir. Ces oxydes sont naturellement dans le voisinage de Zubialde. Et il existe, ce qui est normal, des traces

minimes dans les quantités d'argile ou les autres éléments traces présents dans les pigments : de quelques pour cent à quelques fractions de pour cent de baryum dans les oxydes de manganèse, par exemple. Rappelons que, en se fondant sur les différences des traces, Michel Menu et Philippe Walter ont pu distinguer les « pots » de peinture ou les artistes variés dans des peintures de grottes de l'Ariège (le Monde du 28 mars 1990).

Mieux encore, la commission peut voir, grâce aux macrophotos faites par Daniel Vigéras, du LRMF, que les peintures du contour d'un rhinocéros ont été faites au pinceau, alors que celles du pelage ont été appliquées au tampon. On constate que la peinture noire du contour du rhinocéros a une texture en petits grains, tandis que celle du pelage, riche en argile, est plus grasse. En outre, on distingue trois phases dans la réalisation des peintures : le rouge a toujours été appliqué sur le noir, qu'il masque parfois, et il y a, par endroits, juxtaposition de peintures venant de « pots » différents.

Eponge à simple ou double face...

Pendant que les physicochimistes font leurs analyses, les préhistoriens réalisent les travaux archéologiques (quelques mètres carrés trouvés dans la grotte) et se livrent aux travaux classiques en archéologie (répartition spatiale et thèmes des peintures, notamment). Quant au géologue, il constate qu'il n'y a pas de calcaire sur les peintures. Ce qui n'est pas trop ennuyeux puisqu'il y en a très peu sur les parois non peintes de la grotte. Et, en outre, la calcaire pouvait se former en quelques mois, ce qui n'est pas une preuve.

Les choses commencent à se gâter à partir de septembre 1991. Les

membres de la commission reprennent sur les peintures de minuscules parcelles rouges ou vertes. A l'analyse, on découvre, sans doute possible, que les parcelles rouges viennent d'une éponge de cuisine et les vertes de la partie résistante d'une de ces éponges à vaisselle dont une face, douce, lave les assiettes et l'autre, rêche, gratte les casseroles. Pis encore : certains débris rouges ou verts portent des traces du pigment rouge.

Bien évidemment, Serafin Ruiz a été interrogé par la commission. Pour sa défense, l'inventeur de Zubialde rappelle qu'avant d'annoncer sa découverte, il a amené dans la grotte un photographe. Celui-ci aurait pu éponger les parois lui-même, d'ailleurs, pour faire de meilleurs clichés. Contre cette explication, on peut dire que le photographe a rendu des images des peintures, mais que la même le plus souvent n'a pas été demandée.

Toutes les diapositives prises par Serafin Ruiz ou son photographe avant l'annonce de la découverte sont réexaminées. Certes, elles ne sont pas très bonnes. Mais on voit, d'abord, que certains motifs noirs ont subi quelques modifications, ensuite, qu'elles ne comportent pas divers signes rouges visibles sur des clichés antérieurs. De plus, les diapositives ont été sorties de leurs caches de carton : certains de ces caches ne sont pas d'origine et les séries, identifiables par les numéros inscrits sur les marges, ne sont pas complètes. Ce à quoi Serafin Ruiz répond qu'il a jeté des photos qui étaient noires : hypothèse plausible, car un flash peut effectivement ne pas fonctionner pour un ou deux clichés et marcher à ravir pour le suivant. Tous les photographes, amateurs ou professionnels, en ont fait l'expérience.

L'analyse de la peinture rouge des signes « nouveaux » montre une composition de pigments de ceux de toutes les peintures rouges.

Dès lors, on peut se demander si les peintures rouges ne sont pas des faux. Cependant, il ne faut pas oublier que certaines des peintures rouges ont une bonne quantité d'argile et quelques éléments plus douteux contiennent un peu de silice. Mais la question de l'authenticité des peintures rouges, et de l'autant plus fondée que ces peintures sont toujours par-dessus les noires.

Si on ne croit pas à la quasi-totalité des peintures rouges, on en arrive très vite à se poser des questions sur l'authenticité des peintures noires de Zubialde. Les stylistiques ont montré que ces peintures noires présentent des imprécisions anatomiques : les mammites sont mal plantées et les défenses des mammoth ont un air bizarre. Mais de semblables erreurs sont connues dans d'autres peintures préhistoriques, notamment dans les peintures authentiques (noires) de la grotte de Niaux (Ariège).

Les peintures de Zubialde présentent des sources d'inquiétude plus graves. Des traces sont copifiées par deux traits : ainsi un bison noir est-il dans une queue faite avec deux pigments différents. Mais, après tout, un artiste a toujours droit au repentir. En faveur de l'authenticité, il y a aussi le fait que le sol de la grotte portait, au début des études, très peu d'empreintes de pas.

La commission remet son rapport au ministre de la culture de la province d'Alava le 23 juin 1992. Les conclusions sont très courtoises : tous les Basques avaient été très fiers qu'une aussi belle grotte peinte ait été découverte chez eux, au point que la population du voisinage et, paraît-il aussi, l'ETA l'avaient prise sous leur protection ; il n'était donc pas facile pour les membres basques de la commission d'annoncer qu'il s'agissait très probablement de faux pour l'essentiel ou pour la totalité des peintures.

La morale de cette histoire est que les méthodes d'analyse les plus modernes ne sont pas suffisantes pour authentifier des peintures préhistoriques. L'enquête n'est pas finie, certes, mais les méthodes utilisées permettent de douter fortement de l'âge des peintures de Zubialde, sans apporter la preuve formelle du faux pour les figures rouges, encore moins pour les figures noires.

YVONNE REBEYROL

Le Monde

Édité par le SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lacroix, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Gollu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général
Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solà
(adjoints au directeur de la rédaction)
Yves Agnès
Jacques Amalric
Thomas Ferenzi
Philippe Heuvelin
Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)
Bureaux directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1988)
Jacques Fauvet (1989-1992)
André Laurens (1992-1993)
André Fontaine (1993-1994)
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUCHER
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEAU-MÉRY
92015 NANTY-SEINE-SEINE
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-11

QUAND LA FRANCE PARLE DE SA DÉTERMINATION SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON S'INTERROGE

La France sera-t-elle plus ferme vis-à-vis de ses partenaires, qu'elle ne l'est aujourd'hui vis-à-vis du Canada ?

En 1987, le Canada refusait les quotas de pêche indispensables à l'unique activité industrielle de notre Archipel :

« La France ne l'accepterait pas, soyez-en sûrs, je m'en porte garant devant vous, quel que soit le gouvernement. »

François MITTERRAND, président de la République Saint-Pierre-et-Miquelon, 1987.

En juillet dernier, à Ottawa, la France s'est montrée incapable de défendre ses droits de pêche, ses intérêts économiques et stratégiques face à un Canada impérialiste, méprisant le droit international et les accords de pêche signés en 1972.

EN 1992, LA PRÉSENCE DE LA FRANCE EN AMÉRIQUE DU NORD EST REMISE EN CAUSE

Les 10 et 11 septembre, les négociations franco-canadiennes reprennent à Ottawa, les habitants de Saint-Pierre-et-Miquelon, la dernière terre française d'Amérique du Nord, sont sans illusions.

Pour l'Archipel, la négociation prioritaire, c'est d'abord Ottawa

Marc PLANTEGENEST, président du conseil général
Albert PEN, sénateur-maire de Saint-Pierre
Gérard GRIGNON, député de l'Archipel
Denis DETCHEVERRY, maire de Miquelon
Victor REUX, conseiller économique et social.

Conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon,
place de l'Église - 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

CULTURE

CINÉMA

La fureur de vivre

Comment un rebelle sans cause
fit l'apprentissage de la tendresse

LUNA PARK
de Pavel Louguine

Andrei - Andrei Goutine - est beau, musclé, farouche et enfantin. Son seul but, casser les impurs : juifs, homosexuels, étrangers. Il se fait manipuler par une belle épanouie - Natalia Egorova - qui pourrait être sa mère, affiliée à des gens ayant appartenu à une ex-poli-tique. Ils ne détestent pas et d'ailleurs, ne sauraient pas se séparer. L'histoire se passe pas à Rostov (ex-RDA) mais à Moscou, dans Luna Park, de Pavel Louguine, présenté en compétition au Festival de Cannes (le Monde du 12 mai) sans recevoir de prix, le palmarès lui a été refusé.

A vrai dire, Luna Park est plus rude que la plupart des films de Pavel Louguine. Plus Blues (prix de la mise en scène 1991, à Cannes) en tant que plus profondément tourné. Car il plonge ses fins fonds des enchevêtrements et contradictions slavo-soviétiques, à travers le personnage du jeune Russe malade (Andrei Goutine) - chef d'une bande qui s'est donné le nom de « Net-touren » - et de son père (supposé), un vieux juif qui a des problèmes de prostate, un ex-er-tien déchu - pour avoir composé des chants de propagande - débrouillard, marrant, et avec qui il est bien obligé d'apprendre à vivre dans une situation.

Le type type invivable, insupportable, et irrésistible, au funambule, le héros qui n'a jamais été malade - Oleg Borisov, tout simplement superbe - dans le rôle du film. Il surgit de partout, invitablement un remord, comme un souvenir d'un temps de gloire et de joie. Il est le visage de l'ère Bre-jnev, de l'esprit de son temps, avec sa violence, ses passions.

Pavel Louguine se lance son film comme une bague. C'est un ses lourds, une haine réelle, mais avec une fureur, s'enchaîne au jeu-méchant-jeu-du-fond des âges : la frappe du bouc émissaire. Et la fureur du « rebelle sans cause » des années fin de siècle, enfant désemparé d'une société

nouvelle pauvre, se dilue dans quelque chose d'inconnu, d'incompréhensible, l'innocence : la tendresse. C'est pourquoi le chéri d'Oleg Borisov est fondamental. La tendresse qui, à son tour, submerge le « fils » beau comme une statue réaliste-socialiste, et paraît évidente et nous attendue. On aime ce vieux magouilleur cavalier, la première vue rebelle. C'est le miracle du comédien, de son regard à la fois lumineux et débauché, de son sourire malin, de cette apparente innocence propre aux survivants de tous les régimes, historiques et personnels.

Il est le pivot du film qui va au rythme de la démarche rapide et chaloupée du jeune homme. A la fin du « père », on découvre le « fils » dans les mêmes espaces et les chambres surpeuplées qui surgissent de la vie d'Andrei. On y retrouve des personnages hautement pittoresques et encore plus étranges - écologistes du Nord, trafiquant d'armes sour-mouet, des docteurs à la suite de l'ère, militante soviétique de certitudes, et une blonde, chanteuse ratée obsédée par la vengeance... Pavel Louguine s'empare à prendre les clichés de « films slaves », à les sublimer dans le lyrisme et la grandiloquence - comme le fait parfois Fellini pour l'Italie. Mais les plus plus récents, et violents.

La course du père et du fils est interrompue et remplacée à un Luna Park illuminé, mixte, symbole d'un film sans raison d'être. Vide au propre et au figuré. Mais c'est là le cœur de gravité des personnages. Un centre de gravité en folie - si l'on ose dire - car les uns après les autres, ils sont dans le monde des montagnes russes, à toute vitesse : le seul, qui leur vient à l'esprit. Pavel Louguine veut dire : le passé nous colle aux os, il n'y a pas de présent, d'avenir, parions sur le futur. Car ils finissent par partir ensemble, le fils et le père. Et à rive ensemble. Une raison d'optimisme dans une fin à la John Huston.

COLETTE GODARD

Le ministre et le cinéaste

Une vive polémique oppose M. Paul Quilès, ministre de l'Intérieur, au cinéaste Bertrand Tavernier. Il propose du film L.627 qui décrit les conditions de travail d'un groupe de policiers de la brigade des stupéfiants.

VENISE

de notre envoyé spécial

Alore, une enquête administrative est bien lancée contre le scénariste du film de Bertrand Tavernier, ou pas ? Alors, le ministre de l'Intérieur et de la sécurité publique est vraiment au courant des conditions de travail de ses fonctionnaires, ou pas ? Alors, le cinéaste, pour trouver la matière première de L.627, fiction basée sur une brigade antidrogue qui vient d'être présentée à Venise (le Monde du 5 septembre), s'est fondé sur les seuls dires du policier Michel Alexandre, comme le lui reproche M. Quilès, ou pas ?

La polémique déchaînée par L.627, qui s'affirme « politiquement incorrect », qui montre des policiers alcooliques et des dealers noirs, est confuse, et assez significative. Est-ce tout à fait sain, et normal, que le ministre de l'Intérieur doive s'appuyer sur la sortie d'un film - qu'après projection privée il avait trouvé « très sombre » - pour « faire passer » son message sur la drogue à la nation ? Et déclarer que « les saisies de cannabis sont passées pendant les six premiers mois de l'année de 465 à 17 646 kilos, soit + 221 % », et entre 1987 et aujourd'hui les effectifs de l'Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants sont passés de 79 à 140... On peut d'ailleurs constater que si L.627 sert d'une certaine façon le ministre, le réciproque est largement vraie, et que les anathèmes gouvernementaux, sont une source non négligeable de promotion du film.

M. Quilès a regretté que le cinéaste ait surtout rencontré un enquêteur de police dont on ne peut se contenter de la seule version et n'ait pas cherché à me voir. Plutôt que de dire des

choses injustes et fausses, il aurait appris, outre que tout n'est pas à l'image de cette version caricaturale, quelles étaient ses préoccupations, ses projets, les moyens que lui met en œuvre et les résultats obtenus.

« Je suis très préoccupé par le développement de la drogue en France et sur le plan européen », a également déclaré M. Quilès à l'AFP. C'est bien le moins, et c'est ce que lui reproche Bertrand Tavernier, de n'être que « préoccupé ». Lui, Tavernier, à la Mostra de Venise, s'indignait. C'est vrai, car homme à l'indigne comme d'autres respirent. Tout le temps, il s'indigne non pas de l'indifférence des politiques, mais de leur ignorance criminelle. Et souriait de ce que M. Quilès juge « caricaturale » sa peinture des conditions de travail de la brigade antidrogue.

« Ce que je montre, a dit le cinéaste, est bien en dessous de la vérité. Nous avons reconstruit le décor du véritable laboratoire où elle se passe, et les deux pas de l'Élysée, c'est un terrain vague désolé, avec des carcasses de voitures partout. Leurs bureaux ? Des Algeco, des baraques de chantier, si décadentes et exigées qu'on s'indigne à juste titre d'y voir loger des travailleurs immigrés. La bureaucratie est telle, qu'elle atteint des abysses surréalistes. Par exemple, un fax leur a été envoyé il y a deux ans, mais pas le papier pour l'envoyer... »

Bertrand Tavernier précisait aussi que Michel Alexandre, le héros du personnage interprété par Jean-Pierre Gaudy, comme lui, enquêteur de la brigade, n'avait jamais eu l'intention de s'exprimer publiquement. Mais, constaté, étant soumis à l'obligation de réserve, il a cependant reçu l'ordre verbal de se taire avant qu'il parle. Rompu aux traverses administratives, il a envoyé en retour un procès-verbal demandant la notification écrite de cet ordre. On le lui a refusé verbalement. Il a envoyé un procès-verbal. La confirmation écrite d'avoir été ainsi traité n'a pas encore parvenu. Ou il est prouvé que l'on peut faire parfois beaucoup de bruit par son silence... DANIEL HEYMANN

RENTÉE DES ARTISTES

Le théâtre au secours de la vie

Stéphane Braunschweig, l'enfant prodige de la mise en scène, s'attaque à Tchekhov



Stéphane Braunschweig

LA CÉRMAIE
au Théâtre de Genève

Dans cette drôle d'architecture qui hérite entre le Bauhaus et l'art pauvre du logement social, dans une dépendance du Théâtre de Genève, Stéphane Braunschweig est chez lui. Le maître des lieux, Bernard Sobel, a créé un petit bureau au Théâtre Machine, le nom de la compagnie que le jeune homme de vingt-huit ans a créée en 1984. « Nous ne sommes pas des étrangers ici, le lieu nous est ouvert en permanence depuis environ un an. » En peu de temps, en une poignée d'années, dont la remarquable trilogie allégorique des Hommes de neige, un Ajax et un opéra pour le Châtelet, le Châtelier imaginaire, Stéphane Braunschweig s'est imposé.

« Cette ouverture nous permet de croiser régulièrement Bernard Sobel, de discuter de notre travail. Nous échangeons pas ponctuellement des marchandises, pratique courante au théâtre, mais partageons une aven-

ture. » En attendant qu'il s'installe un théâtre dramatique à Châtelet (en préfiguration), Stéphane Braunschweig continue d'être un compagnon avec Genève pour la troisième saison consécutive, « une façon de passer en douceur vers l'avenir ».

Il s'est déjà attaqué à Tchekhov en 1987, quand il était encore l'élève d'Antoine Vitez. « J'avais découvert le théâtre de Tchekhov à la Sorbonne, et j'étais très intéressé par son travail. C'est le seul morceau de mon travail qu'Antoine Vitez ait pu voir, car il est mort avant la reprise de la trilogie à Genève. Mais son regard avait en quelque sorte validé l'un de mes plus « vieux » désirs, travailler Tchekhov, la musicalité de son écriture, son fonctionnement rythmique ».

Stéphane Braunschweig s'attarde pendant de longues années sur les pièces qu'il décide de monter. Depuis 1988, il pense au Théâtre d'hiver, de Shakespeare, et à la Carisole, laquelle il s'est attelé cet été. « Après Ajax, je voulais passer à cette pièce où l'affectivité

s'insère un peu comme une réalité particulière : l'impossibilité de l'enfance. Comment peut-on échapper à l'enfance, comment la lâcher ? J'aimerais que le spectateur se rende compte qu'on ne doit pas s'y complaire, que même si l'avenir est plein d'embarras, c'est sur cet embarras qu'il faut travailler ».

En ce sens, le travail du Théâtre Machine est résolument « politique » : « Toutes les pièces que je monte n'ont pas d'autre ambition que de renvoyer à l'unité du théâtre. Il s'agit de suspendre le temps de la vie et d'y réfléchir. Tout cela dit cependant qu'il faut soigner la maladie du théâtre : le jeu psychologique, pour aller vers une autre prise de conscience ».

OLIVIER SCHMITT

► Du 18 septembre au 18 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30, Dimanche à 17 heures. Tél. : 47-82-26-30. De 90 F à 140 F. Festival d'automne, tél. : 42-86-12-27.

Les intermittents du spectacle annoncent de nouvelles actions

Une assemblée générale des intermittents du spectacle, tenue au Théâtre de l'Odéon, le lundi 7 septembre, à l'initiative des Rédactions FO, CGT, et des non-syndiqués, a réuni près d'un millier de personnes. La réforme de leur régime d'indemnités doit prendre effet le 1^{er} octobre, une journée de grève de 24 heures et une manifestation nationale ont été décidées pour le 17 septembre à une très large majorité. Une

« spectaculaire » (occupation d'un lieu non précisé) est prévue le 10 septembre.

Si le CNPF se refuse à leur donner date de négociations, une manifestation est prévue le 20 septembre. Il a été décidé d'exiger la prorogation, jusqu'au 31 décembre, des annexes 8 et 10 de la convention de l'UNEDIC qui expire le 30 septembre.

EN BREF

► Palmarès du Festival de Montréal. — Grand prix : Le Côté obscur du cœur d'Elisio Subia. Prix spécial du jury : Signe de Liv Ullmann. Mise en scène : Miklos Jancso pour la Valse du Danube bleu. Meilleure comédienne : Pascale Bussière pour la Vieillesse de Jacques Leduc. Meilleur comédien, Richard Berry pour Le Petit prince à la fin de Christine Pascal, qui reçoit également le prix du meilleur scénario. Meilleure photo : Les Enfants du dimanche de Daniel Bergman.

► Un guide des cinémas parisiens. — Le Guide des cinémas à Paris répertorie les cent deux salles de la capitale, donne des renseignements historiques, pratiques (qualité du son, de l'image, dimension de l'écran, accueil, tarifs divers) et sur l'architecture. Un index permet de les retrouver.

► Le Guide des cinémas à Paris. — de Christophe Chenebault et Marie Gausser. Bilingue français-anglais. Syros-Alternatives, 192 p., 120 F.

► Un ancien hôpital militaire transformé en conservatoire. — Le nouveau Conservatoire national de région de Toulouse, équipé de techniques acoustiques les plus modernes, ouvrira ses portes à l'automne 1993 dans les bâtiments de l'ancien hôpital militaire Larrey. Dominique Baudis, maire de la ville, dans le cadre de la réhabilitation du patrimoine toulousain afin de faire revivre les berges de la Garonne.

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE

Renseignements : 46-62-74-43

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

CONCERTGEBOUW d'Amsterdam

Dir. : Ricardo CHAILLY
SCHUMANN
MENDELSSOHN

Radio France Saison musicale

9 2
9 3

► Mercredi 23 sept. à 20h30
Eglise Saint-Eustache
Durufle
M. Bouvard, H. Jossoud,
D. Henry, J. Pierre,
Chœur de Radio France
François Polgar, direction

► Jeudi 24 sept. à 20h30
Grand Auditorium
de Radio France
Musique traditionnelle
Inde du Nord
Ali Kahn, sarod

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

Charles Dutoit, directeur musical

► Jeudi 17 septembre
Salle Pleyel à 20h30
Bartok - Prokofiev
Debussy - Ravel
Laurent Cabasso, direction

► Vendredi 18 septembre
Salle Pleyel à 20h30
Honegger - Jeanne au bûcher
M. Keller - Chaumette,
C. Dubosc, V. Millot,
J.-C. Orlac,
Maîtrise et Chœur
de Radio France
Charles Dutoit, direction

► Samedi 19 septembre
Salle Pleyel à 20h30
Debussy - Modest
Erich - J.
Valentin - direction

ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE RADIO FRANCE

Charles Dutoit, directeur musical

► Mardi 15 septembre
à 20h30
Grand Auditorium
de Radio France
Messiaen - Lutoslawski
V. Harumann-Clavierie,
R. Muraro,
Jarek Janowski, direction

► Mercredi 16 septembre
à 20h30
Grand Auditorium
de Radio France
Messiaen - Lutoslawski
V. Harumann-Clavierie,
R. Muraro,
Jarek Janowski, direction

► Jeudi 17 septembre
à 20h30
Grand Auditorium
de Radio France
Messiaen - Lutoslawski
V. Harumann-Clavierie,
R. Muraro,
Jarek Janowski, direction

Radio France
42 30 15 16

atures de Zubialde

E PARLE
NATION
ON S'INTERROGE

plus ferme
maîtres.
ard'hui
ade ?

taire, c'est d'abord Ote

III festival de musiques croisées,
entre jazz et chansons. **III** comment créer un répertoire

SAINT-SEVERde **ART** envoyée spéciale

Le programme de cette année proposant par exemple trois titres qui ont déjà beaucoup tourné (Doris Lessing, Erik Marchand, Mossini-Beytelmann-Carattini), un nouveau explosif (Louis Scavini, premier prix de la poésie récemment de son album « une version murée de Ellington »), et un jazz, « Les intentions de Duke » en 1990 au Théâtre de la Ville, une chanteuse courageuse (Sapho), attirant pour la seconde fois, après le Théâtre de la Ville au printemps dernier, « L'Alcal, chanson-félicie d'Oum Kalsoum » et un recueil de joyeux textes qui allongent l'attente depuis l'année dernière pour un redonner conscience de la poésie rétrospective (François Musset).

Un exemple d'unité

Tout est dans l'agencement. Avant d'être un festival où se croisent les musiques (jazz, chansons, avec une pointe de musique classique), Saint-Sever est un exemple d'unité : de lieu (le centre des Jacobins), de temps (entre chaque concert, on peut aller à dîner sur les tables joliment dressées dans la cour, discuter musique ou encore faire à la fois de

Bayonne) ■ d'action (puisqu'un colloque décontracté joue au « grand fédérateur »).

« Le fou du texte, l'affroli du son, le flux du texte » : les trois volets proposés à la réflexion des membres des jurys par le CEMAN, le doigt sur un usage essentiel des musiques populaires pour les années à venir. « J'ai observé, explique Alex Dutilleul, directeur artistique du Festival, que les programmes des différents variétés à Paris, la prolifération d'albums concepts et d'albums réinterprétés de Code Porter, de Duke Ellington, de Louis Armstrong, ont également le retour de ces musiques qu'on avait mises de côté, comme Fréhel, ou Marianne Oswald. Tout cela établit des différences extrêmement différentes, parfois très éloignées. » C'est l'envie de poser les questions dans le cadre intime et soigné de la cité gasconne. Bien entendu, ce n'y a pas répondu dans le colloque de Saint-Sever, dont on n'était que l'ambition première. Mais en trouvant ici, dans ce lieu, une atmosphère, une ambiance, des conditions, on fait tout d'y prêter une autre nature.

Jusqu'où Louis Lemaire peut-il traîner le langage ? Les sages du jazz n'ont-ils pas l'improvisation de jadis ? Ne faut-il pas un patron chaque aventure, si humble soit-elle, comme le prouve, au contraire, un trop timide Erik Marchand, chanteur breton sans pair dans par son questionnement des idées. Et quel choix en ce répertoire ? Que d'excellentes voix brillamment par le trio Dora Lou (Cyrille Lefebvre, à la guitare hawaïenne, Dominique Ponty au piano, Annie Hémon au chant), qu'de Poulsen à Joseph Kasalica en passant par Charles Vieux et ses 50 ans de vieillesse ! Le humour et tact des textes de Denoux ou de Supervielle.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

de la première

Le projet Bastille fut, d'autre part, lancé « au moment où l'on s'apprêtait à mettre en place les loies liées à la régionalisation, ce qui allait permettre de contraindre... ailleurs les conseils régionaux et généraux à participer au financement des théâtres et orchestres des provinces. Ce Jacobinisme musical... avait la disposition de moyens entre les orchestres et opéras de régions et le tout puissant Opéra de Paris. C'est ainsi, en tout cas, que cette situation est vécue en dehors de l'Ile-de-France.

Les « pro-Bastille » n'eurent guère de difficultés pour faire dire François Mitterrand qu'il était nécessaire d'ajouter un théâtre lyrique à la politique culturelle du président de la République. L'allait pas lui manquer.

Cet opéra devait être initialement le pivot d'une Cité de la musique, autour duquel une grande salle de concerts, une salle modulable consacrée à la musique contemporaine, un musée des instruments, des bibliothèques, des marchands de partitions, des disques devaient prendre place. La valeur du symbole, renforcée par le rééquilibrage de l'est de Paris et la plus grande utilisation du lieu par les transports en commun, l'emportant sur la cohérence, le Festival fut

Une avalanche de hémies

La belle utopie du CCM de la musique fut balayée lorsque les pressions budgétaires reporteront sine la construction, nécessaire dans une capitale dépourvue en la matière, d'une grande salle de concerts à l'acoustique apte à l'interprétation des plus belles œuvres symphoniques. Restent aujourd'hui du projet initial le Conservatoire national supérieur: le Musée d'

instruments, un centre de pédagogie et la salle modulable de mille places dans laquelle doit s'installer prochainement l'Ensemble Inter-

Sur des fondations aussi chancelantes, la politique artistique, technique et humaine du nouvel Opéra ne pouvait que se solder par une avalanche de bévues dont le départ de MM. Hirsch et Belaval est la dernière en date. Il n'est véritablement pas exagéré de dire qu'il y a eu, depuis le début des années cinquante, des dizaines de nominations, de départs, de projets avortés, de nominations apportées à la construction, d'intermittences (faut-il le nommer ?) des ateliers (dans la salle modulable ?). Ces nombreux préavis de grève qui ont ponctué la naissance de Bastille, les démissions, l'inauguration en 1963 de l'Opéra. N'en est-il pas la conséquence la plus lourde ?

Daniel Barenboim : un cas exemplaire

En 1983, **Pierre Mortier**, directeur du Théâtre royal de la Monnaie, à Bruxelles, était directeur du projet de la Région wallonne pour le travail. A l'issue du colloque donné à l'été, en janvier 1986, il pleure avec l'aide de **Maurice Fléuret** (alors directeur de la musique), de **Pierre Boulez**, des grandes lignes architecturales, artistiques, intellectuelles d'un projet pour une qualité propre au soulagement de la situation enfin le massacre de la Région wallonne, des compétences dévouées, avait-il dit, par l'incompétence et les luttes intestines du personnel politique, **Mortier** jette l'éponge. Il est aujourd'hui à la tête du Festival de Salzbourg.

Le départ d'Henri Hoëschlin, en janvier 1989, restait inexpliqué. La Bastille avait besoin de ce technicien respecté dans le monde entier. L'ancien bras droit de Moris et de Brice, directeur technique de la Bastille, avait été nommé directeur technique de la Bastille par le directeur de la Bastille, René Gonzalez, ancien directeur de la maison de la culture de Bobigny, administrateur général de la Bastille nouvellement créée. L'ancien directeur technique de la Bastille, pour des divergences avec Henri Hoëschlin n'a jamais pris le poste. Les plus grands metteurs en scène, décorateurs et techniciens ont pris le poste. Le directeur technique de la Bastille, René Gonzalez, a dit : « Je ne dors pas lui-même à partir : juillet 1989, six mois après l'arrivée, il quitte la Bastille. Deux jours après l'arrivée, Daniel Bastille quitte le poste de directeur technique de la Bastille. »

Ce dernier cas est exemplaire, et inquiétante la légèreté des décisions qui conduisirent à sa nomination comme à son départ. Au crédit du chef d'orchestre : son passage à l'Orchestre de Paris dont

La maîtrise technique de Myunggh Whang-chun

De là à «lâcher» Hirsch et son directeur général, M. Philippe Belaval, quand les négociations sur les conventions collectives, en cours depuis vingt mois, amorçaient leur dernière ligne droite, Pierre Bergé a pourtant été contraint de signer, le 24 juillet dernier, un accord avec les organisations syndicales de l'Opéra, repoussant au 15 septembre la date des accords prévus pour le 15 août. Pouvaient-ils parler de travail en 1977, alors que les ouvriers du théâtre, en plein mois d'août, ont été évacués de Séville? Pierre Bergé affirme que non.

Dans ces conditions, le silence de Hirsch se comprend, ainsi que son refus de ~~se démissionner~~ ^{de démissionner}. Or, il ne l'a pas été — démissionné, — il attend sa nouvelle affectation par le ministère de la culture. Il devrait assurer la direction d'une nouvelle ~~orchestre~~ ^{orchestre} qui réunirait les ~~chefs~~ ^{chefs} de la musique et la Grande Halle de

Le refus des grands artistes

[illegible]

jeune chef ■■■■ prouvé sa
capacité à redonner confiance à
l'Orchestre de l'Opéra, mieux, ■ le
■■■ une juste place ■■
■■■ mondial (redressement
concretisé par un contrat d'enregist-
phon). Si son expérience théâtrale
était à peine supérieure à celle de
Barenboim, ■■■■ de la direction
d'orchestre témoinne d'une plus
grande maîtrise technique. Dès le
départ, Whun-chung ■■ préven-
qu'il serait dans le camp de ses
musiciens, contre l'administration
si elle exigeait trop d'eux. ■■ à tenu

Le jeune **---** également en
désaccord **---** la politique de
Hirsch. Politique liée aux choix
artistiques **---** dernier mais
à **---** montée en puissance
qui justifie le moment en soi. En
ce sens, il n'est pas si simple. En
quelques années, Chang m'a
vu que l'attente rapide des specta-
cles obéisse, comme dans tous les
opéras qui la pratiquent, la qualité
des spectacles en dehors des pré-
mises des productions. C'est
ce qu'il aime. C'est ce titre qu'il
refuse, et ses musiciens avec lui.
Le rattachement si rapide avec Gar-
nier dans des conditions qui l'en-
traînent, s'il voulait disposer
d'une formation fiable, à sélection-
ner les productions d'opéra qu'il
prend **---** diriger lui-même.

L'arrivée de Jean-Marie Blanchard intrigante. Le président de l'Opéra de Paris qui « pique » Stéphane Lissner, patron Châtelet, partisan discret de sa programmation. Pour faire reprendre le chemin de Bastille, grands noms du lyrisme ? Blanchard, lui, bien l'homme de la situation ? Peut-il réconcilier Bastille et le monde musical international ? Pierre Boulez qui a travaillé avec lui, Châtelet. L'apprécie beaucoup. Le compositeur aurait aimé qu'il occupât le poste finalement confié à Alain Duval. La Cité et la musique.

Sollicité par le **Ministère de la culture**, Blanchard avait refusé. Ses compétences sont à l'opposé de celles de Hirsch. Il n'est, d'ailleurs pas nommé au même poste. La suppression annoncée de la fonction d'administrateur général, remplacée par deux « administrateurs artistiques » est une première à l'Opéra. Imagine-t-on le Scala de Milan privé de son superintendant ? Donner à elle de pouvoir à Myung Whun Chung ?

Pierre Bergé
notre à temps partiel

Et Pierre Bergé dans ce matelotisme ? Est-ce à lui (ou à l'ensemble des directeurs ?) que pensait ce responsable syndical qui, au soir de l'accident du 16 juillet, demandait, sur Avenue 2, que l'établissement fut dirigé ? Est-il possible que ce grand patron d'opéra comme Bastille et Garnier, dans des périodes aussi difficiles, en restant à la tête d'une entreprise aussi importante que Yves Saint Laurent ? L'Etat a-t-il le prudent de désigner un patron d'opéra comme patron d'opéra de Gérard Philipe ? Pierre Bergé est responsable de la mise en place de la culture, de la mise en œuvre de nombreuses commandes et d'innombrables intervenus depuis sa propre désignation en 1984, par François Mitterrand.

A son arrivée, rappelons-le, les fameuses conventions n'avaient pas dénoncées, encore moins renouées. Grave conséquence de l'Etat quand il demande aux gens qu'ils se fassent des idées. Les personnes de Garnier, que se passera-t-il en cas de défaite des socialistes lors des prochaines élections législatives? Les nouveaux seront-ils légitimes en cas de reconquête de la droite?

L'Opéra de Paris a besoin d'un grand directeur, nous dit l'administrateur général. Mais il n'est pas artistique, dit le directeur général aguerri à la gestion des personnes gouvernant dans le monde artistique. C'est donc le rôle ne devrait pas excéder en recourant, celui d'un arbitre. C'est une équipe qui doit diriger l'opéra, pas un « quadrumvirat » qui voit ses responsabilités diluées.

ALAIN LOMPECH

(1) Daniel Barenboïm devait percevoir un minimum de 6 000 F par an en raison d'importants avantages en nature. Une somme très importante, voire exceptionnelle cependant lorsque l'on sait que certaines stars du lyrique demandent des cachets de 250 000 F plus pour un récital. Le salaire de Daniel Barenboïm, à Bastille, a été dépassé deux

(2) Initialement proposée au chef d'orchestre belge René Jacobs, la Fête de musique baroque de Versailles prend place dans une ville qui compte déjà un Centre de musique baroque créé par François Létoury. Centre dirigé par Vincent Bernier de Lincourt et Philippe Bessmanet qui voient le festival, qui les avaient imaginé, leur échapper pour passer sous le contrôle de Jean-Albert Cartier qui n'est pas un spécialiste du baroque.

Nous changeons de nom

NMB Bank
devient
dans le monde entier
ING Bank.

Internationale Nederlanden  (France) S.A.
8, place Vendôme
75001 PARIS.

Notre nouveau nom commercial, ING Bank, traduit appartenance à ING Group, l'une des principales institutions financières d'Europe.

Rien n'est changé par ailleurs.

Nos équipes, nos produits, nos bureaux, nos coordonnées restent identiques.

Internationale Nederlanden Bourse S.A.
20/22, rue de la Ville l'Evêque
IVM PARIS

ING BANK

ÉCONOMIE

BILLET

Un «pacte de solidarité» interallemand

M. Helmut Kohl doit faire face à la rentrée politique la plus difficile qu'il ait connue l'Allemagne depuis dix ans. Ayant au départ considérablement sous-estimé le coût du redressement des cinq nouveaux Länder, le «chancelier de la réunification» est maintenant constamment soupçonné de se tromper. Les décrets de l'extrême droite à Rostock, les déclarations sensationnelles de la presse allemande confirment le redressement économique et le début, mardi 8 septembre, de la discussion au Bundestag, posent la question de l'Est. Le redressement est-il bien conduit? Quel en est le prix à payer et comment le partager?

La proposition conjointe du responsable du groupe parlementaire des chrétiens-démocrates (CDU), M. Wolfgang Schäuble, et du ministre des transports, M. Günther Krause, de lancer un emprunt obligataire, a ouvert le débat. On a parlé, ou repété, d'une taxe sur les autoroutes puis d'un relèvement de la TVA au 1^{er} janvier 1993 de deux et non pas de un point comme prévu, ce qui a provoqué une cacophonie fiscal-politique dont l'Allemagne est, il est vrai, coutumière. Le ministre des finances, M. Theo Waigel, soucieux de ne pas accablés les fuites de capitaux observées depuis quelques mois en direction du Luxembourg, a répliqué par l'idée d'un «emprunt allemand» non obligataire. Le ministre continue d'affirmer que le plan budgétaire à moyen terme, qu'il a présenté fin juin, doit suffire à financer les dépenses vers l'Est tout en assurant le retour du déficit et de l'endettement public dans les normes. Il faut seulement, insiste-t-il, que les communes et les Länder limitent la croissance de leurs dépenses à 3 % l'an. On en est loin.

M. Waigel a-t-il convaincu le chancelier? Il semble bien que oui pour l'instant. M. Kohl a rejeté l'idée d'un emprunt obligataire et toute idée d'impôts, appelant les responsables économiques et politiques des pays à venir discuter à Bonn d'un «pacte de solidarité» national pour assurer le financement des transferts vers l'Est sans nuire à la compétitivité de l'économie allemande.

Le chemin est difficile. La classe politique veut «aider» les nouveaux Länder pour éviter que le chômage ne crée une situation explosive dont seule l'extrême droite tirerait profit. Mais pour l'Est, il faut prendre l'argent à l'Ouest. L'Est allemand de 1990 (équivalent de 500 milliards de francs). Avec 4 % de croissance à l'Ouest cela aurait été possible sans trop de douleur. Avec 1 % ou 1,5 % aujourd'hui, la ponction risque d'imposer des révisions aussi importantes qu'impopulaires.

Le pacte de solidarité porte bien son nom.

ÉRIC LE BOUCHER

Faute de liquidités Fermeture momentanée de la Banque commerciale congolaise

A Brazzaville, les guichets de la Banque commerciale congolaise (BCC) ont été fermés à la clientèle lundi 7 septembre. La liquidité de la banque, créée en 1964, la Banque commerciale congolaise, octroyée en 1980 et 1986, des crédits pour plus de 100 milliards de francs CFA (1,2 milliard de francs) aux entreprises d'État et privées, qui n'ont pas été en mesure de les rembourser. Toutefois, le syndicat des employés de la banque, la Banque commerciale congolaise (BCC), a accusé le directeur général de la banque, M. Clément Mouamba, d'avoir mal géré l'établissement en procédant à des recrutements abusifs et personnel.

Redoutant que le traité de Maastricht n'accroisse la désaffection de la CEE à leur égard

Les pays d'Europe centrale et orientale revendiquent une ouverture accrue des marchés européens

Plus que d'aides, les pays d'Europe centrale et orientale souhaitent un accès accru aux marchés ouest-européens. Les économistes réunis à Pau du 3 au 5 septembre à l'occasion d'une université d'été consacrée aux mutations à l'Est s'inquiètent de la faible générosité des Douze dans ce domaine. Ils craignent que la mise en œuvre du traité de Maastricht ne conduise à un report aux calendes grecques de l'adhésion de leurs pays à la CEE.

PAU

de notre envoyé spécial

Le traité de Maastricht conduit-il à substituer un mur de Berlin à nouveau mur - celui de l'argent - et à perpétuer la division de l'Europe en deux, celle des riches à l'Ouest et celle des pauvres à l'Est? A Pau, ville de la République tchèque, Prague et Budapest, les responsables est-européens ont exprimé jeudi 3 septembre par le «jeune journaliste stagiaire» qui interrogeait TF1 le président de la République, M. Jozsef Antall, leur inquiétude. Ils craignent que le traité de Maastricht ne conduise à un report aux calendes grecques de l'adhésion de leurs pays à la CEE.

Telle est, en tout cas, l'appréhension qui règne dans ces pays. Ils ont eu, le 6 septembre à Pau, les économistes d'Europe centrale et orientale et de l'Est-1992 réunis à l'occasion de l'université d'été organisée par l'Institut de Pau et des pays de l'Adriatique et de l'Est, à l'occasion de la réunion de l'Est-1992. Le danger d'une telle division est réel, estime par exemple M. Witold Trzeciakowski, célèbre professeur à l'université polonaise et président, à Varsovie, du Conseil économique jusqu'en 1991. Les pays d'Europe centrale et orientale craignent que, dans le monde économiquement récessionniste, monnaie des équilibres... la politique (disparition de la menace soviétique), l'approfondissement de l'intégration européenne entre les Douze ne se fasse au détriment de l'élargissement de la Communauté.

Déjà

de nouveaux quotas

S'ils ne revendiquent pas l'adhésion immédiate à la CEE - impossible pour le moment - les pays est-européens recherchent, dans une première étape, un accès accru à la Communauté. Trois pays (la Pologne, la Hongrie et la République tchèque) ont déjà signé, à la fin de 1991, des accords d'association, entrés en application au 1^{er} mars 1992. La Roumanie, la Bulgarie discutent actuellement avec l'Ouest de ce type de tous ont le sentiment aujourd'hui que la Communauté ne leur offre pas l'accès comme ceux de l'AELE (Association européenne de libre-échange) avec lesquels les pays est-européens sont en cours - ou aujourd'hui - d'intégration. Ils craignent que l'intégration ne conduise à une situation où les pays est-européens ne seraient pas en mesure de faire face à la concurrence des produits des pays de l'Ouest.

Le danger d'une telle division est réel, estime par exemple M. Witold Trzeciakowski, célèbre professeur à l'université polonaise et président, à Varsovie, du Conseil économique jusqu'en 1991. Les pays d'Europe centrale et orientale craignent que, dans le monde économiquement récessionniste, monnaie des équilibres... la politique (disparition de la menace soviétique), l'approfondissement de l'intégration européenne entre les Douze ne se fasse au détriment de l'élargissement de la Communauté.

trique certes (le marché de l'Ouest s'ouvre plus rapidement que le marché de l'Est), ne concerne que partiellement les produits agricoles et agroalimentaires. «Dans ces secteurs on parle dans l'Est d'une menace chaque fois que nos ventes représentent à peine deux pour mille des importations européennes», s'indigne de son côté M. Kamil Janacek, de l'Institut d'économie de la République tchèque. «Dans l'industrie, la Pologne a déjà atteint, au bout de six mois et pour de nombreux biens (produits chimiques, verre, engrais), la plupart de ses quotas annuels», relève M. Plo-

Plus, sous la pression des pays occidentaux, les pays est-européens ont obtenu des accords d'association sont déjà actionnés par les pays de la CEE. Bruxelles vient d'informer Prague, il y a quelques jours, que, à la demande de la France, de l'Italie et de l'Allemagne, la Communauté a décidé de réduire les exportations de certains produits sidérurgiques d'origine tchèque seraient désormais contingencées. «Nos ventes ne représentent que 1 % des importations de la CEE», explique, indigné, M. Jozsef Antall, plé-

potentielle du ministre de l'économie de la République tchèque. S'ils critiquent parfois les modalités des aides accordées par la CEE («une aide trop dispersée, des procédures trop lentes...»), les pays est-européens s'inquiètent donc bien davantage du problème de l'accès au marché. Or, en ce domaine, l'Ouest fait preuve aujourd'hui d'un esprit timide d'ouverture. «Comment vendre nos produits sans nous rembourser aux Occidentaux la dette passée s'ils refusent de nous acheter nos produits?», interroge M. Trzeciakowski. M. Alain Lamassoure, député européen chargé à Strasbourg d'un task force sur l'Est, a reconnu que les accords actuels «ne sont pas suffisamment généreux».

L'élargissement plutôt que l'approfondissement

«Nous devons faire de la Communauté commerciale», leur a-t-il expliqué, en déclarant qu'il s'agit d'une révision et d'une extension des accords déjà signés. «Remplacer enfin la rhétorique par une action réelle», lui avait répondu par avance M. Janacek.

ÉRIK IZRALEWICZ

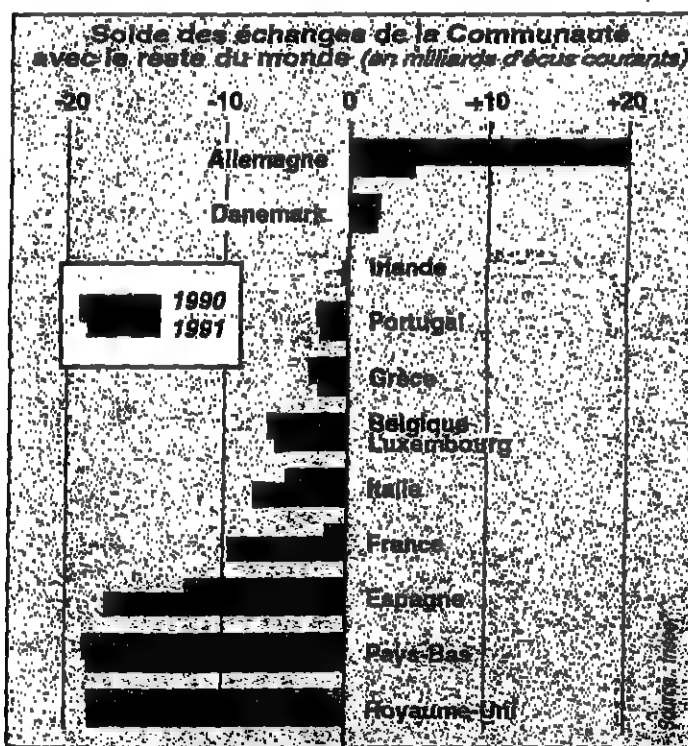
Une étude de l'INSEE sur le commerce extérieur

Le marché unique renforce la spécialisation des Douze

La France est l'un des pays de la CEE le plus tourné vers la Communauté pour ses échanges extérieurs, avec 60 % de ses exportations à destination des Douze, indique l'INSEE dans le dernier numéro de son revue statistique publiée mardi 8 septembre.

Selon l'Institut, «la France se trouve avec l'Espagne, la Grèce, le Portugal et l'Italie dans le groupe des pays du Sud caractérisés par leur moindre degré d'ouverture sur le monde». Dans le même temps, la France équilibre plus facilement ses échanges avec le monde hors CEE qu'avec la Communauté, «du fait de la grande difficulté à se spécialiser, à développer des points forts dans le commerce intra-européen». C'est dans les secteurs des boissons, de l'automobile, des machines spécialisées, de l'aéronautique, des éléments de véhicules, de la parfumerie et de la pharmacie que la France dégage ses excédents les plus importants avec le reste du monde. La spécialisation des économies européennes se renforce. «L'approfondissement du marché unique devrait avoir pour conséquence d'augmenter la spécialisation de chaque pays membre», indique l'INSEE. Cette spécialisation intracommunautaire accompagne le développement des échanges au sein de la CEE : en 1990, les exportations intracommunautaires atteignaient 61 % du total des exportations de la Communauté, contre 57 % en 1980.

«Ce dynamisme des relations intracommunautaires»



L'Allemagne et le Danemark étaient en 1991 les deux seuls pays de la Communauté excédentaires dans leurs échanges commerciaux avec le reste du monde. En 1991, le déficit commercial global de la CEE avec le reste du monde représentait 1,5 % du produit intérieur brut (PIB) de la Communauté.

Le «spleen» des patrons

Un sondage Sofres-Figaro-Europel, réalisé entre le 11 août et le 2 septembre auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 chefs d'entreprise, a été publié mardi 8 septembre. Les patrons d'entreprise : 75 % ont une attitude plutôt pessimiste à l'égard de l'économie, 61 % ont une attitude plutôt pessimiste à l'égard de l'avenir de la France. Les perspectives économiques des prochains mois sont plutôt pessimistes.

Le pessimisme est confirmé par un sondage, réalisé par la Sofres pour le Tribunal de l'Expansion et la Tribune du Nord, le 28 août et le 2 septembre auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 dirigeants de PME. Les perspectives économiques des prochains mois sont plutôt pessimistes.

Il indique que les trois quarts des patrons interrogés ont une attitude plutôt pessimiste à l'égard de l'économie, 61 % ont une attitude plutôt pessimiste à l'égard de l'avenir de la France. Les perspectives économiques des prochains mois sont plutôt pessimistes.

COMMUNICATION

L'audiovisuel public change de nom

France 2 et France 3 succèdent à Antenne 2 et FR 3

Les changements de nom et de logo d'Antenne 2 et de FR 3 valaient-ils la pompe avec laquelle ils ont été lancés publics lundi 7 septembre? Oui, a affirmé le président de la Communauté, M. Michel Bourges, qui a annoncé la naissance de France 2 et France 3 - les nouvelles chaînes de chaînes publiques - en les appelant comme un «nouveau fondement». Une réaffirmation du service public en quelque sorte, un changement de nom également. La production cinématographique (France 2) et la

France 3 Cinéma), la plus publicisée (France Espace), les produits de distribution (France Télévision Distribution) ainsi que les chaînes régionales de l'ex-FR 3 (France 3-Aquitaine, etc.).

Ce changement de nom est le résultat d'un processus de planification stratégique lancé en 1991 et qui a pour but de rapprocher et regrouper. Même s'il n'appartient pas au président Bourges de passer à la phase finale de ce processus - la loi l'oblige à conserver la personnalité juridique des deux sociétés,

la Communauté d'un pôle audiovisuel public désormais identifiable par un appel au législateur pour qu'il réforme la loi d'août 1989. En attendant, M. Bourges a tenu à rassurer ceux qui spéculent sur le sort du changement de nom. Selon lui, l'opération n'aura coûté que 35,8 millions de francs prélevés à la fois sur le budget de fonctionnement des chaînes régionales et sur des ressources exceptionnelles induites par la couverture, elle-même exceptionnelle, des Jeux olympiques.

de France, dépassant largement le plan de 79,2 millions. Le plan de M. Wojcik se traduira par une forte réduction des effectifs (de 220 à 85 salariés), mais les employés du groupe avaient les locaux la dernière, l'appel de la CGT, afin que le tribunal se prononce rapidement en sa faveur. Le tribunal a pris sa décision à quelques jours de la Fête de l'Humanité, qui se déroule aux éditions Millepays.

SANTÉ

Une hausse de 0,8 % en juillet

Sensible progression des dépenses d'assurance-maladie

Les dépenses d'assurance-maladie, qui avaient augmenté de 0,1 % en juin, ont augmenté de 0,8 % au cours du mois de juillet pour atteindre 31,8 milliards de francs. Cette reprise des remboursements concerne principalement l'hospitalisation privée (2,2 %) et les honoraires (1,6 %). Ces derniers ont augmenté de 1,2 % en juillet. L'effet des mesures de réévaluation tarifaire intervenues le 6 mai pour la consultation des généralistes et le 1^{er} juin pour la consultation des spécialistes, souligne la Caisse nationale d'assurance-maladie. D'autre part, les remboursements de produits pharmaceutiques augmentent à un rythme soutenu (1,2 % en juillet) et les indemnités journalières (0,9 %). En revanche, les versements aux hôpitaux publics évoluent modérément (0,1 %) après un recul de 0,3 % en juin.

En total, les dépenses d'assurance-maladie ont augmenté de 5,6 % au cours des douze derniers mois. Néanmoins, leur croissance depuis le début de l'année 1991 reste relativement modérée.

ÉCONOMIE

AFFAIRES

Faute de reprise économique prévisible

MM. Dubrulle et Péliasson décident une cure d'amaigrissement pour le groupe Accor

Condamné le 6 août par la Cour d'appel de Bruxelles à relever de 44 % son offre publique d'achat aux actionnaires minoritaires, Accor digère laborieusement les Wagons-Lits. Et, comme le bénéfice de l'année 1992 s'annonce en diminution de quelque 10 %, MM. Paul Dubrulle et Gérard Péliasson, présidents du groupe Accor, ont opté pour une cure d'amaigrissement de leur entreprise.

N'en parlons plus... Wagons-Lits n'est plus une bonne affaire (rachetée 4 milliards de francs, NDLR). Surcoût élevé... Les deux présidents d'Accor ont payé sur l'ongle le dernier des actionnaires minoritaires, les juges ont rendu le jugement du tribunal de commerce qui avait, en décembre 1991, condamné Accor à relever son prix d'achat de 44 % (le 8 août). Cela ne les empêche pas de tirer la pitale amère et d'esquisser les arguments qu'ils entendent faire valoir devant la Cour de cassation belge. « D'abord, la Cour d'appel nous a donné l'ordre de relever le prix d'achat de 44 % sans nous donner la possibilité de nous défendre », déclare M. Dubrulle. « Ensuite, la Cour d'appel nous a donné l'ordre de relever le prix d'achat de 44 % sans nous donner la possibilité de nous défendre », déclare M. Dubrulle. « Ensuite, la Cour d'appel nous a donné l'ordre de relever le prix d'achat de 44 % sans nous donner la possibilité de nous défendre », déclare M. Dubrulle.

EN BREF

■ Hausse des taux à court terme en Norvège. — La banque centrale de Norvège a relevé, lundi 7 septembre, de 10 % à 11 % son taux d'intervention sur le marché monétaire. Cette décision vise à freiner les sorties de devises et à soutenir la couronne norvégienne qui, selon les autorités monétaires, a subi de « fortes pressions ». Les banques centrales de Suède et de Finlande ont procédé de même ces deux derniers jours.

■ Les prix ont été multipliés par dix en Russie depuis leur libération en janvier. — Depuis leur libération en janvier 1992, les prix à la consommation ont été multipliés en Russie par près de 10, a indiqué lundi 7 septembre la Commission des statistiques d'État. Les prix de gros dans l'industrie ont connu une hausse de 15,7. Selon la Commission des statistiques, le rythme de l'inflation a cependant connu ces derniers mois un certain ralentissement, en raison d'une pénurie de liquidités et de la faiblesse du pouvoir d'achat. — (AFP)

■ Maxwell a cédé la firme de disques Nimbus Records. — La banque d'investissement américaine Merchant Banking, filiale capital-risque de la banque new-yorkaise Donaldson Lufkin and Jenrette (DLJ), a acquis les 75,1 % détenus par Maxwell Communication Corporation dans le label de disques Nimbus. La vente, manditée par l'administrateur judiciaire du groupe Maxwell, le cabinet Price Waterhouse, a permis de 40 à 50 millions de dollars (191 à 230 millions de francs). Les dirigeants de cette compagnie de disques classiques, détenteurs de 24,9 % du capital, ont « revu » de 20 % les recherches sur les disques compacts et les applications multimédias. Nimbus emploie 100 personnes et produit quotidiennement 70 000 disques.

et que le prix des actions ne soit pas rétrogradé. La Cour d'appel despouva complètement le groupe belge qui avait donné son avis.

MM. Dubrulle et Péliasson préfèrent tourner la page et se souvenir qu'ils détiennent un outil puissant, qui doit affronter une conjoncture médiocre. Le bénéfice de l'ensemble Accor-Wagons-Lits ne dépassera guère 300 millions de francs en 1992, alors qu'Accor seul avait réalisé 948,6 millions de francs de bénéfices en 1991. Ce recul de quelque 15 % ne les inquiète pas outre mesure si l'avenir ne s'avère pas encore plus sombre.

«Travailler autrement» et «dépasser mieux»

« Nous ne sommes pas optimistes pour les économies occidentales, déclarent-ils. Les taux d'intérêt à long terme de 7 à 8 % sont insupportables pour les particuliers comme pour les entreprises. Seuls s'enrichissent ceux qui dorment sur leur tas d'or, SICAV monétaires ou obligations. La machine économique ne peut repartir qu'avec des taux à long terme de 3 à 4 %. Il n'y a pas grand-chose à attendre des hommes politiques : quand nous leur disons qu'il faut accepter un peu plus d'inflation ou décrocher les taux, les deux camps se taisent par terre ! »

Résultat : l'hôtellerie américaine est en crise ; en Grande-Bretagne, le chômage se relève mais les prix chutent de 20 % ; en France, le

taux d'occupation est revenu de 64 % à 62,5 %. Même marasme en Allemagne ou bien dans la restauration publique, car les entreprises tirent leurs franges générales et le chômage s'étend. En revanche, la restauration de collectivité, les tickets restaurants et le marché hôtelier se portent bien.

Ce n'est pas que les présidents d'Accor doutent de leur secteur. Bien au contraire, ils croient durablement promis à un taux de croissance double de celui de l'économie générale le monde de l'hôtellerie, de la restauration, du voyage et du loisir. Mais, selon leur pronostic, la reprise se déroulera au moins pendant dix-huit mois.

Donc, ils ont décidé de faire maigrir, de muscler et de dynamiser un groupe un peu ramolli par vingt ans de succès et de croissance minitrompée. Cette «révolution culturelle» ou cette «mobilisation» repose sur quelques actions : « Nous ne baignons pas et il nous faut travailler autrement pour gagner plus », ont encore : « Il ne s'agit pas de dépenser moins, mais mieux ».

Garder l'autonomie des marques

Tout en gardant l'autonomie des marques et celle des milliers de centres de décision qui forment le groupe, le nouveau central renforcera tous les achats, depuis l'électrique jusqu'aux cartes de crédit, en

passant par les légumes des restaurants et les daps de lit des hôtels ; ou espère 350 millions de francs d'économie. Les directeurs d'hôtel vont être priés de rajouter à leurs qualités de bons gestionnaires de remarquables vendeurs. Fini les rythmes décontractés et le sacro-saint week-end chez Novotel, Ibis, Formule 1 ou chez Europarc. Terminé l'emploi à vie pour ceux qui se laissent couler.

MM. Dubrulle et Péliasson ont réuni, lundi 7 septembre, une centaine de leurs cadres pour leur expliquer cette nouvelle donne. Chacun d'entre eux devra remettre avant le 30 septembre un plan d'action, qu'il s'agisse de bistrots L'Ecluse, du traiteur Lenôtre, des restaurants Coeur de Paille, ou des hôtels Sofitel. Au programme, restructuration des effectifs, économie de gestion, recherche de synergies.

Quand on demande aux présidents d'Accor les objectifs chiffrés qu'ils entendent atteindre, en fin de compte ils jurent n'en pas avoir : « Tous les objectifs sont relatifs à la performance », déclarent-ils. « Nous ne sommes pas des hommes de chiffres », ajoutent-ils. « Chaque responsable conserve donc une grande autonomie. Et c'est indispensable, car nous ne sommes sûrs que d'une chose : il n'y aura pas de reprise... »

ALAIN FAUJAS

INDUSTRIES

Le choix des chaînes du satellite Télécom ■ A

Des industriels de l'électronique sur la défensive

L'arbitrage du gouvernement favorable à Canal Plus et prévoyant la retransmission simultanée, par le satellite Télécom 2 A, de sept chaînes en SECAM contre quatre seulement en D2 MAC (le Monde du 8 septembre), a été attendu depuis plusieurs semaines par les industriels de l'électronique grand public. La présentation de l'accord, lundi 7 septembre, n'a pas désarmé leurs réserves.

La décision a été annoncée. Elle n'en est pas moins cruelle. Pour l'industrie Consumer Electronics (TCE) et, surtout, pour Philips électronique grand public — dont le PDG, M. François Manduit, s'était personnellement engagé contre le choix, défendu par Canal Plus, d'un « paquetage » de chaînes en SECAM 4/3 et en D2 MAC 16/9 sur le satellite Télécom 2 A. « Lâché » par le ministre de l'Industrie, M. Dominique Strauss-Kahn, hostile à l'idée du D2 MAC, malgré l'avis de ses services, les industriels se voient depuis plusieurs semaines l'arbitrage du gouvernement ne leur serait pas favorable.

Officiellement, les géants européens de l'électronique grand public font donc face à une fortune bonifiée. « Il fallait en fin de compte l'incertitude », dit M. TCE, en mettant en avant la « situation de crise » du marché. Mais l'annonce du choix comme forme d'avenir, format auquel nous sommes habitués, lequel nous

beaucoup investi. Les nouveaux téléviseurs ont vu leur apparition chez les consommateurs depuis l'hiver dernier, de nouveaux modèles plus « abordables » (moins de 15 millions de francs) ont été mis sur le marché. « Les nouvelles images en D2 Mac diffusées par Télécom 2 A ont été les démonstrations de nos vendeurs, ajoute le groupe public. Dès le mi-1993, en effet, le satellite devrait diffuser par de nombreux programmes en D2 MAC 16/9.

Il n'empêche. La décision du gouvernement de passer sept chaînes à l'actuelle norme SECAM 4/3 contre quatre seulement accueillant progressivement le D2 MAC 16/9 ne facilite pas la pénétration de la nouvelle norme sur le marché français. D'abord, parce que la « guerre des chaînes » inquiète le consommateur et retarde l'équipement.

«Une jungle de cordons et de boîtes»

Ensuite, parce que les industriels redoutent les conséquences techniques de la solution retenue. Comme président du SIMAVELEC (Syndicat des industries matérielles audiovisuelles électroniques), M. Manduit avait par exemple insisté sur les difficultés auxquelles seraient confrontés les abonnés des nouvelles chaînes souhaitant recevoir et enregistrer sur leur magnétoscope des programmes cryptés en SECAM 4/3 et D2 MAC : « Une vraie jungle de cordons et de boîtes », selon l'expression d'un spécialiste. Et un vrai surcoût à terme, lorsque les industriels mettront sur le marché des appareils multiformes.

Les handiaps d'autant plus nombreux que les multiples incertitudes planent encore sur l'attractivité réelle des futurs programmes en D2 MAC. Aux côtés des simples duplications de Canal Plus, Cinécinéma et France 2, le gouvernement a annoncé la création d'un «quatrième» programme entièrement en D2 MAC 16/9.

Canal Plus a accepté de couvrir le tiers du déficit prévisionnel de la nouvelle chaîne, le SIMAVELEC a trouvé auprès de la Communauté européenne et des industriels. Ces derniers, qui ne sont pas partie prenante à l'accord conclu entre Canal Plus et le gouvernement, ne sont nullement engagés.

« Quand un opérateur se mêle de faire de l'industrie, ce n'est jamais une très bonne chose. L'inverse non plus », ironise-t-on chez Philips, laissant, pour l'instant, de chance à la future chaîne de voir le jour.

PIERRE-ANGEL LIAV

Naissance d'un géant scandinave de l'emballage

Les suédois Alfa Laval et Tetra Pak fusionnent

STOCKHOLM
de notre correspondant

Ce qui ne devait être qu'une union sous toits séparés se transforme en mariage à règle. A compter du 1er janvier 1993, la fusion de Tetra Pak et Alfa Laval, les deux super-grands de l'emballage des aliments liquides et du traitement des produits laitiers, donnera naissance à Tetra Laval, un groupe de 30 milliards de couronnes (presque autant de francs) et fort de trente-cinq employés.

Tetra Pak avait acheté Alfa Laval en janvier 1991 pour 16 milliards de couronnes, soit la plus grosse affaire jamais conclue entre deux entreprises suédoises. A l'autonomie suivante, les deux groupes annonçaient la création d'un siège commun à Lund, chef de Tetra Pak dans le sud de la Suède.

Lundi 7 septembre, un an après, le mariage était officiel. « Nous sommes très satisfaits de ce mariage », a déclaré M. Hans Rausing, patron de Tetra Pak, qui restera dans le nouveau groupe comme président du conseil d'administration. M. Lars Hallden, actuel PDG d'Alfa Laval, prendra la tête de Tetra Laval. Le groupe sera constitué de deux entités : Tetra Pak, la plus importante, et Tetra Laval Food et Alfa Laval Industry qui auront leur siège à Lund, ainsi que Alfa Laval Agri qui restera à Tumba près de Stockholm.

La nouvelle structure financière ne s'annonce pas comme une nouveauté. Les deux groupes, Tetra Pak Holdings et Finance, implantés à Lannestad, ont fusionné depuis longtemps.

FRANÇOISE NIETO

AGRICULTURE

Pour sensibiliser les Parisiens ■ sort du paysans

La Coordination rurale annonce une «opération pouelles» dans la capitale

M. Jacques Laigneau, président de la Coordination rurale, a annoncé lundi 7 septembre la venue à Paris, à partir du jeudi 10 septembre, de convois de tracteurs chargés de pouelles contenant les doléances d'exploitants agricoles.

Cette action a pour objectif de sensibiliser les Parisiens à la «généralité» que constituent, selon la Coordination rurale, la réforme de la politique agricole commune (PAC) et le traité de Maastricht. La préfecture de police de Paris a été informée de la manifestation.

De son côté, le président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), M. Luc Guyon, a annoncé, lors d'une réunion de presse, qu'il se rendra à Avignon (Vaucluse) lundi 7 septembre, qu'il aura reçu mercredi par le président de la République, M. François Mitterrand.

Le monde regarde vers l'Est

MASTÈRE MANAGEMENT DES ECHANGES EST-OUEST

Accrédité par la Conférence des Grandes Ecoles

- Vous êtes diplômé(e)s d'une grande école, de l'université, ou vous occupez un poste à responsabilité.
- Votre entreprise souhaite développer ses relations avec l'Est.

L'ESSCA vous propose son programme de formation spécifique directement liée au développement des échanges conclus par un stage de 4 mois dans une entreprise.

Sélection sur dossier et entretien avec un jury.
Contact, Direction du Mastère - 47.73.47.85

ESSCA
ÉCOLE SUPÉRIEURE DES SCIENCES COMMERCIALES ET MANAGÉRIALES
1, rue Lakonak - BP 10177 - 49100 Angers
Téléphone : 47.73.47.85 - Télécopie : 47.73.47.86

LES 3^e CYCLES DE L'INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE...

- Gestion et administration d'entreprise
- Marketing et gestion commerciale
- Finance d'entreprise et de marché

ADMISSION
Bac + 4 (Maîtrise d'Université ou équivalent, Diplôme grande école de commerce ou d'ingénieur, Médecins, Pharmaciens) ou 6 ans d'expérience professionnelle.

SELECTION
Sur dossier et entretien avec un jury.

FORMATION
Octobre 1992 à juillet 1993.

22, boulevard du Fort-de-Vaux - 75017 Paris
Téléphone : 40 53 99 99 - Télécopie : 40 53 98 98

GROUPE ISC

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

BOURSE DU 8 SEPTEMBRE

[illegible]**COMPTANT** (collection)[illegible]**SICAV** (selection)[illegible]

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

Hors-cote[illegible]

Cote des Changes

| MARCHE OFFICIEL | COURS préc. | COURS 8/5 | COURS 8/5 |
|----------------------|----------------|--------------|--------------|
| Europe Unie (1 tond) | 4 775 | | |
| Ecu | 8 591 | | |
| Allemagne (100 dm) | 340 100 | | |
| Belgique (100 F) | 16 481 | | |
| Pays-Bas (100 f) | 301 680 | | |
| Italie (1000 lire) | 87 452 | | |
| Grèce (100 dr) | 6 870 | | |
| Gde-Bretagne (1 L) | 8 520 | | |
| Grèce (100 drachmes) | 2 781 | | |
| Suède (100 kr) | 381 700 | | |
| Suisse (100 fr) | 82 020 | | |
| Norvège (100 k) | 98 120 | | |
| Autriche (100 sch) | 48 325 | | |
| Espagne (100 pes) | 5 235 | | |
| Portugal (100 esc) | 3 898 | | |
| Canada (15 C) | 3 983 | | |
| Japon (100 yens) | 3 985 | | |

| Marché libre de l'or | |
|----------------------|--|
| | |

| DES BILLETS | | MONNAIES ET DEVIS | COURS préc. | COURS du |
|-------------|-------|-----------------------------|----------------|-------------|
| achat | vente | | | |
| | | Or fin (pale au baril)..... | 53000 | 52500 |
| | | Or fin (en lingot)..... | 53950 | 52600 |
| | | Napoleon (20)..... | 320 | 318 |
| | | Pièces Fr (10 f)..... | 359 | 358 |
| | | Pièces Suisse (20 f)..... | 306 | 310 |
| | | Pièces Latine (20 f)..... | 310 | 311 |
| | | Souverains..... | 298 | 40 |
| | | Pièces 20 dollars..... | 1670 | 1665 |
| | | Pièces 10 dollars..... | 900 | 900 |
| | | Pièces 5 dollars..... | 545 | 545 |
| | | Pièces 50 pesos..... | 2010 | 1995 |
| | | Pièces 10 florins..... | 325 | 315 |

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

RELIGIONS

Dans un article de la revue « Etudes » Le théologien Bernard Sesboué souligne l'inadaptation des structures de l'Eglise catholique

Un article de la revue « Etudes » de septembre (1), par Bernard Sesboué, l'écrit, écroulé, enseignant à l'Institut catholique de Paris, l'épiscopat, souligne que la pénurie sacramentelle, est-elle heureuse ? L'Eglise s'installe dans la pénurie sacramentelle ? Le théologien garde de répondre à toutes questions, mais exprime le souhait d'une nouvelle structure, non ordonnée, mais non ordonnée, passant par le processus d'identification.

Parmi « distorsions », le Père Bernard Sesboué relève : la multiplication des ADAP (assemblées dominicales), l'absence de confessionnaux (largement fautes confessionnelles), les funérailles célébrées par le prêtre (ne plus pouvoir rencontrer le prêtre au d'un deuil, ressentir douloureusement), la répartition des liturgies, le sacrement entre le laïc et le prêtre, « le rôle de laïc, ce qui le laïc ne peut absolument pas faire ».

« Est-il normal que des charges importantes soient confiées à des laïcs, et la doctrine de l'Eglise requièrent normalement l'ordination soient exercées, de manière durable, par des personnes ordonnées ? écrit le Père Sesboué. L'Eglise estime que des personnes laïques peuvent valablement exercer un ministère de pastoral, pour-

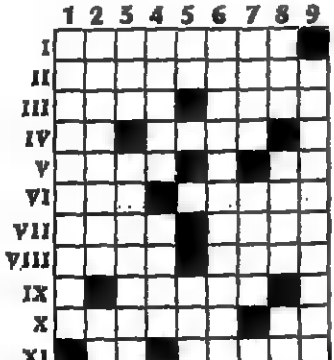
quoi refuse-t-elle les ordonner ? (...) la grande question est de savoir si la forme infirmes de la pénurie sacramentelle, est-elle heureuse ? L'Eglise s'installe dans la pénurie sacramentelle ? Le théologien garde de répondre à toutes questions, mais exprime le souhait d'une nouvelle structure, non ordonnée, mais non ordonnée, passant par le processus d'identification.

(1) Revue Etudes, 14, rue d'Assas, Paris-6.

Quelques mille protestants venus de Suisse, d'Allemagne, de Grande-Bretagne et des Etats-Unis se sont rassemblés, dimanche 6 septembre, pour honorer la mémoire de Louis-Marie de Montmorillon, évêque de la région de Paris, qui aura lieu le 11 septembre 1992, à 16 h 30, en l'église réformée d'Englismont-Montmorency.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5863



1. Agit favorablement sur les affaires. 2. N'estime pas. 3. Se fait pousser. Des bouquins que certains dévorent. 4. De quoi. 5. Préposition. Fait du feu dans les cheminées. 6. Eloigné du. 7. De héros. Regardez faire. 8. De nombreux lustrés. Donné en cas de besoin. Bien. 9. Qui. 10. C'est le hic. 11. bête.

Horizontalement
1. Coureurs. 2. O. 3. L. 4. R. 5. V. 6. E. 7. D. 8. S. 9. U. 10. R. 11. S. 12. L. 13. E. 14. N. 15. T. 16. R. 17. E. 18. M. 19. E. 20. S. 21. T. 22. E. 23. R. 24. E. 25. S. 26. T. 27. E. 28. R. 29. E. 30. S. 31. T. 32. E. 33. R. 34. E. 35. S. 36. T. 37. E. 38. R. 39. E. 40. S. 41. T. 42. E. 43. R. 44. E. 45. S. 46. T. 47. E. 48. R. 49. E. 50. S. 51. T. 52. E. 53. R. 54. E. 55. S. 56. T. 57. E. 58. R. 59. E. 60. S. 61. T. 62. E. 63. R. 64. E. 65. S. 66. T. 67. E. 68. R. 69. E. 70. S. 71. T. 72. E. 73. R. 74. E. 75. S. 76. T. 77. E. 78. R. 79. E. 80. S. 81. T. 82. E. 83. R. 84. E. 85. S. 86. T. 87. E. 88. R. 89. E. 90. S. 91. T. 92. E. 93. R. 94. E. 95. S. 96. T. 97. E. 98. R. 99. E. 100. S. 101. T. 102. E. 103. R. 104. E. 105. S. 106. T. 107. E. 108. R. 109. E. 110. S. 111. T. 112. E. 113. R. 114. E. 115. S. 116. T. 117. E. 118. R. 119. E. 120. S. 121. T. 122. E. 123. R. 124. E. 125. S. 126. T. 127. E. 128. R. 129. E. 130. S. 131. T. 132. E. 133. R. 134. E. 135. S. 136. T. 137. E. 138. R. 139. E. 140. S. 141. T. 142. E. 143. R. 144. E. 145. S. 146. T. 147. E. 148. R. 149. E. 150. S. 151. T. 152. E. 153. R. 154. E. 155. S. 156. T. 157. E. 158. R. 159. E. 160. S. 161. T. 162. E. 163. R. 164. E. 165. S. 166. T. 167. E. 168. R. 169. E. 170. S. 171. T. 172. E. 173. R. 174. E. 175. S. 176. T. 177. E. 178. R. 179. E. 180. S. 181. T. 182. E. 183. R. 184. E. 185. S. 186. T. 187. E. 188. R. 189. E. 190. S. 191. T. 192. E. 193. R. 194. E. 195. S. 196. T. 197. E. 198. R. 199. E. 200. S. 201. T. 202. E. 203. R. 204. E. 205. S. 206. T. 207. E. 208. R. 209. E. 210. S. 211. T. 212. E. 213. R. 214. E. 215. S. 216. T. 217. E. 218. R. 219. E. 220. S. 221. T. 222. E. 223. R. 224. E. 225. S. 226. T. 227. E. 228. R. 229. E. 230. S. 231. T. 232. E. 233. R. 234. E. 235. S. 236. T. 237. E. 238. R. 239. E. 240. S. 241. T. 242. E. 243. R. 244. E. 245. S. 246. T. 247. E. 248. R. 249. E. 250. S. 251. T. 252. E. 253. R. 254. E. 255. S. 256. T. 257. E. 258. R. 259. E. 260. S. 261. T. 262. E. 263. R. 264. E. 265. S. 266. T. 267. E. 268. R. 269. E. 270. S. 271. T. 272. E. 273. R. 274. E. 275. S. 276. T. 277. E. 278. R. 279. E. 280. S. 281. T. 282. E. 283. R. 284. E. 285. S. 286. T. 287. E. 288. R. 289. E. 290. S. 291. T. 292. E. 293. R. 294. E. 295. S. 296. T. 297. E. 298. R. 299. E. 300. S. 301. T. 302. E. 303. R. 304. E. 305. S. 306. T. 307. E. 308. R. 309. E. 310. S. 311. T. 312. E. 313. R. 314. E. 315. S. 316. T. 317. E. 318. R. 319. E. 320. S. 321. T. 322. E. 323. R. 324. E. 325. S. 326. T. 327. E. 328. R. 329. E. 330. S. 331. T. 332. E. 333. R. 334. E. 335. S. 336. T. 337. E. 338. R. 339. E. 340. S. 341. T. 342. E. 343. R. 344. E. 345. S. 346. T. 347. E. 348. R. 349. E. 350. S. 351. T. 352. E. 353. R. 354. E. 355. S. 356. T. 357. E. 358. R. 359. E. 360. S. 361. T. 362. E. 363. R. 364. E. 365. S. 366. T. 367. E. 368. R. 369. E. 370. S. 371. T. 372. E. 373. R. 374. E. 375. S. 376. T. 377. E. 378. R. 379. E. 380. S. 381. T. 382. E. 383. R. 384. E. 385. S. 386. T. 387. E. 388. R. 389. E. 390. S. 391. T. 392. E. 393. R. 394. E. 395. S. 396. T. 397. E. 398. R. 399. E. 400. S. 401. T. 402. E. 403. R. 404. E. 405. S. 406. T. 407. E. 408. R. 409. E. 410. S. 411. T. 412. E. 413. R. 414. E. 415. S. 416. T. 417. E. 418. R. 419. E. 420. S. 421. T. 422. E. 423. R. 424. E. 425. S. 426. T. 427. E. 428. R. 429. E. 430. S. 431. T. 432. E. 433. R. 434. E. 435. S. 436. T. 437. E. 438. R. 439. E. 440. S. 441. T. 442. E. 443. R. 444. E. 445. S. 446. T. 447. E. 448. R. 449. E. 450. S. 451. T. 452. E. 453. R. 454. E. 455. S. 456. T. 457. E. 458. R. 459. E. 460. S. 461. T. 462. E. 463. R. 464. E. 465. S. 466. T. 467. E. 468. R. 469. E. 470. S. 471. T. 472. E. 473. R. 474. E. 475. S. 476. T. 477. E. 478. R. 479. E. 480. S. 481. T. 482. E. 483. R. 484. E. 485. S. 486. T. 487. E. 488. R. 489. E. 490. S. 491. T. 492. E. 493. R. 494. E. 495. S. 496. T. 497. E. 498. R. 499. E. 500. S. 501. T. 502. E. 503. R. 504. E. 505. S. 506. T. 507. E. 508. R. 509. E. 510. S. 511. T. 512. E. 513. R. 514. E. 515. S. 516. T. 517. E. 518. R. 519. E. 520. S. 521. T. 522. E. 523. R. 524. E. 525. S. 526. T. 527. E. 528. R. 529. E. 530. S. 531. T. 532. E. 533. R. 534. E. 535. S. 536. T. 537. E. 538. R. 539. E. 540. S. 541. T. 542. E. 543. R. 544. E. 545. S. 546. T. 547. E. 548. R. 549. E. 550. S. 551. T. 552. E. 553. R. 554. E. 555. S. 556. T. 557. E. 558. R. 559. E. 560. S. 561. T. 562. E. 563. R. 564. E. 565. S. 566. T. 567. E. 568. R. 569. E. 570. S. 571. T. 572. E. 573. R. 574. E. 575. S. 576. T. 577. E. 578. R. 579. E. 580. S. 581. T. 582. E. 583. R. 584. E. 585. S. 586. T. 587. E. 588. R. 589. E. 590. S. 591. T. 592. E. 593. R. 594. E. 595. S. 596. T. 597. E. 598. R. 599. E. 600. S. 601. T. 602. E. 603. R. 604. E. 605. S. 606. T. 607. E. 608. R. 609. E. 610. S. 611. T. 612. E. 613. R. 614. E. 615. S. 616. T. 617. E. 618. R. 619. E. 620. S. 621. T. 622. E. 623. R. 624. E. 625. S. 626. T. 627. E. 628. R. 629. E. 630. S. 631. T. 632. E. 633. R. 634. E. 635. S. 636. T. 637. E. 638. R. 639. E. 640. S. 641. T. 642. E. 643. R. 644. E. 645. S. 646. T. 647. E. 648. R. 649. E. 650. S. 651. T. 652. E. 653. R. 654. E. 655. S. 656. T. 657. E. 658. R. 659. E. 660. S. 661. T. 662. E. 663. R. 664. E. 665. S. 666. T. 667. E. 668. R. 669. E. 670. S. 671. T. 672. E. 673. R. 674. E. 675. S. 676. T. 677. E. 678. R. 679. E. 680. S. 681. T. 682. E. 683. R. 684. E. 685. S. 686. T. 687. E. 688. R. 689. E. 690. S. 691. T. 692. E. 693. R. 694. E. 695. S. 696. T. 697. E. 698. R. 699. E. 700. S. 701. T. 702. E. 703. R. 704. E. 705. S. 706. T. 707. E. 708. R. 709. E. 710. S. 711. T. 712. E. 713. R. 714. E. 715. S. 716. T. 717. E. 718. R. 719. E. 720. S. 721. T. 722. E. 723. R. 724. E. 725. S. 726. T. 727. E. 728. R. 729. E. 730. S. 731. T. 732. E. 733. R. 734. E. 735. S. 736. T. 737. E. 738. R. 739. E. 740. S. 741. T. 742. E. 743. R. 744. E. 745. S. 746. T. 747. E. 748. R. 749. E. 750. S. 751. T. 752. E. 753. R. 754. E. 755. S. 756. T. 757. E. 758. R. 759. E. 760. S. 761. T. 762. E. 763. R. 764. E. 765. S. 766. T. 767. E. 768. R. 769. E. 770. S. 771. T. 772. E. 773. R. 774. E. 775. S. 776. T. 777. E. 778. R. 779. E. 780. S. 781. T. 782. E. 783. R. 784. E. 785. S. 786. T. 787. E. 788. R. 789. E. 790. S. 791. T. 792. E. 793. R. 794. E. 795. S. 796. T. 797. E. 798. R. 799. E. 800. S. 801. T. 802. E. 803. R. 804. E. 805. S. 806. T. 807. E. 808. R. 809. E. 810. S. 811. T. 812. E. 813. R. 814. E. 815. S. 816. T. 817. E. 818. R. 819. E. 820. S. 821. T. 822. E. 823. R. 824. E. 825. S. 826. T. 827. E. 828. R. 829. E. 830. S. 831. T. 832. E. 833. R. 834. E. 835. S. 836. T. 837. E. 838. R. 839. E. 840. S. 841. T. 842. E. 843. R. 844. E. 845. S. 846. T. 847. E. 848. R. 849. E. 850. S. 851. T. 852. E. 853. R. 854. E. 855. S. 856. T. 857. E. 858. R. 859. E. 860. S. 861. T. 862. E. 863. R. 864. E. 865. S. 866. T. 867. E. 868. R. 869. E. 870. S. 871. T. 872. E. 873. R. 874. E. 875. S. 876. T. 877. E. 878. R. 879. E. 880. S. 881. T. 882. E. 883. R. 884. E. 885. S. 886. T. 887. E. 888. R. 889. E. 890. S. 891. T. 892. E. 893. R. 894. E. 895. S. 896. T. 897. E. 898. R. 899. E. 900. S. 901. T. 902. E. 903. R. 904. E. 905. S. 906. T. 907. E. 908. R. 909. E. 910. S. 911. T. 912. E. 913. R. 914. E. 915. S. 916. T. 917. E. 918. R. 919. E. 920. S. 921. T. 922. E. 923. R. 924. E. 925. S. 926. T. 927. E. 928. R. 929. E. 930. S. 931. T. 932. E. 933. R. 934. E. 935. S. 936. T. 937. E. 938. R. 939. E. 940. S. 941. T. 942. E. 943. R. 944. E. 945. S. 946. T. 947. E. 948. R. 949. E. 950. S. 951. T. 952. E. 953. R. 954. E. 955. S. 956. T. 957. E. 958. R. 959. E. 960. S. 961. T. 962. E. 963. R. 964. E. 965. S. 966. T. 967. E. 968. R. 969. E. 970. S. 971. T. 972. E. 973. R. 974. E. 975. S. 976. T. 977. E. 978. R. 979. E. 980. S. 981. T. 982. E. 983. R. 984. E. 985. S. 986. T. 987. E. 988. R. 989. E. 990. S. 991. T. 992. E. 993. R. 994. E. 995. S. 996. T. 997. E. 998. R. 999. E. 1000. S. 1001. T. 1002. E. 1003. R. 1004. E. 1005. S. 1006. T. 1007. E. 1008. R. 1009. E. 1010. S. 1011. T. 1012. E. 1013. R. 1014. E. 1015. S. 1016. T. 1017. E. 1018. R. 1019. E. 1020. S. 1021. T. 1022. E. 1023. R. 1024. E. 1025. S. 1026. T. 1027. E. 1028. R. 1029. E. 1030. S. 1031. T. 1032. E. 1033. R. 1034. E. 1035. S. 1036. T. 1037. E. 1038. R. 1039. E. 1040. S. 1041. T. 1042. E. 1043. R. 1044. E. 1045. S. 1046. T. 1047. E. 1048. R. 1049. E. 1050. S. 1051. T. 1052. E. 1053. R. 1054. E. 1055. S. 1056. T. 1057. E. 1058. R. 1059. E. 1060. S. 1061. T. 1062. E. 1063. R. 1064. E. 1065. S. 1066. T. 1067. E. 1068. R. 1069. E. 1070. S. 1071. T. 1072. E. 1073. R. 1074. E. 1075. S. 1076. T. 1077. E. 1078. R. 1079. E. 1080. S. 1081. T. 1082. E. 1083. R. 1084. E. 1085. S. 1086. T. 1087. E. 1088. R. 1089. E. 1090. S. 1091. T. 1092. E. 1093. R. 1094. E. 1095. S. 1096. T. 1097. E. 1098. R. 1099. E. 1100. S. 1101. T. 1102. E. 1103. R. 1104. E. 1105. S. 1106. T. 1107. E. 1108. R. 1109. E. 1110. S. 1111. T. 1112. E. 1113. R. 1114. E. 1115. S. 1116. T. 1117. E. 1118. R. 1119. E. 1120. S. 1121. T. 1122. E. 1123. R. 1124. E. 1125. S. 1126. T. 1127. E. 1128. R. 1129. E. 1130. S. 1131. T. 1132. E. 1133. R. 1134. E. 1135. S. 1136. T. 1137. E. 1138. R. 1139. E. 1140. S. 1141. T. 1142. E. 1143. R. 1144. E. 1145. S. 1146. T. 1147. E. 1148. R. 1149. E. 1150. S. 1151. T. 1152. E. 1153. R. 1154. E. 1155. S. 1156. T. 1157. E. 1158. R. 1159. E. 1160. S. 1161. T. 1162. E. 1163. R. 1164. E. 1165. S. 1166. T. 1167. E. 1168. R. 1169. E. 1170. S. 1171. T. 1172. E. 1173. R. 1174. E. 1175. S. 1176. T. 1177. E. 1178. R. 1179. E. 1180. S. 1181. T. 1182. E. 1183. R. 1184. E. 1185. S. 1186. T. 1187. E. 1188. R. 1189. E. 1190. S. 1191. T. 1192. E. 1193. R. 1194. E. 1195. S. 1196. T. 1197. E. 1198. R. 1199. E. 1200. S. 1201. T. 1202. E. 1203. R. 1204. E. 1205. S. 1206. T. 1207. E. 1208. R. 1209. E. 1210. S. 1211. T. 1212. E. 1213. R. 1214. E. 1215. S. 1216. T. 1217. E. 1218. R. 1219. E. 1220. S. 1221. T. 1222. E. 1223. R. 1224. E. 1225. S. 1226. T. 1227. E. 1228. R. 1229. E. 1230. S. 1231. T. 1232. E. 1233. R. 1234. E. 1235. S. 1236. T. 1237. E. 1238. R. 1239. E. 1240. S. 1241. T. 1242. E. 1243. R. 1244. E. 1245. S. 1246. T. 1247. E. 1248. R. 1249. E. 1250. S. 1251. T. 1252. E. 1253. R. 1254. E. 1255. S. 1256. T. 1257. E. 1258. R. 1259. E. 1260. S. 1261. T. 1262. E. 1263. R. 1264. E. 1265. S. 1266. T. 1267. E. 1268. R. 1269. E. 1270. S. 1271. T. 1272. E. 1273. R. 1274. E. 1275. S. 1276. T. 1277. E. 1278. R. 1279. E. 1280. S. 1281. T. 1282. E. 1283. R. 1284. E. 1285. S. 1286. T. 1287. E. 1288. R. 1289. E. 1290. S. 1291. T. 1292. E. 1293. R. 1294. E. 1295. S. 1296. T. 1297. E. 1298. R. 1299. E. 1300. S. 1301. T. 1302. E. 1303. R. 1304. E. 1305. S. 1306. T. 1307. E. 1308. R. 1309. E. 1310. S. 1311. T. 1312. E. 1313. R. 1314. E. 1315. S. 1316. T. 1317. E. 1318. R. 1319. E. 1320. S. 1321. T. 1322. E. 1323. R. 1324. E. 1325. S. 1326. T. 1327. E. 1328. R. 1329. E. 1330. S. 1331. T. 1332. E. 1333. R. 1334. E. 1335. S. 1336. T. 1337. E. 1338. R. 1339. E. 1340. S. 1341. T. 1342. E. 1343. R. 1344. E. 1345. S. 1346. T. 1347. E. 1348. R. 1349. E. 1350. S. 1351. T. 1352. E. 1353. R. 1354. E. 1355. S. 1356. T. 1357. E. 1358. R. 1359. E. 1360. S. 1361. T. 1362. E. 1363. R. 1364. E. 1365. S. 1366. T. 1367. E. 1368. R. 1369. E. 1370. S. 1371. T. 1372. E. 1373. R. 1374. E. 1375. S. 1376. T. 1377. E. 1378. R. 1379. E. 1380. S. 1381. T. 1382. E. 1383. R. 1384. E. 1385. S. 1386. T. 1387. E. 1388. R. 1389. E. 1390. S. 1391. T. 1392. E. 1393. R. 1394. E. 1395. S. 1396. T. 1397. E. 1398. R. 1399. E. 1400. S. 1401. T. 1402. E. 1403. R. 1404. E. 1405. S. 1406. T. 1407. E. 1408. R. 1409. E. 1410. S. 1411. T. 1412. E. 1413. R. 1414. E. 1415. S. 1416. T. 1417. E. 1418. R. 1419. E. 1420. S. 1421. T. 1422. E. 1423. R. 1424. E. 1425. S. 1426. T. 1427. E. 1428. R. 1429. E. 1430. S. 1431. T. 1432. E. 1433. R. 1434. E. 1435. S. 1436. T. 1437. E. 1438. R. 1439. E. 1440. S. 1441. T. 1442. E. 1443. R. 1444. E. 1445. S. 1446. T. 1447. E. 1448. R. 1449. E. 1450. S. 1451. T. 1452. E. 1453. R. 1454. E. 1455. S. 1456. T. 1457. E. 1458. R. 1459. E. 1460. S. 1461. T. 1462. E. 1463. R. 1464. E. 1465. S. 1466. T. 1467. E. 1468. R. 1469. E. 1470. S. 1471. T. 1472. E. 1473. R. 1474. E. 1475. S. 1476. T. 1477. E. 1478. R. 1479. E. 1480. S. 1481. T. 1482. E. 1483. R. 1484. E. 1485. S. 1486. T. 1487. E. 1488. R. 1489. E. 1490. S. 1491. T. 1492. E. 1493. R. 1494. E. 1495. S. 1496. T. 1497. E. 1498. R. 1499. E. 1500. S. 1501. T. 1502. E. 1503. R. 1504. E. 1505. S. 1506. T. 1507. E. 1508. R. 1509. E. 1510. S. 1511. T. 1512. E. 1513. R. 1514. E. 1515. S. 1516. T. 1517. E. 1518. R. 1519. E. 1520. S. 1521. T. 1522. E. 1523. R. 1524. E. 1525. S. 1526. T. 1527. E. 1528. R. 1529. E. 1530. S. 1531. T. 1532. E. 1533. R. 1534. E. 1535. S. 1536. T. 1537. E. 1538. R. 1539. E. 1540. S. 1541. T. 1542. E. 1543. R. 1544. E. 1545. S. 1546

هكذا من لامل

24 • Mercredi 9 septembre 1992 •

Le Monde

Un nouveau geste de M. Itzhak Rabin

Israël est prêt à discuter d'«arrangements intermédiaires» et «de sécurité» avec la Syrie

Faisant preuve d'une flexibilité nouvelle vis-à-vis de la Syrie, le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, a déclaré lundi 7 septembre, pour la première fois, que l'Etat juif était prêt à discuter d'«arrangements intermédiaires» avec la Syrie si Damas «n'est pas disposée à négocier le traité de paix, de l'ouverture des frontières et de l'établissement de relations diplomatiques». S'adressant par satellite aux députés du Knesset, une organisation juive pro-sioniste, qui tient son congrès à Washington, M. Rabin a ajouté qu'Israël est également prêt à «discuter d'arrangements de sécurité» avec Damas pour «réduire la menace d'un recours à la force».

Fronts ministériels

M. Rabin a, d'autre part, relevé un «léger changement» dans l'attitude de Damas. «Si je comprends bien leur position, ils disent même dans le cas d'un retrait total du plan Golan, ils seront prêts à discuter d'arrangements de sécurité», a-t-il dit, ajoutant qu'il n'est pas clair que la Syrie ait un arrangement de paix avec Israël à un accord de paix avec l'Etat juif et les autres parties arabes.

M. Rabin doit faire face par ailleurs à une fronde de plusieurs ministres, qui contestent les dépenses prévues pour les territoires occupés. Le ministre des finances, M. Avraham Shalom, avait annoncé dimanche 6 septembre, que les investissements dans ces territoires seraient réduits de 830 millions de dollars.

Les 720 millions de dollars seront toutefois dépensés en Cisjordanie et dans la bande de Gaza pour financer des travaux d'infrastructures et la construction de nouveaux logements pour les réfugiés.

Le ministre de l'intérieur, M. Arieh Déri, du parti religieux orthodoxe, a déclaré que M. Rabin ne voulait pas «financièrement les colonies juives et leur permettre de quitter le gouvernement». Le parti de gauche Meretz, en revanche, affirmant par la voix du vice-ministre de l'habitat, M. Rami Cohen, que le projet de budget prévoit des investissements de 1 milliard de dollars dans les territoires, a voté en faveur du projet.

De son côté, M. Fayçal Hussein, l'un des principaux responsables des territoires occupés, a exprimé le souhait que le gouvernement fasse preuve d'«assez de sagesse» pour «refuser et stopper» la proposition d'investir 1 milliard de dollars dans les régions. (AFP)

M. Fayçal Hussein, mercredi à Paris en visite officielle. - Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Peres, est attendu mercredi 8 septembre à Paris, pour une visite officielle de trois jours en France, au cours de laquelle il aura notamment un déjeuner de travail avec le président François Mitterrand. Outre son homologue français, M. Roland Dumas, M. Peres s'entretiendra avec le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le ministre de l'Intérieur, M. Jean Jérome, et le ministre de la Culture, M. Jack Lang.

La CFDT et la rentrée sociale

M. Jean Kaspar réaffirme l'objectif d'une réduction du temps de travail

Résolument favorable à la ratification du traité de Maastricht, sans pour autant compromettre formellement son organisation en faveur du «oui», M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, soutient que le débat européen d'ici deux semaines, à Paris, lors du conseil européen de presse de rentrée, il a de nouveau plaidé en faveur de la réduction du temps de travail, meilleur moyen selon lui d'améliorer la situation de l'emploi.

Regrettant «l'approche idéologique que le président du CNPF continue d'avoir» à l'égard de cette proposition, M. Kaspar a déclaré qu'il n'est pas la croissance que viendra la solution, même si elle est nécessaire. Ainsi la CFDT «qui se mobilise concrètement sur ses objectifs» au sein du 28 septembre au 10 octobre un tour de France au

cours duquel les responsables nationaux s'efforceront de «valoriser toutes les initiatives, parmi les plus significatives, prises par les entreprises». Il s'agit de «montrer qu'il est possible d'obtenir des résultats, qu'il y a une gestion responsable de l'emploi, de la réduction des emplois précaires, de la modification de l'organisation du travail».

D'autre part, M. Kaspar juge nécessaire de «construire le compromis» en juillet. L'UNEDIC, la compagnie du CNPF et de deux syndicats (la CFDT et la CFE-CGC), en obtenant l'Etat qu'il double les allocations formation-reclassement (AFR) - qui permettent aux chômeurs de ne pas subir les conséquences de la dégradation de la nouvelle allocation unique - et qu'il accepte de mieux prendre en charge les dépenses de préretraites FNE.

En revanche, le leader syndical a dénoncé les réserves à l'égard du projet de création d'un fonds de solidarité permettant de financer les dépenses de requalification liées au versement d'une cotisation. Il estime que ce fonds comprend des prestations étrangères à l'assurance sociale (allocation aux adultes handicapés, RMI). M. Kaspar a critiqué «une opération où tous les dévouements sont à craindre» et qui risque d'aboutir non pas à un allègement des charges de la Sécurité sociale, mais à un allègement des charges supportées par le budget de l'Etat. Enfin, la CFDT abordera les élections municipales du 9 décembre «avec un optimisme raisonnable» bien que son secrétaire général, M. Jean-Louis Baudry, ait déclaré que l'éloignement des élections par rapport au syndicalisme.

J.-M. N.

Un aéroport exclu de son club à La Haye
Le virus du billard
AMSTERDAM

envoyé

L'organisation, le 11 juillet à Amsterdam, du huitième congrès mondial sur le sida, avait fourni aux Pays-Bas l'occasion d'une convaincante démonstration de tolérance. Des aéroports venus de tous les continents étaient entrés sans restriction sur le territoire néerlandais, sidéens avaient pu s'exprimer librement en marge et au cours des travaux scientifiques, et les activistes d'Act Up avaient manifesté sans entrave, sous l'œil débonnaire de quelques policiers.

Motif d'effarlement national, l'effacement libéral vis-à-vis du sida a été salué par les membres d'un club de billard de La Haye ont récemment exclu l'un des leurs, pour cause de séropositivité. La victime de cette discrimination est un homme de trente ans, accidentellement contaminé par le virus du sida en 1982, à l'occasion d'un traitement avec un dérivé sanguin importé des Etats-Unis.

La municipalité, qui prend l'affaire au sérieux, a introduit un recours en justice pour réintégrer l'exclu : en cas de victoire, les joueurs de billard seraient l'assés de la communauté où ils se rencontrent. S'il s'exécute, en revanche, le club recevra l'assistance d'un médecin informera les membres sur la pathogénie du virus. Le malade n'a pas dit ce qu'il pensait de ce «remède» de Salomon, prédisant qu'un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur l'aurait encouragé à une action en justice.

CHRISTIAN CHARTIER

FOOTBALL : composition de l'équipe de France. - Pour rencontrer la Bulgarie mercredi 9 septembre à Sofia en match de qualification pour la Coupe du monde 1994, l'équipe de France aura la composition suivante : Martini, Boli, Roche, Caioni, Petit, Fourrier, Deschamps, Sauzeau, Vabrice, Papin (cap.).

Faute de reprise économique

Les prévisions de consommation pétrolière dans les pays industrialisés revues à la baisse

Faute de reprise économique, la demande de pétrole dans les pays de l'OCDE continue à baisser. Dans son dernier rapport mensuel, publié le 4 septembre à Paris, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit que la demande dans l'OCDE ne dépassera pas 36,9 millions de barils par jour au quatrième trimestre. Bien qu'un très léger hausse comparé au dernier trimestre de l'année précédente (+1 %), le chiffre est en retrait par rapport à la précédente estimation de l'agence. L'AIE justifie cette révision à la baisse par la situation de l'économie américaine.

Côté production, l'agence évalue la demande de pétrole OPEP à 25,7 millions de barils par jour au dernier trimestre de l'année. C'est que que les pays exportateurs de brut ont tous baissé leur production (leur niveau de production (24,3 millions de barils/jour en août) sans risque de déprimer les cours. Le problème

est que, d'ores et déjà, en dehors de l'Arabie saoudite, aucun pays de l'OPEP n'est techniquement en mesure d'accroître son niveau de production de manière sensible. Il est donc probable que les compagnies seront amenées à tirer sur leurs stocks (en baisse par rapport à l'année précédente) et que les cours du brut vont quelque peu grimper au cours des mois à venir. La situation serait néanmoins différente si l'Irak revenait sur le marché international, hypothèse exclue pour cette année.

A nos lecteurs

L'impression du Monde dans 8 septembre a été retardée d'une heure et demie, lundi à la suite d'un arrêt de travail des rotativistes de notre imprimerie d'Ivry. Ceux-ci exigent la rémunération, pour le mois d'août, d'une personne supplémentaire non prévue dans les accords d'entreprise.

La direction du Monde a naturellement refusé cette rémunération, décidée unilatéralement par cette catégorie de personnel. Elle présente ses excuses aux lecteurs qui ont été gênés par le retard de lundi.

(Publié)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent plus vite. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ses fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en confort. Garantie dix ans. Devis gratuits. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M^e Gare-du-Nord. Tél. 48-87-18-19. A Grenoble : 78-11-17-47; à Lyon : 06-06-16-18.

Terminale Pilote BAC B Prépa intégrée Sciences Po ou école de commerce

Première Prépa HEC créée en 1964, l'Institut FRILLEY bénéficie de 138 ans d'expérience et d'un réseau de 18 000 anciens. Une tradition de qualité de suivi et de rigueur désormais aussi en service des jeunes qui veulent réussir le BAC B et intégrer la même année Sciences Po ou une école de commerce telle que CEFAM, CESEM, EBS, EPSC, ESSCA, ICD.

INSTITUTION FRILLEY

63 Av. de Villiers 75017 Paris
Tél. 42 67 81 13

SOMMAIRE

DÉBATS

«Immigrés, les risques d'une dérive», Patrick Weil; l'engorgement de la récession par Jean-Michel Neufort... 2

STRANGER

Etats-Unis : le revenu moyen d'une famille américaine a diminué de 5 % en trois ans... 3
Conflit dans l'ex-Yugoslavie... 4
«Diagonales», par Bertrand Poirot-Delpech : «Vita, avant les orbesments oustéls»... 4
M. John Major estime «d'Europe pas au» de Maastricht... 5
Afrique du Sud : le bilan de la violence répression au Ciskei... 6
Avis de gros temps au Pakistan... 6

POLITIQUE

La campagne... 7
Le traité de Maastricht. Comment fut rejeté, il y a treize ans, le projet d'une Communauté européenne de défense... 7 et 8
La préparation... 8
Le... général... 8
Ecologie... de... fonctions... 8

SOCIÉTÉ

M. Henri Emmanuelli a décidé de déposer une plainte pour violation du secret de l'instruction... 9
Malgré l'interdiction annoncée par M^e Royat, le contrat d'importation de déchets australiens est toujours en vigueur... 9
Epreuve de forces entre des élus socialistes et le préfet de Seine-et-Marne à propos du relogement des Malins de Vincennes... 9
Les Jeux olympiques... 10
Les Jeux olympiques... 10

SCIENCES • MÉDECINE

L'osse... monde perdu... Ces éléments qui nous protègent... 11
Le repère du tondeur... à interrogations... peintures de Zubeide... 11 et 14

CULTURE

Cinéma : Lune Park, de Pavel Louguine... 15
Les arts : des artistes : Stéphane Braunschweig s'attaque à Tchad... 16

ÉCONOMIE

Les pays d'Europe centrale et orientale revendiquent une ouverture des marchés européens... 18
Le marché unique renforce la spécialisation des Etats... 18
Cure d'amaigrissement pour le groupe Accor... 19

COMMUNICATION

L'audiovisuel public change de nom... 18

Services

Abonnements... 12
Annonces classées... 22
et VI à XXVI
Carnet... 22
Marchés financiers... 20 et 21
Météorologie... 23
Mots croisés... 22
Radio-Télévision... 23
Spectacles... 17
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM
Ce numéro comporte un cahier «Initiatives» folioté de I à XXVI
Le numéro du «Monde» daté 8 septembre 1992 a été tiré à 493 530 exemplaires.

Demain dans le Monde

Arts et Spectacles : la saison 1992-1993 du Théâtre du M Colline

Son théâtre, le Théâtre du M Colline, propose, pour sa cinquième saison, un programme riche et varié. On les verra tous, de Gance, révèle l'auteur Georges Tavelli, dont Jorge Lavelli monte Mein Kampf, et redécouvre Franz-Xaver Kroetz. Un programme centré sur le pouvoir, l'intolérance et l'humour. Également au sommaire : le 18^e Salon de la musique à la porte de Versailles.

Education-Campus : la rentrée de A à Z

Près de treize millions d'élèves et plus d'un million d'enseignants et de personnels administratifs reprennent, jeudi 10 septembre, le chemin de l'école ou du lycée. La principale nouveauté de cette rentrée est la rénovation de la classe de seconde, qui sera la réforme des lycées. Mais la première inquiétude du monde de l'éducation nationale concerne les collégiés, soumis à une forte pression démographique.

LES «PREMIERS PRIX» DE LA MODE SONT DES «PRIX D'EXCELLENCE»

Voilà les titres «niveau général» de qualité, de création et de goût. (depuis 30F le mètre)

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

saint-simon

SÉMINAIRES 1992-1993

- Ordre et mouvement : un monde en recomposition
Animateur général : Marisol Touraine
- Sciences cognitives et sciences sociales
Animateur général : Jean-Pierre Dupuy
- Les nouveaux enjeux de l'Etat-providence
Animateur général : Pierre Rosanvallon
- L'immigration, nouveau défi pour l'Europe
Animateur général : Patrick Weil
- L'identité française
Animateur général : Pierre-André Taguieff
- Où va l'Europe centrale ?
Animateurs généraux : Jacques Rupnik et Aleksander Smolar

Ces séminaires s'adressent à un public motivé par une réflexion pluridisciplinaire à haut niveau consacrée aux problèmes du monde contemporain. Ils se déroulent, soit sur un rythme de séances hebdomadaires de deux heures, soit sous forme de journées complètes.

saint-simon
91 bis, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris
Tél. : (1) 42 22 38 52 & (1) 42 22 29 95
Télécopie : (1) 42 22 95 33

génie

donnent
mière page
se changera
du monde
de

هكذا بن زعيم

Le Monde

INITIATIVES

DOSSIER

La qualité au secours de la compétitivité

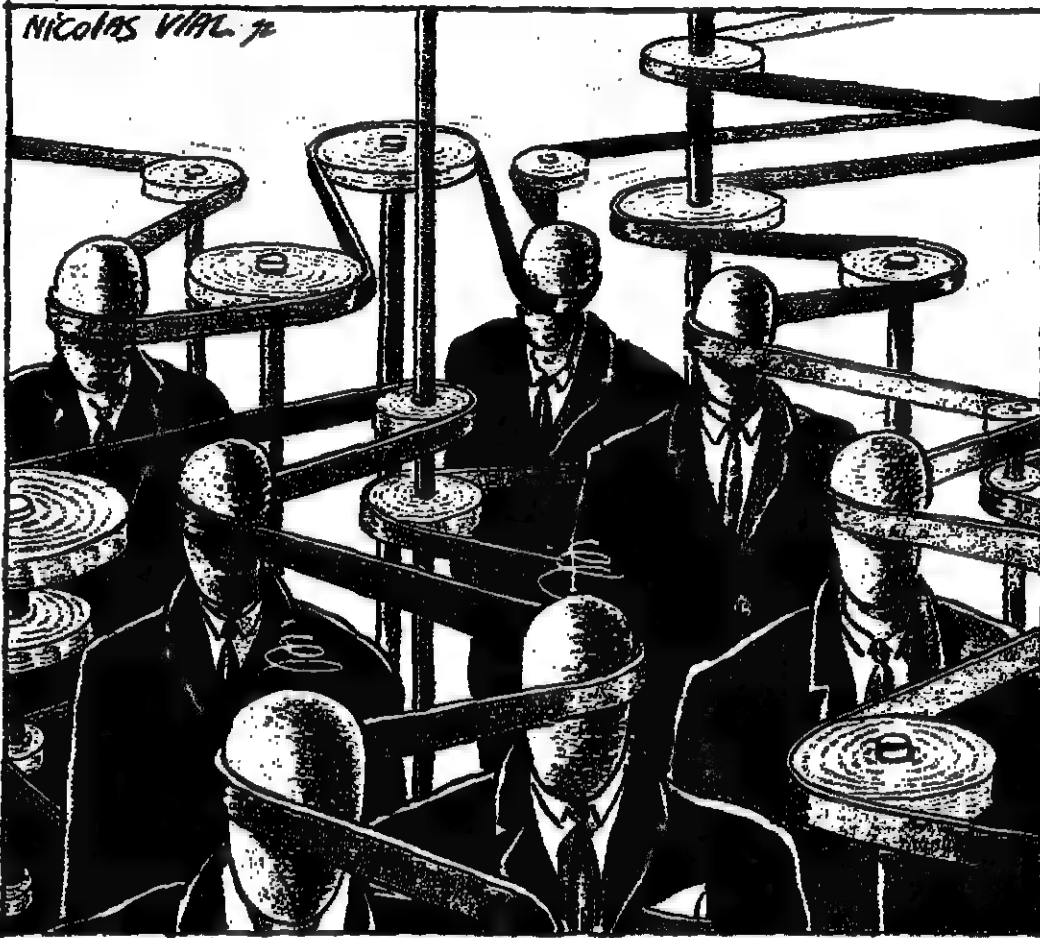
Après le taylorisme, les entreprises françaises découvrent les vertus de la qualité. Un véritable bouleversement.

ENCORE confusément, de manière convergente, le débat point en France : et si la compétitivité d'une économie - la nôtre - ne se mesurait pas seulement par ses performances productives, mais d'abord par ses réussites dues à la qualité, de ses produits en premier lieu ? Autrement dit, est-ce que notre pays, dont on a pu prétendre qu'il était le meilleur élève de Taylor, n'a pas fait trop longtemps fausse route ?

Autour de ce thème, il se trouve que les contributions, les recherches, les travaux en forme d'intuition se multiplient, ces derniers temps. Martine Aubry se situe dans cette réflexion quand elle lance le mot d'ordre de « changer le travail » (le *Nouvel Observateur* du 28 novembre 1991). Mais le ministre du travail va aussi plus loin lorsque, parfois à voix haute, elle s'interroge sur les vrais constituants de la compétitivité et regrette qu'on ne retienne que les gains de productivité, comme par hasard relativement faibles en France, et presque constamment supérieurs à ceux de rivaux internationaux, les États-Unis, bien sûr, mais également l'Allemagne. Selon une démarche voisine, Hugues de Jouvenel, directeur de la revue *Futuribles*, a pris l'initiative d'une étude sur le temps de travail qui allait dans le même sens. Le numéro spécial de mai-juin (n° 165-166) montre que, à l'avenir, l'aménagement comme la réduction des heures inévitables d'un équilibre social.

Nouveau commissaire général au Plan, Jean-Baptiste de Foucauld, par ailleurs très engagé dans les associations contre l'exclusion et le chômage de longue durée, a souhaité qu'un groupe de travail, présidé par Jean Gandois, réfléchisse aux conditions de « la compétitivité française » dans le cadre de la préparation du 50^e anniversaire de la République. Il espère donc qu'un lien sera fait entre la définition d'un système productif français et une modernisation sociale. De même, Benjamin Coriat et Dominique Taddei travaillent sur des sujets proches pour le compte du ministère de l'Industrie et préparent un rapport sur « le devenir industriel de la France » qui pourrait reprendre les préoccupations de plusieurs économistes, dont Robert Boyer, qui parle de « compétitivité hors coûts ». A leur tour, ils insistent sur l'importance des coûts non salariaux, principalement ceux dus à la non-qualité.

Justement, un document établi par une soixantaine de personnalités a été remis à Dominique Strauss-Kahn à Veronique Néiertz, qui conclut à l'exigence de la qualité, souligne le rôle français sur ce point, et qui montre que, si les grandes entreprises ont compris la nécessité, les PME ont beaucoup de chemin à parcourir. Parallèlement, et cela ne saurait être fortuit, on voit des chefs ou des dirigeants d'entreprise entonner le même discours et tenter de le relier à des préoccupations de gestion sociale. C'est notamment le cas du CJD (Centre des jeunes dirigeants), qui vient de tenir son congrès autour du concept de l'« entreprise citoyenne » (le



Monde du 17 juin). Mais c'est surtout Antoine Martin, directeur des ressources humaines de BSN et président de l'ANPE, qui le personnalise le mieux. Tantôt que, dans certains ateliers de son groupe, la part de la masse salariale dans les coûts de production est passée de 45 % à 18 %, il se demande comment passer de la productivité de la main-d'œuvre à la productivité globale. A l'heure, dit-il, il faut offrir des contreparties au personnel pour éviter le rejet de la compétitivité, et ce d'autant que des performances accrues peuvent se traduire par du chômage.

Le système français a poussé jusqu'à son terme la logique productiviste, dans sa façon de pousser les hommes à travailler plus vite. Si l'on devait poursuivre selon le même schéma en augmentant les gains de productivité, il est au plus plus évident que s'augmenterait, en conséquence, le nombre de ceux qui seraient fatalement écartés de l'emploi.

Une alternative se dessine, que des pays modernes ont empruntée avec bonheur, semble-

t-il. Il s'agit d'une « sortie de la haute », d'un « cercle vertueux », pour reprendre les expressions les plus courantes. On joue la qualité des produits, mais parfaitement fabriqués qu'excellamment conçus, et pour lesquels, au minimum pendant le temps de l'innovation ou de l'avancée technologique, la question du prix est relative. L'expérience japonaise et, plus sûrement, l'allemande laissent croire que la compétitivité passe par là. Mais comment y parvenir sans modifier les rapports sociaux, sans passer de la sous-traitance à la co-traitance, sans développer des réseaux d'entreprises, sans réintroduire l'autonomie et de l'intelligence dans le travail, ou sans s'appuyer sur la formation ? De l'objectif de qualité découlent des transformations fondamentales, pour la société et les entreprises elles-mêmes. Il se peut aussi, si l'on accepte d'aller jusqu'au partage du travail ou à diminution du temps, que l'englobement aussi... la qualité de la vie.

Alain Lebaube

■ La formation du bon sens
Les entreprises adaptent leurs programmes
par **Francine Alzieu**

■ L'après-taylorisme :
« Le message doit venir du sommet »
Un entretien avec le délégué général du Mouvement français pour la qualité

■ Organismes du travail
Des cabinets spécialisés
par **Mario-Claude Berthod**

■ Le virage de l'automobile
Un choix imposé par la concurrence
par **Catherine Leroy**

page II

■ Les pionniers des services
A la recherche d'une norme européenne
par **Jean Menanteau**

■ Un nouveau partenariat
Les relations avec les sous-traitants
par **Olivier Piot**

■ Une longue marche
L'exemple de SmithKline-Beecham
par **Françoise Chiret**

■ Une modernisation ambivalente
Les conséquences des nouvelles conditions de travail
par **Mario-Dominique Boudet**

page III

LICENCIEMENTS

□ Dures journées pour les conseillers

ARCHITECTURE

□ Penser l'espace

SECOURS

□ Les techniciens d'assistance

page IV

TRIBUNE

□ L'organisation qualifiante : de quoi parle-t-on ?

par **Philippe Zarifian**

page V

ingénieurs,



Alcon



vous donnent rendez-vous en dernière page de ce journal. Cela ne changera sûrement pas la face du monde mais peut-être le cours de votre carrière !

Porte d'entrée sur les métiers de l'ingénierie de la communication

INGENIEURS ET UNIVERSITAIRES

Au sein du Groupe FRANCE TELECOM, CITCOM est un lieu de transfert de savoir et de diffusion d'expertises dans le domaine de l'ingénierie informatique et télécom.

Sa stratégie s'appuie sur un réseau européen de centres dont la pièce maîtresse est l'EUROMASTER. Ce programme, d'une durée de 7 mois, conçu par des professionnels prépare concrètement à l'exercice de responsabilités fortes dans les métiers de l'ingénierie informatique et télécom.

Vous êtes de formation scientifique (Bac + 4 minimum) et vous souhaitez apporter à votre potentiel la

valeur ajoutée qui fera la différence.

CITCOM, avec son programme EUROMASTER, se propose de vous fournir les moyens de dynamiser votre projet professionnel en y intégrant la maîtrise des systèmes de communication.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. LMS9 à : INT-CITCOM - Service Sélection - 51, Bd Vincent Auriol 75013 Paris.

CITCOM

GIE INT-CITCOM entre FRANCE TELECOM et TELESYSTEMES

PROCHAINES SESSIONS D'OCTOBRE A MARS SELON LES CENTRES : MONTPELLIER - LECOURT-TOULOUSE - NANCY - DUNKERQUE - PARIS - LYON

La formation du bon sens

Un tiers des sociétés ont mis en place des programmes spécifiques

La qualité s'appuie sur une philosophie simple : chacun est responsable des processus de l'entreprise. Toute erreur, mais qui n'est pas spontanée, car, dans l'entreprise, encore empreinte du système taylorien, c'est la parcellisation des tâches qui prévaut, le cloisonnement des services. Aussi, un projet qualité nécessite la mise en place de la formation, car c'est elle qui permet de changer les règles pour améliorer les processus.

Un tiers, ainsi, le programme de formation vise l'obtention de la certification. Le point de départ est en 1986, quand Renault lance un important projet qualité, indique-t-on chez Otis. Depuis ce temps, chaque nouvel embauché suit une formation de base sur la qualité pour connaître notre projet, comprendre l'importance du rôle de chacun. Le message que nous cherchons à faire passer est que chaque salarié est client et fournisseur d'un autre salarié de l'entreprise. Le principal outil à leur disposition est la « demande d'action ». Si un salarié rencontre un problème qu'il ne peut pas résoudre seul, il remplit une fiche qui est remise à un responsable qui se doit d'y répondre. « On s'en est servi pour résoudre des problèmes. Ainsi, le concepteur a un regard différent sur le produit ».

La formation, qui a touché les 6 000 salariés de l'entreprise, explique comment former et faire fonctionner les groupes de travail appelés les « équipes autonomes et responsables » (E.A.R.), composées uniquement de volontaires. Il en existe un par entité, qui se réunit une fois par mois. Les participants des E.A.R. sont, en plus, formés en trois jours en interne à la résolution de problèmes. Le principe consiste à suivre des ateliers de non-qualité (causes d'absence, non-recouvrement des factures, etc.) et à chercher les solutions. Ainsi, le concepteur a un regard différent sur le produit ».

Signaler les problèmes, proposer des solutions et des améliorations, se remettre en question, communiquer : avec la qualité, « le professionnalisme classique est à l'ordre du jour », affirme Joseph Zet, cofondateur du cabinet conseil en qualité Proqualis. Il s'agit de travailler avec bon sens. Un bon sens qui s'est perdu et qu'il faut redécouvrir.

Francine Alzicovici

Organisateurs du travail

Quelques cabinets de consultants se sont spécialisés dans la transformation des entreprises

Taylor, Ford et leurs disciples ont, un jour, explicitement banni l'humain des usines. Le réintègre représente un véritable bouleversement. Cette révolution historique n'est pas une démarche pour les chefs d'entreprise pris dans les maux de la lutte quotidienne pour la survie et l'angoisse des échéances proches. Tel est pourtant le pari que seules quelques équipes de consultants ont osé relever.

Elles sont nombreuses, mais ont déjà une longue expérience. C'est le cas de cabinets comme CEMIS à Villeurbanne ou AEGIST à Brive-la-Gaillarde. Avant de travailler de manière autonome, les fondateurs, respectivement Alain Coffineau et Olivier du Roy, avaient fait partie de leurs premières entreprises. Ils ont travaillé 70 ans dans le cadre de l'institut européen de conception industrielle (IECI) qu'ils avaient fondé à Strasbourg.

« Nous voulions bouger l'entreprise, changer les conditions de travail... » L'une de leurs premières missions pour promouvoir les transformations d'intervention est de définir des périodes de nouvelles usines (usines, ateliers, équipements...). « Il existe à ce moment-là, dit Olivier du Roy, des possibilités extraordinaires de repenser l'organisation du travail. Mais le plupart du temps l'entreprise ne peut pas saisir l'opportunité ».

Alain Coffineau a été l'animateur de l'opération INOVI : long processus d'une nouvelle organisation du travail à l'usine automatisée de Peugeot pour le lancement de la 205 dans l'usine Peugeot-Mulhouse qui a servi de base à un accord ultérieur entre la direction et les syndicats pour l'ensemble des usines Peugeot. Olivier du Roy a joué un rôle équivalent dans la création de l'usine Gervais-Danone.

de Saint-Just-en-Chaleyssin (Isère) et depuis 1988 celle d'Aluminium-Dunkerque, nouvelle usine de la firme Pechiney (cf. Le Monde Initiatives) du 24 juin.

Une démarche collective

Des cas ouvrant de nouvelles possibilités de penser l'organisation sociale en même temps que les systèmes techniques d'intégrer les problèmes humains dans la façon de concevoir l'architecture, les implantations ne se présentent évidemment pas souvent. Mais on ne travaille pas sur un terrain vierge. A l'Aluminium-Dunkerque, par exemple, la partie de l'encadrement et des opérateurs travaillant dans d'autres usines du groupe. Avec leurs habitudes de travail, de pensée... Le monde industriel lui-même opère une pression invisible. Quelquefois, des changements plus faciles - investissements, nouveaux projets informatiques, changements de produits, etc. - peuvent aussi permettre d'expérimenter une démarche nouvelle.

On peut aussi introduire le neuf dans l'ancien si l'on accepte de démarrer par le travail collectif, qui est l'un des aspects essentiels de la démarche de CEMIS ou d'AEGIST. La participation des hommes aux changements qui leur concernent à tous les niveaux est une option fondamentale. Ainsi s'opère lentement la transformation de l'ensemble du système social dans lequel se forge une nouvelle manière de voir la situation, et notamment de ce qui ne va pas, de ce qu'on ne peut plus voir continuer. Pragmatique, Olivier du Roy ne fait pas une nécessité incontournable de la participation des ouvriers à son travail. Il se borne à souligner que « si ça c'est

« Quels sont les enjeux de la qualité totale ? »

Il est difficile de répondre en évitant les poncifs. C'est une évidence : l'objectif est une meilleure compétitivité de nos entreprises. Il faut aussi que, ce qui concerne les produits, l'image qui nous colle à la peau dans laquelle les Japonais excellent toujours nous nous sentons mauvais et très injuste. En réalité, nous sommes souvent à l'égard des clients. Et, de ce point de vue, il faut rendre hommage à des décisions comme celle prise en 1988 par Raymond Lévy, l'ancien PDG de Renault, de retarder la sortie de la R19, dont il estimait que la qualité était alors insuffisante.

Mais la qualité totale ne concerne pas seulement les produits. L'objectif est plus large ; il est celui d'être une entreprise de bonne qualité. Le message qui doit venir du sommet et toucher toutes les fonctions de l'entreprise est relativement simple : à chaque échelon, chacun doit travailler mieux.

« Existe-t-il une qualité totale à la française ? »

Il est vrai que cette théorie d'origine américaine, que les Japonais ont si bien utilisée, ne doit pas être appliquée partout de la même manière et doit s'inspirer des coutumes de chacun. On peut imaginer que, chez les Allemands, la souci du respect des normes joue un grand rôle. En France, notre caractère latin devrait permettre d'introduire un peu d'imagination à tous les niveaux.

En réalité, la qualité totale est un message de bon sens : chez l'artisan, la notion de qualité était innée, et je crois qu'elle subsiste chez chacun de nous. Les gens ont envie de bien faire les choses. Du coup, on dispose d'un potentiel

possible, c'est la d'une dynamique extraordinaire.

Pour Alain Coffineau, la revanche, « partir du terrain » et « faire participer tous les acteurs ». Au départ, l'intervention consiste à observer le travail en train de se faire, puis nous renvoyons l'image de ce que nous voyons à des représentants de l'entreprise. A partir de là se met en route tout un processus d'échanges, de confrontations, de réflexions, de progrès, qui va progressivement permettre à la fois de valider des préoccupations, des analyses, des propositions et d'entendre des idées.

Diversité et responsabilité

L'objectif est de concevoir l'organisation du travail la plus possible compte tenu des contraintes et des ressources disponibles. Nous ne proposons pas de solution. Nous aidons seulement les gens à trouver ce qui est le meilleur pour eux. Nous appuyons quelques directeurs. Les deux anciens collègues valorisent le travail en équipe, qui présente notamment l'intérêt - si l'on en a la préoccupation - de redonner au petit groupe d'ouvriers l'équivalent d'un vrai métier, avec une diversité des tâches et des responsabilités qui implique.

Tous deux également soulignent l'importance du temps. Il faut une longue patience et beaucoup de temps pour créer des changements durablement dans une entreprise, mais l'efficacité du travail peut progresser vite. On ne travaille pas plus, mais on travaille mieux.

Marie-Claude Betheder

L'après taylorisme : « Le message doit venir du sommet »

estime Daniel Ameline, délégué général du Mouvement français pour la qualité

fantastique pour mobiliser ce thème. Les entreprises doivent saisir. D'autant que la qualité totale, qui est le système taylorien, doit aussi les salariés en situation plus d'exécuter ce qu'on leur dit de penser à ce qu'ils font.

En clair : chacun doit pouvoir faire preuve d'initiative dans la fonction qu'il occupe.

« Quel est le rôle de la qualité totale ? »

Rappelons d'abord que c'est la dysfonctionnement des entreprises : le gaspillage qui résulte d'un manque de maîtrise de la fonction de fonctionnement. Mais il est vrai aussi que la mise en place d'une politique de qualité

suppose un investissement financier important. La formation d'un salarié dans la qualité totale est un processus relativement complexe. La communication est importante : en général, on met en place des ordres, mais on a plus de difficulté à faire transcrire le message de ces ordres.

Par ailleurs, il est évident que la qualité totale n'est pas immédiate ; on peut, en effet, constater que les gains économiques n'apparaissent qu'au bout d'un ou deux ans. Du coup, il est important de choisir d'abord les objectifs qui permettent des résultats rapides et significatifs.

« Quelle est la réceptivité des salariés d'entreprise français à ce concept de qualité totale ? »

Si l'on compare à ce qui s'est passé il y a une dizaine d'années, l'intérêt est plus fort. Par ailleurs, certaines entreprises peuvent maintenant servir de modèles et même être la promotion de ce mouvement. Et si l'on compare à ce qui se passe dans les autres pays, notre réceptivité est bonne, même s'il y a beaucoup à faire dans la mise en application.

Propos recueillis par Françoise Chiot

Le virage de l'automobile

La concurrence a contraint les constructeurs à faire de la qualité une priorité

« Ces dernières années, il y a eu une évolution du concept de qualité », déclare en préambule Jacques Jaccou, directeur de la qualité chez Citroën. Autrefois, en effet, on parlait plutôt de maîtrise technique. Puis, la concurrence japonaise a poussé les entreprises à chercher une plus grande maîtrise de la productivité, de la qualité et des coûts. Parallèlement, une réflexion s'est enrichie des tâches s'ajoutant.

Au début des années 80, il régnait une certaine ambiguïté autour de la notion de qualité, synonyme de coût élevé. Or les Japonais avaient réussi à l'« excellence d'une qualité économique », relate Pierre Jaccou, directeur de la qualité chez Renault. Les constructeurs français envoyèrent mission sur mission dans les usines nippones pour essayer de percer ce mystère. Elles ont reviennent avec le concept de qualité totale. Il s'agit de s'appuyer sur la qualité des produits, certes, mais surtout sur des valeurs et des principes de management. Bref, sur les hommes. « La qualité totale, c'est plus une affaire de conscience que de science, de comportement que de technique », explique Pierre Jaccou. Une analyse que partage volontiers Michel Caillet, son homologue chez Peugeot, qui estime que « le développement de la qualité cela ne se gère pas avec des normes, mais au travers de contacts humains, par la formation et l'information ».

L'implication des managers

Ce nouveau concept de qualité a donc amené les constructeurs automobiles à passer du règne de la technique à l'éducation des hommes et à une plus grande réflexion sur la culture et les valeurs de l'entreprise. Ainsi, le groupe Renault a mis en place un système de formation et de sensibilisation à la qualité : la création, en 1987, de l'Institut Renault de la qualité. Chaque directeur d'entreprise extérieures, et des chercheurs du CNRS intéressés par la qualité totale viennent faire part aux cadres de Renault de leur expérience et de leur réflexion sur ce thème. Des « cahiers de la qualité » sont édités une à trois fois par an et les journaux d'entreprise consacrent régulièrement deux à trois pages à ce thème.

Ce dispositif de sensibilisation concerne aussi les managers, à charge pour eux de répéter auprès de l'encadrement technique et des agents de maîtrise, des employés et des ouvriers. « La qualité totale est le problème des managers. Il est important d'arriver à les persuader du bien-fondé de notre démarche et plus il y a de managers, à charge pour eux de répéter auprès de l'encadrement technique et des agents de maîtrise, des employés et des ouvriers. « La qualité totale est le problème des managers. Il est important d'arriver à les persuader du bien-fondé de notre démarche et plus il y a de managers, à charge pour eux de répéter auprès de l'encadrement technique et des agents de maîtrise, des employés et des ouvriers. « La qualité totale est le problème des managers. Il est important d'arriver à les persuader du bien-fondé de notre démarche et plus il y a de managers, à charge pour eux de répéter auprès de l'encadrement technique et des agents de maîtrise, des employés et des ouvriers. »



de formation, les constructeurs automobiles utilisent les outils classiques du management. Ils intègrent la qualité dans les objectifs à long terme de l'entreprise.

Chaque direction établit ses axes de priorité pluriannuels avec le cas échéant, des étapes intermédiaires. Les résultats sont régulièrement mesurés et analysés. Des coordinateurs et conseillers de la qualité sont mis en place dans toutes les directions. Plus encore, dans sa course à la qualité totale, Renault a décidé d'aller au-delà de la simple évaluation de la qualité de ses produits. Depuis 1991, elle évalue « l'excellence de l'entreprise », utilisant pour cela la grille d'évaluation qui, aux États-Unis, sert à déterminer l'entreprise qui va gagner le prix national de la qualité.

Si les constructeurs s'occupent de la qualité de leurs produits, ils s'intéressent également, et par la force des choses, à celle de leurs fournisseurs qui subissent un audit tous les deux ans et sont classés suivant un référentiel commun à tous les constructeurs dans une échelle allant de A à D. Objectif immédiat : que la totalité des fournisseurs figurent dans le classement avant 1993.

Avec la mise en place de la qualité totale, le client fait son entrée dans l'entreprise. Peugeot a lancé depuis un an une campagne interne pour faire comprendre dans les bureaux d'études, dans les usines, chez les concessionnaires que le

client est une attente qu'il faut satisfaire. Chez Renault également, on est conscient que pour aller vers la qualité totale, il faut être à l'écoute du client, qu'il soit externe ou interne. « Le subordonné à qui l'on définit une mission, le collègue à qui l'on rend compte d'une action ou que l'on informe », sont aussi des clients, explique Pierre Jaccou, dans son livre, *Un cœur de changement*, paru chez Dunod, (1992). Une analyse qui implique une évolution des comportements dans l'entreprise. Établir un bilan de l'application de la qualité totale n'est pas chose facile, d'autant plus que la notion est assez évolutive.

Les trois grands constructeurs français se montrent malgré tout assez satisfaits de leurs résultats, tout en soulignant l'absence de la qualité totale : expliquer notamment qu'il n'y a pas de qualité totale, mais des niveaux hiérarchiques que la qualité totale ne signifie pas qu'il faille travailler davantage. « Il faut combattre une forme de lassitude en renouvelant le « qualité », pour donner l'impression qu'il s'agit d'une nouvelle mode qui finira par passer. Un peu de patience, les instants.

Catherine Leroy

LICENCIEMENTS

ARCHITECTURE

Dures journées pour les conseillers

Un bilan de ce nouveau mode de défense des salariés

ILS ont traversé leur département à l'aube, repus des appels angoissés tard le soir, plénés du week-end... Une véritable mission de conseil que cette mission de conseil du ministère du travail, née de la loi du 18 janvier 1991 (le Monde Initiative) et qui permet au salarié de faire appel à un conseiller extérieur à son entreprise lorsqu'il ne dispose pas de représentants du personnel.

Un premier bilan dressé par le ministère du travail permet d'en mesurer la portée. Entre le 1^{er} janvier 1990 et le 30 juin 1991, 2 600 conseillers salariés, présents pour la plupart par les syndicats, ont effectué au total 15 300 interventions : plus de 11 000 dans des entreprises de 10 salariés, 45 % dans le secteur du commerce, 31 % dans l'industrie.

Toutefois, la vie quotidienne d'un conseiller est loin d'être de repos. La surcharge des appels, obligés, à coup, de refuser des demandes, qui est parfois mal perçue par les salariés en détresse, la principale faiblesse du système. Ainsi, un conseiller CFTC retraité, âgé de près de quatre-vingts ans, reçoit « sept à huit appels par jour, parfois onze », explique-t-il. Cette situation résulte notamment des fréquentes démissions de conseillers. En outre, la tardive mise à jour des conseillers aboutit à des aberrations : le nom de démissionnaire y figure encore tandis que de nouvelles personnes attendent encore d'y être inscrites. Pourtant, dans les départements, la vraie difficulté réside dans la pénurie de candidats.

Cela n'empêche certaines unions départementales (UD) de se lancer à fond dans cette institution, comme dans le Rhône, où la CFTD propose pour la future liste une quarantaine de candidats au lieu de cinq actuellement. Par ailleurs, cette UD a décidé de gérer elle-même les appels des salariés en détresse et en leur répartissant vers la dizaine de conseillers disponibles.

«Bignon, c'est l'Inquisition»

Les conseillers déplorent aussi les lourdeurs administratives pour se faire rembourser les frais par l'Etat. Les unions de la géographie contraignent notamment à de longs déplacements. Charles-André Bignon, conseiller CFTD en Vendée, qui a démissionné fin 1991, avait parcouru plus de 6 000 kilomètres pour plus d'une dizaine d'interventions en un an. Un exploit que ses collègues en activité n'auraient pas pu accomplir dans le cadre de leurs quinze heures de délégation par mois que l'Etat rembourse aux employeurs. Un contingent d'heures qui ne sera pourtant pas augmenté, indique le ministère du travail. Si le rapport affirme qu'il y a eu « peu de cas de démission », les statistiques signalent certains cas où il a fallu appeler l'inspection du travail, voire la police, pour qu'un patron de PME accepte leur présence.

Tant d'efforts pour quels résultats ? Il faut le dire : le système n'est pas parfait. Le déroulement de l'intervention, souligne le bilan. Les conseillers intermédiaires sont souvent moins tendus. L'intervention vise ainsi à pallier la méconnaissance des salariés de la réglementation en vigueur. « Des patrons tiraient : c'est l'Inquisition ! » souligne

ce dernier, qui est un ancien directeur du travail. Je demandais l'application des textes, mais ils ne les connaissent pas !

Hélas, les employeurs ne sont pas très ruraux sur leur décision de licencier. Face à cette situation, difficile, il y a des choses possibles. Assister simplement le salarié comme le préconise Michel Trudel, permanent CFTC dans le Nord.

Le conseiller du salarié n'est ni un avocat ni un patron ni un défenseur salarié, estime-t-il. Notre rôle est de permettre que les deux parties s'expliquent. Certains conseillers, moins obscurs, ont un rôle plus complexe de la faute grave qui est utilisée par l'employeur pour ne pas payer les indemnités de licenciement. L'argument de la faute grave sert aussi à déguiser un licenciement économique, ajoute un conseiller CGT. Finalement, les conseillers multiplient les arguments et les tentatives de médiation.

Motif invoqué : perte de confiance

D'autres conseillers transforment en véritables négociations. Parfois, je prends l'employeur dans une pièce à part et je lui propose un arrangement, confie un conseiller CGC d'Ile-de-France. Puis je reviens en discuter avec le salarié. Mais parfois l'employeur fait preuve de la mauvaise foi la plus totale, remarque un conseiller CGT de Paris. Un patron avait invoqué la perte de confiance sans pour autant donner la raison, explique-t-il. Ce qui n'a pas de valeur légale. J'ai préféré ne rien dire lors de l'entretien pour pouvoir attaquer aux prud'hommes. Cette solution n'est pas sans risque. Car, sur le conseil d'un juriste, l'employeur peut inscrire un autre motif dans la lettre de licenciement. Comment, face aux juges, déjouer ce piège ? Mission presque impossible car le compte-rendu de l'entretien, rédigé par le conseiller, n'a de valeur légale que s'il est cosigné par l'employeur. C'est d'ailleurs pour cette raison que Charles-André Bignon a démissionné. J'avais l'impression d'aider non pas les salariés, mais les employeurs à licencier ! Un rapport de la direction régionale du travail des Pays de la Loire le confirme : « Les conseillers craignent leur présence ou leur intervention au sein de l'entreprise. »

D'autres conçoivent leur rôle comme une « mission humanitaire ». A l'instar de ce conseiller CGC médecin du travail retraité qui a « bataillé dur » pour obtenir finalement la réintégration d'un malade du sida. Défendre les salariés, être un simple témoin, un expert en droit ou un négociateur, les conseillers ont des visions très pragmatiques de leur mission, souligne le bilan du ministère du travail. L'investissement moral, physique et financier des conseillers est énorme. Et ils critiquent la rémunération des conseillers, conclut le ministère.

Utiles aux salariés, stressants pour les conseillers, l'institution satisfait-elle les syndicats ? Difficile à dire. Une chose est sûre : ils ne reculent pas en adhésions la récompense des efforts fournis par les militants. Et ils critiquent la rémunération des conseillers, conclut le ministère.

Utiles aux salariés, stressants pour les conseillers, l'institution satisfait-elle les syndicats ? Difficile à dire. Une chose est sûre : ils ne reculent pas en adhésions la récompense des efforts fournis par les militants. Et ils critiquent la rémunération des conseillers, conclut le ministère.

L'EXAMEN des causes des accidents du travail et des maladies professionnelles montre que, dans bien des cas, les responsables ont été évités si les lieux de travail avaient été pensés autrement : telle est l'une des principales leçons tirées par la grande majorité des experts.

En France, le nombre des accidents du travail qui avait régulièrement baissé depuis les années 50, a connu une inquiétante recrudescence ces dernières années. Entre 1987 et 1990, alors que les effectifs salariés étaient en augmentation de 6,4 %, le nombre d'accidents avec arrêt a progressé de 14,6 %, les accidents graves de 2,8 % et les décès de 23 %. Cette situation a poussé les responsables de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) et de l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) à lancer une action sur la « conception des lieux de travail » dont ils ont présenté les conclusions en juin dernier. Quelques mois plus tôt, une série de tables rondes avaient réuni des membres des Caisse régionales d'assurance maladie (CRAM) et de l'INRS avec les

principaux partenaires de l'acte de construire : les représentants patronaux, ceux des collectivités territoriales, ainsi que des responsables d'associations d'architectes et d'ingénieurs-conseils.

Ces tables rondes ont permis de dégager un certain nombre de points de convergence et de projets concrets dans les domaines de la formation, de l'information, de la création d'outils, et de proposer des initiatives pour améliorer la prévention, a précisé Jean-François Blachier, chef du département formation à l'INRS. En plus des enjeux de formation, les tables rondes ont mis en avant les éléments les plus importants qui doivent être pris en compte au cours de la réalisation d'un projet.

Cellules d'études

Les problèmes d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail ont ainsi été abordés. Aussi bien pour une construction neuve que pour l'aménagement des locaux existants ou l'installation d'une nouvelle ligne de production. Plusieurs caisses régionales mettent actuellement

place des « cellules d'études » afin que les ingénieurs-conseils, les constructeurs et de conseiller les chefs d'entreprise dans leur action sur le terrain.

Exemple : lors de la construction, en 1990, d'un bâtiment de 5 000 mètres carrés de stockage pour la société Lego à Chartres, l'architecte a communiqué ses plans au service prévention de la CRAM d'Orléans. Une fois que ses principales suggestions ont été intégrées, la CRAM a accordé une subvention pour certains travaux.

L'opération a également été l'occasion d'associer les partenaires à une diffusion de brochures-guides éditées par différents organismes. « Il est important que les décideurs prennent conscience qu'il y a intérêt à penser sécurité et conditions de travail, comme on pense productivité, dès la phase de la définition d'un projet », note le président de l'INRS, nouvelle version du vieux guide La Conception des lieux de travail et la sécurité, paru en 1974.

La CNAM s'est engagée, quant à elle, à participer à la diffusion systématique de cette brochure et à éditer un document de vulgarisation

pour sensibiliser l'ensemble des maîtres d'œuvre. Son côté, l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) vient de publier une synthèse qui fait l'état de la conception « des lieux de travail » organisée en 1990.

Comprenant de nombreuses « fiches » d'opérations déjà réalisées, et un chapitre entier consacré à l'économie, ce livre « La Conception des lieux de travail » est comme un guide pour assurer « la réussite d'une politique de changement des espaces de travail ». Il parait par un architecte-urbaniste en collaboration avec deux sociologues, il présente les enjeux : « La complexité des questions d'aménagement, laquelle n'est pas tout simplement ignorée, conduit souvent, par aveu d'impuissance, à des solutions banalisées et répétitives répondant aux seuls critères de surface et de coût, sans que soient définis des objectifs qualitatifs. »

O. P.

Penser l'espace

Plusieurs études montrent que la conception des lieux de travail influe sur la sécurité

SECOURS

Les techniciens d'assistance

Les systèmes mis en place par les assureurs ont créé un nouveau métier

La jeune technicienne accepte de bonne grâce de raconter, une fois de plus, « la » mission de sauvetage répété la plus chère jamais orchestrée depuis la création, en 1981, d'IMA (Inter Mutuelles Assistance), devenu, depuis, le numéro un européen de ce secteur. « L'appel téléphonique provenait du Chili. C'était une femme affolée. Son mari était tombé dans un gouffre : brûlures importantes, fractures... »

Les équipes médicales seront immédiatement dépêchées sur place et le retour s'effectuera sur un Boeing spécialement affrété. L'homme est aujourd'hui sain et sauf. Yves Mora, directeur général d'IMA, aime entendre cette épopée. La fierté du métier de l'assistance, l'esprit chevaleresque en quelque sorte.

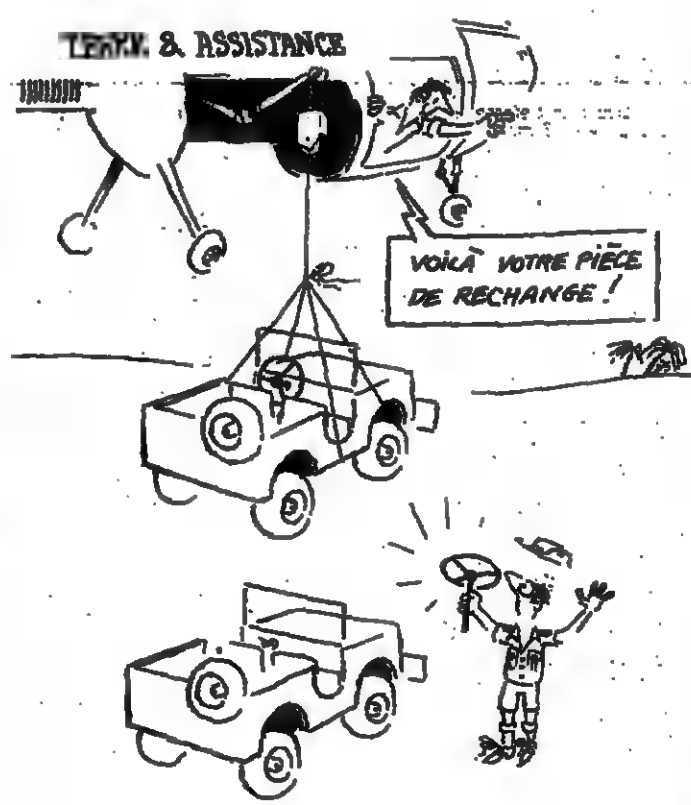
An quotidiens, les interventions sont moins spectaculaires. Que ce soit à IMA ou à Mondial Assistance, les dossiers médicaux représentent à peine plus de 10 % de l'activité. Une voiture qui refuse de démarrer le matin, les retours de vacances pour des abonnés en difficulté, les dépannages sur l'autoroute, constituent l'essentiel des milliers, ou plutôt des millions, de coups de téléphone reçus chaque année. Car la demande s'intensifie depuis l'apparition, il y a vingt ans en France, de cette profession.

Depuis l'an dernier, l'activité d'IMA a progressé de plus de 15 %. Les sinistres ont augmenté de 20 % à Mondial Assistance. « Les gens ont acquis le réflexe existence », explique Chantal Lefèvre, directrice des assistances à Mondial Assistance. Ils sont bien informés et n'hésitent pas à appeler, ce qui n'était peut-être pas le cas il y a une dizaine d'années.

Trente langues et dialectes

Cette croissance a entraîné un plus grand professionnalisme dont les conséquences commencent à apparaître dans le personnel. Motivation, progression de carrière, mobilité sont trois des problèmes auxquels sont aujourd'hui confrontés les sociétés d'assistance face à des salariés dont l'âge moyen frise la trentaine ou plus, mais qui ont été recrutés en général à vingt-deux ou vingt-trois ans. Techniciens ou chargés d'assistance, ces travailleurs de l'ombre sont là dès le premier « allô » téléphonique et suivent le dossier jusqu'à la mise en place complète de la logistique.

Ces techniciens sont bien plus nombreux que les médecins, « vitrines » de la profession, qui ne sont pas menacés par les remises en questions actuelles. Généralement issus d'un service d'urgence, ils gardent en général une pratique en



hôpital ou en clinique. L'assistance est pour eux une carrière d'appoint, à quelques exceptions près.

Lors de l'embauche, le niveau d'un technicien d'assistance est celui d'un bac + 2 ou bac + 3, études littéraires souvent. Mais, surtout, ils sont parfaitement bilingues, voire trilingues ; anglais, bien sûr, espagnol aussi, allemand, mais aussi chinois, yougoslave, japonais... Trente langues et dialectes différents sont parlés à l'Inter Mutuelle Assistance.

La formation se fait par le tas, en quelques jours intensifs, avec des possibilités de révision et de perfectionnement aussi variées que des cours en laboratoires pour les langues ou des cours de mécanique, voire de navigation de plaisance. Ils commencent leur carrière à Mondial Assistance par exemple, à 3 000 francs bruts et gagnent un petit moins du double au bout de six ans d'ancienneté.

Si ce métier les ravit, il les stress aussi beaucoup : « Les points d'activité succèdent à des moments très calmes », raconte Eric. Le pire, c'est l'été. Le métier est effectivement saisonnier. Pour la seule journée du 19 août, IMA a enregistré 24 076 appels téléphoniques. Pour faire face à ces demandes, les sociétés recrutent des saisonniers, qui viennent

souvent multiplier les effectifs par deux. A la suite d'une importante recherche informatique sur les points quotidiens, IMA a pu conclure que beaucoup d'appels arrivent en tout début de matinée, quand les pannes de voitures se déclenchent, ou après 17 heures, lors des retours au domicile.

Les plannings de l'assistance n'ont donc aucun rapport avec des horaires de bureau classiques. Il faut organiser des équipes de nuit et veiller à rassembler le maximum de personnes aux heures de pointe ou encore prévoir les nombreux appels qui peuvent arriver un week-end de mai, par exemple. Le puzzle est vraiment complexe. Sur les 253 techniciens d'IMA, 40 travaillent à temps complet, 8 à 80 %, 96 à 60 %, 39 à 50 % et 70 à 40 %. Ces horaires atypiques, qui libèrent les femmes, largement majoritaires dans la profession.

Eviter la routine

Disponibilité ? Plus, davantage féminin car basé sur la qualité de l'écoute ? Suprême classique des femmes dans les métiers de l'assistance ? Les explications sont multiples. Quel qu'il en soit, hommes ou

hommes, les techniciens d'assistance sont de moins en moins nombreux à quitter spontanément le métier. Le turn-over reste très faible. Pourtant les espoirs de promotion sont limités : l'encadrement – chefs de groupe ou de plateau – est en effet peu important. Pour leurs filiales à l'étranger, les sociétés se heurtent aux difficultés habituelles de la mobilité géographique.

Comment garder la disponibilité, la qualité de l'écoute pour ce qui constitue le travail quotidien d'un technicien d'assistance ? Or, cette relation entre l'assuré et le technicien est bien le socle du succès ou de l'échec. C'est d'ailleurs le point essentiel des contrôles qualité effectués par ces sociétés auprès de leurs clients. IMA a déjà apporté une première réponse à ce casse-tête en créant la notion de « poste de travail intégré » (PTI), qui définit le travail de chaque technicien. Ce dernier suit les dossiers du début jusqu'à la fin, assistance et gestion comprises : prise de l'appel téléphonique, évaluation des coûts potentiels, mise en œuvre et paiement des prestations. C'est un premier pas vers une responsabilisation des collaborateurs et évite donc la routine. Mais cela est encore insuffisant. Les sociétés sont donc conscientes et parient sur l'évolution du métier de l'assistance pour renouveler le savoir-faire de la profession. « Le squelette du métier », explique Olivier Marchand, directeur commercial de Mondial Assistance, c'est de prendre des appels et savoir y répondre. Une tour de contrôle efficace, en somme. Et c'est innuable : travaillons donc sur ces données et rendons nos techniciens plus compétents sur les spécificités de nos clients. L'assistance devient de plus en plus le service au quotidien. Les sociétés d'assurance s'en rendent compte et cherchent à améliorer toutes les questions que leurs clients se posent. »

Exemple tout récent : puisqu'il date fin 1991 : le contrat crit après de Mondial Assistance par le Continent, compagnie d'assurance qui souhaite que ses assurés trouvent à n'importe quelle heure du jour et de la nuit un technicien pour répondre à leurs questions sur leur contrat ou les aider à se débrouiller immédiatement d'un sinistre... Cette évolution entraînera les techniciens à connaître un autre métier en plus du leur. Une double casquette utile en recherche d'emploi. Aujourd'hui, les anciens techniciens d'assistance reconvertis se retrouvent dans le télé-marketing ou après-vente de la grande distribution. D'autres peuvent s'ouvrir.

M.-B. B.

Le Monde de l'éducation
Septembre 1992
SPÉCIAL RENTRÉE :
Les nouveautés
de la maternelle au lycée
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

TRIBUNE

L'organisation qualifiante : de quoi parle-t-on ?

par Philippe Zarifian

DEPUIS deux à trois ans, le thème de l'organisation qualifiante a suscité un intérêt d'appareil. Il a en quelque sorte reçu une consécration officielle dans l'article que M^{me} Martine Aubry a fait paraître dans le Monde au début de l'année 1991. La promotion d'organisations qualifiantes y était présentée comme un des deux axes majeurs de la politique du ministère du travail.

Mais de quoi parle-t-on ? Ce thème peut facilement devenir une formule vide et incantatoire, sans impact pratique dans les entreprises supposées s'engager dans une démarche de changement de leurs organisations.

Dans la pratique, les nouvelles organisations actuellement promues, nous trouvons quatre dimensions qui peuvent caractériser ce que nous appellerons l'organisation qualifiante :

- une organisation rigide, incapable d'évoluer et à terme démotivante pour ceux qui travaillent (et ce d'autant plus que leur formation initiale est élevée et leurs attentes fortes) ;
- une organisation incapable de transformer en fonction des nouvelles productions à réaliser ;
- une organisation « à la carte », où les compétences des salariés, d'assurer un processus permanent d'apprentissage ? En quoi et comment s'agit-il de la capacité interne de transformer en fonction des nouvelles situations du marché, soit d'innover, que l'entreprise entend promouvoir, mais dont on ne maîtrise pas le contenu ?

Il faut se méfier des « beaux » schémas organisationnels, « post-tayloriens » à souhait, qui oublient de traiter de deux questions déterminantes : à quoi sert l'organisation ? est-elle effectivement capable de développer les compétences des salariés, d'assurer un processus permanent d'apprentissage ? En quoi et comment s'agit-il de la capacité interne de transformer en fonction des nouvelles situations du marché, soit d'innover, que l'entreprise entend promouvoir, mais dont on ne maîtrise pas le contenu ?

La diminution du nombre de niveaux hiérarchiques et le recouvrement de la maîtrise sur une animation de gestion humaine :

le décloisonnement des relations entre les fonctions de l'entreprise (entre la maintenance et la fabrication, entre la production et le commercial) et la promotion de ce qu'on appelle souvent la « relation client-fournisseur » interne.

Ces quatre caractéristiques sont présentées comme les points de rupture avec le taylorisme et le mouvement d'un référentiel obligé des organisations qui se veulent nouvelles.

Mais peut-on assurer que cette organisation qualifiée, ainsi rapidement définie, est qualifiante ? Nous ne le pensons pas. Elle comporte de forts risques d'être à la fois :

- une organisation exaltante, dans la mesure où sont exigés des niveaux de qualification ou de formation qui sont hors de portée, à un moment donné, d'une partie de la population. Concevoir par exemple une « belle » organisation, laissant aux opérateurs une très large autonomie mais qui suppose de

mettre le seuil minimal de recrutement au niveau du bac, ce n'est certainement pas apporter une réponse socialement satisfaisante ;

- une organisation rigide, incapable d'évoluer et à terme démotivante pour ceux qui travaillent (et ce d'autant plus que leur formation initiale est élevée et leurs attentes fortes) ;
- une organisation incapable de transformer en fonction des nouvelles productions à réaliser ;
- une organisation « à la carte », où les compétences des salariés, d'assurer un processus permanent d'apprentissage ? En quoi et comment s'agit-il de la capacité interne de transformer en fonction des nouvelles situations du marché, soit d'innover, que l'entreprise entend promouvoir, mais dont on ne maîtrise pas le contenu ?

Il faut se méfier des « beaux » schémas organisationnels, « post-tayloriens » à souhait, qui oublient de traiter de deux questions déterminantes : à quoi sert l'organisation ? est-elle effectivement capable de développer les compétences des salariés, d'assurer un processus permanent d'apprentissage ? En quoi et comment s'agit-il de la capacité interne de transformer en fonction des nouvelles situations du marché, soit d'innover, que l'entreprise entend promouvoir, mais dont on ne maîtrise pas le contenu ?

REPOSER à ces deux questions est essentiel si l'on veut que l'organisation soit suffisamment formative pour accueillir les nouvelles productions à réaliser. Il faut donc rester à un niveau de qualification de départ, et donc rester à un niveau d'insertion ou de requalification. C'est essentiel également si l'on veut que les entreprises affrontent avec efficacité les données changeantes de la compétition.

Pour assurer une réponse à ces questions, nous pensons que l'organisation doit comporter quatre caractéristiques complémentaires de celles précédemment citées :

- il importe qu'elle soit centrée sur l'intelligence et la maîtrise de situations évènementielles, c'est-à-dire de moments où il se passe quelque chose de non prévu, soit qu'il s'agisse d'un aléa (panne, défaut qualité...), soit qu'il s'agisse d'un changement rapide du programme de fabrication, soit qu'il s'agisse du lancement d'une innovation. Les situations peuvent être exploitées comme de formidables moments d'apprentissage, à condition que l'organisation le prévoit et qu'il y ait un partage

entre les salariés de l'analyse et de la maîtrise de ces événements ;

- il importe que l'organisation soit ouverte sur une explicitation de la stratégie de l'entreprise, réalisée par les salariés eux-mêmes. Nous visons par là la capacité à faire des choix et à prendre des décisions qui concourent, dans un domaine précis, cette stratégie. Par exemple : qu'un atelier définisse ce que signifie pour lui-même l'engagement d'une stratégie qualité. Faire des choix et prendre des décisions au sein d'un plus puissant moyen d'apprentissage ;

- il faut favoriser un développement de la corresponsabilité autour d'enjeux communs : autour de cette corresponsabilité peuvent se nouer des interactions et une communication véritable, moyens là aussi très efficaces d'échanger des informations et des connaissances et de se qualifier par le dialogue et l'entraide sur le métier des autres ;

- enfin, il importe que l'organisation donne une unité dynamique au contenu de la compétence professionnelle, c'est-à-dire permette aux salariés de développer dans des projets d'animation permanente de leur outil ou de leur sphère de travail, de telle sorte qu'ils puissent eux-mêmes se projeter dans l'avenir, dans leur savoir-faire, non comme un « stock » de connaissances à préserver, mais comme une compétence-action, à la fois personnelle et collective dans un projet collectif (comme c'est le cas de la démarche d'amélioration permanente des équipements de type « total productive maintenance » menée à Sollec-Dunkerque).

Ces quatre caractéristiques nous semblent pouvoir réellement définir le contenu d'une organisation qualifiante et permettre de dépasser les défauts d'une organisation qui, malgré son étiquette, ne la publie pas elle-même.

Philippe Zarifian est professeur de sociologie industrielle, directeur de recherches à l'Ecole nationale des ponts et chaussées.

ÉCHOS

Les séminaires de Saint-Simon

Les cycles composent la prochaine session des séminaires de cette fondation qui se déroulent d'octobre 1992 à avril 1993. Les thèmes abordés seront : « Ordre et mouvement : un monde en recomposition », par Martial Touraine ; « Sciences cognitives et sciences sociales », par Jean-Pierre Dupuy ; « Les nouveaux enjeux de l'Etat-providence », par Pierre Rosanvallon ; « L'immigration nouvelle défi pour l'Europe », par Patrick Weil ; « L'identité française », par Jean-Marie Taugieff et « Où va l'Europe centrale », par Jacques Rupnik et Alexandre Smolart.

Renseignements : (16)-(1) 42-42-42-42

Vaincre la morosité

« Vaincre la morosité : le rôle des hommes dans les entreprises qui innovent » est le thème de la 15^{ème} étude, réalisée par l'IPEM (Institut pour l'évolution des métiers), sur l'objet d'un débat au huitième Forum-expo L'Europe sociale. Au cours de cette manifestation - rendez-vous annuel de la gestion des ressources humaines - qui aura lieu du 6 au 8 octobre au CNIT à la Défense, Martine Aubry, ministre du travail, remettra le prix de l'innovation pour récompenser cinq entreprises ayant développé une démarche d'insertion ou de requalification. Enfin, l'APEC présentera une enquête sur : « L'emploi des cadres dans la Communauté européenne : après le repli, la crise ? », réalisée auprès de plus de 5 000 entreprises des pays de la CEE.

Renseignements : tél. : (16)-(1) 44-08-91-05.

Les PME françaises et britanniques

Quelles sont les différences entre les PME françaises, britanniques et danoises ? C'est ce à quoi tente de répondre une enquête du

groupe international d'audit Exco-Grant Thornton International menée auprès de 1 000 sociétés de ces trois pays.

Outre que les PME françaises sont plus petites que les britanniques, une différence essentielle est le mode de direction. 62,6 % des PME françaises sont sous le contrôle de particuliers travaillant pas dans l'entreprise alors que 58,5 % des PME britanniques et 51,8 % des danoises sont contrôlées par leurs cadres de direction. Par ailleurs, le pouvoir y est plus partagé. Les PME françaises sont moins dirigées par une seule personne alors que près de la moitié des PME britanniques et danoises sont constituées de cinq personnes et plus (contre seulement 6,8 % en France).

Dans l'ordre des préoccupations qui obèrent leur développement, les Français mettent les charges sociales, l'insuffisance des fonds de roulement, l'insuffisance des commandes et le coût des capitaux. Alors que pour les Britanniques ce sont l'insuffisance des commandes, le coût des capitaux qui arrivent en tête. Dans les deux pays, les problèmes de recrutement constituent une préoccupation commune.

En ce qui concerne les investissements, les Français semblent plus timides que les Britanniques. Ils se disent disposés à augmenter de 45 % leurs investissements en 1993, contre 55 % pour les Britanniques, et 65 % pour les Danois.

Pour faire face aux perspectives européennes, les Français ont plus que les Britanniques l'intention de développer des formations spécifiques à leur personnel et de mener des analyses stratégiques. Bien entendu, les Français se sentent handicapés dans la capacité à négocier dans d'autres langues que leur langue maternelle. Les Anglais ont le plus grand nombre de langues étrangères qu'ils maîtrisent.

STAGES

Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement : 3615 LEMONDE.
Les personnes intéressées doivent contacter directement STAGE ETUD (12, av. Raspail, 94257 Gentilly Cedex), le service des stages de la MNEF, au téléphone au (16) (1) 49-08-99-99.
Les entreprises désireuses de passer des offres de stages doivent contacter directement ce service au 45-46-16-20.

GESTION

o Lieu : Villeneuve-d'Ascq. Date : Immédiate. Durée : 4 à 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, école de commerce/gestion. Mission : responsable gestion de crédit en centrale d'achat. 3615 S 5 02174.

o Lieu : Massy. Date : Immédiate. Durée : 6 mois min. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 min, école de commerce, option contrôle de gestion. Mission : contrôle de gestion. 02163.

o Lieu : Amboise. Date : Immédiate. Durée : 6 à 8 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 min, école de commerce, maîtrise de gestion, Word Designer. Mission : gestion de la production de pièces de rechange. 02162.

o Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : 4 mois. Ind. : 1 600 F/mois. Profil : bac + 2, école de gestion. Mission : stage marketing en agence de presse temporaire, assister le responsable de gestion de l'agence. 02166.

COMPTABILITÉ

o Lieu : Créteil. Date : 15 septembre. Durée : 1 mois minimum. Ind. : 30 % S.M.C. Profil : bac + 2, BTS comptabilité ou similaire. Mission : tenue de journaux comptables, saisie, suivi de comptabilité. 02167.

PERSONNEL

o Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : 6 mois. Ind. : 2 000 F minimum. Profil : bac + 5, DESS psychologie du travail ou sciences humaines, poste expérience du recrutement. Mission : recrutement des candidats aux différents postes : hôtesses, caissières, vendeurs... 01802.

MARKETING

o Lieu : Bordeaux. Date : indéterminée. Durée : 4-6 mois. Ind. : selon convention. Profil : bac + 2/3, marketing/commerce. Mission : stage marketing longue durée, thème à définir avec l'étudiant. 02178.

o Lieu : La Défense. Date : Immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1, école de commerce. Mission : participer à des opérations de marketing direct. 02164.

o Lieu : La Défense. Date : 15 septembre. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, école de commerce, anglais, bonne connaissance de l'informatique. Mission : chef de projet. PDM CH 02178.

o Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : 3/4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, école de commerce, anglais, bonne connaissance de l'informatique. Mission : participation à la réalisation d'un annuaire économique de l'industrie, saisie des données, mise en page, impression. 02177.

VENTE

o Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : 3 mois min. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, minimum, anglais, vente. Mission : assistance commerciale, conseil et conseil clients. 02177.

INFORMATIQUE

o Lieu : Haute-Saône. Date : Immédiate. Durée : 2 mois minimum. Ind. : non rémunéré. Profil : bac + 2, informatique, maîtrise de gestion, système Mac 7, intérêt pour la programmation. Mission : programmation sur Macintosh, mise en place d'un système de gestion et de caractérisation de données (application des certificats de décès). 02168.

o Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : 1 mois minimum. Ind. : 600 F minimum/jour. Profil : bac + 2, logicienne Microsoft, maîtrise de gestion sur Mac ou PC. 02176.

o Lieu : Bègles. Date : Immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : 2 200 F. Profil : bac + 2, réseau Novell, Windows, Word 5, Excel 3. Mission : assistance de l'agent technique dans son dépannage. Participer à la mise au point d'une procédure automatique pour l'échange de données entre plusieurs sites, organiser la mise en place d'une base de données relationnelles pour des décideurs de la direction régionale. 02087.

o Lieu : La Défense. Date : Immédiate. Durée : 6 mois. Ind. : 5 000 F. Profil : bac + 2, technicien informatique, connaissance des plates-formes, formation interne aux logiciels, initiation à la maintenance. Mission : animation et suivi du showroom au CNIT, accueil des visiteurs et renseignements commerciaux, suivi des conférences et formations, maintenance du parc informatique. 02180.

TECHNOLOGIE

o Lieu : Berlin. Date : Immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : 5 000 F + frais de déplacement et d'hébergement à l'étranger. Profil : bac + 2 à 4, BTS génie mécanique, civil, école d'ingénieur, allemand courant indispensable. Mission : assistance technique au chef d'agence Berlin dans le cadre de la

création d'une filiale. Mise en œuvre et suivi des relations avec l'usine située en France, établissement de devis. Formation initiale en France 2/3 semaines. 02181.

DROIT

o Lieu : Villeneuve-d'Ascq. Date : Immédiate. Durée : 4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 min, école de commerce, anglais, relations presse. Mission : relations des journalistes, réunion de presse, journaux des rédactions, suivi de la presse, rédaction de press-book. 02142.

o Lieu : Berlin. Date : indéterminée. Durée : 3 mois. Ind. : non prévue. Profil : bac + 1, anglais, allemand, français. Mission : recherche d'agents commerciaux, suivi d'un développement de sciences. 02160.

o Lieu : Colombes. Date : Immédiate. Durée : 4 mois. Ind. : 1 800 F. Profil : bac + 4, ESC, maîtrise, école de commerce. Mission : collaborateur du responsable de formation, suivi de la formation. 02168.

o Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 1, anglais, allemand, français, culture générale, anglais courant, connaissances en droit. Mission : journaliste en chef sur une lettre d'information dans le domaine de l'audiovisuel et cinématographique. 01819.

COMMUNICATION

o Lieu : Bordeaux. Date : Immédiate. Durée : 1 mois min. Ind. : à définir. Profil : bac + 3 minimum, maîtrise ou communication. Mission : assistance à l'organisation d'un Salon (mise en

place des expositions avec des auteurs et des maisons d'édition, préparation des animations des Salons. 02181.

MAÎTRE SPÉCIALISÉ

MANAGEMENT DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Devenez DEVELOPPEUR ou Manager en développement territorial en intégrant le programme de formation du Groupe ESC Normandie organisé en collaboration avec les milieux professionnels les plus qualifiés : OCDE, DATAR, B.S.N., I.N.T.E.R.U.M. DE FRANCE, C.I.F., E.D.F., S.C.E.T., THOMSON, USINOR-SACILOR.

Recrutement : Bac + 5 (Grande Ecole, Université) Bac + 3 avec expérience professionnelle

Durée : 1 an à partir du 15 octobre 1992

Dépôt du dossier : 14 septembre (2^e session)

Groupe ESC Normandie Le Havre-Caen

Recherche Recrutement - 14900 CAEN - Tél. 31-47-40-20 - Fax 31-43-81-01

GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ÉCRIT

Christiane Tricot

COFORMA - Editions François-Robert
Distribution : DISTIQUE
Tél. : (16) 31-41-41-41 Fax : (16) 31-38-78-65

ADMISSIONS 3^e CYCLE POUR 1993

MARKET'SUP **SUP de PUB**

GESTION MARKETING A ORIENTATION EUROPÉENNE PUBLICITÉ ET COMMUNICATION D'ENTREPRISE

SESSIONS : 25 SEPT. & 3 OCT. 1992
42.02.26.86

IP de PUB CAMPUS : Programmes de Communication et Marketing 2^e et 3^e cycles. Etablissement d'Enseignement Technique Privé - 3, rue Hassard, 75019 Paris

MAÎTRE SPÉCIALISÉ
MANAGEMENT EUROPÉEN des RESSOURCES HUMAINES

Avec l'appui de FIAT (Fondation Agnelli), EDF, Limagrain, Michelin, Rhône-Poulenc, Ibertmatica, Liaisons Sociales, Quaternaire Education, KPMG Fidat.

Profil des candidats
Diplômés Grandes Ecoles - DEA - DESS
BAC + 4 ayant une expérience professionnelle
Cadres recherchant une spécialisation
Début du programme 92 : 3 Novembre

Groupe ESC **RECHERCHES**
CLERMONT Tél. : 73 98 24 24 ou 11 Bd Trudaine
63037 CLERMONT-FD Cedex 1

55/100

Il Le Monde ■ Mercredi 9 septembre 1992
VI Le Monde ■ Mercredi 9 septembre 1992

REPRODUCTION INTERDITE

LES DIRIGEANTS

Direction Générale - Direction Générale Adjointe - Secrétariat Général

GRANDS COMPTES
VENTE DE SOLUTIONS TECHNIQUES

DIRECTEUR COMMERCIAL

Une société, leader en France et en Europe, réalisant des installations pour une clientèle variée (banques, administrations, industries...) recherche le Directeur Commercial de l'île de France.

Patrimoine dynamique d'une équipe commerciale étoffée à laquelle il donnera une nouvelle impulsion. Interlocuteur avisé des grands clients, il assurera le développement et la rentabilité d'un CA actuel supérieur à 200 MF et il participera à l'élaboration de la politique commerciale.

Ce poste conviendrait à un candidat : • diplômé d'une Grande École d'ingénieurs ou de commerce • ayant une expérience réussie (minimum 10 ans) dans la vente de solutions techniques (par exemple dans les domaines type informatique, installations électriques ou téléphoniques, climatisation, GTC...) • ayant prouvé sur le terrain ses excellentes capacités de management • témoignant d'un réel potentiel d'évolution.

Poste banlieue ouest de Paris.

Ecrire sous réf.
378 2431 2M
Discrétion absolue

etap

71, rue d'Alsace
75016 Paris

DIRECTEUR ADJOINT

Rhône-Alpes - Notre organisme, spécialisé dans la formation industrielle et les techniques de management, bénéficie d'une forte image auprès de ses partenaires: PME/PMI, grands comptes, collectivités territoriales. Afin de consolider et de poursuivre notre développement, nous recherchons un directeur adjoint. Rattaché au directeur général, il est responsable de l'animation de ses équipes, du suivi des indicateurs de gestion et du développement des nouveaux projets de formation. Ce poste, qui implique des contacts de haut niveau, s'adresse à un candidat de formation supérieure

(type école supérieure de commerce, sciences politiques, ...), âgé d'au moins 35 ans, sensibilisé à la formation et à l'approche conseil, possédant une expérience réussie dans le management d'une équipe ayant prouvé ses qualités de gestionnaire. D'excellentes aptitudes relationnelles sont nécessaires, le sens de l'écoute et la capacité de décision sont des atouts indéniables pour réussir dans cette opportunité. Ecrire à Jean-Jacques ROBINET en précisant la référence A/3333M-PA Consulting Group - 78 bd du 11 novembre - 69626 VILLEURBANNE cedex - Tél. 78.93.90.63.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

Un groupe important du logement social en Région Parisienne, recherche pour l'une de ses filiales un

Directeur Technique

A la quarantaine, de formation ingénieur, vous possédez une expérience confirmée dans le BTP ou l'immobilier. Vous serez responsable de la maîtrise d'ouvrage, du montage des affaires, des relations avec les communes, du suivi des travaux, de la gestion des programmes et de leur commercialisation. De plus des compétences en management vous permettront d'accéder à une direction élargie au sein du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence AX, à notre Conseil OSWALDT & ASSOCIÉS, 34 rue d'Assas, 75006 Paris.

Oswaldt & Associés

CONSEILS EN RECRUTEMENT

36 15
LM

3615 LM vous permet de consulter un mois d'offres d'emploi parues dans *Le Monde*. Les annonces présentes sur 3615 LM sont mises à jour quotidiennement.

Directeur de Département

Filiale d'un grand groupe, nous recherchons des professionnels dans l'édition et la distribution de produits de gestion financière pour le développement, nous recherchons :

"Compta-finance" ou mieux DECS, votre expérience est située en cabinet conseil ou audit. Vous désirez passer à la vitesse supérieure. Vous nous intéressez, mais la différence fera sur le sens du dialogue, votre esprit d'équipe, votre capacité à suivre. L'autonomie, le poste est importante, elle est pair un climat de confiance.

FAVEREAU CONSULTANTS

d'adresser de candidature (lettre manuscrite, CV + photo et prétentions), sous référence A2 09 08, à notre Conseil, Claude Favereau FAVEREAU CONSULTANTS 52, rue de la Harpe - 75015 PARIS.

Etablissement dépendant du MINISTRE DE LA DEFENSE (3.000 personnes)

RESPONSABLE DEPARTEMENT INFORMATIQUE

A la tête d'un département de 200 personnes et responsable d'un budget de 200 MF, vous dirigerez et animerez tous les secteurs de l'informatique : schéma directeur, études, bases de données, systèmes, production, réseaux, télécom.

Ingénieur diplômé de Centrale Paris, Mines de Paris, Supélec (ou formation équivalente), vous avez acquis une

expérience complète de 10 ans minimum de l'informatique. La maîtrise de l'ensemble de ces secteurs vous a conduit à une direction informatique ou vous qualifie pour assumer la fonction. Par ailleurs, vous possédez les aptitudes au management, le sens des responsabilités, l'esprit d'initiative et le goût des relations humaines.

KRYOS S.A.

Recrutement Humain

Merci d'adresser lettre manuscrite de candidature, CV, photo et rémunération actuelle sous référence RD/M à notre conseil : Hubert ZELLER, 19, rue Dulong 75017 PARIS

TOURNAI

Notre PMI (80 personnes, CA : 35 millions de francs), d'un puissant groupe international, spécialisée dans la transformation des métaux (laiton, cuivre, aluminium). Pour soutenir notre développement, nous recherchons futur

Directeur de centre de profit

Votre mission : assurer l'évolution de l'entreprise avec un souci permanent de rentabilité. Véritable patron de ce centre de profit, vous contribuerez fortement à son développement sur le marché du matériel. En interne, vous apporterez votre appui à une équipe technique commerciale performante ; en externe, la promotion de notre savoir-faire en tant que générateur d'affaires (clientèle exclusivement industrielle). A 35/40 ans, ingénieur, vous êtes déjà demeuré votre carrière dans la technique et avez rapidement pris un virage commercial. Vous avez déjà assumé la responsabilité d'un centre de profit ou d'un département autonome et cherchez à évoluer dans ce type de fonction.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. MC/0936, à notre conseil PG Consultants, 11, rue Emile Zola, 37000 Tours.

PG Consultants

ANGERS-BORDEAUX-NANTES-PARIS-RENNES-TOULOUSE-TOURS

RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 1 5 L M

مركز الامم المتحدة

CARRIÈRES INTERNATIONALES

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
engage des (m / f)

AGENTS TEMPORAIRES

• AGENT TEMPORAIRE HAUTEMENT QUALIFIÉ
(catégorie A - niveau A5 / A4 - réf. STT / 92 / XVI)

Direction générale: Énergie, Industries et Marchés II: énergies non fossiles

Fonctions: contribuer à l'analyse des politiques et des programmes nationaux des États membres et des pays tiers dans les domaines de la production d'électricité d'origine nucléaire, du cycle du combustible nucléaire et des engagements internationaux. Maintenir et améliorer les bonnes relations internationales de la Commission dans le cadre multilatéral (OCDE, AIEA) et bilatéral. Développer la collaboration à moyen et long terme avec les Républiques de l'ancienne Union soviétique, les Pays de l'Europe centrale et orientale et les Pays qui contribuent à l'approvisionnement en uranium de la Communauté.

Lieu de travail: Bruxelles

Qualifications requises: être ressortissant d'un des États membres des Communautés européennes; avoir accompli des études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme; avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle de niveau universitaire d'au moins 12 ans; avoir une connaissance approfondie de l'énergie nucléaire; avoir des connaissances approfondies et une expérience confirmée des questions relatives aux différents domaines qui constituent le traité Euratom; avoir une connaissance approfondie de la politique de la Communauté dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire des fins pacifiques; avoir une connaissance approfondie des fondements de la législation communautaire européenne et une connaissance approfondie d'une autre de ces langues. Une bonne connaissance de la langue française et de la langue anglaise est souhaitable; être né après le 30.06.1956.

• AGENT TEMPORAIRE QUALIFIÉ
(catégorie A - niveau A7 / A6 - réf. STT / 92 / II)

Direction générale: Affaires économiques et financières, Affaires monétaires, analyse et développement des marchés III: l'écu.

Fonctions: dans le cadre de l'UEM, suivre et interpréter l'évolution de l'écu et à la préparation des mesures techniques pour le passage à la 3e phase. Participer à l'information des opérateurs tant commerciaux que bancaires et financiers.

Lieu de travail: Bruxelles

Qualifications requises: être ressortissant d'un des États membres des Communautés européennes; avoir accompli des études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme; avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle de niveau universitaire d'au moins 12 ans dans une institution bancaire ou bancaire représentée sur une des principales places financières internationales. Cette expérience est exigée en particulier dans le domaine de l'analyse de l'évolution des différents marchés de l'écu, et de l'interprétation des conséquences des événements macro-économiques et des facteurs politiques sur ce marché; avoir une bonne connaissance de l'histoire et des mécanismes du SME, de l'écu et de l'UEM; avoir une connaissance approfondie des programmes de personnel communautaire; posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues. Outre l'anglais et/ou le français, une très bonne connaissance de l'allemand (écrit et parlé) est souhaitable; être né après le 30.06.1956.

• AGENT TEMPORAIRE (catégorie B - niveau B / 3 - réf. STT / 92 / OS)
pour l'Unité «Conditions de vie et de travail» au sein de l'Office statistique des Communautés européennes (Eurostat).

Fonctions: assistance dans la gestion des statistiques de salaires et de coût de la main-d'œuvre; gestion et mise à jour de bases de données; traitement des données; préparation de publications; préparation des réunions des Groupes de travail.

Lieu de travail: Luxembourg

Qualifications requises: être ressortissant d'un des États membres des Communautés européennes; avoir accompli des études secondaires supérieures sanctionnées par un diplôme; avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans; avoir acquis au sein d'institutions publiques ou privées une bonne expérience professionnelle dans la production de statistiques sociales; avoir une expérience informatique dans l'utilisation de tableurs (Lotus 1.2.3), gestionnaires de matrices multidimensionnelles (ACUMEN), logiciels des graphiques et traitement de textes; posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues; être né après le 30.06.1941.

La Commission met en œuvre en faveur de son personnel une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes et encourage vivement les candidatures. Les candidatures des fonctionnaires des institutions des Communautés européennes ne seront pas prises en considération. Le contrat sera proposé pour une durée minimale de trois ans et aura une durée maximale limitée à 5 ans. Les candidats jugés les mieux qualifiés pour l'emploi seront convoqués à un entretien. Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, dactylographié (4 pages maximum), accompagné de photocopies des pièces justificatives (diplôme, attestations des employeurs au plus tard le 02.10.1992) et d'un cachet de la poste faisant foi, à l'adresse suivante:

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, DIRECTION GÉNÉRALE PERSONNEL ET ADMINISTRATION, Unité Recrutement - SC-1, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles, en mentionnant la référence correspondante.

SEB
CALOR. ROWENTA. SEB. TEFAL

Groupe International spécialiste du petit équipement domestique - CA : 8 milliards de francs, 10 400 personnes, nous recherchons un

Auditeur International de Culture Germanique

LYON

Rattaché à la Direction Générale Finances du Groupe, à Lyon, vous intervenirez dans les filiales en France qu'à l'étranger.

Après des études supérieures, vous avez développé une expérience pendant 5 ans en cabinet d'audit anglo-saxon ou en entreprise de culture internationale. Aujourd'hui rompu aux techniques de l'audit, Allemand ou de culture germanique possédant une bonne maîtrise de l'anglais et du français, vous aspirez à des responsabilités effectives et évolutives.

Les nombreuses possibilités d'évolution au sein du Groupe vous permettront de trouver l'environnement idéal à votre développement personnel.

Merci d'adresser votre manuscrite avec photo CV à Jany Paniel, Groupe SEB, chemin du Petit-Bois, BP 172, 69132 Ecully Cedex.

Société d'études,
leader en FRANCE, recherche le (jeune)

Responsable de son bureau en Pologne

Le titulaire supérieure, ayant 5 à 10 ans d'expérience professionnelle, sachant se prendre en charge, il aura contacts aux niveaux: animera une petite équipe de Jeunes Ingénieurs et (recrutés sur place par ses soins) il sera capable d'assumer des responsabilités croissantes. Il sera chargé, après une période de familiarisation de plusieurs en France aux techniques de notre profession, d'implanter, diriger et développer notre bureau en Pologne. Nous offrons une rémunération motivante, un logement en Pologne et une participation aux bénéfices.

d'adresser lettre manuscrite, CV photo récente, en indiquant votre rémunération actuelle, sous la référence 4451, VOG, 32 avenue Charles de Gaulle, Neuilly-sur-Seine, qui

EPI EUROPEAN PRODUCTIVITY INSTITUTE

Business Development Executive

The European Productivity Institute seeks an individual with proven ability to productive contacts with Top Executives of major European companies.

Over years, our company has provided recognized top services in the areas of productivity and profit improvements to major organizations in several European countries.

The job requires strong negotiating and closing skills, as well as a high level of energy and self-confidence. Complete fluency in French and English is required. Any other major European language will be an asset.

Successful individuals will the opportunity to an annual income exceeding FRF 1,5 million. For confidential consideration submit your résumé with photo, salary history, a.s.o. to: European Productivity Institute S.A., L. Gribemont 1, B-1150 Bruxelles. Tel: 32 11 770.64.40. Fax: 32 2 770 67 87.

RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

Le Monde

avec 14 % de sa diffusion

1er quotidien français à l'étranger

PIONEER.
PIONEER - 25008

International

Pioneer Hi-Bred International, the world's leading seed company, is searching for a General Manager for its operations in Romania. Candidates should have an agricultural background or equivalent and the flexibility to relocate. Candidates should also be fluent in English and a working knowledge of German or Romanian is desirable. If interested please contact:

Pioneer Overseas Ges.m.b.H.
Pioneer
A-7111 Pamdorf, Austria
Attn: Eva Kropil
Fax: (43) (2166) 2525-62

Gestion - Finance - Ressources Humaines - Juridique

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 L M

هكذا من الامم

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Chargé de développement clientèle institutionnelle

Filiale française d'une importante banque d'affaires internationale, nous recherchons dans le cadre de notre activité gestion de patrimoine un :

Intégré à une petite équipe très motivée vous développerez une clientèle nouvelle de grands et moyens investisseurs. Vos qualités morales et votre professionnalisme vous permettront de gagner leur confiance. Une expérience commerciale confirmée et une formation supérieure sont indispensables. Le poste est basé à Paris 8^e. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo) à : réf. MEDIA PA - 50/54, rue de Silly 92018 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

organisateur titres

BANQUE PARIS

Une banque, filiale d'un grand groupe financier international développe, outre des activités de banque de groupe, des back-offices, des services aux entreprises, l'épargne et, conservation et gestion des Titres.

Le Directeur de l'Organisation souhaite renforcer son équipe et recherche un Organisateur Titres.

Dans le cadre du développement des applications Titres, vous devrez :

- définir et formaliser les besoins
- conceptualiser et proposer des procédures,
- effectuer les démarches et les tests,
- contribuer à la formation des utilisateurs,
- assurer le suivi (planning - coût - qualité...).

De formation : + 4 (Maîtrise, Ecole de Commerce, etc.), vous devez avoir acquis une première expérience dans le domaine de l'organisation et vous devez déjà avoir une connaissance satisfaisante de l'activité "Titres".

Votre réussite nous permettra d'offrir au sein de notre équipe.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier (C.V. + prétentions) à : réf. 111 à notre Conseil qui garantira la confidentialité de votre candidature.

2, rue Louis David - PARIS Cedex 11
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON.

COCEPLAN
L'écrit des talents

semences
CARGILL

RESPONSABLE REPORTING ET CONSOLIDATION

Filiale française d'un groupe multinational de 5000 personnes, notre taille humaine : 300 personnes pour un chiffre d'affaires de 160 millions de francs. Situé à 30 km de BAYONNE, nous avons le siège de nos filiales européennes (Espagne, Allemagne, Hongrie). Nous créons le poste de : Responsable Reporting et Consolidation.

Sa première mission : Mettre en œuvre le reporting groupe - assurer la gestion des aspects fiscaux - réaliser les analyses financières - contrôler les procédures - superviser la comptabilité et l'administration du personnel.

CE POSTE EST RAPIDEMENT EVOLUTIF.

Agé de 25 à 35 ans, de formation supérieure type Sup de COMPTCF, vous devez avoir acquis une expérience en audit, complétée par l'acquisition de responsabilités en entreprise.

Votre anglais est opérationnel. (La maîtrise de l'espagnol est un plus).

Merci d'adresser votre candidature détaillée, référence 442 à Caroline DEVISCH
EUROSELECTION - 11, rue de la Reine
92513 BOULOGNE CEDEX

EUROSELECTION

SIGNEZ UN GRAND DE L'ÉDITION

Une entreprise internationale, en pleine croissance, recherche un professionnel expérimenté pour occuper le poste de Responsable de l'Édition. Vous serez en charge de la gestion globale de l'édition, de la sélection des auteurs, de la négociation des droits, de la gestion des relations avec les éditeurs et de la mise en œuvre des projets éditoriaux. Vous devrez également superviser l'équipe éditoriale et assurer la qualité des publications. Une expérience de plusieurs années dans une entreprise d'édition est indispensable. Une formation supérieure et une maîtrise de l'anglais sont également requises. Le poste est basé à Paris. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo) à : réf. 111 à notre Conseil qui garantira la confidentialité de votre candidature.

Sélection
+ Reach Dign

UNE REUSSITE MONDIALE EXEMPLAIRE

UCABAIL

Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

CHEF DE SERVICE RECOUVREMENT-CONTENTIEUX

AU SEIN DU CREDIT AGRICOLE, PREMIER GROUPE BANCAIRE EUROPEEN, UCABAIL, SOCIETE HOLDING REGROUPANT 7 SOCIETES DE CREDIT-BAIL MOBILIER ET IMMOBILIER, RECHERCHE :

CREDIT BAIL MOBILIER

Professionnel confirmé, il assurera la responsabilité du recouvrement des dossiers Précontentieux et Contentieux. Il gèrera ces opérations (coûts et délais de procédure), et veillera à leur bonne fin, en liaison le cas échéant, avec les intervenants extérieurs, et notamment avec les avocats. La capacité d'animation d'une équipe de 20 personnes, et des qualités de négociateur sont des atouts indispensables pour réussir dans ce poste.

Nous souhaitons rencontrer des Diplômés Supérieurs Juridiques, possédant quelques années d'expérience réussie dans un Etablissement de Crédit Bail.

Ce poste est basé à Saint-Quentin-en-Yvelines.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + prétentions) sous la réf. 130/M bis à notre conseil FINANSARCH - 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS.

TAILLANDIER CONSEIL FINANSARCH
ÉTHIQUE ET RECRUTEMENTS



UNE IMPORTANTE BANQUE INTERNATIONALE RECHERCHE UN

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Sa mission est d'assurer à la tête d'une équipe de 15 à 20 personnes l'intégralité de la fonction au sein d'une structure d'un effectif de plus de 600.

Ce poste à fort challenge s'adresse à des candidats de formation supérieure double (ressources humaines / droit privé) maîtrisant particulièrement l'aspect administratif de la fonction et les techniques de négociation, et pouvant valider 10 ans d'expérience réussie dans un poste similaire.

Les candidatures camerounaises disponibles rapidement feront l'objet d'un examen privilégié.

Merci d'adresser votre CV, lettre de motivation et prétentions au Cabinet NIZERY - 17, rue de la Ville l'Évêque - 75001 PARIS.

MAISON DE TITRES
Filiale d'un important groupe international recherche pour PARIS

TRADERS OPTIONS TRADERS OBLIGATIONS COMMERCIAUX

- Jeunes diplômés débutants à l'enseignement supérieur, scientifique ou commercial, ayant si possible réalisé des stages dans une maison de titres.
- Vous devez être capables d'approfondissement des données de bases chiffrées, mises au service de décisions rapides et raisonnées.
- La sélection se fera notamment sur les qualités de rigueur et d'adaptation à une équipe jeune et qualifiée.
- L'anglais est indispensable.

ML II conseil
Menu d'envoi CV + lettre manuscrite + photo
s/réf. 10804 à ML 2 Conseil
16, rue Jacques
92200 NEUILLY SUR SEINE

DIRECTEUR FINANCIER

Etablissement Hospitalier Privé

Région Nord Pas-de-Calais

Un établissement hospitalier privé (Effectif : 110 p. - C.A. 120 MF) en plein développement (Investissements : 100 MF) et qui possède une excellente réputation sur le plan régional grâce à la compétence de ses équipes médicales et chirurgicales pluridisciplinaires (n = 50 p.) utilisant un plateau technique ultra moderne, recherche un **DIRECTEUR FINANCIER**. Sous l'autorité du médecin, Président de la Société d'Exploitation, il sera chargé d'assurer la gestion financière de l'établissement : élaboration et suivi des budgets, élaboration des situations mensuelles et bilans, trésorerie, relations avec les banques, études financières, participation à la définition des investissements et suivi de leur réalisation. Il supervisera la comptabilité sur IBM AS 400. Il animera une équipe d'une quinzaine de personnes. Ce poste sera confié à un candidat (H ou F), âgé d'environ 32 ans, de formation Expertise Comptable ou ESC option Finances-Gestion et possédant plusieurs années d'expérience professionnelle dans une fonction semblable au sein d'une PME-PMI. La connaissance du milieu hospitalier n'est pas indispensable. Ce poste pourra évoluer vers une Direction administrative et financière. Ecrire sous référence 1371 M à :

GRH Conseils

51, avenue de Paris
94300 Villette

Discretion assurée

Un grand Groupe spécialisé dans les technologies de l'information recherche pour son réseau commercial un :

JURISTE

A 25/30 ans, vous êtes diplômé(e) d'un 3^{ème} cycle Droit Privé ou Doctorat (Droit des Affaires et des Contrats) et avez, si possible, des connaissances en droit de l'informatique et une première expérience professionnelle.

Dans le cadre de votre mission, vous prenez en charge le conseil, la médiation et la négociation juridique d'accords commerciaux, le suivi contentieux ainsi que la réalisation d'études ; vous assurez également l'animation des formations.

Votre rigueur et votre aisance relationnelle et votre goût des contacts sont de véritables atouts.

Poste basé en Région Parisienne ; quelques déplacements prévus en Province.

Adressez votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence 8759, à Carré Turenne - 129, rue de Turenne 75003 Paris.

هكذا من الإمل

ENTREPRISES

Monde Mercredi 9 septembre 1992 XI

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Portez un regard neuf sur notre gestion

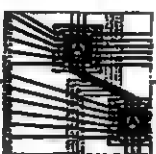
THOMSON BROADCAST (550 personnes, MF de CA) assure l'étude, la fabrication et la vente d'équipements professionnels Vidéo Broadcast et haute définition. Dans le cadre de la refonte de notre système informatique de gestion, nous recherchons :

AUDIT INTERNE

Rattaché au directeur administratif et financier, vous prenez en charge :
- la refonte du système de calcul des coûts suivant la méthode de l'activity based costing ;
- l'élaboration des cahiers des charges concernant les nouvelles applications de gestion ;
- des missions d'audit spécialisées tant en interne que dans le cadre d'une croissance externe.

Diplômé d'une grande école de commerce, vous êtes fort de 2 à 3 ans d'expérience dans un grand cabinet d'audit. Vous utilisez avec aisance les outils micro-informatique (base de données, tableur, traitement de texte).

Merci d'adresser votre candidature et CV à :
THOMSON BROADCAST - 17, rue du petit Albi - 95801 Cergy-Pontoise Cedex.



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

Contrôleur de gestion

Rattaché au Directeur des services comptables du contrôle de gestion, vous participez aux missions de planification du cycle de planification et vous animez l'équipe de contrôle de gestion.

Vous développez l'interface entre les services comptables et le contrôle de gestion de la société, du groupe. Vous développez les outils et procédures nécessaires à la fiabilité de l'information chiffrée. Par la pertinence de vos analyses et la qualité de vos conseils auprès des opérationnels, vous optimisez nos résultats.

A 2500 ans, de formation supérieure complétée par une expérience de 3 à 5 ans en contrôle de gestion, vous avez acquis une bonne maîtrise du secteur industriel et commercial. L'anglais est un plus. Animer une structure à la fois très formatrice et réactive, contribuer aux performances économiques, permettra d'évoluer rapidement vers des responsabilités plus larges chez AMORA et dans le groupe.

Pour ce poste à Dijon, merci d'adresser votre candidature, avec référence 141M2, à Hervé et Michel Conseil, 10 rue de Passy, 75016 Paris.

AMORA

650 personnes,

1,2 Md de F de CA,

6 unités de production,

une gamme étendue

de montardes,

sauces, légumes

condimentaires,

poivres, épices

et herbes.

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS
ET TROISIÈME EUROPÉEN

DIRECTEUR FINANCIER
Etablissement Hospitalier

Responsable

GRH Conseils

JURISTE

Analystes de Crédit PME-PMI

À 30 ans environ, vous êtes déjà un professionnel de la banque. De formation BAC + 4 (Ecofi et/ou ITB), vous justifiez d'une expérience réussie de 5 ans environ en analyse de crédit et exploitation bancaire.

L'un des postes à pourvoir concerne l'analyse et l'administration des dossiers de crédits promoteurs. La connaissance de l'outil informatique et de la langue portugaise sera un plus. En collaboration étroite avec une petite équipe d'analystes, vous étudierez et analyserez les demandes de crédits de PME/PMI, préparerez les propositions et évalueriez les risques. Votre dynamisme, votre enthousiasme ne pourront que favoriser votre évolution au sein d'une banque à taille humaine.

Pour réussir ensemble, adressez sans plus tarder votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. + photo et rémunération) à BANQUE FRANCO-PORTUGAISE - DRH 8, rue du Helder - 75009 PARIS.



BANQUE FRANCO PORTUGAISE

Réussir Ensemble

THE BANK OF TOKYO LTD

Recherche pour succursale sa filiale Paris

Chef Comptable

Agé de 35 à 40 ans, le candidat de formation supérieure et spécialisée (DECS/DESCF) devra avoir une expérience comptable, fiscale et de planning budgétaire d'au moins 5 ans dans le secteur bancaire.

Il devra être apte à diriger et contrôler une équipe d'au moins 10 personnes.

L'anglais lu, parlé et écrit est indispensable.

La fonction évoluera vers des responsabilités importantes de gestion administrative.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à la Direction Centrale, 8 rue Sainte-Anne, 75001 Paris.

COGEMA

LE GROUPE
COGEMA

16 000
PERSONNES

21,7 MILLIARDS
DE CA
DONT 31 %
À L'ÉTRANGER

150 RÉACTEURS
NUCLÉAIRES
ALIMENTÉS DANS
LE MONDE.



Nous renforçons notre équipe et recherchons un Contrôleur de Gestion pour le site de La Hague (Cherbourg).

Intégré à notre équipe, vous assurez le suivi complet d'une activité, son reporting ; participez à la refonte de nos systèmes, circuits et procédures ; réalisez des études économiques variées ; travaillez dans un environnement innovant de haute technologie en pleine période de fort investissement en gestion.

ESC ou universitaires, vous justifiez de 3 à 5 ans d'expérience en contrôle de gestion, audit, comptabilité, acquies en milieu industriel. Habitué à travailler avec des responsables expérimentés, vous avez pu développer vos qualités de rigueur, de diplomatie, de contact, votre sens du résultat et la qualité. Vous êtes ainsi une partie importante de l'entreprise ce qui vous permettra d'évoluer de façon significative.

Parlons-en. Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence CGS A2, à OC Conseil, Olivier Chaumette, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.



PARIS
LODRON
BRUNNEN

CONTRÔLEUR DE GESTION

LA SOCIÉTÉ :
GAUMONT TÉLÉVISION est une filiale de création récente qui se consacre à la production d'œuvres originales destinées aux chaînes de télévisions françaises et étrangères. Pour structurer son organisation et accompagner son développement, la Société a décidé de créer un poste de CONTRÔLEUR DE GESTION.

LE POSTE :
Le responsable devra assumer trois types de tâches :

- 1) Le contrôle de gestion :
- Il devra contrôler les flux financiers notamment en matière de trésorerie, d'investissement et de respect des budgets.
- Il fournira des tableaux de bord à la Direction Générale, conçus pour l'aide à la décision.
- Il devra également mettre en place un outil de gestion des coûts et de répartition des coûts aux ayants droit des films.

- 2) Les services administratifs :
- Il rendra compte au Président-Directeur Général de la Société et tiendra informé l'Administrateur du groupe en charge de la supervision de cette filiale.

- 3) Les services généraux :
- Le responsable devra s'efforcer de mettre en place une bonne organisation administrative de l'entreprise et sera notamment chargé en liaison avec les services du groupe de la gestion des personnels et des matériels administratifs de l'entreprise.

- 4) Les services généraux :
- Le responsable devra s'efforcer de gérer les flux de l'entreprise, en particulier l'ensemble de ses intrants, en s'assurant de l'approvisionnement régulier au moindre coût.

LE CANDIDAT :
Le candidat recherché devra avoir entre 24 et 27 ans, une formation ESC (ou équivalente) et une expérience professionnelle de 2 ou 3 ans dans un cabinet d'audit. Aucune connaissance particulière de l'audiovisuel n'est requise.

RÉMUNÉRATION :
Salaire envisagé : environ 250 000 F annuels (à discuter selon références).

ÉCRIRE À : GAUMONT TÉLÉVISION

24, rue Jacques-Dulud - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Tél : 46-43-23-07

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

هكذا من الامهال

XII Le Monde ■ Mercredi 9 septembre 1992 ■

REPRODUCTION INTERDITE

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

CHARGÉS D'AFFAIRES

Directions Régionales

C les entreprises et financer leur expansion, analyser leurs besoins, construire avec elles notre relation, apporter une réponse globale et promouvoir nos quatre domaines d'activité : financements longs, spécialisés, opérations en France, propres et rapprochés, immobilières, marchés de capitaux ; une passionnante où votre talent pourra s'exprimer dans le cadre d'un groupe solide ayant une grande expérience de l'entreprise et de l'ingénierie financière.

Cette mission vous l'exercerez dans nos implantations dans les régions Ouest ou Rhône-Alpes, après une formation de 3 à 6 mois à Paris.

Les destinations sont confirmées ayant une expérience de 3 à 7 ans des relations avec les entreprises au sein d'un établissement bancaire ou financier.

Vous êtes diplômé d'études supérieures (grandes écoles commerciales ou scientifiques) et avez une bonne maîtrise d'au moins une langue étrangère (anglais ou allemand).

Merci d'adresser une lettre de motivation accompagnée de CV, photo, en précisant votre rémunération actuelle au CREDIT NATIONAL, Département des Ressources Humaines, 45 rue Saint-Dominique, 75700 PARIS.



Crédit National

Cabinet d'OUTPLACEMENT a forte notoriété recherche dans le cadre de sa croissance accélérée

2 Consultants SENIORS

Une formation Ecole de Commerce renforcée par une expérience de conseil en entreprises, vous permettra d'intégrer notre département outplacement individuel.

Ref. OPI/8367

Professionnel de la législation du travail, des plans sociaux et des antennes emploi, vous viendrez renforcer notre département outplacement collectif.

Ref. OPC/8367

Ces deux postes sont basés à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + Photo sous référence choisie CURRICULUM - 6, Lathuille 75018 PARIS.

ADJOINT AU RESPONSABLE DU SERVICE BACK OFFICE/ARBITRAGE TRESORERIE

NOUVEAUX ESPACES, NOUVEAUX METIERS...

Atelier membre de la Caisse des Dépôts et Consignations et des Caisses d'Epargne et de Prévoyance, investie de responsabilités de la Société Centrale de Trésorerie se définit aussi comme une plateforme de services à destination du réseau des Caisses d'Epargne. Ses ambitions d'efficacité et de performance la conduisent aujourd'hui à renforcer ses équipes.

EXPERT OPERATIONS ETRANGER CLIENTELE

Au sein de la Direction des Opérations Internationales, vous êtes chargé :

● d'apporter aux Caisses d'Epargne une expertise dans le traitement des ordres étrangers (transferts, change comptant et terme, prêts, emprunts, portefeuilles, crédit documentaire, montages spéciaux).

● de participer à la spécification des systèmes d'information.

● de suivre les relations avec les correspondants (ouverture de comptes, suivi des autorisations et des mouvements, mise en place de services réciproques).

Agé de 30 à 35 ans, vous avez déjà exercé des responsabilités dans un Back-Office étranger d'une banque ou au sein d'une Direction Internationale dans des fonctions opérationnelles.

Votre maîtrise de l'anglais se complète par une grande aisance relationnelle.

Poste basé à Paris.

SOCIETE CENTRALE DE TRESORERIE CAISSE D'EPARGNE

Merci d'adresser votre candidature (lettre CV et photo) sous la référence 8371 à : Société Centrale de Trésorerie - Caisses d'Epargne - 100 rue de la Harpe - 75005 PARIS

Manager

Notre groupe est composé de plusieurs sociétés de conseil. Il intervient dans les domaines de l'Expertise Comptable et l'Audit, le Droit des Affaires, l'Organisation, l'Informatique, l'Economie Sociale.

Il rassemble :

Experts Comptables, Avocats, Informaticiens

Pour faire partie de notre développement, nous recherchons une stratégie d'implantation nationale. Nous souhaitons renforcer notre équipe dans le domaine de l'audit.

Nous recherchons pour ce faire un manager destiné à prendre la responsabilité du département.

De formation de Commerce ou équivalent, nous recherchons l'expérience des entreprises de taille moyenne et une dizaine d'années d'expérience.

Concret, rigoureux, imaginatif, vous avez les qualités de celui que nous souhaitons intégrer à notre équipe et qui peut en devenir l'un de nos partenaires.

Envoyer dossier de candidature complet à D. LANGMANTIL - TRANSPARENCE, 13/15, rue Buffon 75005 PARIS.

L'ASSEMBLEE NATIONALE

RECRUTE PAR CONCOURS

3 ADMINISTRATEURS (H/F)

juristes, économistes, scientifiques ou gestionnaires de formation supérieure

CONDITIONS POUR CONCOURIR

Ce concours est ouvert aux candidats de nationalité française, titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent et âgés de 20 à 40 ans (possibilités de dérogations)

Date de clôture des inscriptions : 6 novembre 1992 (17 h)
Épreuves d'admissibilité : 14, 15, 16 décembre 1992
Épreuves d'admission : février-mars 1993

Pour tous renseignements, s'adresser à :

L'ASSEMBLEE NATIONALE
SERVICE DU PERSONNEL
233, boulevard Saint-Germain
75007 PARIS

Tél : 40 87 05 ou 40 63 87 07 ou 40 63 87 20

Contrôleur Budgétaire

Importante Pharmaceutique recherche son prochain banquier parisien, un CONTRÔLEUR BUDGETAIRE

Le candidat est diplômé d'université (MSTCF) ou d'une grande école de commerce (option comptabilité/finance) titulaire d'un DEC ou DESCF.

Il a acquis sa première expérience dans un cabinet d'experts-comptables ou au sein d'un département d'audit interne d'une grande entreprise.

Il maîtrise parfaitement l'outil informatique (DOS, EXCEL, LOTUS 1.2.3, ...) et pratique couramment l'anglais.

Il prouve d'une grande rigueur, d'un bon esprit d'initiative et d'une excellente aptitude relationnelle.

La taille du groupe et les conditions de collaboration offertes garantissent à cet homme ou à cette femme dynamique un potentiel une opportunité de carrière.

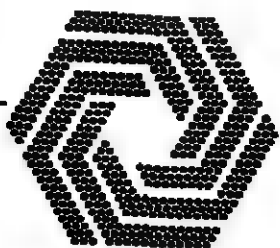
Merci d'adresser lettre de motivation + CV + photo s/réf. 4077 à EUROMESSAGES - BP 80 92111 BOULOGNE qui transmettra.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 015 LM

هكذا عن ربحهم

• La Monde • Mercredi • septembre 1992 XIII

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES



COGEMA

LE GROUPE
COGEMA

11 000 PERSONNES

21,7 MILLIARDS DE C.A.
DONT 31 % A
L'ETRANGER

150 REACTEURS
NUCLEAIRES
ALIMENTES D'EAU
LE MONDE

Banlieue Ouest - Velizy

Intégré à l'équipe de Contrôle de Gestion Central du Groupe, vous devez vous assurer de la cohérence et de la qualité de l'information de gestion des nos branches d'activités et filiales (reporting/ budget/ actualisations/plan...).

Participant au suivi de la gestion, vous serez chargé de l'analyse des résultats de la société et du groupe et prenez en charge toute étude économique jugée utile (rentabilité, investissement, contrats commerciaux...).

Ces postes s'adressent à des professionnels du Contrôle de Gestion alliant de solides bases comptables et une excellente connaissance des systèmes de gestion à des qualités intellectuelles et de communication. Ces postes vous permettront d'acquiescer une vision globale de nos méthodes pour évoluer à l'échelle de 3 ans au sein du groupe. Vous êtes diplômés d'une grande Ecole de Commerce et vous justifiez d'au moins 5 années d'expérience professionnelle.

Contactez Frédéric Pougnot au (1) 45.53.26.26 ou envoyez CV + photo + N° 161 + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS sous réf. FP6331MO.



Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier

Banque étrangère de premier plan implantée à Paris depuis plus de 70 ans, spécialisée dans les opérations internationales, recherche un

Juriste

Rattaché à la Direction des Ressources et Engagements, vous assurerez, en qualité de juriste unique, la fonction juridique au sein de la banque.

Agé d'environ 35 ans, diplômé de la faculté de droit (maîtrise, cycle), vous avez acquis une expérience significative (7/8 ans) en qualité de juriste de banque.

A titre principal, vous serez principalement pour

- d'assister les services de la banque dans les prises de décisions (opérations internationales, crédits documentaires, marchés financiers, ingénierie financière...),
- de participer à la négociation et à la rédaction des contrats internationaux,
- de prévenir et gérer les contentieux,
- d'apporter tous les conseils opérationnels (droit des sociétés, assurances, droit du travail...).

Rigoureux et pragmatique, vous possédez des qualités techniques et relationnelles alliées à un fort investissement personnel qui vous permettront de vous adapter à un poste qui nécessite une bonne pratique de l'anglais et peut impliquer quelques déplacements à l'étranger.

Contactez Thierry Virot au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + lettre manuscrite + photo + n° 161 + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 30 bis rue Spontini, 75116 Paris, sous réf. TV8273MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Réseau national de
Conseil en Stratégie
s'implantant en BOURGOGNE,
NORMANDIE et PICARDIE
recherche

CONSULTANTS

Vous travaillerez en partenariat avec notre réseau régional de prestataires de services de gestion.

Vous aiderez nos clients :

- à se définir une stratégie et des objectifs ;
- à tracer une trajectoire cohérente avec leur savoir-faire et leur environnement ;
- à piloter leurs projets de développement.

Pragmatique, vous avez une réelle aptitude à anticiper, un esprit d'analyse et de synthèse développé, le sens du challenge et du contact humain et vous savez travailler autant de manière autonome qu'en équipe et donc faire partager votre enthousiasme. Vous êtes un professionnel sûr de vos compétences et de vos qualités de développeur d'affaires.

Vos résultats feront votre rémunération et votre potentiel déterminera votre évolution dans notre équipe.

Le poste de la Picardie requiert des capacités de management d'une petite équipe de consultants.

Adressez votre candidature, CV, photo et prétentions sous référence Dijon, Lisleux ou Compiègne à :

PERI-G France

183, Av. G. Clémenceau 92024 NANTERRE Cedex



RESPONSABLE

ADMINISTRATIF

ET FINANCIER

CONGO

Partout où vivent les hommes, SODEXHO, avec 39 000 collaborateurs, s'affirme comme la référence internationale dans le domaine de la restauration et des services.

Numéro 1 bis de la filiale "Gestion de Base Vie" au Congo, vous participerez à l'élaboration des budgets et prévisions annuels ainsi qu'aux plans d'action de gestion. Vous superviserez l'équipe comptable, assurerez la fiabilité du reporting et serez responsable du contrôle de gestion. Vous serez étroitement impliqué dans la direction de la filiale et remplacerez le Directeur en son absence.

La trentaine, ESC + DECS, vous possédez une expérience de la fonction acquise en cabinet d'audit ou en entreprise internationale. Autonome et opérationnel, vous êtes bilingue anglais. Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature sous réf. LM/252/RAE à Patrick TORDJMAN - BP 67 - 91111 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex ou composez le 3615 CLIFF, code SODEXHO pour plus d'informations sur l'entreprise.



Recruter sur les Marchés Financiers

Paris

... avec Michael Page France qui recherche pour sa division City un Consultant.

Vous souhaitez : un poste commercial, riche en contacts où vous serez en relation avec des interlocuteurs de haut niveau au sein d'une équipe performante. Vous serez rapidement autonome dans votre fonction : prospection, négociation, gestion de recrutement...

Agé de 27 à 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur parlant anglais, vous avez 2 à 3 ans d'expérience sur les marchés financiers en tant que Trader, Sales... Alors demandez à être recruté en recrutement de cadres des Marchés Financiers Michael Page City, filiale du Groupe Michael Page, l'un des leaders européens du recrutement, basé à la Bourse de Londres.

Contactez Jan Wels au (1) 45.53.26.26 ou envoyez CV + photo + N° 161 + rémunération actuelle à Michael Page City, 30 bis rue Spontini 75116 PARIS sous réf. JW92MO.



Michael Page City

Les Marchés Financiers - La Banque d'Affaires

AUDIT

(500 personnes)

Fort de notre expérience d'audit et conseil de groupes de premier plan, nous exerçons nos compétences dans un cadre multidisciplinaire et un environnement international. Notre objectif est de nous conduire à renforcer vos équipes et intégrer des

MANAGERS

Diplômés d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, ESCP, IEP...), vous disposez d'une expérience de 5 ans minimum en cabinet anglo-saxon de solides compétences en matière de consolidation et de principes comptables internationaux. Nous saurons reconnaître votre potentiel, votre implication professionnelle et vous offrir de réelles perspectives de carrières.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à
Marguerite CHEVREUL
SALUSTRO REYDEL
2, avenue Hoche - 75008 PARIS

OPERATIONS CONTROLLER

Alpes Maritimes 400 KF + voitures + bonus

La direction opérationnelle et le développement de l'activité de la filiale de l'Alpes Maritimes ont besoin d'un responsable global de la finance, de l'administration et de la gestion des ressources humaines. Le service clients est le plus important de la filiale.

La mission première consistera à définir et à implanter le système de reporting qui permettra de faciliter la prise de décisions opérationnelles et de gestion stratégiques en participant à l'amélioration de la logistique.

Elément moteur de l'équipe de direction, le candidat participera activement à la croissance de la société et à sa rentabilité.

Vous êtes obligatoirement bilingue Français-Anglais, vous avez de 35 à 45 ans et vous disposez d'une formation supérieure complétée par un DECS. Vous avez une expérience approfondie de management d'équipes et des responsabilités financières acquises dans un environnement de croissance.

Ce poste à responsabilité réclame un grand sens de la responsabilité et de l'initiative d'équipes et représente une opportunité de qualité pour un cadre désireux d'élargir son expérience.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV + prétentions) sous la référence E1368 à notre conseil d'entreprise KATCHOURINE - COR'EX 11, avenue Myron T. Herrick 75008 PARIS.



Cabinet Conseil en Stratégie et Management
souhaite recruter
pour accompagner son fort développement
(50%/an depuis sa création)

2 DIRECTEURS DE PROJET

Vous voulez valoriser et développer vos savoir-faire en impliquant au sein d'une équipe pluridisciplinaire en stratégie, management, organisation, marketing, communication, pour la qualité, l'efficacité, ses interventions, son éthique, l'originalité, les approches.

Nous souhaitons intégrer deux professionnels ayant comme expérience confirmée du conseil. Dans ce domaine, ils devront justifier d'une image forte se concrétisant par une gamme pointue de techniques, d'une capacité à conduire et développer des missions complexes et d'un portefeuille clientèle à la hauteur de leurs ambitions.

Si le challenge vous intéresse, nous serons heureux de faire partager nos valeurs et participer à notre projet.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet (CV, photo, prétentions) à : Développement Management Hommes et Entreprises



29, RUE DE MIROMESNIL 75003 PARIS

RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 1 5 L M

هكذا من الامم

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

recherche

2 CADRES DE PERSONNEL DÉBUTANTS

Les postes : nous proposons rapidement des responsabilités précises :
- soit à la direction du personnel à Paris, postes d'étude préparant des décisions stratégiques,
- soit dans de grandes unités de production à Paris ou en province : postes de terrain, animation et gestion des ressources humaines.

Profil : l'importance de la fonction personnelle nous conduit à être exigeants sur le niveau et la personnalité des candidats.

Formation : IEP Paris + maîtrise de droit.

Carrière : la mobilité géographique et fonctionnelle est fréquente et permet de larges élargissements de carrière au niveau du groupe.

Ecrire à : **Publicité française**
23-27, avenue de Neuilly, 75116 PARIS
référence n° 14012 à inscrire sur l'enveloppe.

IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER PARISIEN RECHERCHE SON

FONDÉ DE POUVOIR

VOTRE MISSION :
Placé sous la responsabilité du Directeur Général du Groupe, vous suivez toutes les relations avec les établissements bancaires, assurez le suivi financier des programmes immobiliers, les liaisons avec les services comptables, la gestion de la trésorerie et assistez le réseau commercial pour les questions relevant du financement des clients.

VOTRE PROFIL :
A 35 ans, de formation supérieure (École de Commerce, Maîtrise de Gestion, Expertise comptable...), vous bénéficiez d'une expérience réussie de 5 ans dans la fonction, de préférence en milieu bancaire, dont 3 dans le domaine immobilier.

Expert dans le financement des opérations immobilières et des prêts accordés aux acquéreurs, vous maîtrisez la micro-informatique.

Vos qualités d'organisation et de méthode, votre rigueur, votre sens relationnel mais aussi votre ambition sont des atouts indispensables au succès de cette mission.

Vous serez assisté par une équipe compétente. Ce poste devrait très rapidement déboucher vers des fonctions de Direction Financière et de Direction de Gestion.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, cv, photo), sous référence **FIN 11** Organisation et **FIN 12** à : **Morengo 75001 PARIS.**

(H/F)

CHARGÉ DES QUESTIONS FINANCIÈRES

300/350 KF

EDITIONS LEGISLATIVES

recherchent

JEUNE JURISTE EN DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

Titulaire d'un DESS ou DEA de Droit de l'Environnement, le candidat sera chargé d'assister le Secrétaire Générale du Code Permanent Environnement et Nuisances dans tous ses travaux : recherche, documentation, rédaction, préparation technique des manuscrits, relations avec les auteurs, les administrations et autres organismes internationaux ou nationaux concernés.

La pratique courante de la langue anglaise est exigée.

Ce poste offrira à un candidat de valeur une rémunération attrayante, associée à de solides avantages sociaux.

Poste à pourvoir à Montrouge (M° Châtillon-Montrouge), dans un cadre de travail moderne et agréable.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet (prétentions à la Direction du Personnel - EDITIONS LEGISLATIVES - 80/82, avenue de la Mairie - 92120 MONTROUGE.

Banque Internationale

Dans le cadre de son développement en France, la Banque Internationale recherche pour une de ses Agences parisiennes

SON DIRECTEUR D'AGENCE (35/40 ans)

Vous possédez une expérience de 5 ans minimum dans un poste similaire, où vous avez exercé vos fonctions avec succès dans l'exploitation.

Vous entretenez une relation directe avec le Directeur Général pour la France, à :

- créer, développer et gérer un portefeuille de clientèle de particuliers et PME-PMI ;
- assurer auprès de cette clientèle le meilleur service de prestations bancaires ;
- prendre en charge la gestion complète de l'Agence et l'animation des collaborateurs.

De formation supérieure, option commerce et/ou gestion, vous avez du bon sens, vous êtes pragmatique, vous avez des aptitudes à la négociation, à la communication et à l'animation.

Vous maîtrisez la langue espagnole, indispensable pour ce poste.

Merci d'adresser lettre de motivation et CV sous réf. **BOI 809** à **OCBF - 7, rue de Madrid - PARIS**

services

Vous assistez dans le recrutement bancaire

Premier groupe français de dimension internationale sur le marché du diagnostic biologique. Près de 2 800 collaborateurs de France, CA, dont 100 à l'international, au service d'un réseau commercialisé aux systèmes (instruments et réactifs) aux laboratoires d'analyse et à l'industrie.

JURISTE H/F

La formation DESS Droit des Affaires, ou équivalent, vous avez acquis une première expérience professionnelle (3/4 ans) en entreprise ou Cabinet et maîtrisez l'anglais et l'utilisation des outils micro-informatiques.

En raison de la fonction, vous prendrez en charge, au sein de notre Département Juridique, un ensemble de dossiers internationaux, principalement le Droit des Sociétés, les Assurances, les aspects commerciaux et techniques (rédaction, négociation, gestion).

Pour ce poste, basé en région lyonnaise, nous d'envoyer votre manuscrit, CV, photo et prétentions à : **J. C. Alérini - 11, rue de l'Orme - 69280 MARCY L'ETOILE.**

bioMérieux

La Direction de la Gestion du Patrimoine du Crédit du Nord recherche, dans le cadre de l'extension de son réseau, un

FISCALISTE

Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur, âgé(e) d'environ 30 ans et votre expérience de 3 ans ou plus en fiscalité vous a notamment permis d'acquies de solides compétences en fiscalité d'entreprise. Vous avez également développé vos talents de rédacteur, votre goût pour le conseil et les contacts avec vos clients ainsi que le travail en équipe.

Avec nos spécialistes, vous conseillerez notre clientèle de chefs d'entreprises et de Particuliers sur la gestion de leur patrimoine.

Merci de nous adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo), sous la réf. **CDN/0792**, à **M. Bernard Leroy**

Crédit du Nord VOUS D'ABORD

Direction du Développement de Personnel
50, rue d'Angoulême
75008 PARIS

CLIFFORD CHANCE

Cabinet d'Avocats
recherche pour renforcer son effectif à Paris plusieurs

JURISTES

Débutants et confirmés (expérience professionnelle de 2 à 10 ans acquise en cabinet ou en entreprise).

Les candidats devront posséder une excellente connaissance du droit des obligations et des sûretés, du droit des sociétés et, plus généralement, avoir une bonne maîtrise du droit des affaires. En outre, ils devront avoir développé une réelle spécialisation dans les domaines suivants :

- Droit bancaire et financier ;
- Ingénierie financière ;
- Droit boursier et des valeurs mobilières.

Titulaire d'un doctorat, DESS ou DEA (droit privé, droit des affaires), complété le cas échéant par un diplôme d'une grande école (HEC, Sup de Co, IEP...), les candidats devront avoir une parfaite maîtrise de l'anglais.

Le sens du contact humain et l'esprit d'équipe seront également exigés des candidats.

Prière d'adresser votre candidature manuscrite, curriculum vitae, photographie et prétentions.

Cabinet CLIFFORD CHANCE
Direction du personnel
112, avenue Kléber
BP 163 Trocadéro
75170 PARIS CEDEX 16

ENTREPRISES

FONDÉ
POUVOIR

هذا من الجاهل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 9 septembre 1992 • XV

LE MONDE DES CADRES

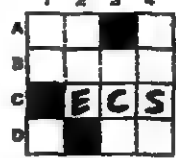
COMSHARE. traducteur h/f

Vous traducteur diplômé et avez acquis une expérience significative dans une fonction identique, de préférence dans le domaine informatique.

Nous confierons la traduction de nos techniques de l'anglais en français.

de plus, vous maîtrisez le traitement du texte, vous êtes notre candidat idéal.

Merci d'adresser votre dossier de candidature et vos prétentions à : COMSHARE SA - 73, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Trading

matériel informatique

Nous sommes un groupe international, européen de la matière informatique IBM.

Nous recherchons pour notre département brokerage un trader responsable des achats/ventes de matériels sur un marché technique et spéculatif à évolution rapide.

Vous faites preuve de rigueur, de rapidité, de dynamisme et vous êtes prêt à engager votre responsabilité. Quelque soit le marché sur lequel vous exercez, vous serez formés à nos produits pour que, très vite, vous assuriez les transactions d'achat et de vente.

L'Allemand courant est exigé, ainsi qu'une parfaite maîtrise de la langue anglaise.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence MR 185 à ECS Relations Humaines - 16 rue Washington, 75399 PARIS CEDEX 08

ECS
AVENIR EN 3 LETTRES

Responsable Marketing Marché

ANDERSEN CONSULTING, premier cabinet de conseil aux entreprises (24 700 personnes dans 46 pays dont 1 000 personnes en France) recherche un RESPONSABLE MARKETING MARCHÉ.

- Analyses et études
- Support aux opérations
- Plans et actions de communication.

Anglais courant, de formation supérieure, votre expérience d'au moins 5 ans vous a permis d'acquies des responsabilités opérationnelles marketing ou commerciales dans le service entreprises (banque, assurance, communication, études...); vous avez acquis une réelle connaissance du terrain et un bon sens du contact.

Vous souhaitez évoluer dans un contexte professionnel pluridisciplinaire et international (nombreux contacts européens), intégrer une équipe en plein développement, vous investir dans la création d'un poste marketing interne vers les marchés financiers et les services aux entreprises. Nous vous permettrons de jouer un rôle essentiel dans l'un des axes de développement de notre société, vous disposerez de tous les moyens pour réussir.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence 9201/M à l'adresse suivante : ANDERSEN CONSULTING - Tour GAN Cedex 13 - 92082 PARIS LA DEFENSE

ANDERSEN CONSULTING
ARTHUR ANDERSEN & CO, S.C.

EMBALLAGE ALIMENTAIRE

CADRE EXPORTATION

Une société française, très bien implantée dans le domaine des demi-produits destinés à l'emballage alimentaire, recherche un cadre exportation capable de gérer et de développer la clientèle, et de négocier à tout niveau : direction d'achats, direction d'usine...

La réussite dans ce poste implique :

- une formation commerciale supérieure (Bac + 4) et 2 à 3 ans d'expérience de vente des produits industriels dans le domaine des industries alimentaires
- des qualités d'initiative, de disponibilité, ainsi qu'une bonne compréhension des problèmes techniques
- la maîtrise de l'anglais et de l'allemand.

Poste basé dans le sud-est de la France.

Ecrire sous réf.
37A 2434 2M
Réponse absolue

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

Importante Imprimerie
du Sud de la France
recherche son

CHIEF D'ATELIER

Agé de 35 à 40 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez un tempérament d'entrepreneur, du dynamisme, un goût prononcé pour la formation dans le domaine de la stratégie.

Vous avez une expérience en entreprise confirmée, vous avez un sens de la négociation à haut niveau. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Vous serez responsable d'un poste de chef d'atelier, vous serez responsable de la production et de la maintenance du matériel.

Ce poste vous offre une réelle opportunité de carrière dans un groupe dynamique pour un candidat expérimenté et ambitieux, désireux d'intégrer dans une équipe technique à haut niveau.

Ecrire au journal, 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis, 75902 Paris Cedex 15, sous réf. 8559, qui transmettra, en envoyant lettre manuscrite, CV, photo et prétentions.

Aujourd'hui, LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS est au service de 267 734 entreprises sur Paris et sa région et gère un budget de 3 milliards de F.

Son rôle est multiple : consultatif, appui aux entreprises, enseignement, gestion d'équipements publics.

Mais la C.C.I.P. ce sont aussi de prestigieuses filiales - Palais des Congrès, Parc des Expositions Paris-Nord Villepinte - et à travers ses réalisations, la maîtrise des technologies du point.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris vous propose de rejoindre le Groupe CPA, spécialisé dans le perfectionnement des dirigeants, en tant que

Chargé d'affaires senior

Vous serez responsable de la gestion et du montage, puis le suivi de programmes intra-entreprises.

Agé de 35 à 40 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur. Vous avez un tempérament d'entrepreneur, du dynamisme, un goût prononcé pour la formation dans le domaine de la stratégie.

Vous avez une expérience en entreprise confirmée, vous avez un sens de la négociation à haut niveau. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Vous serez responsable d'un poste de chargé d'affaires, vous serez responsable de la production et de la maintenance du matériel.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + photo + prétentions) sous référence ALM07009 à C.C.I.P. - D.R.H. - 8, rue Chateaubriand - 75009 PARIS



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Au plan européen, coordonner la conception, l'installation, le suivi de notre nouveau système d'information et technologie.

Leader européen dans la production de Noir de Carbone, filiale d'un groupe international U.S., nous sommes à la recherche d'un cadre expérimenté en Europe, nous mettons en place un nouveau système d'information et technologie, nous recherchons un cadre expérimenté au plan européen à SURESNES (91), puis les correspondances avec chacun des sites de production. Pour cela, notre Directeur M.J.S. Europe recherche le/la

CONSULTANT INTERNE

qui assurera la coordination des phases clés de ce grand projet à envergure européenne, lequel recouvre toutes les facettes essentielles de notre activité.

Il devra maîtriser les aspects technologiques : savoir ce qu'il faut réussir, en s'appuyant sur les expertises internes et externes. Cela passe par la gestion des ressources humaines, organisationnelles, technologiques, dans le respect des budgets et délais, bien sûr, et aussi par votre capacité à anticiper les ruptures dues aux changements et à y réagir rapidement.

À 30 ans environ, de formation supérieure adaptée, vous maîtrisez la vision globale, la mise en place, le suivi de grands projets en systèmes d'information, car vous êtes Consultant depuis au moins quatre ans, vous avez travaillé dans un Cabinet International important. Il faut que vous soyez en mutation, en entreprise. ANGLAIS impératif (langue de travail du groupe); AS 400 : un atout. De fréquents déplacements en Europe sont à prévoir.

Ces perspectives vous intéressent ? prière d'adresser dossier complet s/réf. 9208 à notre Conseil.

LESEQUOIA

60, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

هكذا من لامل

LE MONDE DES CADRES

TEC HABITAT PARIS

Chargé d'Affaires

Collectivités locales

Société et d'Assistance Technique aux Maîtres d'Œuvres
Gestionnaires Immobiliers, 50 ingénieurs, 11 implantations régionales. Nos interventions portent sur la modernisation et la gestion des équipements techniques (eau ou logement, la conduite d'opération, la gestion de l'entretien immobilier...)
Nous développons la performance économique.

Rattaché au Directeur du Marketing et du Développement, ce Chef de Produit pour l'ensemble de nos réseaux, l'animateur et le promoteur nos compétences techniques, auprès des collectivités locales. En particulier, il mènera une analyse prospective de leurs besoins actuels en matière d'environnement (eau et assainissement, traitement des ordures ménagères, ...), de thermique (réseaux de chaleur), d'éclairage public.
Avec l'appui d'experts techniques, juridiques et financiers, il assistera les agences dans la réalisation d'audits des Services Publics concernés.
Il défendra la promotion de nos produits auprès des institutions (ADEME, AIVF, ...) et soutiendra nos agences dans leurs démarches commerciales, auprès des élus locaux.

Ce poste fait appel à des compétences techniques et à de solides capacités de négociation et d'animation (interne et externe). Il s'adresse à un cadre de formation supérieure (ingénieur ou Ecole Supérieure de Commerce, ...) et possédant une bonne approche des Collectivités Locales.

Notre Conseil vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et une lettre d'introduction sous la référence 3488

CORT 12, rue Homolle 75116 PARIS
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

Nous sommes une fédération patronale en France avec une forte préoccupation sociale et recherchons aujourd'hui :

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

vous êtes chargé :

- d'accroître le rayonnement de la Fédération auprès de ses interlocuteurs habituels (entreprises, pouvoirs publics, médias)
- de constituer des dossiers solidement argumentés pour défendre les intérêts de la profession
- d'améliorer la qualité de la communication auprès des adhérents qu'au niveau des outils (exemple : magazine)

Vous avez 30 ans maximum, vous avez une formation supérieure minimum + et vous avez une première expérience professionnelle réussie soit au sein d'un secrétariat général soit au sein d'une direction de la communication.

Vous êtes motivé, avec un fort sens de l'initiative mais également très organisé, sachant dans la multiplicité des tâches quotidiennes poursuivre les buts que vous vous fixez. Vous savez convaincre et défendre vos idées. Vous avez aussi l'habitude de travailler en réseau, en croisant de multiples informations. Vous savez prendre des responsabilités accrues.

Le poste est basé à Paris.

Prenez contact avec notre conseil COR'EX 11, rue Myron T. Herrick - 75008 PARIS ou lui adressant votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, prétentions et photo) sous la référence E1579/FIG.

COR'EX
CONSEIL EN RECRUTEMENT



BANQUE DUPUY DE PARSEVAL

Filière de la Banque Parisienne de Crédit, la Banque DUPUY, DE PARSEVAL est une banque régionale privée implantée sur le Languedoc-Roussillon au sein d'un réseau de 41 bureaux ou agences. Pour conforter son développement, elle recherche pour Perpignan son :

Directeur d'Agence

A 35/45 ans de formation supérieure, vous avez une expérience de 5 ans minimum dans le domaine bancaire vous permet de devenir le "patron" d'un véritable centre de profit.

Vous aurez en charge l'optimisation de la gestion de la clientèle, le développement de nouveaux comptes (entreprises et particuliers), la promotion de la Banque sur le plan local et l'animation d'une équipe de 6 à 7 personnes.

Votre sens des contacts associé à une bonne culture générale sont des atouts importants pour votre réussite.

Merci d'adresser votre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 140-A à PSYNERGIE, 21 Esplanade de l'Europe, 34000 MONTPELLIER. Confidentialité garantie.

PSYNERGIE MONTPELLIER

Consultant en communication d'entreprise

Agé de 27 ans, de formation supérieure (Science Po, Ecole de journalisme...), vous possédez une excellente maîtrise de la langue et un goût pour la sociologie des entreprises. Aujourd'hui l'évolution des ressources humaines vous intéresse, vous souhaitez développer vos qualités : curiosité, sens commercial, pour la conceptualisation, sens commercial. Devenir consultant en communication d'entreprise c'est tout réfléchir à la stratégie, mener des analyses, rédiger des recommandations, être créatif, avoir des idées, vos qualités relationnelles vous permettent de mener à bien vos propositions.

Si vous souhaitez rejoindre la première agence française de communication humaine, écrivez sous la référence E1579/FIG, à Didier Pitelet, Media-System, 6/8 impasse des Deux Cousins, 75340 Paris Cedex 17.

MEDIA-SYSTEM

G R O U P E P U B L I C I S

Société
d'études en
STRATEGIE
et
MARKETING
recherche
pour
compléter
ses
équipes :

1 MANAGER DE DEPARTEMENT ETUDES (Réf. MAN)

Vous avez au moins 5 ans d'expérience et maîtrisez les techniques d'études en stratégie et marketing stratégique.

Votre mission : vous aurez en charge la direction d'un département que vous devrez organiser et développer. Polyvalent, vous souhaitez également intervenir en conseil.

3 CONSULTANTS STRATEGIE et/ou MARKETING STRATEGIQUE (Réf. CSM)

Profil souhaité : diplômé d'une grande école ou d'un 1^{er} cycle universitaire, 10 ans d'expérience minimum dans un cabinet de conseil ou un bureau d'études.

1 CONSULTANT ANALYSE FINANCIERE (Réf. CAF)

Profil souhaité : 3 ans d'expérience en analyse financière. Une bonne connaissance des milieux bancaires et financiers serait appréciée.

PLUSIEURS CONSULTANTS FREE-LANCE (Réf. CFL)

Nous vous proposerons régulièrement des missions d'études à caractère stratégique et/ou marketing.

Envoyer votre candidature (lettre + CV + photo + prétentions) à :
BRAIN MASTER - 41 Bd des Capucines - 75002 PARIS, en précisant impérativement sur l'enveloppe la référence du poste choisi.

36 15
LM

3615 LM vous permet de consulter un mois d'offres d'emploi parues dans *Le Monde*. Les annonces présentes sur 3615 LM sont mises à jour quotidiennement.

CONSEILS EN CARRIÈRE

Dirigeants prêts à changer ?

POURQUOI ATTENDRE ? Vous vous interrogez sur votre vie professionnelle ; vous avez le sentiment qu'il vous faut faire le point et vous êtes prêts à agir.

Les consultants de Forgeot, Weeks peuvent vous y aider très concrètement. Depuis 18 ans, ils ont ainsi conseillé et suivi plus de 6000 dirigeants et cadres supérieurs. Y compris dans la prospection de la face cachée du marché.

Et de plus en plus souvent, les entreprises prennent en charge ces prestations.

Alors, n'hésitez plus : prenez rendez-vous pour un premier entretien exploratoire strictement confidentiel et sans frais.

Forgeot, Weeks

CONSEILS PERSONNELS EN EVOLUTION PROFESSIONNELLE

Paris : 3, rue du Fg St-Honoré, 75008. Tél. (1) 42.65.42.00
Genève : 9, route des Jeunes, 1227. Tél. (022) 711.11.11
Bureau associé : Londres

هكذا من زياصل

CADRES

Le Monde ■ Mercredi 9 septembre 1992 XVII

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités Territoriales - Ministères - Associations

Directeur
d'Agence



A 100 km de Paris au cœur de la Normandie recrute dans le cadre de la MISSION D'ACTION CULTURELLE

Directeur de la Bibliothèque Départementale de Prêt

Conservateur ayant une première expérience de gestion d'équipement, vous participez au développement de la lecture publique dans notre Département et plus largement à la conception et à la mise en œuvre de la politique culturelle du Conseil Général.

Vous gerez un équipement neuf, doté de 4 bibliothèques, d'un fonds de 220 000 livres, 14 000 documents audiovisuels. Vous aurez la responsabilité d'un budget de 1 250 000 F.

Vous animerez également une équipe de 20 personnes et serez en place l'information au service.

Conservateur du Patrimoine Départemental

Titulaire d'une Maîtrise d'Histoire de l'Art, vous êtes très à l'aise pour organiser différentes expositions et animations, et avez une aptitude réelle à la communication.

Vous participez avant tout à la protection et à la valorisation du patrimoine culturel et historique du Département, en particulier en recensant les objets mobiliers.

Ces deux postes sont à pourvoir rapidement par mutation, promotion ou contrat.

Pour tout renseignement : contactez Monsieur CHERMIEUX, Chargé de Mission à l'Action Culturelle au 32.31.50.12.

Adresser votre candidature à Monsieur le Président du Conseil Général de l'Eure - Direction des Ressources Humaines - Hôtel du Département - Bd Georges Chauvin - 27021 EVREUX Cedex.



LE DIRECTEUR GENERAL (H/F)

Après cinq années de fonctionnement de trois comités régionaux, nous mettons en place un seul organisme régional touristique.

Dans ce cadre, nous sommes chargés de :

- proposer et de mettre en œuvre la politique de promotion touristique de la Région Rhône-Alpes sur le plan régional, national et international.

Passionné par cette région, vous aurez comme objectif la mise en valeur de son image et la commercialisation des produits et programmes touristiques.

Vous dirigerez une équipe d'une dizaine de personnes et assurerez la gestion du budget et le fonctionnement de la structure, implantée dans l'agglomération lyonnaise.

Agé de 35/45 ans, une formation supérieure commerciale, vous possédez une expérience d'un poste de responsabilité dans le secteur touristique, vous pratiquez l'Anglais, ainsi qu'une seconde langue européenne.

Une grande disponibilité est exigée de par les fréquents déplacements que comporte ce poste.

La région Rhône-Alpes vous remercie d'adresser votre dossier complet de candidature avant le 30 septembre (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) à l'adresse suivante : 92/CRT/10, si son adresse :

cége

COGE MANAGEMENT
1, rue de la République 69001 LYON

pour le service des Affaires Générales, Etat-Civil, Elections

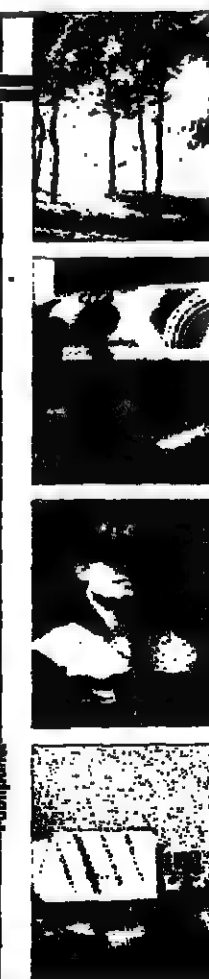
UN RÉDACTEUR

Adjoint au chef de service.
Titulaire d'un DEUG ou d'une licence en droit (connaissance du droit des personnes et de la famille exigée)
Salaire brut annuel de début de carrière : 86 500 F + 13ème mois.

Adresser lettre de candidature + Cv et photo avant le 20 septembre 92 à : M. Le Maire, BP 76, 62311 SÉVRES cedex.
Pour tout renseignement complémentaire, téléphoner au 41 14 10 61.

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute Technologie



Siège de la Lyonnaise des Eaux-Dumez, le Groupe SITA (13 000 personnes, 30 filiales, 3,7 MM FF de CA) est leader dans les domaines de la collecte et du traitement de déchets ménagers et industriels et dans les opérations de propreté urbaine. Il recherche aujourd'hui pour le siège parisien :

JEUNES INFORMATIENS

Rattaché à un Responsable d'Application dépendant lui-même du Directeur des systèmes d'information, vous avez 25/28 ans, vous êtes titulaire d'un bac + 4 ou d'une ou deux années d'expérience. Vous participez activement au développement des programmes, à l'installation des logiciels dans les filiales du Groupe réparties sur l'ensemble du territoire français et à la formation des utilisateurs des nouveaux outils. Vous effectuez des missions d'assistance auprès des filiales.

Vous savez faire de l'analyse et de la programmation, aimez le suivi des utilisateurs. Rigoureux, organisé, pragmatique, vous êtes diplomate et homme de terrain ; vous rejoignez une direction dynamique et rapide qui vous offre de nombreuses perspectives d'évolution. La connaissance de l'environnement HP serait un "plus".

Vous souhaitez pleinement vous investir dans le développement d'un Groupe de taille internationale dont l'expertise est reconnue dans les domaines de l'Environnement. Ces postes sont à pourvoir immédiatement.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à Geoffroy Vieljeux, Responsable du Recrutement des Cadres - Groupe SITA, 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS | Fax 42 67 75.



CONSEILS EN CARRIÈRE

Dirigeants prêts
à changer ?

LA MISSION INTERMINISTÉRIELLE
DU POLE EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT
(située à Longwy)

recrute un

URBANISTE/AMÉNAGEUR

chargé notamment au sein de l'équipe des missions suivantes :

- Suivi du projet d'agglomération transfrontalière et pilotage de ses retombées en matière d'urbanisme et d'organisation spatiale.

- Conseil en développement et projets auprès des collectivités territoriales et animation du tissu local.

- Gestion de l'interface avec l'établissement public Métropole Lorraine concernant les questions d'aménagement et de portage immobilier du parc international d'activités.

PROFIL

Le (la) candidate(e) âgé(e) de 35 à 40 ans devra justifier d'une **EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE D'AU MOINS 10 ANNÉES** dans la fonction (urbaniste/aménageur issu des secteurs public ou privé, directeur de SEM...).

AVANT LE 10 SEPTEMBRE IMPÉRATIVEMENT

CV détaillé, photo, motivations et prétentions à :

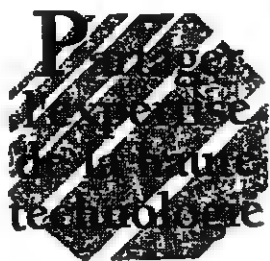
MISSION INTERMINISTÉRIELLE DU PED
Maison du PED - BP 1 - 54402 LONGWY

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 3 1 5 L M

هكذا من الإمل

SECTEURS DE POINTE

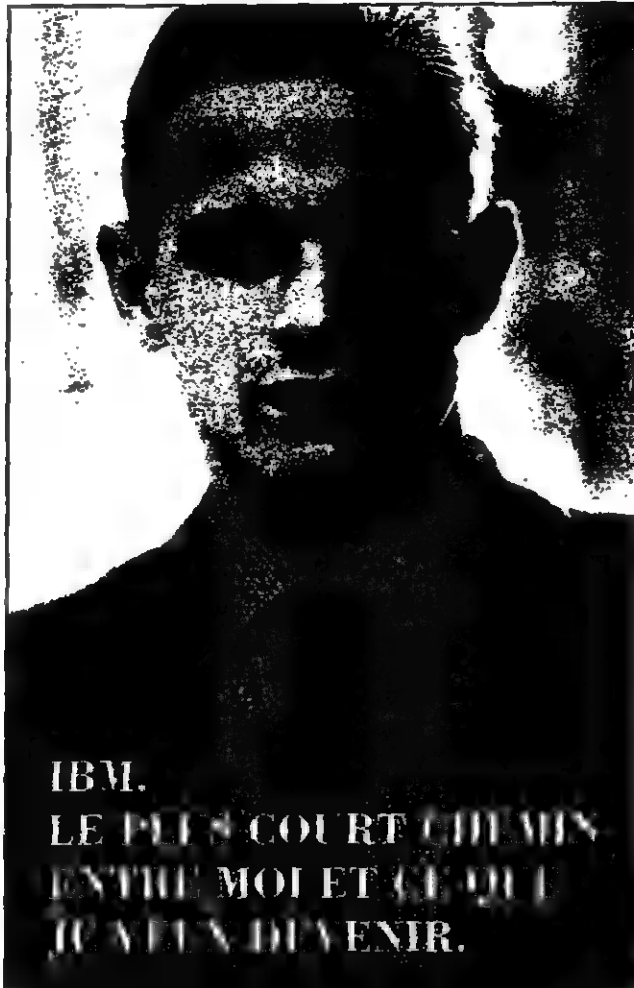
Production - Informatique - Haute Technologie



INGÉNIEUR SURETÉ

Dans le cadre de projets à haute technicité, vous superviserez une équipe de jeunes ingénieurs pour mener à bien la réalisation d'analyses et d'études de danger ainsi que la rédaction des documents officiels destinés aux autorités de sûreté. Ingénieur diplômé d'une grande école, vous avez 10 ans d'expérience soit en tant que spécialiste sûreté, soit en tant que généraliste compétent en de fonctionnement.

SGN membre du Eurisy (5000 pers., de F de C.A. 1991), l'une des premières références mondiales dans le domaine de l'ingénierie sectorielle aux services à l'industrie, à l'environnement, compétence technique, pluridisciplinarité, rigueur et méthodologie, meilleurs moyens pour évoluer. Ces postes sont à Saint-Quentin-en-Yvelines pour SGN et l'une des Filiales. Merci d'adresser votre candidature réf. CS/LM/01 à Claire Conan, Direction du Personnel et des Relations Humaines - 1, des Hérons, Montigny-le Bretonneux 78182 Saint-Quentin-en-Yvelines.



IBM.
LE PLUS COURT CHEMIN
ENTRE MOI ET CE QUE
J'AI VU DEVENIR.

Valorisez votre expérience dans de grands projets

Notre Direction des Services recherche des

CHEFS DE PROJET TECHNIQUE EXPERIMENTES H/F

Leur mission : développer des projets dans le domaine applicatif ; étudier, définir, négocier ces projets ; choisir les sous-traitants et partenaires ; assurer leur maîtrise d'œuvre jusqu'à la réalisation finale ; animer l'équipe projet.

Les candidats doivent répondre aux conditions suivantes :
- Diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur Long - Bac + 4 minimum - Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou de Commerce, Universités (Sciences et Techniques) ; justifier d'une expérience significative (8 - 10 ans) de Chef de projet avec conduite de plusieurs projets d'envergure à la tête d'une importante équipe de professionnels ; maîtriser les grands systèmes IBM et produits associés ; avoir de bonnes connaissances de l'anglais ; déplacements en France et à l'étranger (postes basés à Paris et région parisienne).

Plus d'informations s'intégreront dans notre plan général de formation continue.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV détaillé et photo), sous référence DSC 1 à : IBM France Service Recrutement Tour Descartes, Cedex 50, 92066 PARIS La Défense.

IBM nous garantit la plus grande discrétion. Nous vous rembourserons les éventuels frais de déplacement.



Le Groupe CGI est un des leaders mondiaux du Conseil et de l'Ingénierie Informatique.

- 4000 personnes
- C.A. : 1 milliard de francs
- 80 implantations en Europe et en Amérique du Nord

CGI INFORMATIQUE

Des carrières aussi solides que nos stratégies

Croissance interne et externe en France et à l'étranger, évolution des techniques, des outils et des compétences, gestion des carrières, développement des compétences et des responsabilités, la promotion interne et l'ouverture à tous les métiers de notre Groupe. Nos stratégies nous ont conduit aux premiers rangs mondiaux du Conseil et de l'Ingénierie Informatique. Elles nous amènent à poursuivre notre politique de recrutement de jeunes.

DIPLOMÉS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SCIENTIFIQUES OU TECHNIQUES Paris-Provence

Débutant ou expérimenté (de préférence en gestion), vous êtes attiré par le Conseil, la conception et la réalisation de systèmes d'information destinés à la gestion et au management de grandes entreprises. Vous souhaitez assurer à votre carrière de réelles perspectives d'avenir.

Grâce à la formation que nous vous offrons, vous serez vite opérationnel sur d'importantes entreprises qui nous sont confiées. Paris et en Province. Vos missions successives vous permettront d'accroître et de diversifier vos compétences, d'élargir vos responsabilités, de choisir des filières d'évolution conformes à votre intérêt et à vos ambitions (Direction de grands projets, Commercial, Ingénierie, etc.).

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V.) sous la référence MO 992, à Madame D.

CGI INFORMATIQUE - 30, rue du Château - Rentiers
75040 Paris Cedex 13 ou directen L sur minitel
3614 code CGI INF, tapez AVENIR



ON N'EST JAMAIS TROP SÉRIEL

Tektronix

Télévision Systems

Leader mondial d'équipements vidéo professionnels et recherche pour le marché français

INGÉNIEUR COMMERCIAL EXPÉRIMENTÉ

Ingénieur de formation et issu du milieu télévision professionnelle, vous possédez une technique, une capacité d'autonomie pour l'action court et moyen terme. Anglais indispensable.

Choisissez l'opportunité d'être responsable d'un chiffre d'affaires élevé réalisé auprès d'une clientèle directe et d'animer un réseau de distributeurs représentant une part importante de vos objectifs de vente.

Votre mission impliquera la participation à la politique commerciale et marketing.

Envoyez votre candidature (manuscrite, CV, photo) à : 05 1231 1231 PREMIER CONTACT - 38, rue de Villiers - 92532 Levallois-Perret Cedex ou tapez 05 1231 1231 code PCONTACT.

Automatismes de transport : la sûreté sur toute la ligne

Présent en Europe, en Amérique et en Asie, MATRA TRANSPORT est aujourd'hui leader mondial dans le domaine des métros automatisés. A Lille, Chicago, Jacksonville, Toulouse, Taipei, Le VAL révolutionne les transports urbains.

Pour répondre à l'évolution des métros existants MATRA TRANSPORT conçoit des automatismes d'aide à la conduite très performants : SACEM pour la ligne A du RER parisien, Maggaly pour la ligne D du métro de Lyon, Sélenté METEOR pour le réseau parisien de la RATP.

Pour notre département Sûreté de Fonctionnement (Sécurité, Disponibilité...) nous recherchons un

INGENIEUR SURETE LOGICIEL

Vous avez la responsabilité de la certification des logiciels sécuritaires et critiques. Au départ vous intervenez principalement sur l'un des grands projets d'automatismes : METEOR.

Vous êtes de ce fait en contact avec l'équipe de développement logiciel avec l'équipe chargée du projet.

Par ailleurs, vous encadrez une petite équipe.

Ingénieur Informatique Grande Ecole, vous avez complété votre formation par une première expérience (environ 4 ans) en analyse et développement logiciel.

Dans ce poste, basé à Montrouge, vous pourrez mettre en valeur votre esprit d'analyse, votre sens du contact et votre rigueur technique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence ISL à notre Direction des Ressources Humaines

MATRA TRANSPORT
48/56 rue Barbès - BP 531
92542 Montrouge Cedex



IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

هكذا لمن لا يملك

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde ■ Mercredi 9 septembre 1992 XIX

POINTE

SECTEURS DE POINTE

Responsable informatique de gestion Mayenne (53)

S'unir pour la santé

Associer les compétences de chacun à tous nos grands projets, privilégier la Recherche Scientifique et le développement de nos collaborateurs, une telle philosophie guide notre innovation et la performance. Atteint laboratoire mondial par son CA et sa Recherche, notre Groupe ouvre de larges perspectives aux hommes et aux femmes prêts à unir leur talent.

En Direction Industrielle basée à Mayenne (53) (moins de 100 personnes) recherche son Responsable de l'informatique de gestion (H/F) pour mettre en place et animer une équipe technique de 4 personnes (Développement/Exploitation/Bureautique). Dans le cadre du développement de multiples applications, il la gestion de production (AS400/VAX), vous contribuerez activement à l'un des leviers stratégiques SmithKline Beecham. En étroite collaboration avec le Contrôleur de gestion industriel, dans un contexte international, vous développerez et mettrez en œuvre des outils de gestion permettant une circulation rapide, régulière et efficace de l'information. En relation privilégiée avec l'informatique Groupe, vous définirez le schéma directeur, dirigerez l'étude et la réalisation des projets et gèrerez le budget des études. Informaticien (Ingénieur ou équivalent), homme de terrain, soucieux du service-client, âgé d'environ 35 ans, vous avez une expérience réussie en milieu industriel dans le management du développement et de l'exploitation informatique.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence CGL-SI/01 à Thierry BOSSER-PILON, SmithKline Beecham B22 - 53000 MAYENNE.

SB
SmithKline Beecham
Laboratoires Pharmaceutiques



La Société MORS,
la plus grande unité de
Groupe MORS, en fort
développement
(1 500 personnes,
700 M² de CA), étendit,
fabrique et commercialise
des équipements
électroniques
professionnels,
technologiquement très
avancés pour des secteurs
tels que l'aéronautique, le
transport, la défense,
l'automobile,
l'environnement.

BIENVENUE A BREST, EN BRETAGNE

220.000 habitants.

Centre Européen
de Recherche Océanologique.

N° Vert 05 25 15 73 - 3614 BRESTEL

INGÉNIEURS CHEFS DE PROJET RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Si l'environnement est un sujet qui vous passionne, voici pour vous l'opportunité d'exprimer pleinement vos talents tout en choisissant de privilégier votre qualité de vie. En effet, c'est en Bretagne dans notre établissement de Brest que vous rejoindrez nos équipes R & D pour participer à l'expansion de notre activité environnement océanographique. Responsables techniques puis rapidement chefs de projet, vous assurerez le développement d'instruments et systèmes océanographiques en liaison avec des partenaires français et étrangers. Véritable coordinateur pour l'ensemble de nos travaux de sous-mer, votre assise relationnelle sera déterminante dans la qualité de vos contacts auprès de nos clients et partenaires. De formation Grandes Ecoles, ENSI ou équivalent vous possédez de préférence une expérience de 3 ans en R & D orientée vers les techniques d'acoustique sous-marine ou d'instrumentation océanographique. L'anglais courant est indispensable pour ce poste où des déplacements à l'étranger sont prévus. Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre, prétentions) à MORS Environnement, Michel Comblat, 21 du Veris, 29200 Brest.



► L'AXE HAUTE TECHNOLOGIE ◀

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

RIGUEUR ET PASSION

Premier organisme de recherche fondamentale en Europe,
le Centre National de la Recherche Scientifique
recrute par concours :

- 22 Ingénieurs de Recherche
- 17 Ingénieurs d'Études
- 22 Assistants Ingénieurs

Dès aujourd'hui, composez sur Minitel

3614 code : SIG 4

pour les EMPLOIS

pour obtenir les renseignements sur les métiers, les lieux de travail et les modalités d'inscription.

Les dates limites de retrait et de dépôt des dossiers de candidature sont fixées respectivement aux

2 octobre et 5 octobre 1992

TOTAL

Groupe français largement ouvert sur le monde, TOTAL est présent dans plus de 80 pays sur tous les segments de la chaîne pétrolière (exploration et production de pétrole et de gaz, transport, raffinage et distribution) ainsi que dans le secteur chimique et minier. Aujourd'hui, nous proposons à un INGÉNIEUR MINÉRALURGISTE de rejoindre TOTAL Compagnie Minière France (TCMF).

Sous la responsabilité du Chef du Département Traitement, vous serez chargé pour TCMF, mais également pour les filiales étrangères du Groupe œuvrant dans le secteur minier (U.S.A., Canada...), de mener des études de développement des procédés de traitement de minéral (faisabilité, ingénierie, suivi de projet) et d'aider les équipes d'exploitation dans l'amélioration du fonctionnement d'unités existantes, en prenant en compte les aspects techniques, économiques et d'environnement.

Basé dans un premier temps en région Limousin, vous pourrez ensuite être amené à évoluer vers des fonctions d'exploitation d'unités de traitement de minéral en France ou à l'étranger.

Ingénieur de formation, avec spécialisation en minéral, en physique-chimie ou en sciences des matériaux, vous avez acquis 5 à 10 ans d'expérience industrielle dont une partie dans le traitement de minéral.

L'ouverture de nos activités sur l'international nécessite par ailleurs une bonne maîtrise de l'anglais et une réelle curiosité géographique.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre dossier de candidature (CV, lettre, prétentions) à : M. L. M92E11 à Christophe EON, Service Recrutement, TOTAL, TOUR TOTAL, Cedex 47, 92069 PARIS DÉFENSE.



ON NE S'APPELLE PAS TOTAL PAR HASARD

FRANCE
TELECOM



POUR SON ÉTABLISSEMENT
DE LA DÉFENSE
recherche

Ingénieurs Commerciaux "Grands Comptes"

Interlocuteur privilégié de nos grands clients nationaux, vous serez responsable de la valorisation commerciale de nos produits "portefeuille" dans le cadre d'une politique de développement par objectif.

Vous assurerez, avec le soutien des technico-commerciaux, l'élaboration d'offres commerciales adaptées au marché et aux besoins de vos clients.

Vous aimez les contacts à haut niveau et vous avez une réelle aptitude à la vente.

Votre formation grande école d'ingénieur ou de commerce (diplôme BAC + 4 minimum exigé) complétée par une expérience de la vente de 2 à 3 ans notamment en technologie de pointe sera appréciée.

Merci d'envoyer votre lettre, CV, photo et prétentions à FRANCE TELECOM, Direction Opérationnelle, Département des Ressources Humaines, pièce 103 18/48, François Arago - 92011 NANTERRE CEDEX

FRANCE
TELECOM



Dans le cadre d'une coopération internationale, un organisme français recherche pour une mission de 2 ans, dont 18 mois en INDONÉSIE, un :

INGÉNIEUR ou CHERCHEUR dans le domaine thermique

La mission consiste à participer au lancement et à l'activité d'une plate-forme d'échangeurs de chaleur.

Les candidats devront avoir :

- Un diplôme d'ingénieur ou un doctorat.
- Des compétences établies dans la mise en place et l'exploitation d'usines.
- L'expérience de contrats entre labo et recherche et l'industrie.
- Des capacités d'ouverture et d'écoute.
- Un bon niveau d'expression en langue anglaise.
- Une expérience de recherche dans un environnement international sera un atout important.
- Age minimum : environ 40 ans.

Salaires et avantages liés à l'expatriation.

Lettre manuscrite + CV (français et anglais) + prétentions à adresser au journal qui transmettra, sous référence 1011, Le Monde Publicité

15-17, du Colonel-Pierre-avia, 75010 Paris cedex 15.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

سكزا من لامل

SECTEURS DE POINTE

Responsable de l'ingénierie sectorielle

ADJOINT AU CHEF DU SERVICE

Sur nos projets nucléaires, vous prendrez en charge les calculs de radio-protection d'analyses pour application à des équipements soumis à un type de rayonnements. Vous avez complété votre formation d'ingénieur grande école ou d'universitaire en sciences physiques par un diplôme en génie atomique. Bien débutant, vous avez déjà démontré votre intérêt pour les calculs de radio-protection en réalisant l'étude de fin d'études dans ce domaine. Vous possédez de bonnes aptitudes dans la lecture de plans en 3 dimensions. Vous maîtrisez l'anglais.

USSI est membre du Bureau Eurisy (CETI pers., 3 Mds de F de C.A. en 1991), l'une des premières références mondiales dans le domaine de l'ingénierie sectorielle et des services à l'industrie. Dans son environnement, compétence technique, pluridisciplinarité, rigueur et méthodologie sont nos meilleurs atouts pour évoluer. Ces postes sont basés à Saint-Quentin-en-Yvelines.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant la réf. du poste souhaité à Carole Conan, USSI Direction du Personnel et des Relations Humaines - 1, rue des Hérons, Montigny-Lez-Tours 41000 Saint-Quentin-en-Yvelines.

USSI

ORLÉANS

INGÉNIEUR ÉLECTROTECHNICIEN CONFIRMÉ

Managez nos projets techniques et développez nos services clients

Nous sommes un important groupe industriel (35 000 personnes, 20 milliards de CA, plus de 50 % réalisés à l'international) qui conçoit, fabrique et commercialise des matériels et équipements électriques. Nous recherchons pour notre agence d'Orléans un ingénieur électrotechnicien confirmé.

En relation directe avec le Directeur d'Agence, vous aurez la responsabilité de nos activités Montage et Service Après-vente. Votre mission englobera le management du bureau d'études et des équipes d'installation et de maintenance, le montage technique des affaires en relation avec les ingénieurs commerciaux et le développement des prestations de services essentielles pour fidéliser et développer notre clientèle.

Ingénieur de formation électrotechnique avec 5 à 10 ans d'expérience commerciale et de management d'équipes techniques dans notre domaine d'activité, vous valoriserez votre expertise technique, votre aptitude au management et votre dynamisme commercial.

Merci d'adresser votre candidature sous référence BMOND1015, 11 VOG, 32 avenue Charles-de-Gaulle, 91220 Neuilly-sur-Seine, qui transmettra.

Important groupe chimique implanté en Europe, recherche pour l'un de ses centres de production de polystyrène situé à proximité de Lille (30 km) un

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

De formation AM, ICAM ou équivalent, ou issu de la MARINE disposant d'une expérience de 7 à 8 ans en site industriel chimique ou parachimique.

Vos qualités d'organisateur et votre sens de l'animation des hommes vous permettront de prendre en charge le secteur mécanique du département entretien regroupant 30 personnes principalement :

- assurer l'entretien curatif,
- participer aux projets,
- contrôler les travaux...

Ce poste qui est à pourvoir rapidement se situe dans un environnement international et nécessite de maîtriser la langue anglaise.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à BP CHEMICALS Service du Personnel - Avenue de la Chimie - 59610 WINGLES.

BP CHEMICALS

Placoplatre
Signe la qualité

Au sein du Groupe BPF INDUSTRIES, leader européen des produits du plâtre, BPF FRANCE, 5 500 personnes, 1 milliard de Francs de CA, recherche pour sa Division PLACOPLATRE (1 000 personnes, 1,7 milliard de F. de CA) :

CHEF DE PROJET ENGINEERING Réf. A20708

Fatur opérationnel : Production / Services Techniques

Au sein de la Direction Technique, et en lien avec un service d'études, une équipe d'ingénieurs de techniciens, vous coordonnerez les études et la mise en œuvre de nouvelles installations industrielles.

30/35 ans, ingénieur de formation, votre expérience professionnelle a conforté votre potentiel technique (mécanique, électricité, automatisme) et votre sens de l'organisation des équipes.

INGÉNIEUR MAINTENANCE ÉLECTRICITÉ Réf. A20709

27/30 ans, diplômé d'une Ecole d'ingénieur, spécialisé en électricité et justifiant d'une expérience de 2/3 ans dans un poste similaire.

La responsabilité de Chef de Service Techniques de notre principale Usine, vous prendrez en charge l'ensemble de la maintenance électrique de nos installations fortement automatisées.

Pour ces postes, basés en RÉGION PARISIENNE, merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence choisie à notre Conseil Madame Favreux - 52, rue de la République - 75015 PARIS.

BPB FRANCE

GTME
GTM ENTREPOSE ÉLECTRICITÉ

Chef de Projet "Ingénierie de Systèmes"

Au sein de GTME (Branche Électrique du groupe GTM ENTREPOSE), le département transport spécialisé dans l'ingénierie et le développement de systèmes et équipements électroniques de trafic autoroutiers ou urbains (péages, aides aux usagers, aide à l'exploitation, traitement des données...).

Le poste nous amène à rejoindre l'équipe ingénierie à rechercher un chef de projet confirmé qui prendra en charge une nouvelle affaire de l'analyse du besoin jusqu'à la maîtrise d'œuvre, dans le secteur des automatismes et des grands systèmes informatiques.

Il pilotera toutes les étapes du projet (analyse fonctionnelle, rédaction des spécifications techniques, dépeillement des offres, suivi des marchés jusqu'à la recette), en étant le garant des aspects techniques et budgétaires.

Nous recherchons un ingénieur de 30/35 ans, formation généraliste (Centrale, AM...), qui possèdera les compétences techniques requises pour ce poste (5 ans d'expérience d'ingénierie ou développement de projet en électronique ou informatique industrielle) mais aussi des qualités de gestionnaire d'affaires (méthode, capacités d'analyse et de synthèse, aptitudes à la coordination d'équipes...). Poste basé à Nanterre (5 mn du RER).

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil : PSYNERGIE, 2 rue d'Aquin, 75007 PARIS.

CTCP

Le CENTRE TECHNIQUE de la CONSERVATION des PRODUITS AGRICOLES crée sur le site d'expérimentation de DURY les AMIENS (80) la fonction de :

Chef du Laboratoire de Biochimie

Votre profil : ingénieur ou Docteur-ingénieur en agro-alimentaire ou chimie, à 35-40 ans, vous avez une double expérience : la pratique des méthodes analytiques des PRODUITS ALIMENTAIRES et la direction d'un laboratoire de même type. Anglais souhaité.

Mission :

- suivre les projets de recherche,
- assurer la fiabilité des analyses,
- contrôler/qualité, gérer les équipements,
- en lien avec le profit,
- encadrer une équipe de 10 ingénieurs techniciens,
- liens hiérarchiques avec le directeur R&D.

Merci d'écrire votre curriculum vitae + prétentions + enveloppe à l'adresse, sous référence CTA/LM1, à :

michel jouhannaud conseils international search group
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Plastiques Techniques pour l'Automobile

D S M France

Filliale de DSM, 13ème groupe chimique mondial (100 personnes), CA France : 1 Milliard F. Partenaires prépondérants : l'industrie automobile, nous développons des plastiques techniques de pointe pour des applications d'avenir. Nous recherchons un

Ingénieur Développement Marketing
Applications "sous le capot"

Votre rôle est de déceler chez nos clients les nouvelles applications de nos produits (ex : stanyl) qui mènent à leur développement : chez les constructeurs automobiles, les équipementiers, les transformateurs, vous dialoguez avec des directeurs techniques, responsables de projets, ingénieurs R&D, sur un plan technique et commercial. Évidemment, vous êtes en contact étroit avec notre laboratoire en Hollande.

25/30 ans, ingénieur chimiste spécialiste des plastiques techniques ou des matériaux, avec une expérience (2/3 ans) comparable.

L'anglais vraiment courant est impératif.

Merci d'adresser votre CV à : PSYNERGIE, 2 rue d'Aquin, 75007 PARIS, réf. 256DMO.

PSYNERGIE

Un métier riche et varié

Cet organisme est reconnu comme le leader incontesté du contrôle et de l'inspection Technique pour l'industrie et le tertiaire. Grâce à son haut niveau d'expertise, il offre son savoir-faire et apporte formation professionnelle et conseil multitechnique par un solide partenariat avec les entreprises. Pour assurer ce développement, il recherche :

INGÉNIEUR D'AFFAIRES "SENIOR"
Lyon Réf. M 182210 R

Rattaché au Chef d'Agence, il anime une petite équipe d'ingénieurs Chargés d'Affaires et assure la responsabilité de projets importants mettant en œuvre des techniques très diverses. Il intervient personnellement dans son domaine de compétence technique. Il sera chargé de développer aussi les méthodes et les outils de conduite d'affaires.

Agé d'une quarantaine d'années, il sait faire preuve d'une forte implication personnelle comme en équipe. Méthodique, il a de l'initiative et un sens prononcé du contact. C'est un coordinateur, un rassembleur.

INGÉNIEURS CHARGES D'AFFAIRES
St Etienne Réf. M 182210 P Grenoble Réf. M 182210 Q

Rattaché au Chef d'Agence, ils sont les interlocuteurs principaux d'une clientèle diversifiée avec qui ils négocient des solutions techniques et commerciales, et conduisent des projets multidisciplinaires dans lesquels ils apportent leur spécialité.

Agés d'au moins 30/35 ans, ingénieurs spécialisés (Électricité, Mécanique, Génie Chimique ou Chimie...), ils ont une expérience significative de la coordination d'affaires dans le Service ou l'Ingénierie. Esprit d'équipe, sens relationnel, méthode et souplesse sont autant de qualités pour réussir et évoluer dans une Société reconnue pour sa compétence et son efficacité.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence du poste choisi à :

EGOR RHONE-ALPES
Tour du Crédit Lyonnais
129, rue Servient - 69431 LYON CEDEX 03

PARIS NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BRUXELLES DARMSTADT ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

EGO

هكذا من لا يملك

SECTEURS DE POINTE



Nous sommes le 1er producteur et exportateur Européen (8400 salariés, 7 milliards de CA) de produits à base de viande de volailles (Poulets, Dindes, Canards) que nous commercialisons sous les formes les plus variées, en fonction de la demande des consommateurs. Nous sommes présents à la fois industriellement et commercialement dans toute l'Europe (47 établissements). Compte tenu de notre croissance, nous recherchons de jeunes cadres de formation supérieure (Ingénieurs de fabrication, Ingénieurs de Maintenance, Grande Ecole de Commerce et de Gestion, etc...) pour pourvoir les postes ci-dessous. Pour la plupart d'entre-eux, il nous est possible de proposer une affectation, soit en France, soit en Allemagne, soit en Espagne. Nous assurons, bien entendu, toute la formation et l'adaptation préliminaires requises, en tenant compte des compétences et des potentialités de chacun. La taille de Groupe Doux, le nombre et la variété de ses établissements comme de ses activités, sa présence industrielle et commerciale dans les pays de la CEE, son activité Export en dehors de la CEE, tout cela nous permet d'offrir aux jeunes cadres des possibilités multiples d'évolution professionnelle. Nous vous remercions de mentionner dans vos réponses les options qui sont les vôtres en ce qui concerne la localisation géographique qui aurait votre préférence, par exemple pour une 1ère affectation.



INGENIEURS DE FABRICATION

(Arts & Métiers, Ensi, Agro, Utc ou équivalent - Réf 92/15) (Débutants ou 1ère expérience).

Ces postes concernent des fonctions à exercer en usine, avec prise en charge des problèmes habituels que pose le management des Equipes travaillant en atelier sur le plan de la productivité, de la qualité, des prix de revient. De tels postes sont basés dans l'Ouest de la France, en Allemagne, en Espagne. Ils concernent aussi bien nos usines appartenant à notre Division Nutrition Animale que celles fabriquant nos produits finis, destinés à la consommation humaine.

RESPONSABLES MAINTENANCE ET TRAVAUX NEUFS

(Ingénieurs ou DUT Electricité + Spécialisation - Réf 92/16)

Possédant une première expérience, si possible comme responsable de maintenance, vous avez une formation supérieure centrée sur l'électro-technique. Vous avez déjà vécu ou travaillé, soit en Allemagne, soit en Espagne. Rattaché à la Direction Technique du Groupe DOUX, vous prendrez progressivement en charge, en fonction de vos connaissances et de votre expérience, la coordination et l'encadrement des équipes de maintenance ainsi que l'étude et la réalisation de projets d'équipement pouvant aller jusqu'à la construction d'usines (études techniques, évaluation des coûts rédaction des cahiers des charges, suivi des montages et mises en service, etc).

Deux postes sont à pourvoir, en Espagne (au siège de Doux Iberica, à Saragosse) et en Allemagne (au siège de Guts-Gold GmbH, à Bad-Bentheim en Basse-Saxe), comportant de nombreux déplacements dans chacun des pays concernés.

Envoyer lettre + CV + photo en indiquant la référence choisie à l'adresse suivante : Groupe DOUX - Direction du Personnel - BP 22 - 29150 CHATEAULIN.

SCORE

ETMI

Chef de Pro



Filiale d'un groupe international Agro-alimentaire, nous développons notre savoir-faire dans le domaine spécifique de la Malterie.

Engagés dans un processus de certification, nous évoluons dans un contexte dynamique et innovant. Nous recherchons notre

Directeur technique

ENSIA - AGRO - AGRI

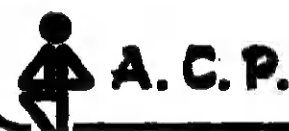
En étroite relation avec notre Directeur Général, votre responsabilité recouvre l'ensemble des activités : Production, R&D, Contrôle Qualité, Entretien/Travaux Neufs. Force d'action et de proposition, votre capacité d'animateur contribue à l'amélioration des performances techniques et économiques de l'entreprise, dans le cadre d'une organisation rigoureuse, favorisant l'optimisation des résultats escomptés, au regard des équilibres de gestion.

Homme de dialogue, vous êtes attentif à la promotion et à la qualité de nos produits, dans le respect des exigences et des innovations souhaitées par nos clients.

De formation Ingénieur, complétée obligatoirement par une expérience en production, à 35/40 ans, vous êtes un opérationnel totalement impliqué sur le terrain, véritable force d'influence qui sait écouter, innover, convaincre et faire partager son enthousiasme.

Poste basé dans l'arrondissement de LILLE, offrant de réelles perspectives d'évolution à un manager entrepreneurial, relationnel et pragmatique.

Anglais impératif.



Adresser lettre manuscrite + photo + curriculum vitae sous la référence 591/LM à JM CLOREC - ACP 1, rue Saint Marc - 29000 QUIMPER - Téléphone : 98.53.50.51



UN AVENIR D'AVANCE

Le service "OFFRE SUR MESURE" a pour mission de proposer des solutions répondant aux besoins des grands clients de FRANCE TELECOM.

CONCEPTEURS (Réf. CNM) CHEFS DE PROJETS (Réf. PRM) INGENIEURS METHODES (Réf. MT/M) RESEAUX D'ENTREPRISE

Ingénieurs Grandes Ecoles ou équivalent, de nationalité CEE, vous maîtrisez l'anglais et justifiez d'une expérience réussie de 5 à 6 ans dans le domaine des télécoms d'entreprise : conception architecture de réseaux, réseaux de PABX, réseaux locaux d'entreprise (LAN MAN, WAN) et réseaux haut débit, réseaux numériques (X25, NUMERIS, TELETEL), administration de réseaux, support méthodologique en gestion de projet/qualité, CAO réseaux et analyse des modèles économiques.

En relation avec les pôles de compétences internes de FRANCE TELECOM et avec ses partenaires, vous assurerez la conception, en effectuant la gestion, de projets de réseaux d'entreprise, planning, objectifs coût et qualité, cohésion des équipes, et en suivrez la réalisation.

Les postes à pourvoir sont basés à Saint-Quentin-en-Yvelines (78), avec des déplacements fréquents en clientèle.

L'importance de notre Groupe offre de réelles perspectives de carrière aux candidats à fort potentiel.

Merci d'adresser, sous la référence concernée, lettre manuscrite et CV, en précisant votre rémunération actuelle, à :

SM Conseil 38 RUE DE LISBONNE 75008 PARIS



CHEFS DE PROJETS INGÉNIERIE DES RÉSEAUX DE TÉLÉCOMMUNICATIONS PUBLIQUES

Manager de nos projets, vous assisterez nos clients pour les études préalables, la définition des choix techniques et économiques et dirigerez nos opérations d'Ingénierie jusqu'au suivi de l'implantation des réseaux d'abonnés téléphoniques.

Diplômé d'une grande école (Télécom, INSA, ESTP...), vous avez, après une dizaine d'années d'expérience, une solide connaissance des problèmes posés par l'implantation des réseaux (Télécom, câblage, génie civil, VRD...).

Pour ce poste nécessitant de nombreux déplacements à l'étranger, la maîtrise de l'anglais est indispensable, la connaissance de l'espagnol serait un plus.

Merci d'écrire sous réf. M1.9 à Mme C. BOUTEILLIER, SOFRECOM, 24 avenue du Petit Parc, 94307 VINCENNES CEDEX.

BRGM, leader sur le marché français dans le domaine des sciences de la terre et de l'environnement

RECRUTE POUR

■ SON DEPARTEMENT INGENIERIE GEOTECHNIQUE A ORLEANS
1 INGENIEUR GEOTECHNICIEN SENIOR
Vous avez une expérience de 10 à 15 ans en mécanique des sols pour l'animation d'un service opérationnel et le suivi technique et commercial de projets en France et à l'étranger.

■ SES AGENCES REGIONALES SITUÉES A LYON ET A MARSEILLE
2 INGENIEURS GEOTECHNICIENS CONFIRMÉS
Votre compétence professionnelle de 5 à 10 ans vous permet d'assurer le montage, la coordination et la réalisation de projets dans le cadre de contrats commerciaux.

■ SON DEPARTEMENT ENVIRONNEMENT A ORLEANS
4 INGENIEURS CHEFS DE PROJETS
Spécialisés dans l'un des domaines suivants :
• diagnostic de pollution - dépollution
• conception et dimensionnement d'opérations de dépollution (5 à 7 ans d'expérience)
• gestion des déchets (5 à 10 ans d'expérience)
• Audits environnementaux

1 INGENIEUR HYDROGEOLOGUE ENVIRONNEMENTALISTE
Vous assurerez le suivi, la coordination et la réalisation des études hydrogéologiques d'audits environnementaux dans le cadre de contrats commerciaux.

■ SON DEPARTEMENT GEOPHYSIQUE A ORLEANS
1 INGENIEUR PHYSICIEN EXPERIMENTE
Vos 3 ans d'expérience vous permettent d'acquiescer à la fonction de chef de projets de Recherche et Développement dans le domaine du radar géologique.

Tous ces postes nécessitent une formation école d'ingénieurs ou universitaire 3ème cycle.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, c.v., prétentions) sous référence 9277 au BRGM, Direction des Ressources Humaines, Service Emploi Mobilité, B.P. 6008, 45060 Orléans Cedex 02.



هكذا من الامم

LE MONDE DES COMMERCIAUX

Marketing - Vente - Commercial

Schlumberger

Technologies

Cartes à mémoire et
systèmes électroniques
T.V. Vidéo grand public

■ SCHLUMBERGER TECHNOLOGIES conçoit, fabrique et commercialise partout dans le monde des cartes à mémoire et des systèmes de paiement électronique, des équipements de test automatique, des instruments électroniques de mesure, des systèmes de CAO, FAO...

La Division Cartes à Mémoire et Systèmes souhaite intégrer un

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

3 - 5 ans d'expérience commerciale
produits T.V. / Vidéo

pour assurer le développement en France et en Europe d'une nouvelle gamme d'équipements utilisateurs de cartes à mémoire et liés aux domaines de la télévision et de la vidéo grand public.

Votre expérience commerciale, acquise chez un important industriel du secteur T.V. / Vidéo, vous a permis de bien connaître ce marché. Vous savez identifier ses opérateurs. Vous connaissez leurs attentes et leurs procédures.

De nationalité française ou étrangère, vous êtes bilingue Français/Anglais et vous avez de bonnes qualités rédactionnelles dans ces deux langues (une autre langue européenne serait un plus). Vous êtes rigoureux et passionné, vous savez et vous aimez travailler en équipe.

Le poste que nous vous proposons recouvre d'importantes responsabilités de terrain et de stratégie. Ouvert sur tous les départements de l'entreprise, il vous ouvrira de réelles perspectives de carrière au sein de Schlumberger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo) sous la référence YLM 992, au Service du Personnel

SCHLUMBERGER TECHNOLOGIES
Cartes à Mémoire et Systèmes B.P. 620-12
50, avenue Jean Jaurès - 92542 Montrouge Cedex

INGÉNIEUR
COMMERCIAL
FRANCE - EUROPE

3614
En permanence, sur votre téléphone
sous les postes
INGÉNIEURS ET CADRES
proposés par Schlumberger



JOKER, vous connaissez, comme 76 % des français
JOKER devance le marché : quand celui-ci progresse de 20 %,
JOKER progresse encore plus
JOKER est leader sur les marchés CHR et Alimentaire, avec
une gamme qui fait référence.
Au-delà des chiffres, si vous allez voir de plus près, en
connaissances, le Marketing JOKER... en qualité d'

Adjoint Directeur Marketing

Responsable de l'ensemble de la gamme, vous proposez et mettez en œuvre une politique produits pointus, harmonisant vos actions aux décisions stratégiques de l'entreprise.

Au quotidien : analyses du marché et de la concurrence, plans marketing, développements produits, promotion, packaging, communication, gestion des budgets.

Il s'agit d'une fonction complète, rattachée à la Direction Marketing, impliquant une formation supérieure Ecole de Commerce et 3 à 5 ans minimum d'expérience réussie de Chef de Produit Senior, acquise dans une entreprise importante du secteur Grande Consommation.

Creativité, rigueur, organisation, qualités relationnelles sont également vos atouts pour réussir dans cette fonction.

Poste basé au siège à Mâcon.

Notre Conseil ALGOS étudiera votre dossier en toute confidentialité. Merci d'écrire, sous référence 528 M, à Carole de Chilly, ALGOS Management, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY CEDEX.

ALGOS
MANAGEMENT

Responsable marketing Europe



Premier fabricant français et co-leader
Européen du MOBILIER HOSPITALIER.
Filiale d'un Groupe américain, notre
croissance nous conduit à un renforcement
de nos structures en créant cette fonction
(650 Personnes - CA : 350 millions de F).

Vous dépendrez hiérarchiquement de la Direction Générale, en relation étroite avec la Direction Commerciale. Dans le contexte d'un environnement collégial et à partir d'une connaissance maîtrisée de notre marché et de son environnement, vous aurez à élaborer :

- L'évolution de nos gammes de produits existants et futurs en relation avec l'ensemble des utilisateurs et de nos partenaires américains.
- La conception des actions de communication et des outils d'aide à la vente.
- Les études diverses comparatives et tableaux de bord.

35/40 ans environ, diplômé Sup de Co, spécialisé marketing ou équivalent, votre première expérience s'est déroulée en milieu industriel ou biens d'équipement.

D'esprit ouvert, vous êtes à la fois autonome et possédez de fortes aptitudes au travail en équipe. Vous pourrez pleinement vous exprimer à un poste de stratégie évolutif au sein d'une Entreprise performante.

Anglais professionnel impératif, allemand bienvenu.

Ce poste est basé en BRETAGNE SUD, proche du Golfe du Morbihan.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 6881/D, à notre Conseil C. LOUVRIER - CAPFOR - BP 846 - 44020 NANTES CEDEX 01.

Informations Minitel 3615 code CAPFOR

CAPFOR

ALSACE - AQUITAINE - BRETAGNE - FRANCIE COMTE - ILE DE FRANCE - LORRAINE - MIDI PYRENEES - NORMANDIE - PACA - PROVENCE ALPES COTE D'AZUR - PAYS DE LOIRE - RHONE ALPES

Servez-vous
de votre
expérience
pour devenir
Sherpa



DIRECTEUR DE CLIENTELE

A 35 ans, la communication, vous connaissez ! Stratégie, conception, technique, plan média, hors média n'ont plus de secret pour vous ; des idées vous en avez, mais voilà aujourd'hui vous tournez en rond, vous vous posez des questions.

Pourquoi ne pas devenir Sherpa en rejoignant l'agence du même nom ? Filiale du groupe Média-System (Publicis), nous sommes à la communication institutionnelle ce que les Sherpas sont à la haute montagne ; nous accompagnons nos clients dans l'élaboration de leur image, nous bâtissons avec eux des systèmes de communication qui prennent en compte l'ensemble des modes d'expression de l'entreprise.

Nous recherchons un commercial confirmé capable de mener nos clients le plus haut possible, prêt à partager son savoir-faire avec le nôtre et surtout prêt à escalader des sommets avec nous.

Merci d'écrire à Jérôme Piérard, Sherpa, 6/8 impasse des Deux-Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

LE MONDE DES COMMERCIAUX

Depuis près de 40 ans, nous intervenons dans le domaine du JOINT D'ÉTANCHEITE spécifique à forte technicité. Aujourd'hui dans un souci constant de compétence et d'innovation, notre obligation de qualité nous conduit à recruter un

Chargé d'Affaires Technico-Commercial

A l'écoute des besoins de la clientèle dont vous savez analyser les besoins, vos compétences techniques vous permettront d'offrir des solutions adaptées spécifiques et rapides.

Votre candidature nous intéresse si, de formation BTS Génie Mécanique option Fluides ou Bureau d'Etudes, vous souhaitez valoriser votre expérience en développant par votre sens aigu des négociations, une clientèle que vous saurez conseiller et fidéliser.

Rigoureux, vous êtes passionné par la "Haute Technologie" et êtes à même de suivre les études réalisées par le B.E., mais aussi contrôler la qualité et la conformité des fabrications.

La connaissance des matériaux métallurgiques et des plastiques élaborés sera l'un des points forts de votre réussite parmi nous.

Disponibilité nécessaire pour déplacements en Métropole.

Pour nous rejoindre adressez votre candidature lettre, CV, photo a/nr. M/92.07.24, à notre Conseil

FERRETTI CONSEILS

108 place des Miroirs
91000 EVRY

Chef de zone export Afrique de l'Ouest

diépal

1 000 personnes,
3 usines,
1,7 Md de F de CA,
100 000 tonnes
de produits de haute
qualité, des marques
renommées :
Cracottes, Blédina...
leader sur leur marché.

De formation supérieure commerciale, vous avez une première expérience réussie dans l'exportation de produits de grande consommation. Vous pratiquez avec aisance l'anglais.

Rattaché au Directeur de zone, vous organisez et contrôlez l'action de nos agents commerciaux et de nos distributeurs. Vous proposez les politiques marketing, commerciales et tarifaires et participez à leur mise en place. Excellent négociateur et extrêmement rigoureux dans votre approche commerciale, vous avez le sens de l'initiative et l'ambition d'un développeur pour fertiliser des zones à fort potentiel de croissance.

Basé près de Lyon, vous vous déplacerez 50 % de votre temps.

Dans un contexte de fort développement à l'international, les perspectives d'évolution dans l'entreprise et dans le groupe sont très ouvertes.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 143M2, à Hervé et Millet Conseil, 56 rue de Passy, 75016 Paris.

BON
GROUPE

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS
ET TROISIÈME EUROPÉEN



PME en pleine expansion, LEADER sur son marché, recherche dans le cadre de son développement

INGÉNIEURS COMMERCIAUX H/F

A 30/35 ans, diplômé de l'Enseignement Supérieur, vous possédez une expérience commerciale réussie dans la vente de service aux entreprises ou aux particuliers (exemple : Bureautique) - Vous êtes rompu aux techniques de financement - Homme ou Femme de terrain et de challenge, vous serez responsable de la vente d'équipements médicaux avec des produits exclusifs. Ce poste est basé à PARIS et nécessite des déplacements fréquents sur le territoire national. (R&M/C01)

COMMERCIAUX JUNIORS H/F

Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, vous justifiez d'un ou 2 ans d'expérience minimum réussie dans la vente - Votre dynamisme vous permettra d'évoluer vers un poste à responsabilité. (R&M/C01)

Envoyer votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en précisant la référence du poste choisi à EUROPE BIO-MEDICAL FRANCE - 52, Quai des Carrières - 94220 Charenton-le-Pont.

I eur Commercial

Vous contribuerez à l'élaboration de la stratégie commerciale et la mettrez en œuvre pour les affaires de votre responsabilité (prospection, négociation, vente et suivi d'affaires).

Vous assisterez également le directeur commercial dans ses fonctions marketing.

Ingénieur mécanicien, vous possédez une expérience de 5 années environ comme ingénieur d'affaires dans un

secteur d'activités identique ou voisin.

Bien sûr vous maîtrisez l'anglais et connaissez si possible une deuxième langue (allemand, italien ou espagnol).

Des déplacements fréquents (30 à 50 % du temps) en France et en Europe sont à prévoir.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 36207, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

Réseaux et Télécommunications

Eurotech

Filiale française du groupe américain General DataComm (1 800 personnes, 200 millions de \$ de CA), notre société commercialise auprès de grandes entreprises et d'administrations une gamme complète de systèmes avancés de transmission : multiplexeurs voix et données, ponts/routeurs (LAN), adaptateurs et commutateurs X25, matrices et concentrateurs (Hubs). Nous recherchons :

2 INGENIEURS COMMERCIAUX 280 - 330 KF +

Sur les segments de marché qui vous sont attribués, vous prospectez et développez une clientèle de grande complexité en réalisant une vente technique reposant sur des solutions élaborées.

De formation ingénieur, vous disposez de 2 à 3 ans d'expérience de vente dans le domaine des télécommunications.

Vous souhaitez aujourd'hui vous investir dans une structure conviviale, active dans sa communication et son marketing, afin d'y valoriser votre profil de développeur d'affaires enthousiaste, créatif et compétent techniquement.

Réf. LM75/4724A

Ces postes sont basés au siège de notre société, situé en très proche banlieue nord de Paris.

Le développement de nos projets internationaux, les contacts avec nos partenaires étrangers et avec les équipes techniques de notre groupe nécessitent pour ces postes un bon niveau d'anglais.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence choisie à :

EGOR TECHNOLOGIES
17, avenue Maignon - 75008 PARIS

1 INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL 250 - 280 KF

Vous apporterez votre expertise à nos Ingénieurs Commerciaux et contribuerez avec eux la partie technique de leurs offres. Vous veillerez au bon déroulement des projets, participez à la formation de nos clients et coordonnez l'action de nos partenaires français et étrangers.

De formation ingénieur, vous avez plusieurs années d'expérience de la fonction, dans le domaine des réseaux locaux et des télécommunications.

Dynamique, organisé, efficace dans votre action et votre communication, vous souhaitez rejoindre un groupe développant et commercialisant des produits de haut niveau.

Réf. LM75/4724C

EGOR

PARIS AXEN PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIUM DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Nous sommes le leader mondial de l'électrotechnique (215 000 personnes, 150 milliards de CA). Notre filiale ABB robotique, dont la Division Packaging basée à Troyes, se développe aujourd'hui sur le marché porteur des lignes d'emballage de grande série pour l'industrie agro-alimentaire. crée 2 postes d'

Ingénieurs Commerciaux de haut niveau

Après une période de formation spécifique à nos produits et méthodes de travail, vous prenez en charge le développement et la gestion de votre portefeuille de clients (essentiellement des sociétés d'emballage nationale et multinationales).

Vous assurez également l'interface entre nos services techniques (projet et réalisation) et nos clients.

Votre potentiel de négociateur doit s'exprimer auprès de décideurs dans le cadre d'opérations de grande envergure (mise en place de chaînes de production, ...).

A 35 ans environ, de formation supérieure et de sensibilité technique, vous bénéficiez d'une solide expérience de la vente de biens d'équipement à l'industrie. Une bonne connaissance du milieu agro-alimentaire sera fortement appréciée. Votre anglais est opérationnel. Votre disponibilité vous permet d'intervenir indifféremment chez vos clients sur le territoire national et sur notre site de Troyes.

Notre environnement technique et humain de haute qualité vous offrira, à terme, les perspectives d'évolution d'un

Groupe d'envergure mondiale.

Les entretiens auront lieu à Paris les 22 et 24 09 92. Merci d'adresser vos candidatures, sous réf. R-491A1, à MEDIA PA - 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui les transmettra à notre conseil.

ABB
ASEA BROWN BOVERI

L'ÉNERGIE DE LA REUSSITE

مكتبة الدليل

هكذا من الإصحاح

XXIV Le Monde • Mercredi 9 septembre 1992 •

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE DES COMMERCIAUX

QUALITE

Le Monde des Commerciaux

Les entreprises cherchent de nouveaux talents. Elles ont besoin de personnes capables de gérer des équipes, de développer de nouveaux marchés, de créer de nouvelles entreprises. Elles ont besoin de personnes qui ont une expérience, une formation, une motivation.

Possédant une parfaite maîtrise des systèmes d'information, une expérience de plusieurs années dans plusieurs entreprises, il est ingénieur commercial, diplômé d'une grande école. C'est un homme de communication et de management, dont l'expérience en Cabinet sera aussi l'un des plus grands atouts de sa réussite.

Pour ce poste basé près de Paris, merci d'adresser votre candidature personnellement à Monsieur G. BAROFFIO, APAVE PARISIENNE, 17 rue Salneuve, 75854 PARIS CEDEX 17.



JEUNE CADRE COMMERCIAL

elf antargaz recherche pour sa Direction Commerciale, un jeune cadre.

Vous aurez en charge le suivi et le développement de nos relations commerciales avec les CLIENTS NATIONAUX (Centrales d'Achat, Administrations...) ainsi que les prescripteurs et constructeurs de matériel.

Vous coordonnerez et animerez l'ensemble de ces actions au travers de nos Directions Régionales.

Diplômé ESC, vous pratiquerez l'anglais et justifierez d'une première expérience de terrain au cours de laquelle vous avez démontré vos qualités de négociateur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV + photo et prétentions à ELF ANTARGAZ - DRS - Tour Elf - 92078 PARIS LA DEFENSE CEDEX 45

elf aquitaine

LA PASSION A TOUJOURS RAISON

SECTEURS DE POINTE



L'Homme pense à la performance Kléber pense à l'Homme

Pour concevoir et produire des pneumatiques, il nous faut répondre aux défis d'une qualité sans cesse améliorée, dans un environnement technologique toujours plus exigeant. Et c'est d'abord aux hommes que nous nous appuyons. Que ce soit dans nos centres techniques et d'essais ou dans nos unités de production, toujours au sein de structures légères, nous leur donnons tous les moyens de leur créativité.

Vous êtes intéressés par une activité de conception et de développement, vous êtes de formation X, Centrale, Mines, Ponts et Chaussées, ENSIA, P.C., vous avez une première expérience professionnelle, alors peut-être serez-vous tenté de venir nous rejoindre, notre réussite de demain passe aussi par la vôtre.

PNEUMATIQUES KLEBER - D.S.H.E. - 14, rue du Mouzon 54520 LAROU.



Le Monde
PUBLICITE

Pour passer vos annonces :



46-62-72-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74



REJOIGNEZ LE FUTUR À POITIERS!

AE FRANCE - Société en forte expansion au sein du groupe T & N (40 000 salariés dans le monde, 3 000 en France), nous concevons et nous fabriquons des pièces de précision pour moteurs à combustion interne.

Jeune Ingénieur Informatique Technique

Nous créons ce poste près de Poitiers et souhaitons vous confier la gestion et la coordination de l'ensemble de nos moyens de CFAO et de calcul scientifique. En relation avec nos équipes techniques (bureau d'études, méthodes), vous prendrez en charge les nouveaux projets ainsi que la mise en place des logiciels correspondants. Chargé de la supervision de notre parc et de son exploitation, vous veillerez à l'évolution de nos architectures grâce aux relations que vous saurez entretenir avec nos partenaires et fournisseurs. Votre sens du service, associé à une solide rigueur technique, vous permettront de faire évoluer ce poste à la mesure de vos capacités.

Doté d'une formation supérieure (BAC + 4 minimum) Ecole d'Ingénieurs ou Université, vous possédez une première expérience système dans un contexte UNIX/Réseau. La connaissance de VAX-VMS et des langages FORTRAN et/ou C sera un plus.

Merci d'adresser votre dossier, sous référence RSA 09, à Reine-Marie HALBOUT - CAP SESA SELECTION 207, rue de Bercy - 75012 PARIS.



Alcon/
Biophysic
Medical

Fabricant de
lasers et
ultrasons pour
l'ophtalmologie
recherche un

Alcon

Ingénieur Informatique

Responsable du Service
Electronique R & D

Vous assurez avec deux électroniciens la conception, le développement et la réalisation d'ensembles ou de sous-ensembles électroniques.

Vous possédez une expérience professionnelle de 5 ans environ et connaissez : Langage C, Assembleur 68000, Turbo C++, Circuit logique programmable "Altera" (EPLD, MAX).

La connaissance et la réalisation Hardware seront appréciées. L'anglais lu et parlé est indispensable.

Disponibilité immédiate.

Ce poste basé à CLERMONT-FERRAND pour une durée minimale d'un an et demi offre une possibilité de mutation aux USA au cours du dernier trimestre 1993.

Merci de bien vouloir envoyer votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à Aline GAUTHIER Laboratoires ALCON - BP 64 - Saint Jean - 63015 Clermont-Ferrand Cedex.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 LM